

150

THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF TORONTO

TRENTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 9845

40 PAGES

MERCREDI 13 OCTOBRE 1976

EN ITALIE

Le plan d'austérité soulève les protestations de la base ouvrière

LIRE PAGE 2.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 s. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 45 R\$; Italie, 300 L. ; Liban, 100 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,75 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. dr.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS

75437 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4307-33 Paris

Tél. Paris n° 696372

Tél. : 246-72-23

La politique nucléaire française

Un pas vers Washington

Annouces à grand bruit, les premières décisions du conseil supérieur de politique nucléaire extérieure devraient être prises d'ici quelques jours. Les principes fondamentaux qui guideront désormais la politique nucléaire française, elle n'en amorce pas moins une évolution.

Conformément à la politique suivie depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, la France applique, bien qu'elle n'y soit pas parvenue, les dispositions du traité de non-prolifération nucléaire relatives au contrôle par les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie des matières nucléaires vendues à l'étranger. Elle a manifesté clairement son souci d'indépendance en cherchant à vendre au Pakistan, malgré l'opposition américaine, une usine de retraitement des combustibles irradiés.

La France, annonce-t-on, renforcera les dispositions et garanties appropriées dans le domaine des équipements, des matières et des technologies. Ce n'est-elle fait d'autre à Londres, au sein du club des pays exportateurs de technologie nucléaire, qui sont convenus de nouvelles règles pour la vente de technologie « sensible », notamment aux pays jugés « peu sûrs ».

Si rien n'a bougé sur les « principes essentiels », c'est sur un nouveau qu'est affirmé le souci de dialogue et de concertation. Ce dialogue et cette concertation étaient déjà présents au « club de Londres ». Mais la nouvelle « charte nucléaire » de la France semble vouloir aller plus loin : le gouvernement français veut empêcher que la concurrence commerciale favorise la prolifération. Autrement dit, il n'est plus question de chercher à obtenir un marché important, comme on a déjà tenté de le faire, en offrant « en prime » une technologie « sensible ».

De manière plus précise encore, la France est disposée à participer à toute discussion « bilatérale ou multilatérale » sur le problème du cycle des combustibles. Cela vise en particulier, bien évidemment, le retraitement des combustibles irradiés. La volonté, affirmée haut et fort, de « garder la maîtrise » de la politique d'exportation nucléaire de la France semble ici s'effacer derrière le souci de ne pas trop « faire de vagues » sur le point qui irrite le plus vivement Washington, inquiet de la mise à la disposition de pays en situation géopolitique difficile — comme le Pakistan — d'une technologie leur permettant de disposer facilement de plutonium, donc éventuellement d'une bombe. Certains y voient même un premier pas sous les Fourches Caudines américaines.

On précise à Paris que la France ne prendra pas l'initiative de telles discussions multilatérales, mais qu'elle ne se refusera pas à y prendre part si elles sont organisées par d'autres : n'est-ce pas là l'esquisse d'un ralliement aux thèses de M. Kissinger, qui entend réserver le retraitement à des usines placées sous contrôle international ?

Les « grands principes » qui guideront désormais la politique nucléaire extérieure française paraissent en tout cas suffisamment vagues pour ne mécontenter personne. Il faudra, pour y voir plus clair, attendre l'application qui en sera faite, cas par cas, sur les principaux dossiers en cours. Celui de l'Iran ne devrait pas poser de problèmes. Celui du Pakistan sera plus délicat et plus instructif : il permettra de juger si, dans le domaine nucléaire, Paris est disposé, en s'abritant derrière les « grands principes », à se rapprocher des positions américaines.

s'orienterait vers la concertation

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, a rendu public, lundi 11 octobre, en fin d'après-midi, les six principes fondamentaux qui guideront désormais la politique nucléaire extérieure de la France.

Selon ces principes élaborés par le Conseil supérieur de politique nucléaire extérieure, réuni pour la deuxième fois sous la présidence du chef de l'État (le 10 octobre), « la France entend garder la maîtrise de sa politique d'exportation nucléaire dans le respect de ses engagements internationaux en la matière », tout en soulignant avec force qu'elle « ne favorisera pas la prolifération de l'arme nucléaire ». La « déclaration de principes » précise également que la France entend donner dans ce domaine une large place à la concertation.

Commentant ce texte, le porte-parole de l'Élysée a souligné que le conseil de politique nucléaire extérieure était un « organisme permanent », dont la création avait été rendue nécessaire par le fait que la France « était depuis peu au nombre des pays pour lesquels se posent les problèmes d'exportation de technologie nucléaire ». Les réunions ultérieures à préciser les idées, donneront lieu à des « décisions nouvelles », et surtout, cas par cas, à des « décisions d'application ». Il n'y aura toutefois pas de révision des accords commerciaux déjà signés.

Au total, cette « déclaration de principes », qui, avant d'être rendue publique, avait été transmise par voie diplomatique aux principaux partenaires de la France dans le domaine nucléaire (autres pays fournisseurs et clients actuels ou potentiels), ne paraît pas annoncer un bouleversement complet de la politique française en matière de politique nucléaire extérieure. Toutefois, le désir réaffirmé de parvenir à la concertation, notamment pour éviter « de favoriser par la concurrence commerciale la prolifération de l'arme nucléaire », a de fortes chances d'apparaître, aux yeux surtout des États-Unis, comme témoignant d'un souci nouveau de conciliation.

Mais c'est surtout, au-delà de cette affirmation de principes peu originale, l'application « cas par cas » qui permettra de mieux discerner les intentions françaises : de source informée, on reconnaît que le projet — maintenant abandonné — de vente d'une unité de retraitement des combustibles irradiés à la Corée du Sud, serait aujourd'hui inacceptable au regard des principes nouvellement adoptés ; mais que, dans le cas du Pakistan, le projet de même nature qui a soulevé la colère de M. Kissinger ne semble pas, à première vue, « incompatible » avec ces principes. Le dossier pakistanais, qui sera sans doute l'un des premiers soumis au conseil de politique nucléaire extérieure, sera donc un bon test de la volonté française.

(Lire page 11.)

Un entretien
avec le président Senghor
ÊTRE VÉRITABLEMENT
EN L'AN 2001
UNE « GRÈCE NOIRE »

Lire page 18.

DELMAS
EDITIONS J. DELMAS & Cie
13, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. 325-08-32

EXTRAIT DU SOMMAIRE
MÉTIER DE TRAVAIL
EXTRAIT DU SOMMAIRE
LES ESTIVANTS
EXTRAIT DU SOMMAIRE
LES ESTIVANTS
EXTRAIT DU SOMMAIRE
LES ESTIVANTS

Les dirigeants de la tendance de gauche auraient été écartés à Pékin

M. Hua Kuo-feng est officiellement nommé président du P.C. chinois

Alors que la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du P.C. est officiellement confirmée à Pékin, les dirigeants de la tendance dite de « gauche » en Chine, M. Wang Hong-wen, vice-président du P.C. ; M. Chang Chun-chiao, vice-premier ministre, membre du bureau politique ; M. Yao Wen-yuan, théoricien, membre du bureau politique, et Mme Chiang Ching, veuve de Mao Tse-tung, auraient été écartés à la fin de la semaine dernière pour avoir fomenté un complot. Il y a exactement dix ans, la révolution culturelle entraînait dans sa phase la plus dure, grâce notamment à l'action des personnalités qui paraissent aujourd'hui — un mois seule-

ment après la mort de Mao — avoir perdu tout pouvoir. La nouvelle n'est certes pas confirmée officiellement, mais des diplomates en poste à Pékin ont vu de l'affaire samedi 9 octobre et le ministre japonais des affaires étrangères a fait savoir mardi qu'il était au courant depuis deux jours. Samedi aussi, les cadres supérieurs du P.C. ont été informés de la situation. L'explication de ce bouleversement politique est, depuis, progressivement donnée à des niveaux plus modestes de la hiérarchie. La population, à qui nul n'a demandé son avis, vague dans une indifférence apparente à ses occupations. La crise que vient de traverser — et que

traverse peut-être encore — le régime va rendre encore plus significatives les nominations aux places désormais très nombreuses laissées vacantes par les décès et les luttes de factions. Pour ne prendre qu'un exemple, le comité permanent n'a plus que deux membres contre neuf à l'issue du dixième congrès de 1973. L'élimination de la « gauche », si elle est confirmée, devra — mais en quels termes ? — être expliquée par le groupe qui détient en apparence le pouvoir aujourd'hui. Il lui faudra à la fois dénoncer cette « gauche » sans pour autant renier ce qui, depuis plus d'un an, a été dit et fait dans le cadre de la campagne contre la « droite ».

De notre correspondant

Pékin. — « Pas de commentaires », telle est la réponse ambiguë que les porte-parole chinois faisaient, mardi 12 octobre, aux questions qui leur étaient posées à propos des rumeurs concernant la mise en arrestation de quatre membres du bureau politique, dont la veuve du président Mao, Mme Chiang Ching. Le seul fait que ces rumeurs n'aient pas été immédiatement démenties suffit à faire penser qu'elles comportent au moins une part de vérité.

Les premières informations concernant l'arrestation — ou l'assignation à résidence ? — de Mme Chiang Ching, de M. Wang Hong-wen (vice-président du comité central), de M. Chang Chun-chiao (vice-premier ministre, membre du bureau politique et

directeur du département politique de l'armée) et de M. Yao Wen-yuan (membre du bureau politique) sont parvenues il y a environ quarante-huit heures à des membres anglophones de la communauté diplomatique de Pékin. Ces informations émanent, apparemment, de deux sources chinoises différentes. Selon l'une de ces sources, les personnalités arrêtées étaient accusées de tentative de coup d'État.

En l'absence d'autres précisions et surtout de la moindre confirmation officielle, on se perd en conjectures sur les circonstances dans lesquelles a pu échoir la

crise, la plus grave, si elle est bien réelle, qu'ait traversée la République populaire depuis la révolution culturelle. Il est certain qu'une situation anormale régnait à Pékin depuis samedi. L'apparition d'affiches annonçant la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du parti et de la commission des affaires militaires du comité central, le retrait de certaines d'entre elles, l'absence de communiqué officiel à ce sujet, laissent supposer au moins que des contretemps, sinon des remous sérieux, s'étaient produits au sein du régime.

Dimanche matin, l'éditorial du Quotidien du peuple contenait un sévère avertissement contre « qui, conquis, trahit le mariage », le len demain, la presse de Mao Tse-tung a dénoncé les directives du président Mao, quiconque pratique le révisionnisme, trahit la scission et des intrigues ». D'abord interprété comme une mise en garde générale vis-à-vis d'un gage couramment employé depuis le début de la campagne contre M. Teng Hsiao-ping, ce texte attire aujourd'hui l'attention de

(Lire la suite page 2.)

Le métier de chercheur

I. — Heureux, privilégiés, inquiets ?

Le génie va-t-il devenir fonctionnaire et aspirer à la retraite ? Entre la sécurité d'emploi, unique objet des revendications, et la liberté de chercher, qu'on dit partout menacée par la bureaucratie et la « rentabilité », le chercheur français en est encore à se chercher lui-même.

Ici, on lui dit que son métier en vaut un autre, qu'on peut y durer sans avoir honte ; là, on lui dit qu'il n'est qu'un passage et que la recherche exige un sang toujours renouvelé. Qu'il s'agisse de sécurité ou de « passage », le problème qui se pose à tous les chercheurs est posé en termes de durée comme si le temps y menaçait les talents plus vite qu'ailleurs, comme si le vieillissement — et l'ennui — étaient les pires dangers qui guettent l'homme. La recherche, métier aux longues périodes et au rythme lent, est celui où on a le plus peur du temps qui passe.

Et pourtant ! Quelle paix appe-

par BRUN. FRAPPAT

rente dans ces laboratoires où rien ne bouge ! Quelle tranquillité dans ces bureaux à l'écart du monde où le téléphone n'interrompt jamais les conversations ! Quel bonheur de contempler longuement — sans risque d'être perturbé — des colonnes de chiffres, des besicles, des brouillons, des tableaux, des schémas, dans l'attente éternelle de l'enfant qui détaille un jouet — toujours le même — sans s'en lasser et qui en découvre chaque jour une utilisation nouvelle.

Que les chercheurs soient un peu des enfants qui s'amusent, quelques-uns l'admettent. M. Robert Naquet, directeur du laboratoire de physiologie nerveuse à Gif-sur-Yvette (Essonne), ne craint pas de le dire : « Le chercheur est un être un peu à part qui s'amuse de choses qui s'amusent pas les autres. Moi, je joue. » A l'étage supérieur du même bâtiment, le professeur Bloch, psychophysiologiste de renommée internationale, professeur à l'université d'Orsay, est aussi net : « Je n'ai pas peur du terme amusement. Il faut s'amuser pour faire de la

recherche, y trouver du plaisir. » Mais, dans la recherche française, on ne s'amuse pas uniformément. Si, dans de nombreux laboratoires ou équipes de recherche — comme à Gif — on donne l'impression de ne pas s'ennuyer, ailleurs — tous le verrons — des chercheurs tournent en rond jusqu'au psychodrame kafkaïen.

Tout sur le campus scientifique de Gif-sur-Yvette, paraît conçu pour l'aménagement de ceux qui y travaillent. A une trentaine de modernes dispersés dans la nature abritent quatorze laboratoires du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) dans un décor qui rappelle celui des résidences pour cadres supérieurs dont certaines banlieues s'honorent.

(Lire la suite page 32.)

« LES ESTIVANTS » PAR PETER STEIN

Une extase si sereine

Les Estivants, de Gorki — que Peter Stein présente à Nanterre, — sont nés en 1904, comme la Cendrillon, de Tchekhov.

La première idée de la pièce est venue à Gorki trois ans plus tôt. Il cherchait, en 1901, une maison de campagne à louer dans les environs de Nijni-Novgorod. Près du village de Gorbostovski une « datcha » lui plut, parce qu'un bois de pins, touffu, commençait à vingt pas des portes-fenêtres. Mais il y avait, dans le bois et sur l'herbe, des papiers sales, des boîtes. Gorki, plus une colère, il dit à sa femme : « Ce datchnik, il n'y a pas plus inutile et plus nuisible sur terre. »

Le mot « estivants » traduit inexactement le terme russe « datchniki ». Il s'agit de membres de l'« intelligentsia matérialiste bourgeoise », selon une expression que Gorki emprunte à Berdiaev, ou, plus sim-

plement, de « philistins culturels », qui, tout en continuant de travailler en tant qu'avocats, médecins, architectes, etc., jouent en groupes plusieurs datchas à la campagne, et pas forcément l'été.

Ils forment alors, dans les bois, un groupe d'amis. La chose se pratiquait beaucoup dans les années qui ont juste précédé et suivi 1900. Contrairement au but espéré, les « datchniki » s'entre-déchaînaient plus sauvagement à la campagne qu'à la ville. Il y a, dans le titre *Datchniki*, une autre nuance : Gorki a voulu dire que ces personnages sont — en résidence temporaire — pas seulement dans des datchas louées, mais sur leur terre de Russie.

MICHEL CURNOT.

(Lire la suite page 23.)

EUROPE

Grande-Bretagne

M. Callaghan obtient aux Communes une confortable majorité sur sa politique économique

Londres. — M. Callaghan a passé beaucoup plus aisément qu'on ne s'y attendait le grand débat économique, qui a marqué, lundi 11 octobre, la rentrée de la Chambre des communes. A l'issue de cette confrontation qui mettait en cause toute sa politique économique, le gouvernement l'a emporté en effet par 301 voix contre 288.

De notre correspondant

travailleuse, elle a une fois de plus ajourné sa rébellion contre le gouvernement. L'affrontement entre M. Callaghan et Mme Thatcher a néanmoins été assez dur. Le leader de l'opposition, adoptant un ton bien plus agressif que par le passé, a soutenu que la stratégie économique du gouvernement avait complètement échoué. Le premier ministre a répondu d'une « longue marche » vers le redressement, mais il n'arrive plus à dissuader qu'il a choisi la mauvaise route. M. Callaghan n'a pu que répéter les arguments traditionnels du Labour. Une fois de plus, il a demandé dans quel domaine les conservateurs se proposaient d'effectuer les coupes sombres qu'ils déclarent indispensables pour

réduire le déficit du secteur public. Le premier ministre a réaffirmé que les Tories sont incapables de coopérer avec les syndicats et que leur arrivée au pouvoir provoquerait immédiatement une confrontation comme celle qui a fait tomber le gouvernement de M. Heath au début de 1974.

En dépit de ces polémiques, l'atmosphère des Communes ne reflétait pas du tout la crise profonde qui, depuis les deux dernières semaines, a dominé aussi bien le congrès travailliste de Blackpool que la conférence conservatrice de Brighton. Il est vrai qu'en ce moment le débat le plus intéressant est celui de la loi sur le chômage, que M. Healey, l'ancien ministre du Trésor, avait laissé entendre que, pour l'instant du moins, il ne fallait pas s'attendre à de nouvelles mesures gouvernementales. Il a cependant annoncé qu'une nouvelle baisse du niveau de vie devrait être acceptée dans les mois à venir.

Italie

Le plan d'austérité soulève les protestations de la base ouvrière

De notre correspondant

Rome. — Grèves, assemblées, motions. Les nouvelles en provenance du nord de l'Italie sont chaque jour plus explicites : la « base » n'a pas compris ni accepté l'attitude conciliante des dirigeants syndicaux et des responsables du parti communiste à l'égard du plan d'austérité de M. Andreotti. Déjà, la Fédération des travailleurs de la métallurgie — la plus en pointe et la plus « unitaire » — annonce une grève pour la semaine prochaine. Il n'est pas exclu que les trois grandes confédérations (C.G.I.L., C.I.S.I. et U.I.L.) lui emboîtent le pas.

Ce ne serait pas, comme le 7 octobre, un arrêt de travail pour orienter une reconversion de l'industrie italienne, mais bel et bien une protestation contre des mesures gouvernementales atteignant « de manière indiscriminée » tous les salariés, comme c'est le cas après la forte augmentation du prix de l'énergie. A la C.G.I.L., qui rassemble la moitié des syndicats de la péninsule, on note en effet un engagement de ton. C'est vrai surtout de la composante socialiste (hors des luttes courtes pour le communisme), laquelle vient de réclamer une « journée générale de protestation pour unifier les luttes en cours et donner aux travailleurs la certitude que le syndicat ne se place pas au-dessus de leur tête ». Moins affirmatif pour le moment, le secrétaire général (communiste) de la C.G.I.L., M. Luciano Lama, a fait, lundi 11 octobre, d'intéressantes déclarations. Elles montrent combien il est difficile pour un syndicaliste d'être trop compréhensif pour le gouvernement et pour le communisme d'approcher du pouvoir sans compromissions.

« Nous devons le dire franchement : la profondeur et la gravité de la crise sont encore trop souvent sous-estimées », a-t-il déclaré devant les cadres de son syndicat. Une politique d'austérité est nécessaire. Voici pourquoi, vis-à-vis des mesures gouvernementales, nous n'avons pas adopté une position de refus a priori, mais nous avons voulu et voulons entrer dans la discussion. » M. Lama estime cependant que ces mesures, « pour une part importante, ne correspondent pas aux critères de justice et de relance économique que nous poursuivons ».

Il a ajouté : « Ce serait une très grave erreur si notre action pour modifier les mesures d'austérité était contrainte par le refus de tout effort. Le syndicat juge sévèrement ceux qui

par méconnaissance de la gravité de la situation ou pour agacement des revendications populaires tirent des feux d'artifice, en sachant que d'autres auront la responsabilité de les éteindre. »

Interviewé par la télévision, M. Lama devait remarquer avec franchise que le mouvement syndical ne peut ignorer le changement de politique intervenu le 30 juin dernier aux élections législatives. Autrement dit, il doit tenir compte de la participation grandissante de la gauche au pouvoir.

Pour leur part, les dirigeants du parti communiste continuent de s'expliquer chaque jour dans des articles ou des déclarations. M. Eugenio Scalfari, expert économique, résume assez bien ces positions en écrivant ce mardi 12 octobre, dans l'Unità : « Le P.C.I. se battra (au Parlement) pour apporter aux décisions gouvernementales les modifications nécessaires, de manière à leur donner la plus grande équité et l'efficacité dans le sens de l'équilibre et de la rénovation de notre système économique. »

ROBERT SOLÉ

JEAN WETZ

Union soviétique

Le ministre de la culture est sévèrement critiqué

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique va-t-elle avoir bientôt un nouveau ministre de la culture ? On se pose de plus en plus la question à Moscou. M. Demitchev n'a pas paru en public depuis quelque temps, et, ce mardi 12 octobre, la Pravda publie un éditorial consacré à l'organisation des musées en U.R.S.S. ; cet article critique très sévèrement le ministre de la culture.

M. Demitchev, qui est né en 1918, dirige le ministère de la culture depuis novembre 1974 ; il avait été nommé à ce poste peu après la mort de Mme Fourtseva. Auparavant, il était secrétaire du comité central, chargé des affaires culturelles et des questions d'enseignement et de presse. Chimiste de formation, M. Demitchev est membre du comité central depuis 1961 et membre suppléant du bureau politique depuis 1964.

Les indices de la disgrâce de M. Demitchev ne cessent de s'accumuler depuis plusieurs mois. Les uns ont dit qu'il n'avait pas participé à la réunion du bureau politique de l'Union des écrivains. Il n'a pas reçu la semaine dernière le ministre grec de la culture, qui était à Moscou, et qui s'est entretenu avec d'autres ministres. Le 8 octobre enfin, il n'accompagnait pas plusieurs de ses collègues du bureau politique pour lesquels avait été organisée une visite d'une exposition de la jeune peinture soviétique au Musée d'Art Moderne.

Le sort de M. Demitchev sera sans doute réglé au cours du plénum du comité central, qui doit précéder la session du Soviet suprême en juillet-août 1977. Cette année comprendra douze à quinze mille hommes et sera encadrée par un millier d'officiers fournis par la Turquie. — (A.F.P.)

Turquie

LES COURS DE SURETÉ DE L'ÉTAT CESSENT D'EXISTER

Ankara (A.F.P.). — Les cours de sûreté de l'État, source de controverse en Turquie depuis leur création, il y a trois ans, et cause récente d'une série de graves récentes (Le Monde daté 3 et 4 octobre 1976), ont cessé d'exister lundi 11 octobre. La loi établissant ces tribunaux d'exception, qui groupaient des magistrats civils et militaires, avait été annulée il y a exactement un an par la Cour constitutionnelle turque. La Cour avait accordé un délai d'un an au Parlement pour promulguer une nouvelle loi à ce sujet, mais, malgré deux séances extraordinaires du Parlement, les efforts de la majorité conservatrice ont échoué.

En trois ans, les cinq cours de sûreté de l'État, situées à Ankara, Istanbul, Izmir, Adana et Diyarbakir, ont jugé près de mille deux cent quarante-quatre personnes au cours de cinq cent quarante procès. Six cent vingt-trois personnes accusées par ces tribunaux sont actuellement en prison.

Tchécoslovaquie

M. JIRI HAJEK N'EST PLUS RÉDACTEUR EN CHEF DE « TVORBA »

M. Jiri Hajek n'est plus rédacteur en chef de Tvorba, hebdomadaire politico-culturel du P.O. tchécoslovaque. Son nom n'apparaît plus. Seul est mentionné le nom de M. Frantisek Cudzik comme rédacteur en chef adjoint. Selon l'agence France-Presse, le numéro du 15 septembre avait déjà quitté l'imprimerie. Un article de M. Hajek sur la culture slovaque aurait déplaqué deux jours plus tard, le journal était mis en vente sans l'article de M. Hajek. M. Hajek — victime ainsi de la rigidité culturelle qui s'est manifestée récemment à propos de la musique pour le anniversaire des normaliens dans une bibliothèque d'archives. Il y a quelques années, il avait déjà dû signer un engagement reconnaissant qu'il avait commis une erreur : celle d'avoir publié un récit de son fils où il était question d'un personnage émigré. Jusqu'à présent, M. Hajek avait tenu, depuis l'avènement de M. Husak, de convaincre les journalistes occidentaux et particulièrement les Français d'oublier le « printemps de Prague » et de ne pas se laisser entraîner par la version qui circule à Pékin parait particulièrement difficile à accepter : ils seraient accusés, dit-on, d'avoir précédemment « dénigré » les propos du président Mao Tse-tung pour en tirer les citations qui alimentèrent depuis le début de l'année la campagne contre le vent dévotionnel de droite, et le chef de cette tendance, M. Teng Hsiao-ping.

Une exposition à l'Hôtel de Ville

PRAGUE À PARIS

Une exposition sur « Prague, capitale aux traditions ancestrales » vient d'être inaugurée à l'Hôtel de Ville, par M. Bernard Lafay, président du conseil de Paris, en présence de l'ambassadeur de Tchécoslovaquie en France, M. Jiri Sedlak. La municipalité de Prague était représentée par M. Josef Kilian, premier adjoint au maire de Prague. M. Lafay a évoqué les liens historiques qui unissent Prague et Paris, la Tchécoslovaquie et la France, et les affinités qui ne se sont jamais démenties entre les deux pays. M. Sedlak a rappelé que l'exposition avait pour objectif de concrétiser les principes de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, visant à l'approfondissement et à l'élargissement des relations entre les États participants, ainsi qu'à une meilleure compréhension entre les peuples.

★ Jusqu'au 20 octobre, de 10 à 17 heures : tous les jours, sauf les dimanches et le jeudi 14 octobre.

La tendance de gauche

(Suite de la première page.)

Inversement, on a remarqué l'absence de toute affiche ou journal mural à l'université Tsinghua de Pékin, pourtant haut lieu de la vie politique et habituellement très animée, mais considérée comme l'une des meilleures plates-formes d'expression de la gauche.

Toujours a posteriori, on note encore que les attaques contre « la bourgeoisie au sein du parti », crise majeure dans les plus hautes sphères du régime et le calme complet, pour ne pas dire l'indifférence, qui caractérise l'attitude de la population pékinoise. Un beau soleil, après plusieurs jours gris et pluvieux, brille mardi sur la capitale, encourageant les touristes, ni plus ni moins nombreux qu'à l'accoutumée, à se photographier mutuellement sur la place Tian-An-Men. Aucun renforcement sensible des services de sécurité n'est visible. Rien ne laisse supposer qu'à ce stade des opérations l'homme de la rue ait été le moins du monde sollicité de donner son avis, ne serait-ce que pour la forme.

ALAIN JACOB

LES ÉBOUEURS DE CHANGHAÏ AIMERAIENT EN SAVOIR PLUS...

Pékin (Reuters). — La confusion politique n'est pas limitée à Pékin. A Nanchow, dans l'est du pays, des milliers de personnes se sont rassemblées, lundi 11 octobre, dans les rues pour célébrer et approuver la nomination de M. Hua Kuo-feng comme successeur de Mao Tse-tung.

Mais, à Changhaï, des ouvriers se sont plaints de ne pas être au courant des événements. Une affiche manuscrite apposée dans le centre de la ville déclare : « Les documents du comité central n'ont pas encore été publiés. Pourquoi ? » L'affiche, signée « les masses révolutionnaires des éboueurs municipaux », avait été collée lundi, à 11 heures du matin ; à quatre heures, elle avait été arrachée.

★ M. Giscard d'Estaing recevra à déjeuner, mercredi 13 octobre, le ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, M. Chiao Kuan-hua. Ce dernier est attendu pour qu'il a représenté son pays à l'Assemblée générale des Nations unies.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

★ M. DOMINGO LOZANO, directeur de production des usines Renault de Córdoba, a été condamné à la peine capitale, lundi 11 octobre, par le tribunal militaire supérieur égyptien. Un autre des quatre accusés a été condamné aux travaux forcés à perpétuité. Les deux autres ont été acquittés. Ces quatre personnes, de nationalité égyptienne, étaient accusées d'utiliser des explosifs pour des actes de sabotage contre des édifices publics, et d'être entrées en contact avec la Libye dans le but de nuire à la politique suivie par l'Égypte. — (A.F.P.)

Chypre

★ LA COMMUNAUTÉ TURQUE de l'île constituera sous peu sa propre armée autonome, destinée à prendre la relève du corps expéditionnaire envoyé par Ankara en juillet-août 1974. Cette armée comprendra douze à quinze mille hommes et sera encadrée par un millier d'officiers fournis par la Turquie. — (A.F.P.)

Colombie

★ DIX PARLEMENTAIRES et plusieurs personnalités sont impliqués dans des affaires de détournements de fonds publics. Le congrès de la République, M. Amilcar Martínez, a annoncé qu'une enquête avait été ouverte le lundi 11 octobre. — (A.F.P.)

Côte-d'Ivoire

★ UNE CONVENTION FRANCO-IVOIRIENNE sur la circulation des personnes a été signée récemment à Paris par les ministres ivoirien et français des affaires étrangères, M. Arsène Usher Assouan et Louis de Guiringaud. Cette convention institue notamment une carte de résident, valable trois ans et renouvelable. La France a déjà signé une convention analogue avec le Bénin. On compte quarante mille Français en Côte-d'Ivoire et six mille Ivoiriens en France.

Égypte

★ M. EMAD EDDINE ABOU RAFIK, principal accusé dans l'attentat à la bombe commis en août dernier au complexe

administratif de la place Al-Tahrir, au centre du Caire, a été condamné à la peine capitale, lundi 11 octobre, par le tribunal militaire supérieur égyptien. Un autre des quatre accusés a été condamné aux travaux forcés à perpétuité. Les deux autres ont été acquittés. Ces quatre personnes, de nationalité égyptienne, étaient accusées d'utiliser des explosifs pour des actes de sabotage contre des édifices publics, et d'être entrées en contact avec la Libye dans le but de nuire à la politique suivie par l'Égypte. — (A.F.P.)

Espagne

★ LES DIRIGEANTS DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL (P.O.E.) ont été élus à la présidence du parti, qui se sont réunis à Lisbonne le dimanche 10 octobre, à l'invitation de M. Mario Soares, sont tombés d'accord sur le principe d'une unification de leurs deux formations. — (Reuters)

★ UN DÉCRET ROYAL, repoussant après les élections législatives prévues dans la première moitié de 1977 les élections municipales et provinciales partielles, a été publié, lundi 11 octobre, au Bulletin officiel de l'État. Ces élections pour le renouvellement de la plus grande partie des municipalités et des assemblées provinciales devaient se tenir cette année et au début de l'an prochain. — (A.F.P.)

États-Unis

★ LA FIRME COCA-COLA, dont le siège se trouve à Atlanta (Géorgie), a reconnu qu'elle avait fait quelques centaines de milliers de dollars de « paiements douteux » ces dernières années dans plusieurs pays étrangers. La firme n'a pas précisé dans quels pays ces versements avaient été effectués. — (A.F.P.)

Koweït

★ UNE NOUVELLE LOI SUR LA PRESSE prévoit des peines allant jusqu'à six mois de prison pour tout journaliste qui publierait un article « contraire à l'intérêt

national (...) ou portant atteinte au système politique et social du pays ». — (Reuters)

Madagascar

★ LES PERQUISITIONS ET VISITES DOMICILIAIRES sont désormais permises à la police à toute heure du jour ou de la nuit à Madagascar, indique une ordonnance publiée lundi 11 octobre au Journal officiel. — (A.F.P.)

République Centrafricaine

★ M. DAVID DACKO, CONSEILLER PÉRIODIQUER DU MAIRE REGHAÏ, JEAN-BAPTISTE KASSA, président à vie de la République Centrafricaine, est arrivé lundi 11 octobre à Paris venant de Bangui pour une visite privée de quelques jours. Ancien président de la R.C.A. de 1960 à 1966, M. David Dacko a été nommé, en septembre dernier, conseiller personnel du président Bokassa après être resté pendant dix ans totalement à l'écart de la vie publique (Le Monde du 19 septembre).

Tchad

★ LE GÉNÉRAL FÉLIX MALLOUM, chef de l'État tchadien et président du Conseil supérieur militaire, a signé une ordonnance créant une Cour de sûreté de l'État permanente comprenant au moins huit membres, civils ou militaires. — (A.F.P.)

Uruguay

★ LE GOUVERNEMENT DE MONTEVIDEO a transmis ses excuses aux États-Unis, au Mexique, à l'Argentine, au Pérou, à la Colombie, à l'Équateur et à la France à la suite de la diffusion d'une déclaration du président de l'Uruguay accusant ces pays de participer à une « campagne marxiste » contre son pays. En privé, les dirigeants uruguayens ont déjà accusé la France d'être un centre de terrorisme international. — (A.F.P.)



ROBERT LAFFONT

"Un livre brillant et informé"
MAX GALLO (L'Express)

Emmanuel Todd

LA CHUTE FINALE

Essai sur la décomposition de la sphère soviétique

Collection "Libertés 2000" dirigée par Jean-François Revel

JOINT 150

150

POUR LE POUVOIR EN CHINE

Les personnalités qui auraient été arrêtées

WANG HONG-WEN

le jeune dirigeant de la gauche changhaïenne

Comparé aux autres membres de la direction chinoise qui l'entourent habituellement lors de ses rares apparitions en public, M. Wang Hong-wen a l'air d'un très jeune homme. Il vient en fait de passer la quarantaine, mais lui-même que lui ne symbolise cette volonté qu'avait Mao Tse-toung d'assurer la relève des générations. On sait très peu de choses sur ses origines. Certaines sources indiquent qu'il est né dans la province du Kéin, au nord-est de la Chine, mais on ignore tout de sa jeunesse et de ses études jusqu'aux années 50, où il a passé quelques temps dans l'armée. Mais on sait, par la confiance qu'en fit Mao Tse-toung à Georges Pompidou, qu'il s'engagea alors parmi les « volontaires » qui combattirent en Corée. Selon la même source, il reprit ensuite à Changhaï une vie d'ouvrier.

Ce n'est qu'au début de la révolution culturelle qu'on le situe avec précision. Il commence alors une ascension politique équivalente par sa rapidité dans l'histoire de la République populaire.

Le 12 juin 1968, M. Wang Hong-wen, qui travaille en qualité de cadre chargé, paraît-il, de la sécurité à l'usine de coton numéro 17 de Changhaï, signe, avec six camarades de la même usine et membres comme lui du parti, un *daizhao* — une affiche murale — attaquant les « capitalistes » de la direction de l'entreprise. Cette initiative lui vaut immédiatement l'attention peu bienveillante des dirigeants locaux du parti, et notamment du maire de Changhaï, M. Tsao Tchiu. Mais le vent est favorable aux jeunes révolutionnaires. En octobre, M. Wang Hong-wen est à Pékin et y renouvelle ses accusations contre le comité du parti de la municipalité de Changhaï. Là se situe le moment décisif de sa carrière, car ce jeune homme, qui a à peine trente ans, est aussitôt reconnu comme un dirigeant exceptionnel et se voit coopté par le « groupe de la révolution culturelle » — qu'animent alors Mme Chiang Ching (la femme du président) et M. Chen Po-la. Le président lui-même et

celui qui est alors son « plus fidèle compagnon d'armes », Lin Piao, reçoivent M. Wang Hong-wen. Que se passe-t-il alors ? Le vieux président décide-t-il dans ce jeune révolutionnaire, porté par les événements, les qualités de l'homme qui, un jour, pourrait être son continuateur ? Toujours est-il qu'il lui voue une amitié, fondée apparemment sur une confiance totale dans ses capacités, qui ne se démentira à aucun moment par la suite et explique, pour une large part, que de hautes responsabilités lui aient été rapidement confiées.

Au Q.G. des « travailleurs rebelles »

Tout cela se fait très vite et, en novembre, M. Wang Hong-wen est de retour à Changhaï où il devient l'un des principaux dirigeants du « quartier général des travailleurs révolutionnaires rebelles ». A cette époque, il noue amitié avec deux hommes dont la fortune politique est également liée au développement de la révolution culturelle dans le grand port chinois, MM. Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan, devenus ses collègues au bureau politique. Malgré d'évidentes différences de formation et de tempérament, leur collaboration ne cessera plus et, lorsqu'en 1967 est formé le comité révolutionnaire de la municipalité de Changhaï, les trois hommes se retrouvent à sa tête. M. Wang Hong-wen révèle des qualités d'administrateur que l'agitation révolutionnaire n'avait pas jusqu'alors mises en évidence.

En avril 1969, M. Wang Hong-wen entre au comité central du parti élu par le neuvième congrès (il est même membre du présidium). Pour l'extérieur, il reste cependant l'un des hommes du « groupe de Changhaï », et demeure relativement dans l'ombre par rapport à d'autres dirigeants issus de la révolution culturelle. M. Yao Wen-yuan, par exemple, son aîné de quelques années à peine, est déjà membre du bureau politique, comme M. Chang Chun-chiao. En janvier 1971, les deux hommes occupent les

deux premiers postes de secrétaires du nouveau comité du parti de Changhaï, la troisième place seulement revenant à Wang Hong-wen.

A en croire, à nouveau, les confidences de Mao Tse-toung, se distingue pourtant lors du plénum du comité central qui se tient en août 1970 à Lushan, « s'opposant aux manœuvres de Lin Piao ».

A cet égard, il voit ses tâches se diversifier. A-t-on voulu délibérément le former par des responsabilités nouvelles ? En avril 1972, il devient commissaire politique de garnison de Changhaï. A l'automne de la même année, sa présence est signalée à Pékin dans l'appareil central du parti, qu'il ne connaissait pas jusqu'alors. Six mois plus tard, il est directeur de la fédération des syndicats de Changhaï. C'est donc un homme politique relativement complet qui apparaît en août 1973 à la tribune du dixième congrès pour présenter le rapport sur la modification des statuts du parti. Mais sa nomination, à trente-six ans, comme troisième vice-président du comité central, immédiatement après le président Mao et Chou En-lai, sera néanmoins la grande surprise du congrès.

Un seul voyage connu à l'étranger

Sans doute passe-t-il encore quelque temps dans la capitale, car, comme pour illustrer les liens qui l'unissent au président, c'est lui qui, en septembre 1973, accueille G. Pompidou sur le seuil de la résidence de Mao Tse-toung. Par la suite, cependant, le plus clair de son activité paraît encore se concentrer à Changhaï.

Il est permis de supposer qu'il ne fait pas particulièrement bon ménage avec l'homme qui apparaît de plus en plus comme le seul chef du gouvernement chinois en l'absence de Chou En-lai malade, M. Teng Hsiao-ping.

Mais, depuis la mort de Chou En-lai, M. Wang Hong-wen n'a,

semble-t-il, guère quitté Pékin, ce qui laisse supposer qu'il a été associé de très près à toutes les étapes de la crise qu'il devait justement aborder le 7 avril à la destitution de Lin Piao.

Le jeune vice-président du comité central est-il alors candidat au poste de numéro deux du parti ? La logique l'aurait voulu, puisque le dixième congrès l'avait cité à un rang qui semblait le désigner pour ce titre après la disparition de Chou En-lai. Lui-même juge-t-il que son heure n'est pas encore venue pour exercer de telles responsabilités ? Plus vraisemblablement, son âge, d'une part, son association, d'autre part, avec des tendances les plus à gauche du parti, en font un « patron » difficilement acceptable pour les représentants de générations plus anciennes et d'écoles plus conservatrices au sein de la direction chinoise. Toujours est-il qu'il reste numéro trois, et que M. Hua Kuo-feng, personnage plus rassé et de réputation plus modérée, prend le pas sur lui en devenant premier vice-président du comité central en même temps que chef du gouvernement.

Hormis quelques apparitions officielles, M. Wang Hong-wen est un homme secret, discret au moins, que très peu d'étrangers ont eu l'occasion de connaître. A part son séjour comme militaire en Corée, il n'a quitté la Chine, pour autant qu'on sache, qu'une seule fois, en avril 1970, pour un voyage officiel de dix jours en Albanie. C'est peu pour un homme chargé des responsabilités intérieures et extérieures qui lui échoient.

Ceux qui l'ont approché n'en ont pas moins été fortement impressionnés par le personnage. Habituellement en uniforme de l'armée populaire (il sera vice-président de la commission militaire du parti), le voyage rond surmonté d'une épaisse chevelure noire, les traits toujours très jeunes, il laisse à ses interlocuteurs l'impression d'un homme cultivé, érudit — et surtout doué d'une exceptionnelle agilité. — A. J.

YAO WEN-YUAN

le théoricien de la révolution culturelle

M. Yao Wen-yuan est un journaliste de formation et c'est en cette qualité qu'il a fait son entrée dans la vie politique. C'est en effet sous sa signature que parut, le 10 novembre 1965, dans le quotidien Wen Hui Pao de Changhaï, l'article : « A propos de la nouvelle pièce historique : la destitution de Hai Jui », qui allait donner le coup d'envoi de la révolution culturelle. La pièce en question constituait une critique violente de la manière dont le maréchal Peng Te-huai avait été limogé en 1959 pour avoir mis en cause la politique du Grand Bond en avant.

En dénonçant cette œuvre, sous l'inspiration du président Mao Tse-toung lui-même, M. Yao Wen-yuan sortait soudain de l'obscurité. Le destin allait le placer pendant dix ans au premier plan de la politique.

On le croit né vers 1925 dans l'une des provinces côtières du Chekiang ou du Kiangsu. Mais c'est à Changhaï qu'on le situe précisément pour la première fois comme directeur adjoint du quotidien Libération, et membre de la section locale de l'Union des écrivains. Il est également actif dans les mouvements de jeunesse créés aussitôt après la libération, et participe à plusieurs de leurs congrès. C'est avant tout un intellectuel, qui prononce des conférences devant l'Académie des sciences et, à trente-cinq ans, a déjà publié une demi-douzaine d'ouvrages, dont l'un parue en 1960 porte un titre presque prémoniteur : « Lu Hsun, géant de la révolution culturelle chinoise ».

Ces travaux ne lui ont cependant valu aucune notoriété particulière et c'est, pour l'opinion chinoise, presque un inconnu qui fait son entrée, à Pékin au mois d'octobre 1968, au sein du « groupe chargé de la révolution culturelle » auprès du comité central qu'animent principalement la femme du président Mao, Mme Chiang Ching, et un autre personnage venu de Changhaï, M. Chang Chun-chiao.

Peu connu, M. Yao Wen-yuan n'est pas cependant un homme isolé. Non seulement il a l'appui direct du président — on dira, sans jamais en obtenir la confirmation formelle, qu'il est d'ailleurs le genre du fondateur de la révolution, — mais il est déjà l'un des principaux membres de ce « groupe de Changhaï », où figure encore M. Wang Hong-wen, qui va jouer un rôle déterminant tout au long de la révolution culturelle et au-delà. Aussi

bien apparaît-il, l'hiver suivant, comme le numéro deux dans la direction de la « commune de Changhaï », immédiatement après M. Chang Chun-chiao.

Sa carrière se poursuit dès lors parallèlement à Changhaï et à Pékin, où ses qualifications professionnelles et le courant politique du moment lui font confier, en mai 1967, la direction du Quotidien du peuple. C'est une spécialisation dont M. Yao Wen-yuan ne s'écartera jamais. Il sera l'homme de la théorie révolutionnaire diffusée à l'intention des masses. Cette année encore, on lui doit apparemment l'initiative d'une remise en ordre de l'agence Chine nouvelle dans le cadre de la campagne contre le « vent révisionniste de droite » et l'influence de M. Teng Hsiao-ping. Dans les derniers temps de la révolution culturelle, M. Yao Wen-yuan avait mis en forme la doctrine finale du mouvement. Il le fit dans un article paru dans le Drapeau rouge au mois d'août 1968 et intitulé : « La classe ouvrière doit exercer la direction en tout ».

Le neuvième congrès du parti, en avril 1969, le fait entrer simultanément au comité central et au bureau politique, positions dans lesquelles le confirmera, en 1973, le dixième congrès.

Au cours de la crise qui allait aboutir en avril 1976 à la destitution de M. Teng Hsiao-ping, M. Yao Wen-yuan — comme son collègue M. Chang Chun-chiao — joue un rôle sans doute déterminant, sinon voyant. Dès mars 1976, toujours dans le Drapeau rouge, sur lequel il conserve la haute main, il publie un article sur « la base sociale de la clique anti-parti de Lin Piao », qui allait former dans les mois à venir l'un des textes de base de la campagne sur la dictature du prolétariat.

Le front haut et dégarni par une calvitie précoce, M. Yao Wen-yuan montrait pendant toutes les cérémonies qui accompagnaient la mort du président Mao un visage impassible. C'est un homme qui, d'une manière générale, sourit peu. Vêtu avec soin et boutonné haut dans sa tunique, qui fait partie de l'uniforme du régime, mais qu'il porte d'habitude un peu plus clair que ses collègues, il est sans doute l'incarnation de l'intellectuel au pouvoir, à qui se plume, incisive et précise, ne donnait cependant d'autorité qu'en tant que le courant politique qui l'avait élevé demeurerait dominant. — A. J.

LES ORGANES CENTRAUX DU P.C.

Depuis 1973, les principaux dirigeants sont décédés ou ont été évincés

Le dernier congrès du P.C.C. remonte à août 1973. Voici la liste des principaux dirigeants du parti telle qu'elle avait alors été établie. Nous y avons ajouté les noms des responsables qui, depuis 1973, ont été promus et parfois évincés, et font suite d'un point d'interrogation les noms des personnalités qui auraient perdu leurs fonctions ces jours derniers.

PRESIDENT DU COMITE CENTRAL

Mao Tse-toung (décédé)

VICE-PRESIDENTS DU COMITE CENTRAL

Chou En-lai (décédé)	Li Teh-sheng (évincé en 1976)
Wang Hong-wen (?)	Teng Hsiao-ping (promu en janvier 1975, évincé en avril 1976)
Kang Sheng (décédé)	Hua Kuo-feng (promu en 1976)
Yeh Chien-ying	

BUREAU POLITIQUE DU COMITE CENTRAL

Mao Tse-toung (décédé)	Wu Teh
Wang Hong-wen (?)	Wang Tung-hsing
Wei Kuo-ching	Chen Yung-kuei
Yeh Chien-ying	Li Hsien-nien
Lin Po-cheng	Li Teh-sheng
Chiang Ching (?)	Chang Chun-chiao (?)
Chu Teh (décédé)	Chou En-lai (décédé)
Hsu Shih-yu	Yao Wen-yuan (?)
Hua Kuo-feng	Kang Sheng (décédé)
Chi Teng-kuei	Tung Pi-wu (décédé)

MEMBRES SUPPLEANTS DU BUREAU POLITIQUE

Wu Kuei-hsien	Ni Chih-fu
Su Chen-hua	Saifudin

MEMBRES DU COMITE PERMANENT DU BUREAU POLITIQUE

Mao Tse-toung (décédé)	Chou En-lai (décédé)
Wang Hong-wen (?)	Kang Sheng (décédé)
Yeh Chien-ying	Tung Pi-wu (décédé)
Chu Teh (décédé)	Hua Kuo-feng (membre depuis 1976, sans nomination officielle)
Li Teh-sheng (évincé)	
Chang Chun-chiao (?)	

Le Centre de hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes, organise un stage de six mois, permettant, à travers des conférences données le jeudi toute la journée et le vendredi matin, une réflexion méthodique sur l'en-

semble des problèmes africains, orientaux et asiatiques, et qui s'ouvrira le 4 novembre prochain.

* Renseignements au CHEAM, 18, rue du Four, 75006 Paris. Tél. 335-56-50.

CHANG CHUNG-CHIAO

le gardien de la doctrine à la charnière de deux générations

Agé d'une soixantaine d'années, de petite taille, un visage un peu osseux qu'allonge un haut front dégarni par un début de calvitie, la veste bleu-gris boutonnée jusqu'au menton mais sans appât sur le porteur, M. Chang Chung-chiao est un personnage relativement mal connu de la révolution. Ses rares mérites flottent au vent, un sourire accueillant éclairant sa physionomie, on le voit assez souvent à Pékin recevoir ou accompagner tel ou tel hôte étranger. Mais qui est-il ? Il est l'un des tout premiers parmi les dirigeants avant qu'il ne soit chargé, en janvier 1975, de présenter devant l'Assemblée nationale le rapport sur la nouvelle Constitution ? Quatre mois plus tard, il publiait, dans le numéro d'avril du Drapeau rouge un article sur « La dictature intégrale de la bourgeoisie qui, avec M. Yao Wen-yuan, auteur le mois précédent d'une étude sur « La base sociale de la clique anti-parti de Lin Piao », le confirmait comme l'un des principaux théoriciens du régime.

Comme M. Yao Wen-yuan d'ailleurs, son cadet d'une vingtaine d'années, Chang Chun-chiao est un homme de Changhaï. C'est là

qu'on le situe d'abord dans les années 30, dans les milieux littéraires de gauche de la métropole portuaire. Après la victoire de 1949, il est journaliste, responsable régional de l'agence Chine nouvelle, puis directeur du quotidien changhaïen Libération. Toujours à Changhaï, il entame sa véritable carrière politique vers le milieu des années 50 en entrant au comité municipal, orientant progressivement ses activités vers les secteurs de la culture et de la propagande.

C'est la révolution culturelle qui le révèle au début de 1967 comme l'un des principaux dirigeants de la « commune de Changhaï ». Il fait partie de ce groupe sur lequel le président Mao prend appui pour lutter contre l'établissement du parti, les milieux culturels de Pékin, Liu Shao-chi et ses amis. De là sa promotion quelques mois plus tard comme vice-directeur du groupe chargé de la révolution culturelle auprès du comité central du parti. Quelques éléments ultra-gauchistes lui reprocheront à l'époque, paraît-il, de vieux écrits favorables au régime soviétique — bien antérieurs d'ailleurs à la rupture entre Moscou et Pékin. Le président, toutefois, lui

conservait son appui, et le neuvième congrès, au printemps 1969, marque son entrée au bureau politique du P.C. Le dixième congrès a, en août 1973, consacré son ascension au sein du comité permanent du bureau politique.

Le destin de M. Chang Chung-chiao se précise curieusement, à partir de cette époque, en parallèle avec celui d'un personnage que la suite des événements désignera comme son adversaire : M. Teng Hsiao-ping. En janvier 1975, l'Assemblée nationale les fait figurer l'un après l'autre en tête de la liste des vice-premiers ministres. Les deux hommes sont alors les seuls, à part Chou En-lai, à occuper des fonctions comparables au sommet des hiérarchies du parti et du gouvernement. On les retrouve encore à la direction de l'armée, M. Teng Hsiao-ping comme chef d'état-major général, M. Chang Chung-chiao comme chef du département politique de l'armée.

Les choses en sont là en janvier dernier, lorsque meurt Chou En-lai. M. Teng Hsiao-ping fait alors figure d'héritier présomptif. Il prononce l'éloge funèbre du premier ministre défunt. Déjà,

pourtant, c'est un homme miné : la campagne contre « le vent dévotionniste de droite » a commencé dès novembre 1975. C'est lui qu'elle vise et qu'elle finira par abattre, après les incidents de la place Tian-An-men, en avril 1976. A l'issue de cette crise, M. Chang Chung-chiao est du côté des survivants, sinon des vainqueurs.

A la mort de Mao, M. Chang Chung-chiao apparaît, encore comme un homme puissant. Il est le numéro quatre de la hiérarchie et cumule des fonctions à la fois dans le parti, le gouvernement et l'armée. Wang Hong-wen et Yeh Chien-ying, il repoit les condoléances des plus hautes personnalités, qui viennent s'incruster devant le corps du président défunt.

L'âge de M. Chang Chung-chiao, ses origines et son expérience font de lui un personnage à la charnière de deux générations : celle des septuagénaires vétérans de la guerre de libération et celle des jeunes hommes apparus sur la scène politique avec la révolution culturelle. — A. J.

MME CHIANG CHING

l'opéra et le pouvoir

Née à Chucheng — en 1914, pense-t-on — dans la province de Shantung au sud de Pékin, Mme Chiang Ching, qui s'appela alors Lan Ping, a commencé très jeune, en 1930, à apprendre l'art dramatique. Selon certains biographes, elle aurait même été vendue par son oncle à une troupe de théâtre ambulante, à l'âge de quinze ans. Dès 1933, elle mita dans une organisation communiste et est enrégimentée. Une fois libérée, elle gagna Changhaï, fut ses débuts au cinéma et ses films ont un certain succès.

C'est en 1940, après avoir suivi l'armée rouge au Yunnan, qu'elle rencontra pour la première fois Mao Tse-toung et devint sa maîtresse, puis, à une date non précisée, sa quatrième épouse. Jusqu'à la prise du pouvoir par les communistes, elle dirigea le bureau du cinéma rattaché au département de propagande du comité central. A partir de 1949, elle va s'efforcer de porter la révolution dans le théâtre et le cinéma, et de réformer l'opéra de Pékin. Ainsi, chargée de di-

verses missions à caractère culturel, est-elle peu à peu amenée à jouer un rôle politique. Elle est élue, en 1959, député au troisième Congrès national du peuple. Ce rôle s'affirme pendant la révolution culturelle. Elle devient la porte-parole de Mao Tse-toung auprès des forces les plus radicales et elle se lie alors au « groupe de Changhaï ». En août 1966, Mme Chiang Ching présida une réunion de professeurs et d'étudiants révolutionnaires. Elle participe ensuite à la plupart des rassemblements de gardes rouges, adresse plusieurs communications, notamment « aux troupes des lettres et des arts ». La vigueur de ses prises de position lui attire alors l'hostilité des « modérés » au sein du comité central — elle est elle-même membre du bureau politique. Aussi bien son sort est-il lié, après la mort du Grand Timonier, à celui des personnalités qui mènent un combat idéologique identique au sien.

(Le Monde du 11 septembre 1976 a publié une biographie de Mme Chiang Ching.)

ARTHUR M. SCHLESINGER

conseiller spécial de Kennedy et de Johnson

LA PRÉSIDENTE IMPÉRIALE

l'enjeu des élections américaines l'avenir du régime présidentiel

pufl

ASIE

APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE A BANGKOK

Le dialogue entre la Thaïlande et les pays socialistes risque d'être sérieusement compromis

De notre correspondant

Bangkok. — Après avoir nommé un premier ministre civil, la junte militaire vient d'annoncer qu'une « Assemblée du peuple » sera nommée d'ici deux mois. Composée d'environ trois cents membres originaires de toutes les régions du pays et représentative de toutes les couches sociales, elle siégera pour une période d'un à quatre ans. Elle remplacera l'Assemblée nationale dissoute, accusée aujourd'hui de corruption et de subversion du régime démocratique. Déjà, après le renversement du régime militaire par les étudiants en octobre 1963, une Constitution avait été choisie parmi les membres d'un Congrès nommé par le souverain.

La mise en place de cette Assemblée, dont on ne connaît pas encore les prérogatives car la nouvelle Constitution n'est pas encore élaborée, signifie que le régime militaire instauré par le Comité national de réforme administrative (C.N.R.A.) n'est pas à la veille de s'effacer. Même si les civils reviennent au pouvoir aux côtés du nouveau premier ministre, M. Thanin Kiatvichien, les

institutions auront été mises en place par l'armée.

L'annonce au coup par coup des décisions importantes semble indiquer une certaine hésitation de la part des putschistes qui, s'ils ont minutieusement préparé leur plan de prise du pouvoir, n'ont pas encore de politique clairement établie. Ainsi, on a pu noter que deux heures après avoir annoncé que la tâche prioritaire du nouveau régime était la mise en place d'une Constitution, le chef de la junte, l'amiral Sangad Chalawong, est revenu à la télévision pour présenter en pleine nuit le nouveau premier ministre. Deux jours plus tard, on apprenait que l'Assemblée serait mise en place.

La consolidation du pouvoir se poursuit. Les opérations de recherche d'armes, de documents, de suspects, se succèdent : selon la police, des armes ont été confisquées (trois fusils chinois et soviétiques, notamment) à l'université de Thammasat. Un plan de prise du pouvoir a été saisi ; on a aussi trouvé du matériel communiste dans les affaires d'un ancien correspondant du Times de Londres et de Newsweek, qui a quitté le pays. Le Bangkok Post a publié, lundi, en première page, la photo de policiers et étudiants d'extrême droite brûlant des livres. Des bar-

rages sont établis sur les routes et dans certaines rues de la capitale.

Aucune confirmation d'arrestations politiques n'a encore été donnée. Mais, selon un observateur bien informé, des membres du parti socialiste auraient été incarcérés. Environ quinze cents jeunes, arrêtés mercredi, ont été relâchés en échange d'une caution d'environ 750 francs, mais les responsables étudiants restent en prison. Les trois ministres démocrates considérés comme « procommunistes » par la junte et qui, selon certaines sources, avaient été interpellés, sont, d'après les journaux, considérés comme partis à l'étranger ou disparus.

A travers la personnalité du premier ministre choisi par les militaires, la nature du nouveau régime apparaît plus clairement. La presse publie des extraits d'une brochure de vulgarisation intitulée *Idéologie et méthodes communistes*, dont le chef du gouvernement est l'auteur. Après une étude élogieuse d'une démocratie dirigée à la période, il dénonce vigoureusement les méthodes subversives des communistes. Tout en reconnaissant que les relations avec les pays communistes sont inévitables, il accuse ces derniers, dans cet ouvrage écrit pendant la guerre d'Indochine, de se livrer à un travail de propagande dont certains aspects ressemblent étrangement à la politique menée par le gouvernement civil précédent : ainsi, par exemple la politique de neutralité — qui est aussi celle de l'A.S.E.A.N. (Association des Nations du Sud-Est asiatique) — et la décision de fermer les bases américaines en Thaïlande prise par les cabinets Kukrit et Seni Pramoj.

Un anticommunisme pur et dur

Ces idées sont celles d'une personne apparemment très proche du commandement suprême des forces armées. Un délégué, partisan de l'anticommunisme pur et dur, M. Thanin apparaît en quelque sorte comme l'idéologue de la junte. En Thaïlande, l'anticommunisme « sophistiqué » tout comme la politique menée depuis

près de deux ans par le ministère des affaires étrangères pour normaliser les relations avec Hanoï, cèdent la place à la confrontation et à la « chasse aux sorcières ».

Il est clair que, pour les nouveaux dirigeants, tous les communistes ne sont pas dans les maquis. Sont déjà considérés comme subversifs les étudiants contestataires et même des ministres membres du parti démocrate, le mouvement qui s'est toujours situé à l'aile droite de l'échiquier politique thaïlandais. En renforçant la lutte anticommuniste, en dénonçant la subversion, voire les dangers d'invasion, la junte court le risque de rejeter dans les bras des maquisards du P.C. toute une frange politique qui n'a jamais été d'extrême-gauche. Déjà, des départs vers les bases rouges du Nord-Est auraient eu lieu. La radio communiste « la Voix du peuple thaïlandais » lance des appels à peine déguisés à l'unité contre la dictature. Une personnalité peu suspecte de faiblesse à l'égard des communistes n'exclut pas que le P.C. s'adresse aux partisans du régime déchu, leur disant en substance qu'ils sont les élus du peuple chassés par les militaires et représentant le gouvernement légitime, et leur proposant une action commune.

Selon cette même personnalité, le danger est d'autant plus grand que les communistes sont sortis indemnes des événements du 6 octobre. On pourrait donc assister à une intensification des opérations de guérilla en province, en particulier dans le Nord-Est, l'Indochine du Laos — et à la naissance d'une guérilla urbaine. De cette extension de la guerre, les communistes laotiens et vietnamiens ne pourraient que tirer avantage.

D'autre part, les organisations mises sur pied pour mener le combat anticommuniste au nom de la monarchie — que ce soit la « Border Patrol Police » ou B.P.P. (la police des frontières), les scouts villageois (au nombre de plusieurs centaines de milliers), les milices extrémistes des « Buffs » (les soldats rouges) ou le groupe néofasciste du Nawaphon, — ont été utilisées la semaine dernière par les nouveaux détenteurs du pouvoir. Au lieu de se battre contre la subversion, elles

se trouvent, aujourd'hui, au cœur de la lutte politique. Les communistes ne manqueront sans doute pas non plus d'en profiter, de même qu'ils pourraient peut-être semer le trouble dans l'esprit des membres de ces organisations auxquels on avait toujours dit qu'il fallait s'opposer à tout type de dictature, d'extrême gauche comme d'extrême droite.

L'armée restera-t-elle unie ?

Face aux difficultés qui s'annoncent, de quel appui la junte peut-elle disposer ? On a vu apparaître aux côtés des militaires des représentants d'une extrême droite monarchiste. Ils bénéficient d'un certain soutien populaire, s'opposent aux tenants de la droite classique, au pouvoir depuis 1973. Pour le moment, cette extrême droite et la junte ont des objectifs et des intérêts communs et c'est ensemble qu'elles auraient préparé leur coup, prenant pour prétexte l'agitation étudiante.

En sera-t-il toujours ainsi ? A l'intérieur de la junte dominée par le commandement suprême, c'est le général Kriangsak Chammanand, commandant suprême adjoint, qui apparaît comme la personnalité dominante, plus que le président du C.N.R.A., l'amiral Singad. Les cinq principaux dirigeants du comité ont nommé à leurs côtés les chefs de l'armée de terre, de la marine et de la police, plusieurs hautes personnalités militaires ainsi que les commandants des régions militaires. Pour la première fois, les trois armes exercent ensemble le pouvoir.

Toutefois, la nouvelle organisation militaire laisse apparaître une possibilité de conflits internes. Le commandant en chef de l'armée de terre, le général Sern Na Nakhon, ne semble pas faire partie de l'équipe dirigeante. La police, à qui est revenu la charge de liquider l'opposition étudiante, ne dispose que d'un poste sur vingt-quatre et pourrait se sentir tenue à l'écart alors qu'elle a l'impression d'avoir fait son travail. Plusieurs généraux ont été laissés hors du C.N.R.A. Enfin et surtout, la presse de lundi a annoncé la mise à la retraite anticipée du général Chalard. Ce dernier, qui aurait tenté un coup

d'État en février, avait été commandant en chef adjoint pendant quelques semaines au printemps avant d'être limogé. Il est proche du parti nationaliste. Il s'agit du premier indice montrant que les forces armées ne sont pas totalement unies derrière la junte.

Les conséquences du putsch ne manqueront pas de se faire sentir dans toute la région. Les pays de l'A.S.E.A.N., dont fait partie la Thaïlande, ont adopté une attitude compréhensive, mais non dépourvue de prudence. En revanche, la réaction des pays du camp socialiste, du Vietnam à la Chine et au bloc pro-soviétique, ne s'est pas fait attendre : elle est clairement hostile. La presse de Hanoï s'est déchaînée contre la junte et la radio, dans ses émissions en langues étrangères, a dénoncé la « clique militaire-fasciste ». Les Laotiens émettent le même jugement. Pékin, qui, il y a peu de temps, qualifiait la Thaïlande de pays « semi-féodal », a condamné la « répression sauvage » des étudiants.

Les militaires n'ont rien fait pour tenter de se concilier les capitaux socialistes. Les accusations contre Moscou et Hanoï, l'annonce de la découverte de documents subversifs, les allégations selon lesquelles des terroristes vietnamiens auraient participé aux affrontements de mercredi, les déclarations anticommunistes des nouveaux dirigeants, ne pouvaient pas ne pas provoquer de réaction. Même la politique de rapprochement avec Pékin semble remise en question. La délégation qui devait se rendre à la Foire de Canton a annulé son voyage. Seuls deux quotidiens en langue chinoise ont été autorisés à repartir ; tous les deux sont favorables à Taiwan.

Le projet de l'A.S.E.A.N. de créer une « zone de paix, de liberté et de neutralité » résistera-t-il au changement de régime à Bangkok ? Est-il compatible avec l'anticommunisme virulent des nouveaux dirigeants thaïlandais ? Hanoï ne manquera pas d'y voir la justification de sa méfiance à l'égard d'une organisation fondée pendant la guerre du Vietnam. Un an et demi après la fin du conflit indochinois, la coexistence entre pays socialistes et pro-occidentaux en Asie du Sud-Est risque donc de se ressentir du putsch de Bangkok.

PATRICE DE BEER.

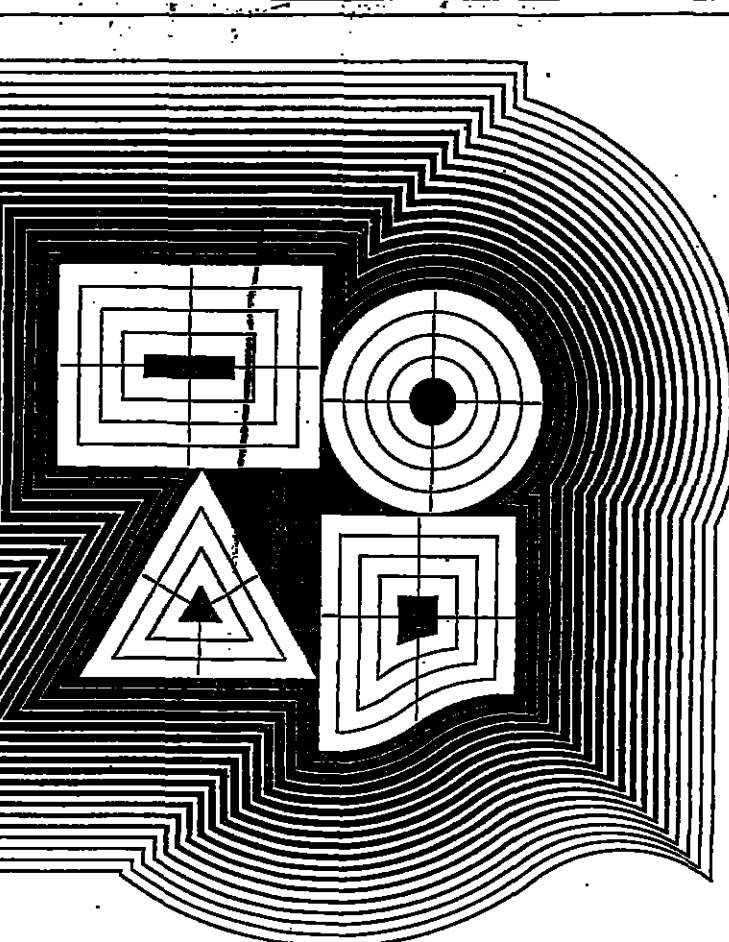
(PUBLICITE)

**NOUS RECHERCHONS DES FAMILLES FRANÇAISES
SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR EN NOTES PAYANTS
DES TOURISTES AMÉRICAINS**

Nous, c'est CHEZ DES AMIS, société fondée en 1974 par une Française et une Américaine, travaillant d'une manière artisanale. Nous vous rendons visite pour établir une coopération, et maintenons une relation personnelle avec vous. Nous établissons aussi une proche relation avec nos clients américains, et nous vous transmettons de nombreux renseignements à leur sujet avant leur arrivée chez vous.

Notre objectif est de créer un rapport d'hôte à invité, et d'éviter une impression de location de chambre ou de « bed and breakfast ». Si vous pouvez offrir : 1) une agréable ambiance familiale ; 2) un intérêt pour votre région que vous avez le loisir de partager avec vos hôtes ; 3) une ou deux chambres confortables, n'hésitez pas à contacter Evelyn Jankowski, au 18, avenue de la Victoire, 95290 Wasquehal, par écrit, en indiquant votre numéro de téléphone.

N.B. — A ne pas confondre CHEZ DES AMIS avec le récent projet d'une compagnie aérienne qui espère mettre des familles de grand standing uniquement sur ordinateur et les faire voyager par agences de voyages à l'importe qui !



Logabax: l'informatique par objectifs.

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Précisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans démesure.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matériels et logiciels. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant - quel est votre objectif ?

LogAbax
informatique

Pour recevoir à titre gracieux le petit livre bleu de Logabax 32 pages de faits concrets, de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez ce bon-information à LOGABAX, Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Pereire 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

NOM

SOCIÉTÉ

FONCTION

ADRESSE

Spécial 150

150

DIPLOMATIE

POUR RENFORCER SON ACTION POLITIQUE

Le Quai d'Orsay va « géographiser » ses structures

M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, fera au conseil des ministres du 13 octobre, une communication longue et attendue sur la réorganisation de son ministère.

Il y a dix-huit mois environ, le président de la République avait demandé à M. Sauvagnargues de préparer un projet de réforme d'une administration où le malaise était manifeste et se traduisait entre autres par une syndicalisation de plus en plus radicale (le Monde du 10 au 14 octobre 1975 et du 10 mai au 11 juin 1976). L'ancien ministre remit un rapport en avril et ce n'est qu'à son successeur que M. Giscard d'Estaing devait donner le « feu vert » pour aller de l'avant.

Entre-temps, la réforme en gestation avait été quelque peu modifiée. On estimait volontiers, au Quai d'Orsay, que M. Giscard d'Estaing tenait essentiellement à la suppression du secrétariat général. Mais celui-ci avait beaucoup de défenseurs dans la « carrière ». Il semble que dans son rapport M. Sauvagnargues ne se prononçait pas catégoriquement sur la question et proposait plusieurs options possibles. Le président de la République voulait-il surtout écarter des « affaires » M. de Courcel, gaulliste du 18 juin 1940 et titulaire du poste ? Certainement en restant persuadé, tout en le 15 septembre dernier, tout en se prononçant fermement, en faisant ses adieux, pour le maintien du poste. Ce point de vue était aussi celui du nouveau ministre, M. de Guiringaud, le secrétaire général était néanmoins maintenu, mais ses attributions seront précisées.

Un nouveau secrétaire général

Bien que le poste soit toujours vacant, le nouveau titulaire ne serait pas nommé au conseil des ministres de mercredi. Tout indique cependant que le choix est fait et que le gouvernement nommera M. Jean-Marie Soutou, récemment promu ambassadeur de France. Outre ses qualités personnelles, la carrière de l'ancien représentant de la France auprès des Communautés européennes le désigne particulièrement pour cet emploi : il a une expérience complète de toutes les activités du ministère, et il a été notamment six ans inspecteur des postes diplomatiques. Certes, il doit prendre sa retraite en septembre 1977, alors que le secrétaire général doit, par définition, assumer des fonctions de longue durée. Mais, en l'occurrence, la mission de M. Soutou sera temporaire et consistera surtout à mettre en place les nouvelles structures.

Pour l'essentiel, la réforme tient en un mot : la « géographisation ». Depuis 1945, le Quai d'Orsay s'ordonne en trois grandes directions : les affaires politiques (subdivisées en directions géographiques : Europe, Asie et Océanie, Afrique du Nord et Levant, Amérique, affaires africaines et malgaches (1) ; les affaires

économiques et financières ; les affaires culturelles, scientifiques et techniques. Cette division avait pour objet, il y a trente ans, de diversifier les affaires étrangères et de renforcer les relations techniques. Elle a eu cependant pour inconvénient de fractionner les relations bilatérales : aucun agent de l'administration centrale n'a en main le dossier complet de tel ou tel pays.

C'est à cet inconvénient que la réforme doit remédier. Une fois qu'elle sera totalement appliquée, les directions géographiques reprendront directement du secrétaire général (ce qui est une raison majeure pour maintenir la fonction). Les trois directions fonctionnelles seront cependant maintenues, non plus au-dessus des directions géographiques, mais à côté, et leur vocation sera principalement multilatérale. Ainsi, la direction politique devra toujours s'occuper de l'ONU, de l'Otan, de la direction économique de la CEE, de l'O.C.D.E., les relations culturelles des affaires nucléaires de la francophonie, etc. Ces trois directions ne seraient pas pour autant, semblait-il, coupées du domaine bilatéral. Outre les renforts qu'elles auraient à fournir pour des négociations difficiles, elles garderaient leur mot à dire pour maintenir la cohérence de la politique française. Par exemple, la politique du crédit doit sans doute être déterminée à la fois en fonction du pays considéré, mais aussi en regard de la politique française du crédit à l'étranger en général. La réforme du Quai d'Orsay est donc pas simple. Elle sera appliquée progressivement sur plusieurs mois, et le schéma que tracera M. de Guiringaud sera sans doute susceptible d'adaptations.

Si le ministre peut assez facilement faire prévaloir ses vues dans l'administration centrale, sa tâche est plus complexe quand il touche aux postes extérieurs où nombre d'attachés spécialisés relient d'autres ministères. Cependant, la géographisation du Quai d'Orsay, destinée à rendre plus homogène la politique étrangère, perdrait de sa portée si la réforme de l'administration centrale n'était pas prolongée à l'extérieur et si les activités spécialisées n'étaient pas clairement intégrées dans la politique générale. Un rapport du directeur du personnel du Quai d'Orsay, M. Curien, a proposé que l'ambassadeur soit désormais « le dépositaire de l'autorité de l'Etat » à l'étranger et « le représentant de chacun des ministères ». Une réforme dans ce sens s'impose d'autant plus qu'elle dégage la complexité croissante des relations internationales et la prolifération des attachés spécialisés est inévitable. Mais pour être efficace, la réforme devrait toucher plus aux habitudes et, pour ainsi dire, aux mœurs qu'aux textes. Une mission interministérielle (la mission Macé) est allée étudier la question sur place dans différents postes, mais sa tâche ne serait pas terminée. Il n'est pas certain que M. de Guiringaud se prononce prochainement à ce sujet au conseil de mercredi.

Géographisation de l'administration centrale et renforcement éventuel du rôle des ambassadeurs sont des mesures qui ne courent aucun risque. Elles ne suffiront cependant pas à restaurer l'instrument diplomatique de la France si elles ne sont pas complétées d'un volet financier. Le rapport de M. Curien a tracé une carte diplomatique idéale : en dehors de quelques mutations

sans conséquences financières (dont certaines seraient déjà en cours), elle aboutirait à une augmentation de 17 % du nombre des postes de cadres à l'étranger. Ce ne serait pourtant qu'un minimum si la France, membre permanent (mais contesté) du Conseil de sécurité de l'ONU, voulait être véritablement représentée auprès de chaque gouvernement membre des Nations unies et si elle voulait défendre au mieux ses intérêts dans des pays aussi importants pour elle que les producteurs de pétrole et de matières premières. Or, chaque année, lors de la discussion budgétaire, tous les anciens ministères des affaires étrangères et diplomates qui siègent au Palais-Bourbon se lamentent sur la dégradation continue, depuis une quinzaine d'années, d'un budget diplomatique pourtant infime. Après quoi ils le votent.

Cette année, M. Couve de Murville a pris soin, le 6 mai, de lancer « un cri d'alarme (...) à une époque où le budget n'est pas encore arrêté ». Mais, depuis, il l'a été : pour 1977, le projet de budget des affaires étrangères dépasse à peine 1,04 % du budget de l'Etat contre 1,05 cette année et 1,06 l'an dernier. La dégradation continue donc. Certes, en ces temps de vaches maigres tout redressement significatif est impossible. Mais si le gouvernement veut que ses bonnes résolutions soient prises au sérieux, les promesses ne suffiront pas. Il devra s'engager dans le cadre d'un long programme comme il le fait chaque fois que la dégradation d'une administration atteint le point de rupture.

MAURICE DELARUE.

(1) Les affaires africaines et malgaches ont un statut particulier.

AFRIQUE

LA SITUATION EN NAMIBIE

M. Kissinger mène des négociations serrées avec toutes les parties

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — « Nous discutons avec toutes les parties en présence du cadre qui nous paraît réalisable pour réunir une conférence sur la Namibie. Si un accord était obtenu sur sa composition (SWAPO, Afrique du Sud, gouvernements des pays voisins de la Namibie), cette conférence pourrait être réunie en trois semaines : à cette occasion, la date de l'indépendance de la Namibie pourrait être fixée », a déclaré M. Kissinger, à la veille du week-end, à l'issue d'un entretien avec M. Waldheim.

Depuis le 31 août, le Conseil de sécurité a ajourné à plusieurs reprises le débat sur la Namibie. Des négociations serrées se poursuivent, en effet, entre M. Kissinger, la SWAPO et les représentants des « pays de la ligne de front ». Bien que le secrétaire d'Etat s'efforce de dissocier le problème namibien, qui relève par définition de la juridiction de l'ONU, du problème rhodésien, les deux sont étroitement imbriqués.

La SWAPO aurait voulu, en son premier temps, obtenir du Conseil de sécurité une résolution invitant le chapitre VII de la charte de l'ONU — qui évoque les situations dans lesquelles « la paix est menacée » et instaurant à l'égard de l'Afrique du Sud des sanctions économiques et l'embargo sur les armes. Le 9 octobre, l'organisation des nations-américaines modéra ses exigences et, par le truchement de certains pays du tiers-monde, mit « en simple circulation » un texte demandant l'embargo sur les armes et la fixation d'une date précise à laquelle se dérouleraient des élections en Namibie, sous l'égide des Nations unies. Les

puissances occidentales sont opposées à la mise en œuvre du chapitre VII.

Les représentants de la SWAPO et des « pays de la ligne de front » au Palais de verre avaient reçu, le 8 octobre, un coup de semelle de M. Kissinger, qui, pour l'essentiel, leur demandait de ne pas gêner les efforts qu'il est en train de déployer pour résoudre la question namibienne, sous peine de provoquer un veto américain. En même temps, M. Kissinger adressait deux messages aux présidents Nyerere et Kaunda, leur disant qu'il était parvenu à persuader Pretoria d'accepter les conditions de la SWAPO.

Un accord secret Kissinger-Vorster ?

En fait, les pays les plus radicaux d'Afrique australe et certains chefs révolutionnaires soupçonnent M. Kissinger d'avoir conclu secrètement avec M. Vorster un pacte dont l'application déboucherait, à terme, sur une « déstabilisation » et une « récupération » de l'Angola, puis du Mozambique. Il s'agirait, selon eux, de créer rapidement un « gouvernement fantôme » et d'accorder une « indépendance » fictive à la Namibie. Le chef de file de la tribu des Hereros, M. C. Kapu, serait, toujours selon ces Africains « radicaux », l'homme désigné par les Etats-Unis à diriger le pays. On note à ce propos qu'un mystérieux M. Schwartz, citoyen américain, a fait récemment son apparition aux côtés de M. Kapu, dans le rôle de conseiller. Or il avait été révélé, en août, au cours d'une audience d'une commission du Congrès, que ses honoraires étaient versés par le gouvernement d'Afrique du Sud.

An cours de son entretien avec M. Sam Nujoma, dirigeant de la SWAPO, M. Kissinger n'a fait aucune concession, et certains Africains qualifient ses « efforts » de « rideau de fumée » masquant l'intransigence la plus totale. D'autres, par contre, après avoir pris connaissance du plan du secrétaire d'Etat, pensent qu'on peut lui faire confiance.

Le plan a été transmis par les délégués des cinq « pays de la ligne de front » à leurs gouvernements respectifs. Il serait hasardeux de prédire leurs réactions, mais il semble bien que le secrétaire d'Etat se verra accorder non une confiance aveugle mais un nouveau délai. Ce répit, selon qu'on le considère avec cynisme ou avec optimisme, lui permettrait de franchir sans encombre le cap électoral ou de mettre fin à l'impasse namibienne, après avoir débloqué la situation en Rhodésie.

LOUIS WIZNITZER.

Algérie

LES ÉDITIONS DES FEMMES INTERDITES A LA FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

(De notre correspondant.)

Alger. — Les Editions des femmes avaient loué un stand au pavillon panafricain de la Foire internationale d'Alger. Elles s'y étaient installées vendredi dernier avec leurs publications, leur catalogue et leur journal, le Quotidien des Femmes.

A leur grande surprise, samedi, à la réouverture de la Foire, le stand avait été vidé : renseignements pris, « des personnes du ministère des Habous » (Affaires religieuses) avaient jugé certains titres des ouvrages publiés non conformes à l'enseignement islamique. Il semble que quelques titres, dont « Crie moins fort, les voisins vont entendre », qui concerne les femmes battues, et « Oh, maman baise-moi encore ! », qui traite des rapports de l'enfant et de la mère, aient été pris dans un sens égrillard.

Les représentants des Editions des femmes s'étonnent : « Nous ne comprenons pas ce qui arrive. Nous avons lu la charte nationale : nous avons été frappés par les options socialistes de l'Algérie et par les passages concernant la femme. Nous pensons mener le même combat. » Les organisateurs de la Foire, embarrasés par l'offensive des Affaires religieuses, font remarquer que certains ouvrages ne correspondent pas aux options de l'Algérie. Pourtant, plusieurs d'entre eux sont très officiellement en vente dans le pays. Les représentants des Editions des femmes étaient prêtes à n'exposer que ces derniers titres. Les tractations se sont poursuivies pendant plusieurs jours, mais, finalement, leurs ouvrages se sont retrouvés au poste de gendarmerie de la Foire, et leur stand a été fermé, puis attribué à la revue Révolution et Travail.

F. B.

★ Editions des femmes, 2, rue de la Bouquetterie, Paris (11 F).

Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur une carte !

Des calculateurs de poche qui vous permettent d'enregistrer vos programmes, il en existait déjà quelques-uns.

Mais maintenant, si dans votre activité vous utilisez souvent les mêmes données chiffrées, vous pourrez aussi les enregistrer, une fois pour toutes, sur carte magnétique.

Cette carte, le HP-67 ou le HP-97 pourront l'utiliser, l'interpréter, quelle que soit l'importance de vos données ou de vos programmes : ces deux calculateurs ont une mémoire de 224 « lignes » pour les programmes et de 31 registres pour les données.

Vous gagnerez ainsi du temps. Et vous éliminerez tout risque d'erreur, puisque les chiffres sont inscrits définitivement. Et bien inscrits : un écran de contrôle (ou une imprimante, sur le HP-97) permet de les vérifier.

Une utilisation très simple

Outre ces lignes et ces registres, vous aurez aussi à votre disposition trois niveaux de sous-programmes, dix fonctions à définir, dix instructions de décision conditionnelle, quatre indicateurs (flashes) et trois types d'adressage : symbolique, absolu et indirect. Jamais des calculateurs portatifs n'avaient réuni une telle puissance et une telle souplesse d'utilisation.

Une utilisation très simple

Le HP-67 et le HP-97 sont livrés avec des manuels d'utilisation très clairs qui vous permettent d'exploiter rapidement toutes les possibilités de ces étonnants calculateurs.

Hewlett-Packard vous remettra aussi une bibliothèque de programmes-types et une carte d'adhésion au Club des Utilisateurs.

Sur option, vous pouvez vous procurer des bibliothèques spécialisées : mathématiques, statistiques, finances, topographie, béton armé, etc...

HP-67 ou HP-97 ?

Tous deux ont la même précision : le HP-67 est d'un format de poche, tandis que le HP-97, qui dispose d'une imprimante, est portatif : il ne mesure que 22,8 cm x 20,3 cm.

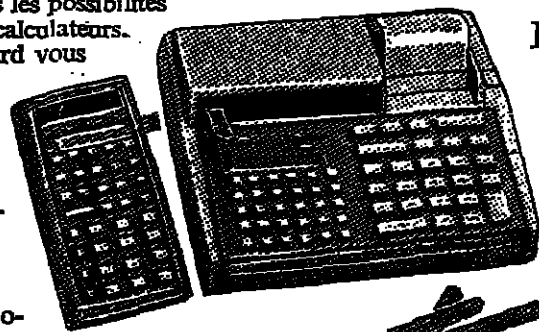
Détail important : les cartes de ces deux calculateurs sont entièrement compatibles.

HEWLETT HP PACKARD

Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70 91401 Orsay Cedex, Tél. 907 78 25

N'hésitez pas à demander une démonstration à un distributeur agréé Hewlett-Packard ou à envoyer le coupon-réponse ci-dessous.

Les nouveaux HP-67 et HP-97



Bon à découper et à adresser à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78 25.

☐ Je désire recevoir votre documentation sur le HP-67 ☐ le HP-97

☐ Je désire recevoir la liste de vos distributeurs.

Nom _____

Fonction _____

Société _____

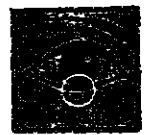
Adresse _____

Tél. _____

MON 76-2

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



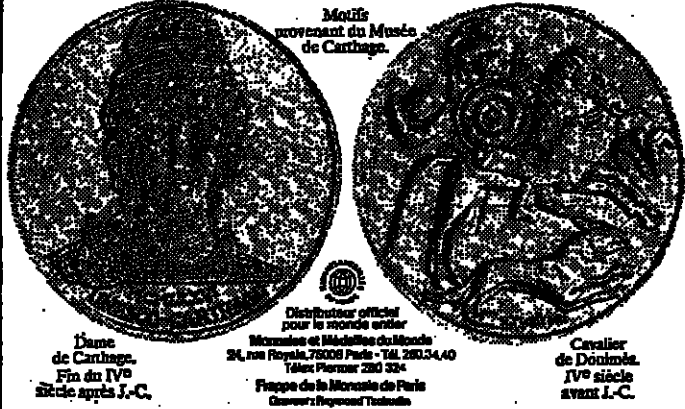
Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Pour votre DEMENAGEMENT 208 10-30 ODOUL

POUR VOS CADEAUX OFFREZ LA MÉDAILLE OFFICIELLE DE L'UNESCO POUR LA SAUVEGARDE DES MONUMENTS EN PÉRIL CARTHAGE (TUNISIE)

En acquérant cette médaille vous contribuerez à la préservation de ce site unique faisant partie du patrimoine culturel de l'humanité.



M	Quantité	Prix médaille	Total	Non (en majuscules)
Or 900/1000, 23 mm, 7,5 g	1	455 F		
(avec boîte)		500 F		
Argent 925/1000, 23 mm, 13,5 g	1	145 F		
(avec boîte)		160 F		
Argent 925/1000, 23 mm, 13,5 g	1	145 F		
(avec boîte)		160 F		
Série complète en coffret		670 F		
Frais d'envoi		650 F		
		TOTAL		

Délai de livraison : 3 semaines environ (chaque médaille sera livrée avec son étui et son certificat).
Un catalogue complet de toutes nos émissions de médailles et de médailles vous sera envoyé gratuitement sur simple demande en cochant cette case.

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

Des divergences subsistent entre Syriens et Palestiniens

De notre correspondant

Beyrouth. — Un accord de principe syro-libanais est intervenu, le 11 octobre, à Chitaura, localité au centre du Liban située en territoire sous contrôle syrien. La ratification du compromis par le président Assad et M. Yasser Arafat ouvrirait-elle la voie à un règlement de la crise libanaise ?

Les observateurs demeurent sceptiques quant à la mise en application de ce compromis. Il subsisterait, en effet, deux points de désaccord.

● La Syrie fait-elle être considérée, ainsi que le demandent les Palestiniens, comme partie prenante au conflit, et par consé-

quent serait-elle tenue d'appliquer le cessez-le-feu ? Ou bien devra-t-elle faire figure comme le soutien Damas — d'arbitre — entre les belligérants ?

● Damas estime que son armée devrait servir de « force de frappe » au président Sarkis pour séparer les combattants et, au besoin, servir contre le camp qui violerait le cessez-le-feu. Les Palestiniens, au contraire, insistent pour que ce rôle soit confié aux combattants de la Ligne arabe, à l'exclusion des Syriens. A supposer que ces divergences soient apaisées, il reste à savoir si l'intégration et l'application de l'accord de Chitaura ne susciteront pas de nouveaux obstacles, comme ce fut le cas pour l'application de l'accord de Rome. En dernière analyse, la convention de Chitaura se réduit à deux déclarations d'intention : mettre un terme aux hostilités et appliquer les textes de 1969 régissant les rapports entre la Résistance palestinienne et l'Etat libanais.

Outre les réticences évidentes de la Syrie à admettre des limitations à son rôle au Liban, on note de fortes réserves de la part de la droite chrétienne. MM. Pierre Gemayel et Camille Chamoun ont proclamé lundi qu'ils n'étaient nullement disposés à abandonner des positions que leurs milices occupent pour équilibrer le retrait, prévu à Chitaura, des forces palestiniennes de la montagne. En outre, pour les dirigeants de la droite, l'accord concernant le retour des

personnes déplacées ne s'appliquerait qu'aux Libanais « palestiniens se trouvant chez eux », et non pas aux Palestiniens, des « étrangers » qui devraient réintégrer inconditionnellement leurs camps, à l'exception bien entendu de ceux qui ont été détruits par les milices de droite (comme celui de Tell-el-Zaatar).

Difficulté supplémentaire : les responsables de droite déclarent qu'ils ne se considèrent pas liés par les engagements pris par les représentants du président Sarkis à la conférence de Chitaura, puisque le chef de l'Etat libanais n'était entendu au préalable avec les Palestiniens.

Enfin, la méfiance qui règne dans les rangs de la résistance palestinienne à l'égard de la Syrie est loin de se dissiper. M. Abou Ayyad, le numéro deux du Fath, qui est l'objet d'une virulente campagne de presse à Damas, vient d'y répondre en termes tout aussi acerbes. Il accuse la Syrie d'être à la remorque des Etats-Unis, ajoutant qu'elle cherche à exploiter les attentats de Rome d'Israël en vue de déclencher une nouvelle offensive militaire au Liban.

C'est à la lumière de ces éléments qu'il faut apprécier le « succès » de la conférence de Chitaura, annoncée par l'émir de la Ligue arabe, M. Khôli, dans les termes suivants : « La réunion libano-syro-palestinienne de Chitaura a réussi à 100 %. Après ratification de l'accord, les représentants des trois parties se réuniront à nouveau mercredi pour

rendre public les termes de leur entente. » Le délégué palestinien, M. Hani El Hassan, est moins catégorique : « Je pense, s'il est déclaré que nous avons réalisé quelque chose d'important et que nous avons franchi une étape (...) des points de divergence restent en suspens, mais ils ne sont pas importants (...) ».

Les négociateurs se retrouveront donc le 13 octobre, soit cinq jours avant la date fixée pour le « sommet » arabe, auquel douze pays sur vingt ont annoncé leur intention de participer. La Syrie ne figure par parmi eux, ce qui renforce l'impression de nombreux observateurs à Beyrouth que la réunion pourrait être ajournée.

LUCIEN GEORGE

LE PRÉSIDENT KADHAFI S'ENGAGE À APPLIQUER DES MESURES RIGOUREUSES CONTRE LA SYRIE

Tripoli. — Le « Congrès populaire de solidarité et de soutien à la révolution libyenne », qui vient de se tenir dans la capitale libyenne avec la participation de représentants de diverses organisations arabes, a adopté une résolution recommandant aux gouvernements arabes :

— L'arrêt de toutes les aides financières et pétrolières à la Syrie.

— Le retrait immédiat des ambassadeurs arabes en poste à Damas.

— L'expulsion des représentants syriens de toutes les organisations officielles et populaires arabes.

— Le boycottage par les syndicats arabes de transports de tous les avions et bateaux syriens. Ces mesures devraient être appliquées aussi longtemps que la Syrie n'aura pas retiré « inconditionnellement » son armée du Liban, libéré les Palestiniens et les Libanais détenus dans ses prisons, et levé le blocus terrestre et maritime imposé au camp palestinien progressiste de Damas au Liban de « criminelle ».

L'agence libyenne Arna — qui a diffusé un compte rendu des travaux du congrès, tenu à Tripoli, du 5 au 9 octobre — indique que le colonel Kadhafi s'est engagé publiquement à mettre à exécution toutes les recommandations de la conférence. C'est la première fois, depuis l'intervention syrienne au Liban, que le chef de l'Etat libyen prend position, d'une manière aussi nette, contre la politique poursuivie par le président Assad.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Christian Pineau

M. Christian Pineau nous écrit :
J'ai lu avec intérêt l'article que M. André Fontaine a publié dans votre numéro du 29 septembre et consacré aux trois livres, dont le mien, parus récemment sur l'affaire de Suez. Si le ton de l'article m'a un peu déçu, car je croyais à plus de compréhension de la part de votre rédacteur en chef, je reconnais à celui-ci le droit absolu d'exprimer ses opinions différentes des miennes sur l'affaire de Suez, encore que j'eusse aimé relever certaines inexactitudes de fait.

En revanche, ce qui me paraît inacceptable, c'est le fait que comparant mon livre à celui de M. Baeyens, André Fontaine ait cru pouvoir affirmer que ce dernier avait été mon « conseiller » et mon « collaborateur », ce qui donne à son ouvrage une autorité usurpée. Or, rien n'est plus inexact : en juillet 1956, M. Baeyens

était en disponibilité au Quai d'Orsay et n'y jouait aucun rôle. Je l'ai vu une seule fois dans ma vie, lorsqu'il est venu me demander le poste de consul général de France à New-York. Je lui ai d'ailleurs donné satisfaction.

Il n'est pas défendu d'écrire un livre en se fondant sur des renseignements de seconde main. Autre chose est de se présenter comme auteur d'un drame auquel l'on n'a pas personnellement participé.

[M. Baeyens a été nommé par M. Ruman « conseiller diplomatique » de l'expédition de Suez. A ce titre, il se trouvait bien être l'un des collaborateurs du ministre des affaires étrangères, ce que sont d'ailleurs, par définition, tous les agents du « département ». Nous n'avons rien écrit d'autre.]

Crédit gratuit 12 mois jusqu'au 16 octobre, sur l'ensemble du magasin

à l'exception des téléviseurs, des gros appareils électroménagers,
et des articles marqués d'un point rouge,
dès acceptation du dossier et après versement comptant légal.

Galerias Lafayette

Hausmann, Montparnasse, Belle-Epine

100-110-120

سكنا في الجبل

PROCHE-ORIENT

APRÈS L'ACCORD DE CHTAURA

Un nouveau front dans le sud du pays ?

Beyrouth. — Le sud du Liban, qui constituait un havre de relative quiétude dans la grande tourmente vécue depuis un an et demi, est-il en train de se transformer en un nouveau champ de bataille ? Deux événements permettent de le craindre : deux groupes de villages frontaliers d'Israël, peuplés de chrétiens, ont constitué des milices d'« auto-défense » : des affrontements, notamment des duels d'artillerie, se sont multipliés entre l'un de ces deux groupes de villages et les forces palestino-progressistes. Le fait que ces combats se déroulent à quelques kilomètres, voire parfois à quelques centaines de mètres, de la frontière

De notre correspondant

unités de choc de l'armée. Certains de ces militaires, qui étaient basés à Marjayoun, ont ramené avec eux des blindés et des canons, qu'ils utilisent aujourd'hui. Il ne semble pas, d'autre part, qu'un problème d'armement puisse se poser aux chrétiens du sud du Liban en raison de la proximité de la frontière israélienne.

Les officiers de l'armée du Liban accusent le gouvernement de Jérusalem de fomenter des troubles dans cette région, afin d'empêcher les fedayin de s'approcher de la

frontière du Liban arabe) : qui a détruit l'armée, ainsi que le colonel Barakat (droite chrétienne) : qui a emporté avec lui la moitié du matériel de l'armée.

« Il faudrait surtout traduire en justice nos leaders politiques, qui sont responsables de la guerre civile, laquelle a coûté la vie à quarante mille personnes. »

Notre interlocuteur tient soigneusement un registre dans lequel il inscrit tous ceux qui passent en Israël pour se faire soigner, se ravitailler ou même pour travailler. Il veut pouvoir démontrer un jour que les chrétiens ne sont pas les seuls à « collaborer ». « Il y a eu moins 30 % de musulmans parmi ceux qui franchissent la frontière », nous assure-t-il. Nous avons pu constater en nous rendant à un poste-frontière qu'une famille musulmane, comptant une vingtaine de personnes, s'apprêtait à pénétrer dans l'Etat juif pour rendre visite à des parents qu'elle n'avait pas revus depuis 1948.

Le responsable politique de Rmelche nous tient des propos encore plus nets. « Pour ma part, je n'ai aucun complexe, nous dit-il, j'ai demandé aux Israéliens de fournir l'électricité au village et d'y envoyer des études agronomiques. Au bascuin, nous leur demanderons de nous inclure au sein de l'Etat juif, car nous ne voulons plus jamais revoir un seul Palestinien chez nous, affirme-t-il devant le sergent-chef, quelque peu gêné.

A Koleyah, l'atmosphère est tout autre. On s'y bat depuis trois jours : le village ressemble à un camp retranché. La population est plus « riche » que celle de Rmelche, la localité fournissant de quoi nourrir ses habitants.

Malgré toutes les explications qui nous ont été fournies, il est malaisé de comprendre pourquoi ces villages chrétiens sont entrés en rébellion à ce moment précis. Au fil des conversations, on constate que des miliciens aguerris qui combattaient jusqu'à ces derniers jours sur d'autres fronts, notamment à Beyrouth, dans les rangs de la droite, sont arrivés opportunément dans le sud du Liban. Faut-il en conclure que le camp conservateur a décidé d'ouvrir un nouveau front dans la zone frontalière ? Les officiers progressistes de l'armée du Liban arabe répondent à cette question par l'affirmative, et accusent la droite libanaise de coordonner son action avec les autorités israéliennes.

L. G.

Israël

LES ETATS-UNIS LIVRERONT DU MATERIEL MILITAIRE DE TYPE NOUVEAU

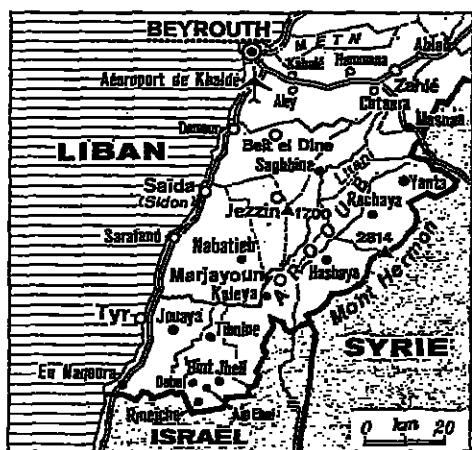
Washington (A.F.P.). — Les Etats-Unis ont accepté de livrer à Israël un nouveau système de guidage de missiles antichars, qui remplacera les radars de type traditionnel, a-t-on appris, lundi 11 octobre, de source israélienne. Cette fourniture, que les Israéliens réclamaient depuis 1973, ne constitue pas un accroissement, précise-t-on, de l'aide américaine à Israël (1,5 milliard de dollars pour l'année fiscale commencée le 1^{er} octobre).

Le contrat avait été approuvé la semaine dernière par M. Gerald Ford, mais il n'a été annoncé qu'après l'entretien de lundi entre le président des Etats-Unis et le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères israélien, M. Allon.

Pour sa part, l'« International Herald Tribune » de ce mardi 12 octobre indique, « selon des sources bien placées du Congrès », que dans la liste des matériels dont la livraison à Israël aurait été autorisée figurent « des bombes guidées au laser, des hélicoptères armés de missiles antichars, de l'équipement pour combat de nuit, de l'équipement pour communications et des radars ultra-modernes ». La liste inclurait encore des missiles antichars à guidage d'un type nouveau, des détecteurs pour chars et des bombes guidées par télévision.

● La situation dans les territoires occupés. — Le couvre-feu imposé à Hébron, en Cisjordanie, a été maintenu ce mardi 12 octobre pour le dixième jour consécutif. Lundi, il avait été levé pendant deux heures et demie pour permettre à la population de se ravitailler. A Gaza, d'autre part, les autorités israéliennes ont annoncé, selon un communiqué officiel, l'arrestation de cinquante-cinq Palestiniens (et non quarante, comme nous l'indiquions dans nos éditions du 12 octobre), suspects d'affiliation à des organisations de fedayin. — (A.F.P.)

● Le gouvernement turcien a fait savoir lundi 11 octobre à Bagdad qu'il n'avait rien à voir avec l'attentat commis jeudi dernier à Lausanne contre M. Ernest Chert Vanly, représentant du parti démocratique kurde en Suisse. M. Vanly avait affirmé que l'auteur de l'attentat était un Irakien qui était venu lui rendre visite quatre jours auparavant avec M. Nedlib El Takriti, ancien consul d'Irak à Genève, et actuellement chargé de relations extérieures au ministère irakien des affaires étrangères (le Monde du 12 octobre). — (Reuters)



Israélienne, crée une situation explosive.

Les deux enclaves chrétiennes sont limitrophes d'Israël, et sont pratiquement coupées du territoire libanaise. La première, centrée sur Rmelche (4 000 habitants), compte quatre autres villages ; la deuxième comprend Koleyah (7 000 habitants) et deux autres localités. La région de Rmelche, qui entretient des relations multiples avec Israël, n'est pas impliquée dans les affrontements ; en revanche, les habitants de Koleyah, qui, apparemment, n'ont pas établi de contacts directs et réguliers avec l'Etat juif, ont déclenché des duels d'artillerie contre les fedayin et les éléments de l'armée du Liban arabe, établis dans une demi-douzaine de positions toutes proches, notamment au château de Beaufort et à Marjayoun.

La « collaboration » avec Israël

Dans un cas comme dans l'autre, la population soutient que son comportement est dicté par la volonté de ne pas « vivre sous la botte palestinienne » : celle de Rmelche et des villages environnants se tournent vers Israël ; celle de Koleyah et des localités voisines a coupé la route conduisant à Marjayoun, la principale localité tenue par les fedayin et leurs alliés. En fait, il semble que ces deux régions ont profité de leur situation géographique pour rompre avec le secteur palestino-progressiste.

Il fut un temps où ces villages misérables fournissaient de très nombreux soldats à l'armée libanaise, qui cherchait à recruter les chrétiens en nombre suffisant pour des raisons d'équilibre confessionnel. L'éclatement de l'armée, en mars dernier, a donc eu comme conséquence le retour à ces villages chrétiens de nombreux militaires bien entraînés, dont beaucoup appartenaient aux

frontière. L'ultime objectif serait de créer une sorte de « ceinture de sécurité » tout au long de la frontière de l'Etat juif. Un sergent-chef de l'armée armée libanaise, qui nous a reçu dans une école de religieuses à Rmelche, nous a déclaré que des villageois se rendant en Israël pour se soigner, pour se ravitailler en carburant et en eau et pour vendre leur récolte de tabac. « Pour ne pas subir des représailles des fedayin, explique-t-il, nous avons organisé la défense du village. » Il ajoute avec véhémence : « Si l'on cherche un jour à me juger pour collaboration avec l'ennemi, je me présenterai volontiers devant un tribunal militaire, non pas pour me défendre, mais pour accuser ceux qui nous ont placés dans cette situation. Je dirai que j'ai cherché à nourrir la population avec de la farine fournie par Israël. Mais j'exigerais surtout que l'on juge aussi le lieutenant Khatib (chef progressiste de

Le Papièvre. Le roman de l'argent de la presse et du pouvoir.

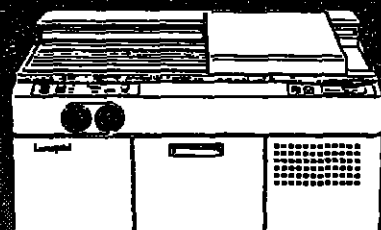


Le Papièvre : un roman d'actualité d'Henri de Grandmaison

Lumoprint

Les photocopieurs
solides, fiables, rentables.

3 qualités allemandes.



LX 4 : l'un des modèles de la gamme Lumoprint : 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à :
Lumoprint France S.A.
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.
Tél. 645.21.91.



Robert Ricci

Président des Sociétés NINA RICCI

*Vous invite à visiter
la nouvelle Boutique*

“NINA RICCI - GEORGE V”

(angle des avenues George V et Pierre-1^{er}-de-Serbie)

Sur 3 étages :

Prêt-à-porter “Boutique” - Prêt-à-porter “Shopping” - Prêt-à-porter “Fourrures”
Collections “Week-end” (Sweaters, Pulls, etc.) Carrés, Écharpes, Accessoires,
Parfums - Maroquinerie - Bagages - Bijoux précieux - “Objets maison”, etc..

... et une Boutique “Monsieur”.

Ouverture continue de 10h à 20h tous les jours sauf dimanche

La Pompadour
présente ses beaux
MANTEAUX
les plus beaux tweeds,
chevrons, cashmeres,
laine, poil de chameau etc...
importés d'Angleterre
modèles habillés
garnis fourrures précieuses
MANTEAUX DE FOURRURES
GRANDES TAILLES
du 42 fort au 60
32 bis, Bd HAUSSMANN
M^{re} Chaissière d'Aurélien

EXCEPTIONNEL
A CEDER
sur grande arène
(en plein Paris)
BIJOUTERIE-HORLOGERIE
vastes locaux - 4 vitrines
très belle installation
C.A. + de 1.000.000
avec possibilités d'extension
Mme B. Gervais
Tél. : 206.38.83
50, av. Simon Bolivar - 75019 PARIS
pour premier contact

POLITIQUE

DEUX POINTS DE VUE SUR L'AVENIR DE LA V^e RÉPUBLIQUE

Malaise constitutionnel et docteurs de la loi

par MICHEL VAUZELLE (*)

La grande affaire du moment, pour certains spécialistes, n'est pas la lutte contre l'inflation, mais l'incohérence, selon eux intolérable, de notre Constitution. Ils sont, à la lettre, bouleversés par un régime qui donne la direction des affaires du pays au gouvernement et dans le même temps l'autorité et la responsabilité que confère l'élection au président. Ils y voient une source permanente de conflits entre le chef de l'Etat et le gouvernement. Ils demandent une réforme des textes pour éliminer une aussi dangereuse étrangeté juridique.

trouvent détendre une hypothèse d'écologie, dès lors qu'il n'est pas raisonnable d'espérer dessaler maintenant le peuple du choix du chef de l'Etat.

Les plus nombreux, vivement irrités par un régime incalifiable dans une des catégories arides par la faiblesse, réclament l'établissement, dans la lettre de la Constitution, d'un véritable régime présidentiel. Tout à leurs théories, ils ne semblent pas se soucier de ce que l'adoption de leur proposition serait mortelle pour la démocratie en France. Pourtant, chacun sait bien que, dans un tel hypothèse, en cas de conflit entre le

président et l'Assemblée, toute la vie politique du pays est bloquée jusqu'à ce que la loi fondamentale soit modifiée par le coup d'Etat. Car nous ne sommes pas aux Etats-Unis et nous ne sommes pas des Américains.

D'aucuns ont tout de même perçu le danger. Ils proposent, sans rire, de l'éliminer, en demandant au peuple d'élire, le même jour et pour la même durée, le chef de l'Etat et l'Assemblée. C'est évidemment une méconnaissance qu'une telle proposition de l'électoral, le goût des dosages politiques et peut d'une même main voter, par exemple, pour un président de droite, qu'il défendra la propriété privée et l'effort, et pour un député de gauche, qui réclamera l'amélioration du pouvoir d'achat des masses laborieuses.

En vérité, le régime présidentiel classique, même amélioré, n'a pas la souplesse nécessaire pour s'adapter aux événements que va connaître la France dans les prochaines étapes de sa mutation sociale et culturelle.

L'actuelle Constitution, en revanche, présente notamment deux très grands avantages.

D'abord, elle permet au pouvoir exécutif de diviser les tâches et de déléguer notamment le président du toutail des affaires quotidiennes. Pour qui connaît les obligations et l'emploi du temps d'un premier ministre, il est important, dans un Etat moderne, de laisser au responsable politique suprême le temps et l'altitude pour voir plus loin.

Ensuite, et ceci est capital, dans la mesure où les pouvoirs du président sont quasi monarchiques, il est hautement souhaitable qu'au cours d'un même septennat le chef de l'Etat, suivant les nécessités de l'évolution du rapport des forces politiques, de la conjoncture internationale, de son caractère, de son état de santé, adopte l'attitude la mieux appropriée parmi toute la gamme des choix qui s'offrent entre l'arbitrage et le gouvernement quasi direct.

C'est sans doute la raison pour laquelle, pratiquement tous les hauts responsables actuels de la vie politique de la nation, semblent s'accorder, sans trop de peine, de l'état de choses qui existe en ce domaine, en fait depuis 1958.

M. Mitterrand semble penser que M. Giscard d'Estaing, dès lors qu'il ne méconnaît pas l'existence d'une majorité de gauche à l'Assemblée, pourra fort bien rester à l'Elysée. Et c'est sans aucun doute un atout électoral pour la gauche de dédramatiser, sur ce point, son arrivée au gouvernement.

M. Giscard d'Estaing, si l'on en croit les propos qu'il a tenus aux Etats-Unis, semble partager le même sentiment. Le président peut, en effet, en cas de victoire de la gauche, se retirer temporairement dans le rôle d'arbitre qui lui autorise la direction des affaires plus tard, si, à la suite d'une crise, une nouvelle majorité conforme à ses vœux peut être modelée.

La Constitution de la V^e République est, grâce précisément à ce qu'elle a juridiquement d'illlogique, bien faite pour la situation politique de la France. On n'y touchera donc pas. Avec sagesse, on ne prendra pas les malaises des docteurs de la loi pour une maladie constitutionnelle.

Système électoral ou crise institutionnelle ?

par CLAUDE LELEU (*)

se voudrait équilibré et stable, en faisant du véritable détenteur du pouvoir l'homme responsable devant l'Assemblée nationale, conduisant inévitablement au retour du « régime d'assemblée ».

Le vrai régime présidentiel qui supprimerait le droit de dissolution et la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée reculerait en lui des risques aussi graves par l'absence de solutions normales aux conflits de pouvoirs.

La solution que nous proposons présente l'avantage de ne pas remettre en question l'efficacité des institutions de la V^e République qui se caractérisent par la suprématie de mécanismes présidentiels tout en éliminant le risque d'une disparité entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire.

Comment ? En superposant aussi à un mécanisme majoritaire un mécanisme proportionnel pour l'élection des députés.

Depuis 1962, l'élection au suffrage universel du président de la République en fait le véritable chef de l'exécutif. Mais ce président, pour définir et conduire la politique avec son gouvernement, doit s'appuyer sur une force majeure au Parlement. A la veille des élections législatives, il ne peut qu'exprimer le souhait formé par le général de Gaulle en novembre 1962 : « Puisse le vote faire en sorte que cette deuxième consultation n'aille pas à l'encontre de la première ».

Alors pourquoi ne pas faire en sorte que la majorité présidentielle

tielle détermine automatiquement une majorité parlementaire en attribuant à la tendance majoritaire et à la tendance minoritaire un nombre de sièges proportionnel aux résultats du second tour de l'élection présidentielle ? Cette répartition s'effectuerait dans le cadre départemental pour assurer la représentation locale et pour sur-représenter la tendance majoritaire. Le second tour de l'élection présidentielle constituerait en fait le premier tour de l'élection des députés. Le nombre de sièges attribués dans chaque département à la majorité et à l'opposition issues du système majoritaire de l'élection présidentielle serait en utilisant la répartition des restes à la plus forte moyenne. Dans chaque département, chaque fois qu'une tendance majoritaire ou opposition obtiendrait le quotient présidentiel, elle aurait droit à un siège. Le dernier siège non pourvu serait attribué à la tendance qui aurait la plus forte moyenne présidentielle. Une fois cette attribution effectuée, le suffrage universel élirait dans un second temps les députés en utilisant le même système électoral.

Ainsi l'attribution des sièges au quotient présidentiel assure au chef de l'Etat une majorité parlementaire plus confortable encore que la majorité présidentielle. Les députés, leur président, les Français lui assurent en même temps une majorité parlementaire, puis dans un second temps, ils élisent les composants de cette majorité et de l'opposition.

Si un conflit... seulement il institutionnalise le phénomène majoritaire, mais il permet aussi de résoudre normalement tout conflit entre le président de la République et l'Assemblée nationale.

3) Il est juste puisque chaque fois que la majorité ou l'opposition obtient le quotient présidentiel, elle a droit à un siège.

Enfin, dernier avantage : son application conduirait à une bipolarisation simple. Mais cette modification du système électoral implique un certain nombre d'aménagements de la Constitution. Le premier concerne la réduction du mandat présidentiel. Puisque les députés sont élus pour cinq ans, la majorité parlementaire assurée au président de la République peut exister cette durée. Autrement dit la modification du système électoral ne peut s'inscrire que dans un contrat de quinquennat.

Le second a trait à la revalorisation du rôle du Parlement. Face à un exécutif fort, assuré d'une majorité parlementaire, le Parlement qui ne donne plus le doit plus être dominé. Il doit retrouver son rôle législatif en lui laissant de très larges pouvoirs en matière de législation toutes les fois qu'une orientation politique fondamentale n'est pas en cause.

Le troisième vise à « décrire » effectivement la vie politique en institutionnalisant le statut de l'opposition. « Il est important aussi de faire en sorte que l'opposition soit une pièce du mécanisme politique au même titre que le pouvoir ». Enfin, dans la foulée des aménagements, on pourrait aussi :

a) Modifier le fameux article 20 qui, pour concilier le texte de 1958 et la réforme de 1962, devient : « Le gouvernement, présidé par le chef de l'Etat, détermine et conduit la politique de la nation ».

b) Supprimer le système des suppléants et les élections partielles. Etant donné que le président est assuré d'une majorité parlementaire et que l'élection des députés s'effectue au scrutin de liste, le suivant de la liste suppléerait effectivement le député promu ministre, qui retrouverait automatiquement son siège en cas de changement de gouvernement, ou remplacerait le député démissionnaire ou décédé.

Enfin, il faudrait respecter l'équité démographique dans l'attribution des sièges aux départements. Pourquoi le département du Nord qui compte plus d'électeurs et d'habitants que la ville de Paris ne dispose-t-il que de vingt-trois sièges contre trente et un à la capitale ?

11. Léo Hamon, dans son dernier ouvrage, écrit : « Mais nous ne sommes plus importants que le texte de 1962 est « l'article non écrit » de notre pratique institutionnelle selon lequel il doit y avoir concorde entre la majorité présidentielle et la majorité de l'Assemblée nationale (7) ». « Alors pourquoi ne pas institutionnaliser cette pratique ?

(1) J. Pauzet : « Conflits. Les deux sites », Le Monde, 8 juin 1976.
(2) Déclaration faite à Washington le 21 mai 1976.
(3) Discours télévisé prononcé le 22 août 1976.
(4) Déclaration faite le 8 novembre 1976 au micro de B.T.L.
(5) G. Vedel : « L'évolution constitutionnelle de la V^e République », Revue France-Forum, avril-mai 1973, pages 41 et 42.
(6) B. Jeanneney : Droits constitutionnels et institutions politiques, page 182.
(7) L. Hamon : Une république présidentielle, page IV.

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

Au sommaire du numéro d'octobre

LA GAUCHE PORTUGAISE VICTIME DE SES CONTRADICTIONS

(Eduardo Lourenço)

(Reportage de Maurice T. Meschino et Frédéric M. Robert)

LA POLOGNE A L'ÉPREUVE

PUISSANCE DE L'ALLEMAGNE

L'«abominable Allemand» menace-t-il l'Europe ? par Charles Zarghite ; La puissance, la prééminence et les inquiétudes, par Daniel Vernet ; La R.F.A. se considère comme le bouclier de l'Europe, par Lothar Buehl ; Les désaccords entre Bonn et Paris sur la défense, par Walter Schulte ; Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'unité du flanc sud de l'O.T.A.N., par Paul Noack ; Devant le dialogue Nord-Sud : une fois de plus dans l'économie de marché, par Konrad Setze ; Bonn aux Nations unies : de la prudence vers des positions plus nettes, par Thomas Bruus.

LE NOUVEAU JEU DE L'ÉGYPTÉ EN AFRIQUE

(Marie-Christine Aulas)

Vingt ans après la crise de Suez : la pénétration de l'influence américaine (Robert Biel)

CAPITAUX PÉTROLIERS ET RÉFORME DE L'ORDRE FINANCIER INTERNATIONAL

(Georges Cornu)

Au Koweït : dissolution de l'Assemblée et démocratie (Chris Kutschera)

L'ARMÉE CHINOISE ET LA SUCCESSION DE MAO

(Jen Doublier)

La mort de Mao confirme les divergences entre partis et pays communistes (Bernard Féral).

L'évacuation de la base américaine de Ramonson en Thaïlande (A. C. Calbeaux)

AFRIQUE DU SUD : avant l'indépendance du Transkei (François Prost et Ferial Dresso)

CAMEROUN : Répression et difficultés économiques (Wassily Messagay)

PANAMA : Les négociations sur le statut du canal (Bernard Cassan)

LA LUTTE CONTRE LA JUNTE AU CHILI

Les dernier article d'Orlando Letelier avant son assassinat à Washington : LES TECHNIQUES ÉCONOMIQUES NE SONT PAS NEUTRES

Vers un rapprochement entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne (Jean-Pierre Clae)

CINÉMA POLITIQUE : le Western, une rhétorique ruinée. POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Main basse sur la Maison Blanche (Marie-Françoise Affelin)

Le numéro : 5 F (en vente dans les kiosques) Abonnement et vente au numéro 5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09

on en parle..

L'ÉNERGIE

Clef de voûte du nouvel ordre industriel, économique et monétaire.

3 documents sur ce thème.

- Les économies d'énergie 30 F
- Le charbon en France 14 F
- Le problème pétrolier français 7 F

maisons de presse, librairies et LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

150

150

POLITIQUE

Le débat entre communistes et chrétiens se poursuit dans le domaine de l'édition

Le dialogue entre les communistes et les chrétiens, voulu ardemment par les dirigeants du P.C.F. et relancé le 10 juin, à Lyon, par un appel de M. Georges Marchais aux chrétiens de France, connaît un prolongement dans le domaine de l'édition, puisque deux ouvrages sur ce sujet viennent de paraître simultanément et d'être présentés en commun. L'événement tient au fait que l'un des ouvrages sort aux Éditions sociales, qui sont contrôlées par le P.C.F., et l'autre aux Éditions Desclée, fondée en 1872 « pour le service de l'Église », et qui bénéficieront par la suite de la même distinction d'édition pontificale. Une coopération entre ces deux entreprises est donc déjà en soi étonnante. M. Maxime Gramet, qui au sein du bureau politique du P.C.F. est chargé des relations avec les Églises, s'en est bien sûr réjoui, voyant là un témoignage que l'appel de son parti a été entendu. Cet appel, les communistes ont voulu, dans l'ouvrage qu'ils ont réalisé, en souligner la permanence historique et en accentuer la diffusion. Sous le titre *Communistes et Chrétiens* (1), les Éditions sociales ont rassemblé dans un même livre, outre le célèbre poème d'Aragon, la Rose et le Réquisitoire, les textes de Maurice Thorez et de Waldeck-Rochet sur ce sujet, ainsi que l'appel de Lyon de M. Marchais.

Cet appel sert également de base à l'ouvrage des Éditions Desclée, mais sous un titre qui est à lui seul révélateur d'une vision différente de celle du premier livre : *Communistes et Chrétiens* (2). Le texte du discours du secrétaire général du P.C.F. est suivi d'une analyse précise et rigoureuse, signée par Georges Hourdin. Le fondateur de la Vie catholique ne conteste pas que le P.C.F. ait évolué. Selon lui, les communistes procèdent à une réinterprétation du marxisme ne passant plus par Lénine. En conséquence, il estime que ce qui caractérise les relations entre communistes et chrétiens, ce n'est pas la main tendue par M. Marchais, mais bien plutôt le fait que les militants du P.C.F. viennent prendre place aux côtés des chrétiens et reconnaissent la justesse de leurs analyses et de leurs objectifs. « Après avoir longtemps erré dans les dédales des dictatures orientales, l'enfant prodigue découvre les nécessités et la grandeur de la démocratie aux couleurs de la France et du christianisme », écrit Georges Hourdin.

Avant de tuer le veau gras, le chroniqueur catholique demande à pouvoir vérifier par l'expérience la profondeur de la conversion du P.C.F. — n'est-ce pas en effet un simple moment de la pensée dialectique du P.C.F. ? — et souhaite que l'évolution actuelle soit approfondie. Il souligne, par exemple, que les communistes doivent changer leur définition de la foi, qu'ils continuent de percevoir comme un simple reflet des contradictions économiques et sociales.

L'idée majeure de Georges Hourdin reste que les communistes sont contraints d'évoluer et de l'ont pas choisi de groupes délibérés. De fait, on peut se demander si le P.C.F., en passant de Lénine à Gramsci et en se proposant désormais de conquérir la « société civile », n'est pas surtout en train de se couler dans

la société actuelle, d'en accepter des pans entiers. Le débat sur la morale amorcé avant le vingt-deuxième congrès a bien montré que, plutôt que de substituer à l'idéologie actuelle de nouvelles valeurs, les communistes étaient surtout conduits à prendre en charge les stéréotypes contemporains dans l'espoir de se faire reconnaître et accepter.

Georges Hourdin est persuadé que les chrétiens ont tort de souffrir parfois d'un complexe d'infériorité face aux marxistes. Il est convaincu que le P.C.F. avance, avec dix ans de retard, sur le terrain occupé par l'Église depuis le concile Vatican II. Ce faisant, il fait, pour sa part, bon marché de l'évolution de l'Église qui n'a pas simplement attendu sur place, mais s'est elle aussi déplacée. Si Georges Hourdin peut rappeler à juste titre les textes doctrinaux de l'Église, il oublie de parler de la pratique, alors qu'il souligne volontiers la distinction entre les engagements des communistes et leurs actes.

Néanmoins, du fait des évolutions en cours et en dépit des obstacles qui demeurent, Georges Hourdin juge inévitable la rencontre entre chrétiens et communistes. Une rencontre dont les conséquences politiques peuvent être capitales. C'est en effet déjà le glissement à gauche d'une importante fraction de l'électorat chrétien qui a assuré aussi bien la renaissance du parti socialiste que les progrès de la coalition commune du programme commun de la gauche.

THIERRY PFISTER.

(1) *Communistes et chrétiens*, Éditions sociales, 133 pages, 20 F.
(2) *Communistes et chrétiens*, Éditions Desclée, 128 pages, 23 F.

Le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel

M. CHABAN-DELMAS : il ne faut pas se lancer tête baissée dans une telle opération.

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, député U.D.R. de la Gironde, a déclaré à Bordeaux, lundi 11 octobre : « Le projet d'Assemblée européenne élue au suffrage universel suscite des réactions, et il ne faut pas se lancer dans une telle opération tête baissée. Les Européens regrettent que ce projet de modification institutionnelle n'ait pas été accompagné d'une recherche plus ample (...). Et pourtant, et l'on ne veut pas mettre en commun l'exercice des souverainetés, il n'y aura pas de véritable Europe. Or il nous faut bien constater que, trois ans après la crise du pétrole, il n'y a pas de politique économique européenne. En l'absence d'une telle politique commune, ce que l'on fait est important, mais ce n'est que du bricolage. »

Le bureau national de l'U.J.F. s'est réuni le samedi 9 octobre à Toulouse sous la présidence de Bernard Lohé. À l'issue de ses travaux, l'U.J.F. rappelle son opposition à la politique actuelle (si politique il y a) de M. Giscard d'Estaing et de ceux qui le soutiennent ; son opposition à la coalition social-communiste qui mènerait le pays à l'aventure ; sa conviction que seule la troisième voie, celle du général peut permettre aux Français d'avoir une nouvelle espérance, espérance qui ne peut être que gaulliste.

LA PRÉPARATION DES « MUNICIPALES »

À la demande de M. Pierre Bas, député U.D.R. de Paris et président du groupe Paris-Majorité au Conseil de Paris, douze associations, créées dans les septième, huitième, dixième, onzième et vingtème arrondissements se sont fédérées sous le nom d'U.A.C.S.P. (Union des associations et comités d'expansion de Paris) pour la préparation des élections municipales. En annonçant cette union, ses fondateurs ont précisé qu'ils se consacraient à la constitution de listes de large union, seule condition à leurs yeux pour défendre dans la confluence des intérêts des Parisiens et assurer l'élection d'un maire d'une grande compétence qui l'une des villes les mieux gérées du monde.

LE P.S. CRÉE UN CENTRE NATIONAL DE FORMATION

Le parti socialiste a réuni, samedi 9 et dimanche 10 octobre, une conférence nationale des secrétaires fédéraux à la formation. À cette occasion, M. Gérard Delfan, délégué général à la formation, a annoncé pour la fin d'octobre la mise en place d'un centre national de formation, décidé lors de la convention de Dijon en mai 1975. Il s'agit de séminaires de trois jours, tenus à Paris et destinés aux cadres et responsables fédéraux du P.S. Le thème prioritaire sera, d'ici au mois de mars, la formation des candidats aux élections municipales. Mme Yvette Roudy, responsable nationale des stages, a d'autre part, annoncé qu'un effort va être fait dans le domaine de l'apprentissage aux techniques de communication.

Politique-Hédo publie, dans son numéro daté du 11 au 17 octobre, le début d'une enquête consacrée à l'extrême gauche française et intitulée : « à quel sert le gauchisme ? ». Durant trois semaines, l'hebdomadaire fera paraître les réponses d'intellectuels et de militants d'organisations révolutionnaires. * Politique-Hédo (nouvelle formule), 16-18, rue des Fêtes-Hôtels, 75010 Paris. Le numéro : 5 F.

M. CHIRAC : il faut surmonter l'antagonisme entre libéralisme et socialisme.

Dans un article de la *Nouvelle Revue des deux mondes* (octobre 1976), M. Jacques Chirac, ancien premier ministre, explique que « le débat ouvert depuis plus de vingt siècles oppose, en définitive, une philosophie politique de la collectivité et une philosophie politique de la personne ». Il considère que « l'enfer n'est pas à ce durcissement de l'organisation que tout projet socialiste porte en germe. L'enfer n'est pas dans des ensembles qui le dépassent, qui l'enserment, qui l'abolissent. »

Ce qui donne espoir aux hommes d'aujourd'hui, c'est tout au contraire la possibilité enfin entrevue, grâce au progrès des techniques de communication et à l'accumulation des richesses, d'acquiescer une certaine maîtrise de leur destin personnel ou plus simplement, de leur vie quotidienne. L'ennemi n'est pas le capitalisme et ce n'est pas davantage le socialisme, c'est le gigantisme, aussi bien celui des monopoles dits privés que celui des économies étatiques tentaculaires et bureaucratiques. Il ne faut condamner ni le libéralisme ni le socialisme, car tous deux ont représenté des étapes de la pensée et de la vie, mais l'un et l'autre doivent être aujourd'hui dépassés et, surtout, il importe de surmonter leur antagonisme systématique et les conflits passionnés qu'il provoque. Tel est le rôle que le général de Gaulle a désigné à la société de participation.

PRECISIONS. — Dans la rubrique « Elections cantonales » publiée par le *Monde* du 12 octobre, une erreur s'est glissée dans le commentaire accompagnant les résultats dans le canton de Saugues (Haute-Loire). Il s'agissait non pas de remplacer Guy de La Vasselais mais Jean-Claude Simon, R.I., député, maire de Saugues, récemment décédé. C'est à Saint-Lô (Manche) que M. Daillet, député réformateur, se présentera aux prochaines élections municipales contre le maire sortant, M. Patouas, R.I.

M. TADDEI (P.S.) : M. Chirac propose un « national travaillisme ».

M. Dominique Taddei, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré, dimanche 10 octobre, à Usat : « M. Chirac donne l'image d'un vieux jeune homme pressé à la recherche de l'aventure. Son passage au pouvoir a abouti à la faillite gouvernementale la plus remarquable depuis quarante ans sur le plan économique. En politique étrangère, il a liquidé l'héritage du gaullisme. On peut dire de lui qu'il est « Jacques la faillite », mais, en réfléchissant à son avenir, ne serait-il pas devenu « Jacques la menace » ? Pour nous, socialistes, nous estimons que la démarche de l'ancien premier ministre risque de le mener à une aventure autoritaire, et les options qu'il avance sont celles d'un « national-travaillisme ».

(Publié)

Cette villa si calme... à Denfert !

au 8, villa St-Jacques, on habite déjà. Petit immeuble sur verdure. Reste deux 4 pièces, un 6 pièces et un duplex (6 pièces) en rez-de-jardin. Prestations de grande classe. Métro Denfert ou St-Jacques. Une réalisation DERIM. Rens. Pierre BLUM, 16, bd Haussmann. 265.64.11.

sounds...

le 1221 est arrivé essayez-le en confiance

Chez Optique Haussmann Acoustique qui présente cet appareil en exclusivité « Made in U.S.A. », c'est la plus évoluée techniquement : système d'amplification (22 fois) sélectif, réglage de correction graves-aigus ; c'est aussi LE PLUS PETIT APPAREIL, 3 grammes ! Adaptation instantanée. La solution idéale dans 80 % des cas.

OPTIQUE HAUSSMANN ACOUSTIQUE

182, bd Haussmann - 271-22-56

(angle Saint-Honoré - M. Terrez ou St-Philippe-du-Boulevard - Fermé le dimanche)

Les hommes N°1 en Europe ne perdent pas de temps quand ils louent une voiture.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



Les membres du Hertz N°1 Club* gagnent du temps en louant une voiture. Pourquoi pas vous ?

En tant que membre du Hertz N°1 Club, vous appelez avant de partir le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. À votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord, votre voiture vous attend. Tout ce que vous avez à faire c'est montrer votre permis de conduire et votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz N°1 Club.
788-73-00

TÉLÉPHONEZ, SIGNEZ, ET PRENEZ LE VOLANT.

A l'Élysée

M. ANDRÉ ARNAUD EST NOMMÉ ADJOINT DE M. JEAN-PHILIPPE LECAT

M. André Arnaud, conseiller des affaires étrangères vient d'être nommé, par un arrêté publié au *Journal officiel* du 12 octobre, conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République. Il sera chargé, auprès de M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole, des dossiers de politique étrangère et des relations avec les journaux de la presse étrangère.

Né en 1923 à Constantine (Algérie), licencié en droit et diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Arnaud est entré en 1958 dans la carrière diplomatique comme secrétaire des affaires étrangères. Adjoint au chef de la mission d'aide économique et technique au Sud-Vietnam de 1960 à 1962, il passe ensuite un an au service d'information et de presse du Quai d'Orsay avant d'être nommé deuxième conseiller à Comakry, puis à Alger. De 1967 à 1969, il occupe un ministère de l'information au service de liaison interministérielle pour l'information et de 1969 à 1972 au Quai d'Orsay, celle de sous-directeur chargé de la presse et du service d'information, de presse et de documentation. Nommé conseiller à Washington, il dirigeait depuis 1974 le service de presse de l'ambassade de France dans la capitale américaine.

M. Thierry de Beaucé, administrateur civil, est nommé conseiller culturel à l'ambassade de France à Tokyo.

Né en 1943 à Lyon, ancien élève de l'ENA, M. de Beaucé a été notamment chargé des relations avec la presse aux cabinets de M. Chaban-Delmas et Messmer, premiers ministres successifs. En 1974, il a collaboré avec M. Mitterrand, parlementaire en mission en Asie.

POLITIQUE

APRÈS LA PUBLICATION DU LIVRE DE M. GISCARD D'ESTAING

M. LECANUET : changer de société sans en changer.

M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, a rendu public lundi 11 octobre une déclaration dans laquelle on lit notamment :

« Jusqu'au dernier moment, j'ai été de ceux qui se sont demandé si le président ne prenait pas un risque en redonnant un projet de société (...). Le risque d'un homme est devenu une chance pour tous les Français et la marque du courage autant que de la lucidité (...).

« Sur des dizaines de sujets majeurs, Démocratie française va renouveler le débat politique. Bien plus, ce livre renouvellera une situation où la majorité apparaitrait parfois réduite à puiser auprès de l'opposition certaines sources de son inspiration. C'est l'opposition, désormais, qui est sur la défensive. Elle va devoir nous emprunter, qu'il s'agisse par exemple de la nation d'écart social maximum, du patrimoine personnel minimum ou de la nouvelle stratégie de décentralisation des attributions de l'Etat qui profitent des pouvoirs locaux que développe le président (...).

« Tous les militants du Centre des démocrates sociaux, sans exception, ont manifesté leur soutien à ce véritable « manifeste réformateur ». L'esprit de changer de société sans en changer est clairement émis dans le camp où nous combattons. »

M. ESTIER : l'échec de la société dite libérale.

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du parti socialiste, a déclaré mardi 12 octobre : « Le livre de M. Giscard d'Estaing est celui d'un homme intelligent et cultivé, qui a voulu offrir aux Français une série de réflexions qui lui tiennent à cœur parce qu'elles font partie de son monde intellectuel et politique. Mais le bastingage fait autour de la sortie de ce livre, la mobilisation de la télévision et des radios, les commentaires lyriques d'un certain nombre de directeurs de journaux, dont l'un va jusqu'à voir dans ce livre la première réponse apportée au Capital de Karl Marx (!), sont totalement démentés par rapport au contenu du livre qui ne comporte guère d'éléments inédits et en tout cas aucune idée que l'on n'ait eu, depuis longtemps, prêtée à son auteur. »

« M. Giscard d'Estaing constate que le monde et la France ont changé, et que la société doit également changer, mais il ne propose, pour tout changement, que d'adapter un peu mieux la société dite libérale, dont l'échec est précisément à l'origine de la crise que traversent notre pays et l'ensemble des nations occidentales. »

« Le président de la République énonce de grands principes, il donne des conseils, mais il semble oublier qu'il est lui-même au pouvoir depuis longtemps et que lui-même n'était mieux placé que lui pour les mettre en application. C'est la grande faiblesse de ce livre, dont il est peu probable qu'il puisse entretenir longtemps le débat politique national que son auteur affirme souhaiter. »

(1) N.D.L.R. — M. Paul Winkler, dans France-soir (voir les dernières éditions du Monde du 12 octobre).

M. PONIATOWSKI : une ambition pour la France.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a affirmé lundi 11 octobre : « Dans un langage simple et clair, M. Giscard d'Estaing a défini les objectifs de ceux, nombreux, qui pensent que l'avenir de la France n'est ni dans le marxisme ni dans le libéralisme classique (...). Ces idées sont celles qui constamment exprimées, dans des textes nombreux, le président depuis plus de dix ans. Elles témoignent de la lucidité et de la ténacité de l'homme d'Etat. Après deux ans de mandat et malgré les difficultés, les incompréhensions et les querelles, le président de la République reste fidèle à ses engagements. (...) »

« Il sait que, au-delà de ses divergences, beaucoup plus apparentes qu'elles ne sont profondes, le peuple français aspire dans son immense majorité, à cette démocratie moderne, intelligente, solidaire et pluraliste, dont il croit définir le contenu et les contours. Puissent les Français s'unir dans la certitude qu'ils peuvent réaliser cette ambition pour la France. »

M. GUICHARD (U.D.R.) : un livre écrit pour unir.

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux : « Ce livre est un acte politique au niveau qui est celui du chef de l'Etat. Sa fonction est d'unir. Ce livre est écrit pour unir. Les méthodes sont originales, mais le caractère de nos institutions, en permettant la rencontre d'une personnalité et de la responsabilité suprême, est de sans cesse renouveler le style de l'Etat. (...) »

« L'unité sociale est la réalité méconnue de la France. La reconnaître, c'est pouvoir la faire avancer toujours plus loin. C'est aussi faire vivre la démocratie, qui ne peut être que la forme la plus haute de la République, en donnant à tous les partis un bien commun à protéger et à faire prospérer. »

MARIANNE ET GAVROCHE

En dédiant son livre Démocratie française à Marianne et à Gavroche, M. Giscard d'Estaing a remis à l'honneur deux personnages mythiques sur lesquels beaucoup se sont, à cette occasion, interrogés.

Marianne, chacun le sait, incarne la République. Mais comment cet amable prénon est-il devenu le symbole du régime ? Si l'on en croit le Grand Dictionnaire universel de Pierre Larousse, il faudrait en chercher l'origine dans « la Marianne », société secrète républicaine des départements de l'Ouest qui, au début du Second Empire, s'était donné pour but de renverser le gouvernement tenu du 2 décembre et de proclamer la République.

En mars 1854, le gouvernement impérial fit poursuivre et arrêter, à tout hasard, car il était fort mal renseigné sur les affilés de « la Marianne », un certain nombre de citoyens connus pour leur hostilité à l'Empire et leurs antécédents

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE
Sous une couverture bleue et blanche un avenir en rose

Annoncé le 22 août, l'ouvrage de M. Valéry Giscard d'Estaing est désormais en vente. La sobre couverture bleue et blanche de « Démocratie française » fait la une de L'EXPRESSION, l'hebdomadaire de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber n'est pas le seul à évoquer l'ouvrage du président de la République. LE POINT et LE NOUVEAU OBSERVATEUR en citent des passages. Certains commentateurs, qui n'ont pas eu la possibilité de lire l'ouvrage présidentiel avant la sortie de leurs journaux, ne manquent pourtant pas de l'évoquer et s'attachent à l'analyse du contexte politique qui entoure la parution de l'ouvrage.

« Comment ne pas apprécier les idées raisonnables, généreuses, parfois même novatrices, qui courent dans le petit livre de Valéry Giscard d'Estaing ? », se demande Olivier Chevrillon, estime que, POINTE. Avant de noter que ce manuel souffre d'une sérieuse faiblesse. Son thème central, qui est le redéploiement des responsabilités, ne parvient pas à prendre du relief et de l'ampleur. Olivier Chevrillon estime que « d'un bout à l'autre, le manifeste de Valéry Giscard d'Estaing a le mérite de la clarté et de la simplicité ». Il ajoute : « Pour la plupart, les thèses du président sont en effet des plus classiques. Est-ce un défaut rédhibitoire ? Je ne le pense pas. »

Après avoir souligné « l'étrange passion que met Giscard à se présenter comme réformateur et comme libéral », Daniel VAZEUX, qui « en fait Valéry Giscard d'Estaing oscille avec une sorte de désinvolture lâche entre la pesanteur conservatrice

et la spontanéité réformatrice, les contraintes de la grande bourgeoisie française et la nostalgie des démocraties anglo-saxonnes, le corset du réalisme et l'absence de l'audace : bref, entre l'essentiel de son action et l'essentiel de son livre. On cherchera depuis longtemps le secret de sa jeunesse « fragilisée ». Il est brouillé. C'est un fléchissement. Il avait tout donné, assure-t-on, pour que ses ancêtres eussent fait les croisées et pour avoir écrit lui-même la Critique de la raison dialectique. Il est président de la République et il vient de commettre cent quatre-vingt-deux pages pour faire croire à cette « démocratie française » qu'il s'agit de révoir. »

« Pourquoi un livre ? », se demande Philippe Grumbach dans L'EXPRESSION, analysant la pratique du chef de l'Etat. « En somme, l'action du pouvoir depuis trente mois rend adéquate une définition nouvelle des objectifs proposés. C'est reconstruire, honnêtement, que les espoirs nés de la campagne présidentielle sont à rallier. Pourquoi, enfin, ce retard de quatre mois dans l'achèvement de ce texte par rapport à l'annonce du 22 août ? » « Là encore, pour sûr, on retrouve les incertitudes de l'action gouvernementale qui ont abouti à la fin du mois d'août » au remplacement de M. Chirac par M. Barre « à la tête du gouvernement. »

Pour Martine Monod, dans L'HUMANITE-DIMANCHE : « Ce n'est pas un hasard si M. Giscard d'Estaing, après presque deux ans et demi de présidence, sort aujourd'hui un livre sur la démocratie. C'est, explique-t-elle, parce que c'est l'autre volet du plan Barre. Les nobles considérations pour essayer de faire passer les idées amères. Un aspect des grandes manœuvres du grand capital pour tenter de freiner le grand mouvement d'un grand peuple. Le bien giscardien d'un grand bilan de faillite. »

Dans POLITIQUE - HEBDO, Patrick Rottman relève que « la prospection est un exercice périlleux. Pour les chefs d'Etat, ajoute-t-il, il relève de la témérité. Ou de l'inconscience. La rue manifeste, le pays s'agite, le présent est morose. Mises à l'écart de ce décor, le futur en rose. Demain, on réforme gratis, mais aujourd'hui pèse. » Patrick Rottman écrit encore : « Qu'importe l'homme et toute l'Atlantique on ne soit pas mieux loti, nul ne se console. Que le socialisme du know no soit pas un modèle, quelle découverte ! L'enfer, c'est les autres. Décidément, le répertoire est limité. Les platitudes s'ensuivent, surtout si l'on s'en sert. »

Dominique Vidal dans FRANCE NOUVELLE, hebdomadaire du parti communiste, juge que les stratégies du président de la République et de M. Chirac, « loin d'être contradictoires », sont « complémentaires ». Il écrit : « Giscard croit à la concertation : il refuse l'affrontement, privilégie la lutte contre l'inflation, prime le sergent d'idées : pas question, donc, d'élections. A l'inverse, Chirac, sans illusion, entend politiser la droite : il cherche le choc frontal, donne priorité au combat politique, se fait le champion des arguments musclés : aux urnes, et vite ! »

L'opinion de Claude Estier n'est guère différente quand il affirme dans L'UNITÉ, hebdomadaire du parti socialiste : « Il est probable que la façon dont Chirac vient de partir à l'assaut embarrasse Giscard d'Estaing, par conséquent, de méthodes plus subtiles. Il est certain aussi que ces différences de conception accentuent l'hiatus au sein de la majorité dite « présidentielle » entre, d'une part, F.U.D.R. toute frémisante d'avoir retrouvé un chef, et d'autre part, les giscardiens et les centristes, dont certains dissimulent mal leur morosité. Cet hiatus est en soi une donnée politique non négligeable, mais il serait faux d'en exagérer l'importance : peut-on imaginer que le moment venu les différents groupes de la majorité ne se retrouveront pas coalisés contre la gauche. »

La « moment venu » pourrait être celui des élections législatives anticipées que réclame Georges Montaron dans HEBDO T.C.-T.E.-MOIGNAGE CHRETIEN, qui assure que « devant cette montée pressante de son ancien complice et collaborateur, Giscard se demande s'il ne devrait pas, comme disent les sportifs, « mettre toute la gomme », forcer l'allure. » « Mais, se demande Georges Montaron, pour aller où ? »

Pour REVOLUTION, hebdomadaire de l'organisation communiste Révolution, « les prises de position de Chirac contribuent à l'affaiblissement du régime, non seulement au plan électoral mais encore face aux mobilisations ouvrières et populaires. »

J.-P. Vall considère, dans LUTTE OUVRIERE (trotskiste), que « si l'U.D.R. constate que l'initiative de Chirac lui a été profitable sur le plan électoral (à l'occasion des prochaines élections législatives partielles), et Giscard aura alors bien du mal à faire marcher au pas les giscardiens qui ont un pied dans le gouvernement, un pied du côté de Chirac. »

Dans LA VIE FRANÇAISE-L'OPINION, Bernard Hartemann prévoit que « les députés groupent » au moment de l'examen du budget pour 1977. « Ils grouperont d'autant plus, estime-t-il, que la société libérale a avancé à son rythme, son code, alors se définissent de la main même du président de la République. » Il explique en effet que le « travailisme à la française » et le « libéralisme avancé » passent, l'un et l'autre, par une série de réformes qui, de toute façon, seront mises en œuvre dans les prochains mois, pour la simple raison que le régime a besoin d'un peu de bien connaître une accélération. »

Dans sa rubrique « Politique, les hommes et les événements », LE NOUVEAU ECONOMISTE affirme que « fondée sur une ardente défense du pluralisme (politique, économique, social, culturel) opposé au collectivisme, cette charte devrait aider à la mobilisation de la majorité. »

Tel n'est pas, sans doute, le seul dessin du président de la République. L'objet de Démocratie française est plus vaste, cela plus qu'à des lecteurs, c'est aux électeurs qu'il s'adresse. A. Ch.

3 METHODES
POUR APPRENDRE
LES LANGUES ETRANGERES70^F TTC

COURS "TOURIST"

1 manuel de poche regroupant 300 phrases dans 30 langues différentes. 1 cassette pour chaque langue.

"LES LANGUES PAR L'IMAGE" (méthode directe)
Le texte n'est jamais traduit. Le sens est découvert grâce aux illustrations des manuels. Vous êtes ainsi maintenu en permanence dans le contexte de la langue étudiée.240^F TTC

SERIE "AUDIO-ACTIVE" (AA)

ANGLAIS - FRANCAIS - ALLEMAND - ITALIEN - ESPAGNOL
2 niveaux par langue, 4 cassettes et 1 manuel par niveau.
Série utilisable sur tous magnétophones ou lecteurs de cassettes. L'enregistrement comporte des silences permettant la répétition de chaque phrase et la réponse aux questions test.400^F TTC

SERIE "AUDIO-ACTIVE-COMPARATIVE" (AAC)

ANGLAIS - FRANCAIS - ALLEMAND - ITALIEN - ESPAGNOL -
RUSSE - AMERICAIN - PORTUGAIS.
4 niveaux en anglais, français et allemand.
3 niveaux dans les autres langues. 6 cassettes et 1 manuel par niveau. Dans cette version - possibilité de s'enregistrer en parallèle avec le speaker - donc de comparer. Cette faculté de comparaison ne peut-être obtenue qu'en utilisant un magnétophone du type "laboratoire de langues". L'AUDIO K7 LCH 1015 le plus répandu des appareils de ce type, permet de travailler 1.560 F.T.T.C. (avec micro-casque).** Prix indicatifs au 1^{er} mai 1976 (Prix par niveau).

PHILIPS

Enseignement

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE
BP 131. 92154 Suresnes - Cedex

Si vous désirez une documentation détaillée ou l'adresse d'un revendeur spécialisé, retournez-nous la présente annonce avec votre carte de visite.

Nom _____
Adresse _____L'Amérique du Nord.
Où on veut. Quand on veut.

- 29 vols hebdomadaires.
Air France offre sur l'Amérique du Nord le plus important réseau au départ de Paris : 8 grandes villes reliées par 29 vols hebdomadaires.
- Plus de 60 villes en correspondance directe.
Washington, New York, Chicago, Houston, Los Angeles, Montréal, Toronto, Mexico sont desservies plusieurs fois par semaine et 62 villes, réparties sur l'ensemble du continent, sont en correspondance directe avec ces escales.
- Le vol le plus rapide.
En exclusivité sur Air France : Washington en Concorde. Départ à 20 h (dernier vol vers les USA). 3 h 55 de vol. 4 h 40 de gagnées. New York, Boston, Philadelphie, Los Angeles... Arrivée le soir même à destination finale.

- Le premier départ du matin.
Vers New York, le premier vol de la journée est un vol Air France. Chaque jour départ à 10 h. Arrivée à 13 h, heure locale. Deuxième vol quotidien à 13 h. En Boeing 747.
- Les services les plus directs.
Houston sans escale, les lundis, mercredis, jeudis et samedis.
Toronto sans escale 3 fois par semaine.
Mexico, les lundis, mercredis, jeudis et samedis. Le service le plus rapide au départ de Paris avec une seule escale. Des exclusivités Air France en Boeing 747.

Pour être toujours présent partout en Amérique du Nord, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 720.70.50.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

Jp 146 150

POLITIQUE

La réunion du Conseil supérieur de politique nucléaire

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL

À la suite de la deuxième réunion du conseil supérieur de politique nucléaire, l'Élysée a publié, lundi 11 octobre, à 18 heures, le texte suivant :

« 1) L'énergie nucléaire représente pour un certain nombre de pays une source d'énergie compétitive et nécessaire à leur développement ; la France reste donc disposée à contribuer à la mise en œuvre de ses applications pacifiques ;

« 2) La France entend garder la maîtrise de sa politique d'exportations nucléaires dans le respect de ses engagements internationaux en la matière ;

« 3) La France ne favorisera pas la prolifération de l'arme nucléaire ; dans sa politique d'exportations nucléaires elle renforcera les dispositions et garanties appropriées dans le domaine des équipements, des matières et des technologies ;

« 4) La France assurera la sécurité des approvisionnements en combustible nucléaire des centrales électronucléaires fournies par elle, et répondra aux besoins légitimes d'accès à la technologie ; elle assurera également les services du cycle du combustible qui lui seraient demandés. Elle est prête à étudier avec les intéressés les accords bilatéraux ou multilatéraux susceptibles de garantir ces résultats ;

« 5) Le gouvernement français estime indispensable que tous les fournisseurs d'équipements, de matières ou de technologies nucléaires évitent de favoriser par la concurrence commerciale la prolifération de l'arme nucléaire ;

« 6) Il est prêt à entretenir de ces problèmes, d'une part, avec les pays fournisseurs, et, d'autre part, avec les pays non fournisseurs engagés dans des programmes substantiels de centrales électronucléaires.

Les exportations françaises

Plusieurs centrales ont déjà été vendues à l'étranger :

EN ESPAGNE : Vandellòs, d'une puissance de 500 MW, a été mise en service le 6 mai 1972.

EN BELGIQUE : Thurgau I, d'une puissance de 920 MW, a été mise en service en septembre 1975. Thurgau II, d'une puissance de 920 MW, a été commandée en décembre 1974 et sera mise en service en 1980. Doel III, d'une puissance de 920 MW, a été commandée en décembre 1974 et sera mise en service en 1980. Ces deux centrales sont produites en coopération avec l'industrie belge.

EN AFRIQUE DU SUD : Koeberg I et II, d'une puissance de 920 MW chacune, ont été commandées en mai 1976. La première doit être mise en service en 1982, la seconde en 1983.

EN IRAN, deux lettres d'intention ont été signées, qui devraient aboutir, soit à la fin de 1976 soit au début de 1977, à la commande ferme de deux centrales de 920 MW chacune.

D'autre part, un projet d'assistance technique a été signé en 1971 pour une petite usine de retraitement d'uranium au Japon et une usine d'uranium lourde a été vendue en Inde.

Enfin plusieurs projets sont actuellement en cours. Pour la vente de centrales nucléaires, des négociations se déroulent avec le Japon, la Corée du Sud, le Pakistan et l'Irak.

Pour la vente d'usines de retraitement, des discussions ont lieu avec le Japon et le Pakistan (il n'est plus question de la Corée du Sud).

En revanche, les projets de construction d'usines de séparation isotopique (enrichissement de l'uranium) en Australie et au Canada sont actuellement au point mort.

● L'Union des jeunes pour la paix (Union de jeunes gaullistes), la revue l'Appel et le Centre d'études pour l'indépendance nationale (Mendront) les 27 et 28 novembre prochain, à Paris, une réunion sur le thème sera : « Deux jours pour la France ». Au cours de cette manifestation « seront réaffirmées les bases politiques nécessaires au renouveau de la France ».

● M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), publie mardi 12 octobre dans le quotidien Rouge une « lettre ouverte » au journal l'Humanité, dans laquelle on lit notamment : « Pourquoi refuser de faire démissionner en bloc tous les députés d'union de la gauche, et de proposer dans cent quatre-vingt jours, élections partielles, qui auraient une valeur de test et accentueraient l'isolement du régime ? Ainsi, la lame de fond qui a secoué le pays le 7 octobre risque de se perdre dans les méandres parlementaires parce que vous n'offrez aucune alternative politique à sa mesure. »

Le Plan Emile KRIEG

Pour SORTIR DE L'INFLATION, les trois conditions minimales suivantes sont strictement indispensables :

1) Adopter la Comptabilité Indexée qui traduit la réalité telles que soient les évolutions, en baisse et en hausse et les non-évolutions, des indices de prix concernés, généraux et spécifiques ;

2) Compenser le fait que l'appareil économique se trouve surévalué sous l'effet de l'inflation bénéficiaire créée par les bénéfices fictifs affichés par la Comptabilité « à partie double » en périodes d'inflation. Cela exige de l'imagination !

3) Le gouvernement doit renoncer à l'imposée. Cette question est magistralement traitée par Jacques Fugère dans « Combats pour l'ordre financier », 1972, chez Plon. « Ce que le combat dans ce livre, ce sont des erreurs, qui nous ont fait grand mal, non les hommes qui les ont commises. Mon objet est de les convaincre, non de les juger. »

L'archaïque Comptabilité « à partie double », née à une époque où il n'y avait pas d'indices de prix, est un mensonge. Comme n'a jamais cessé de le clamer, depuis les « événements » de 1938, Alexandre Dubois (1896-1964), Maître des Forges de Bonparis, Isère. Or cette Comptabilité mensongère est légale en France en vertu de la Loi du 28 décembre 1969 rendant obligatoire le Plan Comptable qui, en sa page 68, prévoit la Comptabilité « à partie double ».

La Comptabilité Indexée, qui traduit la réalité, n'a pas besoin de Loi pour être appliquée — pas plus que la Rotation de la Terre.

A cet effet, j'ai établi mon ouvrage

« SORTIR DE L'INFLATION »

que j'envoie par poste tous pays moyennant une participation de 100 F français, versément à l'avance, par chèque bancaire ou virement postal, ou chèque postal à volets, ou en espèces à mon domicile. No copyright. Reproductions, imitations, traductions autorisées.

Il est dorénavant accompagné de deux annexes, avec des épreuves de calculs pratiques :

- Comptabilité « à partie double » ;
- Calcul indexé du montant de l'impôt payé en trop ;
- Comptabilité Indexée qui traduit la réalité.

Ainsi conçu, tout professeur de Comptabilité et tout étudiant est en mesure d'appliquer la Comptabilité Indexée. En cas de difficulté, je donnerai gratuitement ou les leçons particulières nécessaires. Et je rembourserai leurs 100 francs aux 200 premiers étudiants qui me retourneront, corrigés, les épreuves de calculs pratiques que j'ai mentionnées.

La perpétuation de la Comptabilité « à partie double » est un danger considérable. Elle est à l'origine de la multiplication du nombre de cessations de paiement et, hélas, de suicides de patrons !

Emile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS
Tél. : (1) 265-58-76 - C.C.P. Paris 1030-11

APRÈS LE MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

Un député socialiste suggère à l'opposition d'affiner sa réflexion sur les problèmes militaires

Après le groupe d'étude de défense nationale du Mouvement des radicaux de gauche, qui s'est prononcé, récemment (le Monde du 28 septembre), pour une « actualisation » de la doctrine militaire du programme commun, M. Louis Darinot, député socialiste de la Manche et membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, vient, à son tour, de proposer de faire évoluer les solutions proposées par les partenaires de l'union de la gauche, qui se déclarent partisans d'une « défense nationale indépendante ».

Dans le dernier numéro du périodique Pour l'union qu'anime notamment M. Pierre Joxe, membre du bureau exécutif du P.S. et député socialiste de Seine-et-Marne, et qui réunit des militants socialistes, iristes, socialistes de la gauche ou du P.C.F., M. Darinot affirme qu'il convient d'affiner les propositions de la gauche pour mieux répondre à la question : « Se défendre avec qui ? » Le député socialiste de la Manche écrit :

« Certains de ceux-ci [des socialistes] membres des conventions pour l'armée nouvelle ou de la commission de la défense nationale (du P.S.) vont même jusqu'à envisager le maintien de la force nucléaire stratégique héritée du gouvernement précédent et son incorporation dans le cadre général d'organisation d'une force de dissuasion populaire. Dans un premier temps, en effet, il n'est prévu nulle part de détruire les stocks réels en héritage. Mais cela nécessite un approfondissement. C'est donc cela qu'il faut discuter avec pour seuls préalables : l'orientation immédiate de notre politique vers le désarmement, tenant compte de la dissuasion de l'arme atomique dans le monde, et l'exigence d'une défense nationale indépendante apte à assurer notre sécurité dans un contexte international qui pourrait être difficile. »

Commentant les propositions de la gauche, notamment sur le service militaire de six mois, M. Darinot ajoute : « Il conviendrait aussi d'étudier, avec tout le sérieux qu'elle mérite, l'organisation éventuelle d'une défense populaire non violente. Il faudrait enfin mettre sur pied l'ensemble des mesures qui permettraient à tout moment l'assomée entre la fonction militaire et la fonction publique. Enfin, la décision d'interdiction de l'utilisation de la force nucléaire stratégique par notre pays (1) sera de plus en plus difficile à prendre, car les conditions de la sécurité dans le monde évoluent très vite et ne sont dictées par celles de l'époque de la fabrication du programme commun de gouvernement. La dissuasion de l'arme atomique est un phénomène réel. Ne doit-on pas s'interroger devant le fait que les pays producteurs de pétrole s'équipent en centrales nucléaires productrices de plutonium ? »

L'intervention de M. Darinot se situe à un moment où les différents partenaires de la gauche, en France, se livrent à de nouvelles réflexions sur la stratégie nationale, et en particulier sur le sort de l'armement nucléaire.

Tandis que la commission spécialisée des radicaux de gauche admettait récemment « comme un fait accompli l'existence et la qualité de la force nucléaire » et préconisait de « modifier, adapter et compléter » la dissuasion, le P.C.F., de son côté, si l'on en croit son secrétaire général, M. Georges Marchais, a prévu « le moment venu » de réviser les conclusions de sa réflexion en cours. Mais on sait déjà que pour M. Louis Baillet, député communiste de Paris et président de

(1) Contrairement au P.C.F. et le P.S. en juin 1972, le programme commun de gouvernement prévoit notamment la renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit, et l'arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française.

LORSQUE LES CIRCONSTANCES L'EXIGENT

Peut-on accorder aux gendarmes la possibilité d'opérer en tenue civile ?

Dans son numéro d'octobre 1976, l'Essor de la gendarmerie, organe officiel de l'Union nationale des personnels traités de la gendarmerie nationale et de la garde républicaine, publie, dans sa rubrique « Actualité », un article dont l'auteur, M. Gaulon, souhaite que, pour certaines missions, les gendarmes aient la possibilité d'opérer en tenue civile.

L'article 96 du décret du 20 mai 1963, portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie, prévoit que les gendarmes « exercent toujours en tenue militaire, ouvertement et sans manœuvre de nature à porter atteinte à la considération de l'arme ».

M. Gaulon rappelle que ces matières de procédure ont parfois été à critiquer, notamment lors du rapt, au mois de janvier dernier, à Troyes, de Philippe Bernard : l'activité intensive d'une « Estafette » de la gendarmerie aurait, selon certains enquêteurs, provoqué la fuite du ravisseur présumé au moment où il allait être arrêté dans une cabine téléphonique de la périphérie.

« Or, dit que la gendarmerie doit toujours opérer ouvertement et sans manœuvre », écrit M. Gaulon. « C'était bon sans doute il y a cinquante ans, à une époque où le gangstérisme n'existait pratiquement pas et où les armes à feu étaient traitées comme des objets de police mobile ».

JACQUES ISNARD.

* Pour l'union, n° 3, septembre 1976, 21, place Bellecour, 69004 Lyon.

PRESSE

M. Yann Clerc a été élu président du Syndicat des journalistes C.G.C.

Le Syndicat des journalistes C.G.C., dont les délégués étaient réunis à Grenoble en congrès les 8, 9 et 10 octobre, a élu un nouveau bureau : Jean-Jacques Clerc, M. Yann Clerc (le Figaro). D'autre part, M. Guy Bruel (Panorama du

médic) est nommé secrétaire général pour Paris ; M. Raoul Reynier (agence Agfès) secrétaire général pour la province ; M. Jean-Pierre Jourdan (le Monde) secrétaire général pour les travaux publics et de la bâtiment) délégué général pour Paris ; Jacques Doulaeghe (la Voix du Nord) délégué général pour la province et M. Jacques Robache (le Croquis), trésorier.

Président sortant, M. Paul-Marc Wolf (France-Soir) avait demandé à être déchargé de ses fonctions. Le congrès l'a élu président d'honneur. A l'issue des travaux du congrès, la motion finale adoptée donne mandat au bureau national :

« De mener une politique offensive à l'égard des pouvoirs publics et de toutes les organisations patronales, particulièrement dans le domaine des salaires, de la fiscalité, des conditions de travail, de la protection sociale, et plus généralement de la révalorisation de la profession ;

« d'organiser une concertation contractuelle au sein des entreprises ;

« de multiplier les relations directes avec les sections syndicales. »

Enfin, le Syndicat met en garde les journalistes contre les groupes de pression de toute nature, qui menacent leur indépendance. »

M. MICHEL D'ORNANO

A REÇU UNE DÉLÉGATION DU LIVRE C.G.T.

Des représentants de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T., conduits par leur secrétaire général, M. Piot, ont été reçus, lundi 11 octobre, par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, annonce un communiqué du ministère.

Au cours de cet entretien, les problèmes affectant cette branche professionnelle et plus particulièrement certaines entreprises ont été évoqués. Le ministre, précisant le communiqué, a « récapitulé les interventions et aides considérables déjà consenties sous diverses formes par les pouvoirs publics afin de faciliter la restructuration du secteur et sauvegarder le plus haut niveau possible d'emploi ».

D'autre part, le problème du rapatriement des travailleurs à l'étranger a été évoqué. S'appuyant sur le livre de plus de deux cents pages et sur une majorité des livres scolaires imprimés à l'étranger, la délégation des travailleurs du Livre C.G.T. a insisté pour que « des mesures concrètes soient prises en vue du rapatriement desdits travailleurs ». Elle a précisé que ce serait « un des moyens essentiels pour régler le problème de l'emploi des travailleurs menacés de licenciement ou occupant leurs entreprises ».

RELIGION

Dans une interview à « la Vie »

QU'ON Cesse DE S'EXCOMMUNIER MUTUELLEMENT

souhaite le cardinal Marty

Dans une interview accordée à la Vie datée 12-13 octobre, le cardinal François Marty, archevêque de Paris, sans nier le malaise dans l'Eglise — malaise qu'il convient de ne pas « mépriser », estime exagérée l'attitude de ceux qui voient partout des « extravagances ».

« C'est à tort, a-t-il dit notamment, qu'on oppose la tradition au changement. (...) Elle est tout le contraire d'un fétisme, d'un passéisme. Elle est croissance, progrès constant sous l'assistance de l'Esprit Saint. »

Interrogé sur le pluralisme, Mgr Marty a répondu : « Le pluralisme, c'est le contraire du sectarisme. L'Eglise ne sera jamais une secte. (...) Je voudrais qu'on cesse de s'excommunier mutuellement parce que chacun avec son système, son idéologie, croit avoir découvert la voie vers Celui qui a dit : « Je suis la voie, la vérité » et la vie. »

L'ÉVÊQUE DE TULLE OUVRE LA PROCÉDURE POUR UNE ÉVENTUELLE BÉATIFICATION D'EDMOND MICHELET

Répondant à de nombreuses sollicitations venant de laïcs, notamment d'anciens déportés, Mgr Jean-Baptiste Brunon, évêque de Tulle, a ouvert un « procès d'information » concernant l'éventuelle béatification d'Edmond Michelet, ancien ministre.

Le dossier sera transmis à Rome, qui jugera des suites à donner à cette initiative.

Edmond Michelet est mort le 9 octobre 1970 dans sa maison de Marville, à quelques kilomètres de Brive, ville où il était installé en 1926. Né à Paris le 8 octobre 1898, courtois assermenté de sa profession, il passa de nombreux mois de déportation à Buchenwald à partir de janvier 1943 son ardente résistance à l'occupant allemand. Député M.R.P. de la Corrèze du 21 octobre 1945 au 17 juin 1958, député de la Seine de 1953 à 1958, élu député du Finistère en 1967 et en 1968, Edmond Michelet occupa sous la Ve République plusieurs fonctions ministérielles. Son dernier poste fut celui de ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Il avait siégé au Conseil constitutionnel de février 1962 à mars 1967.]

● « Évangile et liberté » sera le thème de trois débats organisés du 14 au 17 octobre, à 20 h 45, salle Martin-Luther-King, 52, rue Olivier-Meyer, 75014-Paris, avec Marc Oraison et Jacques Ellul, André Moine, écrivain communiste, et le pasteur André Dumas.

MERCI
MONSIEUR
SEGALOT

ça
c'est
du
meuble

PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc
NOCTURNES : Mercredi-Vendredi jusqu'à 22 h

Les régions

DU NEUF AUTOUR DU VIEUX

Six architectes au chevet de la cathédrale d'Orléans

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, a sur sa table un dossier déposé : l'aménagement de la place Sainte-Croix à Orléans. Après Reims et Amiens, une nouvelle polémique naît-elle autour de ces projets ? L'affaire semble mieux engagée.

On ne parle plus depuis plusieurs mois, à Orléans, de projets de construction autour de la cathédrale. Pourtant, la commission supérieure des abords a examiné récemment, à Paris, les six propositions des architectes consultés par la direction de l'architecture, après le refus du premier projet de MM. Luc et Xavier Arsène-Henry. L'affaire est d'importance. Il s'agit d'édifier, au sud du parvis, des bâtiments destinés à abriter une annexe de la préfecture et l'assemblée régionale, qui se réunira pour l'instant dans la salle de l'Institut, destinée aux concerts du conservatoire et aux bals traditionnels ; au nord du parvis, une annexe de la mairie et un musée municipal. Ces deux projets, celui de la préfecture et celui de la municipalité, d'abord distincts ont été très logiquement étudiés ensemble.

Le premier projet présenté par les frères Arsène-Henry a reçu un avis défavorable de la commission des abords. Pour résoudre le difficile problème de la construc-

tion dans un endroit aussi « sensible », la direction de l'architecture a organisé une consultation. Cette initiative est remarquable à plusieurs titres. D'abord, les services de l'architecture ne se contentent plus d'accepter ou de refuser les projets, se donnent les moyens de faire des propositions et de choisir.

D'autre part, les architectes consultés ont été particulièrement défrayés de leurs études (40 000 F pour chaque équipe). Enfin, la délicate question des constructions aux abords des cathédrales ou des monuments les plus prestigieux est pour une fois abordée, dans un cadre relatif, avec un dossier fourni. La direction de l'architecture espère ainsi éviter les mésaventures qu'elle a connues aussi bien à Reims qu'à Amiens, et peut-être aboutir à un choix raisonnable.

Deux questions difficiles se posent, presque des « colles » : faut-il rétrécir le parvis de la cathédrale, qui semble un peu perdue au milieu d'un grand espace vide (150 mètres de large environ) ? Quelle architecture conviendrait à cet endroit, autour d'une cathédrale au riche gothique finissant et face à la noble avenue Jeanne-d'Arc, qui cache sa naissance tardive (le dix-neuvième siècle) sous des allures du Grand Siècle ? Les réponses des six architectes sont très différentes, malgré certains points communs.

Trois favoris

MM. Luc et Xavier Arsène-Henry proposent, dans leur second projet, deux vastes bâtiments, assez monumentaux, de 30 mètres de haut environ, de part et d'autre de la cathédrale. Les façades sont marquées, sur toute leur hauteur, par une série de piliers et d'arcades. Les toits des immeubles sont en terrasse. Parmi les nouveaux architectes consultés, deux équipes proposent des plans-masse qui rapprochent les bâtiments de la cathédrale et qui délimitent une nouvelle place, plus étroite que le parvis actuel, et refermée en arrière de la façade de la cathédrale grâce à un bâtiment à angle droit. Mais l'architecture est très différente : M. Christian Portemanteau a étudié des façades extrêmement raffinées, s'inspirant des tracés réguliers de la cathédrale et du parvis, et dont les ouvertures rectangulaires ou en demi-lune rappellent un peu le style « Arts et Crafts » des années 20. De son côté, M. Christian Lacroix, qui vient de réaliser, à Paris, l'annexe du Sénat, propose une architecture très discrète, entre le pastiche et l'architecture dite d'accompagnement. Il propose notamment des arcades et des ouvertures qui reprennent les proportions de celles de la rue Jeanne-d'Arc et des toitures à pentes assez faibles.

Deux autres équipes ont proposé une solution plus audacieuse : une galerie couverte et accrochée à aux flancs de la cathédrale l'enserme dans un ensemble de bâtiments qui prolongent la galerie et délimitent un nouveau parvis. M. Paul Chemetov propose une architecture très « brutaliste » qui choquera sans doute et accole le musée municipal carrément à la cathédrale afin d'assurer une continuité. M. Jean-Pierre Buffi, plus délicat, esquisse une recherche plus raffinée et propose notamment des éléments d'architecture (piliers et ouvertures) inspirés de la cathédrale. Dans son projet, le parvis est réduit le plus possible et n'est pas plus large que la façade de la cathédrale. Enfin, l'atelier de recherche et d'études d'aménagement (AREA) a étudié l'aménagement de deux places nul « en cent » la cathédrale, bordées de bâtiments aux façades vitrées mais non planes. La commission des abords a accordé sa préférence à trois projets : ceux de MM. Buffi, Portemanteau et Chemetov. Le secrétaire d'Etat à la culture n'a pas fait connaître son avis. Et surtout, il reste à savoir ce qu'en

Pacer
STATION-WAGON
American Motors
Jean-Charles
24, rue Clémenceau PARIS 12^e TEL. 288-22-46

NOUVELLE PREMIÈRE DANS LES TRANSPORTS URBAINS

Les bus d'Angers répondent au téléphone

VOUS glissez une carte magnétique — qui coûte 20 francs pour un an — dans une borne ad hoc, et dans les cinq minutes qui suivent votre autobus arrive : votre « radio-bus », la dernière initiative du STUDA (Syndicat des transports urbains de l'agglomération angevine).

Il s'agit, en fait, d'une première en France, et même en Europe. Imaginé et conçu conjointement par les services municipaux et les ingénieurs de la compagnie, et réalisé par des firmes (mécanique, carrosserie, électronique) de la région, le radio-bus diffère des systèmes antérieurement essayés ailleurs avec des fortunes diverses, comme le busphone, sur plusieurs points. Ainsi, par exemple, le radio-bus d'Angers suit un parcours déterminé à l'avance, comme n'importe quelle ligne d'autobus.

Voici, dans le détail, comment les choses se passent : l'introduction de la carte magnétique dans l'une des seize bornes placées sur la ligne, d'environ 3 kilomètres, actuellement en service déclenche un appel au P.C. où l'on sait à tout moment où se trouvent les autobus en circulation sur ce parcours. Ou bien l'un de ces véhicules est à moins de cinq minutes, en amont, de la borne d'où provient l'appel ; le contrôleur laisse aller. Ou bien, il n'en est pas ainsi, et le contrôleur alerte par liaison radio l'un des « bus » en réserve, qui part aussitôt vers la borne d'appel. Il pourra, bien entendu, ramasser d'autres voyageurs en route, et même entre deux bornes, car le radio-bus — autre caractéristique — s'arrête à la demande pour embarquer les voyageurs qui se trouvent sur son passage.

Les véhicules utilisés ont été spécialement conçus à cet effet, y compris dans leur aménagement : ils sont petits — une dizaine de places — mais très confortables, voire luxueux : épaisse moquette bleue, moelleux fauteuils orange disposés en épis.

Les radio-bus vont, dans un premier temps, desservir le quartier Saint-Léonard, jusqu'ici resté à l'écart des transports collectifs, notamment parce que sa voirie est étroite et sinueuse, et en partie coupée du reste de la ville par une ligne de chemin de fer. Le tissu urbain y est peu dense, la population assez âgée ; il abrite plusieurs cliniques et établissements sociaux. Il fallait donc y établir un service public pratique, et confortable, en évitant les deux écueils habituels en pareil cas : ou bien s'en tenir à une

fréquence espacée, « dissuasive », ou bien se résigner à voir circuler des véhicules plus rapprochés, mais à peu près vides. On a donc décidé d'inventer le radio-bus.

Il s'agit d'ailleurs d'une expérience. Si le public répond bien — sans qu'il soit question d'assurer formellement la rentabilité de l'opération, — a dit le conseiller municipal délégué aux transports, M. Barreau, elle sera étendue, par exemple à la Ville de-Lac, en voie de réalisation en bordure du lac de Maine.

Pour 7 millions par an

A l'occasion de la mise en service des radio-bus le 1^{er} octobre, M. Barreau a également souligné que, depuis qu'en 1971 les transports urbains d'Angers sont passés sous l'autorité directe de la ville par le système de l'affermage, les choses ont bien changé. Alors, les Angevins boudaient — et pour cause — leurs « bus », rares et inconfortables. Aujourd'hui, cent véhicules modernes, gros ou petits, desservent 100 kilomètres de lignes, à un rythme élevé. Une politique des tarifs visant à satisfaire toutes les catégories d'usagers a été conduite : pour les scolaires et les étudiants, les salariés, il existe des cartes hebdomadaires, des

abonnements à tempérament. Pour les tout jeunes ou les plus de soixante-cinq ans le transport est gratuit.

Résultats : dix millions de voyageurs transportés en 1975, ce chiffre devant être dépassé cette année, avec, dans les mois de l'hiver 1975-1976, une moyenne de quarante-cinq mille usagers par jour — pour une agglomération de cent quatre-vingt mille habitants. Ce qui, aux yeux des responsables, justifie largement les 7 millions de francs de dépenses qui figureront à ce titre au prochain budget de la ville.

CHARLES DUTEUILLE.

OU SONT PASSÉS LES VÉLOS DE LA ROCHELLE ?

DEUX mois après son lancement, où en est l'opération « vélos municipaux », lancée par M. Michel Crépau, maire de La Rochelle, député radical de gauche ? Sur les deux cent cinquante vélos mis à la disposition des Rochelais, le 14 août dernier, il n'en restait guère plus, selon un reportage de FR 3, que quatre-vingt

en plus ou moins bon état de marche.

L'opération avait pour but de dissuader les automobilistes d'utiliser leur véhicule dans le centre de la ville (« le monde » daté 22-23 août). Les vélos, disponibles de 8 heures à 20 heures, devaient être rapportés le soir dans une vingtaine de points fixes. Ils y étaient immobilisés pour la nuit. La présence de nombreux touristes, l'engouement des enfants firent le succès de l'opération. Mais, rapidement, des vélos ont disparu et certains ont même franchi les frontières ; d'autres restèrent dispersés dans la ville ou bien immobilisés par des réparations.

M. Crépau ne confirme de son côté que trente vols et avance le même nombre pour les réparations. Mais il reconnaît aussi que certains de ses concitoyens gardent les vélos chez eux pour être sûrs de pouvoir les ramener le lendemain. Il compte toutefois continuer l'opération après quelques corrections.

L'expérience similaire tentée aux halles de Brugia, en 1974, et son échec (40 % des bicyclettes disparues ou inutilisables au bout d'un an) doit-elle faire craindre la même issue pour La Rochelle ?

La manne de l'étranger sur la France forte

La concurrence s'intensifie chaque jour entre les nations européennes lorsqu'il s'agit de fournir des biens d'équipement, des usines « clés en main », des voitures ou des locomotives à l'étranger, à l'U.R.S.S., à l'Afrique du Sud, au Brésil ou à l'Arabie Saoudite. Il faut donc que l'industrie française ne néglige aucune de ses chances.

La dilemme est clair : faut-il, en période de croissance modérée, continuer à orienter les fruits de l'expansion vers les régions de tradition rurale ou touristique affectées par l'exode démographique ? Ou bien, alors que les concurrents sont à nos portes, n'est-il pas préférable de renforcer les régions déjà solides et d'installer les industries là où, depuis des générations, les chefs d'entreprise et les familles connaissent les exigences du travail en usine ?

La première « scénario » obéit à un savoir de justice et de solidarité nationale évident. L'autre hypothèse a pour elle la rationalité et l'efficacité économique. Il serait, en outre, dramatique que des régions comme le Nord et la Lorraine (où la conversion charbonnière exige des efforts constants), le sillon rhodanien, Dunkerque, Fos et la Basse-Seine, qui sont les bastions de la richesse française, périssent. On est alors tenté d'applaudir M. Pierre Mauroy, président du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, lorsqu'il dit : « Le Nord, qui sait depuis des générations ce qu'est le travail à 1 000 mètres sous terre, revendique comme un droit la réindustrialisation. »

Que la Bretagne des landes et de la mer, l'Aquitaine des cultures et le Massif Central pastoral se rassurent s'ils voient l'industrie lourde aller prendre racine ailleurs. Il existe d'autres ressources et d'autres sources d'emplois que l'électro-nucléaire, la pétrochimie, la sidérurgie et la métallurgie. A-t-on assez pensé aux richesses que l'on peut attendre d'un tourisme bien conçu, d'une agriculture dynamique et capable de valoriser ses productions, des activités de services qui ne cessent de se développer ?

Il n'y a pas dans l'économie nationale — mais comment en persuader les Français ? — des secteurs vils et des secteurs nobles. Il n'y a pas, dans le produit national, d'un côté « la paille », de l'autre « le grain ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

pour vaincre en mars 1977 sachez convaincre vos électeurs

LISEZ VIE PUBLIQUE

Le Journal des élus et des administrateurs locaux

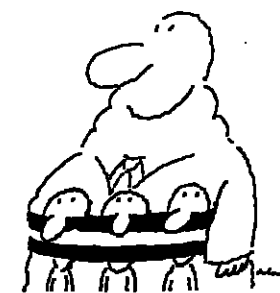
Vous y trouverez chaque mois :

- Des idées nouvelles pour votre programme ;
- Des informations directement utilisables ;
- Des dossiers qui font le point sur les grandes questions à l'ordre du jour et qui enrichissent les thèmes de vos discours ;
- Des enquêtes sur les expériences originales de gestion locale ;
- L'essentiel de l'actualité municipale et régionale ;
- Un dialogue ouvert entre les responsables locaux.

Entièrement vouée aux problèmes communaux, départementaux et régionaux, VIE PUBLIQUE est une revue professionnelle indépendante de tout parti politique et dénuée de tout esprit partisan.

pour être plus convaincant soyez mieux informé
abonnez-vous à VIE PUBLIQUE

VERMOREL/WEISSON
Le guide du conseiller municipal
par Pierre Cabanes



« Grâce à cet ouvrage, les cinq cent mille Conseillers Municipaux qui gouvernent avec les maires les trente sept mille communes de France, pourront plus aisément se retrouver dans le maquis administratif (Le Monde) ».

Ce cadeau de bienvenue vous est réservé :
"Le guide du conseiller municipal"
par Pierre Cabanes.

Pour le recevoir avec votre premier numéro de VIE PUBLIQUE, remplissez et renvoyez aussitôt votre BON D'ABONNEMENT PRIVILEGE.

(11 numéros : 150 F)

Bon à retourner à : VIE PUBLIQUE, 5, rue du Collège, 75008 Paris

NOM

ADRESSE

FONCTION

CODE POSTAL VILLE

Je vous règle ci-joint le montant de mon abonnement par :

☐ chèque bancaire à l'ordre de

☐ virement postal 3 volets VIE PUBLIQUE

☐ mandat administratif (C.C.P. 3283900X LA SOURCE)

(dès réception de votre facture établie en 3 exemplaires)

OUVERTURE DE LA ZONE D'ACTIVITES
les Molières
MIRAMAS B.d.R.

Lots viabilisés à partir de 30 F le M2

Située à Miramas, sur les axes de communication avec tous les centres régionaux, la zone d'activités des MOLIERES s'ouvre aujourd'hui aux industriels. Elle offre des avantages exceptionnels à un coût très bas :

- viabilité entièrement réalisée,
- découpage de lots à partir de 1.000 m2
- main-d'œuvre abondante,
- logements assurés,
- équipements socio-culturels et de loisirs très diversifiés.

Toutes les entreprises non polluantes sont acceptées.

Pour tous renseignements et vente s'adresser à :

montus industrie
(91) 43.20.23

UNISTRES
(91) 55.03.54

Une réalisation SCA - Ville nouvelle de Fos.

Je paye 150

150

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Alsace

L'exode quotidien des frontaliers touche surtout les jeunes

De notre correspondant

Strasbourg. — L'Alsace comptait au 31 mars 1976 27 200 travailleurs frontaliers. A cette date, 18 200 personnes dans le Bas-Rhin et 11 000 dans le Haut-Rhin se rendaient quotidiennement en Allemagne ou en Suisse pour travailler. Les deux départements du Rhin se trouvent ainsi en tête des régions frontalières pour l'exportation de main-d'œuvre, devant notamment la région Rhône-Alpes (23 800), la Lorraine (18 700), le Nord (15 200) et la Franche-Comté (6 000). Ce mouvement, qui s'effectue à sens unique, concerne surtout les jeunes puisque 64 % des frontaliers ont entre vingt et trente-cinq ans. Ces jeunes ont un niveau de qualification relativement faible. De plus, la proportion de la main-d'œuvre féminine est importante. Telles sont les conclusions d'une étude réalisée par l'observatoire économique régional de l'INSEE. En l'espace de dix ans, le taux de frontaliers dans la population active a triplé. Dans le Haut-Rhin, 6,4 % des actifs sont des frontaliers, mais ce taux atteint des valeurs élevées dans les cantons limitrophes de la Suisse : Huningue, 36 %; Ferrette, 36,1 %; Sierentz, 22,3 %; et dans une

disaine de communes des cantons de Ferrette et de Huningue 50 % des actifs travaillent en Suisse. Dans le Bas-Rhin, les frontaliers représentent 3,2 % de la population active. Les cantons qui fournissent les plus forts taux sont ceux de Seltz, 33,6 %, et Lauterbourg, 31,3 %.

Dans le Sud-Est alsacien, c'est la ville de Bâle, grâce à un marché du travail à la fois important et diversifié, qui absorbe les trois quarts des frontaliers vers la Suisse. Les lieux de travail en Allemagne sont beaucoup plus diversifiés et plus éloignés du lieu de résidence. Le principal pôle d'attraction demeure Karlsruhe et ses environs, qui regroupent plus du quart des frontaliers alsaciens. Les zones de Rastatt, Offenburg, Fribourg et la Sarre se partagent à peu près également les autres migrants, à raison de 1 600 à 2 000 frontaliers chacune.

La deuxième partie du document de l'INSEE cherche à cerner un peu mieux l'originalité du travailleur frontalier par rapport au reste de la population active. Ainsi, on découvre que l'âge moyen

du frontalier est de trente et un ans, de six ans inférieur à celui des autres actifs. La plus grande mobilité des jeunes explique donc partiellement le phénomène. En revanche, il faut rechercher dans le manque d'emplois féminins en Alsace l'explication au fait que la moitié des femmes frontaliers ont moins de vingt-cinq ans. Après quarante-cinq ans, la proportion des travailleurs frontaliers diminue très fortement puisqu'elle est inférieure à 9 %. L'INSEE note que « de telles ponctions dans la population active jeune ont nécessairement des répercussions sur la vie sociale de ces zones ». Frontaliers ou autres actifs, le niveau d'études reste du même ordre, c'est-à-dire relativement faible, 43 % des frontaliers n'ont aucun diplôme, 12 % seulement ont un diplôme supérieur au certificat d'études primaires.

Ce qui est vrai pour l'Allemagne l'est moins quand il s'agit de la Suisse. C'est parce que l'industrie chimique et pharmaceutique et un secteur tertiaire développé dans ce pays exigent un niveau de qualification assez élevé.

CIRCULATION

● LA R.N. 9 INTERDITE A LA CIRCULATION. — En raison de travaux de construction du dernier tronçon de l'autoroute B-9 entre Narbonne et la frontière espagnole du Perthus, la R.N. 9 est interdite à la circulation jusqu'au 17 décembre. Le trafic est dévié sur la route du littoral passant par Port-Leucate et Port-Barcarès.

A PROPOS DE...

LES «BOUES ROUGES» EN MÉDITERRANÉE

La mer-poubelle

M. Vincent-Ansquer, ministre de la qualité de la vie, vient de rendre publics les résultats des quatre voyages d'études que les services français de l'environnement ont faits en Italie pour étudier les déversements de résidus d'oxyde de titane de la Montedison, à Scarlino.

L'affaire des « boues rouges », qui a débuté en 1972, a donné lieu à des dynamitages, à des manifestations, à une grève de la faim, à des démarches diplomatiques, à plusieurs procès en cascade qui ne sont pas achevés et au vote de deux lois pénales par le Parlement italien. Cette fois, ce sont les experts français qui ont la parole.

Ils ont constaté que la Montedison stocke à terre dans des bassins étanches les résidus de minerais et le sulfate ferreux. Les eaux usées chargées d'oxyde sulfurique sont neutralisées au carbonate de calcium puis à la chaux et à la soude. Elles sont rejetées ensuite par deux bâteaux à 100 mètres de profondeur — c'est-à-dire sous la zone où vit le plecton — et à 80 kilomètres du cap Corse. Restent les métaux lourds — qui peuvent devenir dangereux poisons — dont personne ne connaît le devenir. Comme dit le rapport : « Des recherches sur les effets à long terme de ces déversements devraient être poursuivies ».

Néanmoins, les experts français estiment que les dispositions adoptées par la Montedison constituent « un progrès très sensible de nature à supprimer le préjudice au milieu halieutique ».

Ce commentaire a suscité l'étonnement du Comité antiboues rouges qui s'est réuni à Bastia immédiatement après la publication du rapport. Celui-ci, fait remarquer le comité, intervient quinze jours seulement avant le procès en dédommagement que les pêcheurs corse ont engagé contre la Montedison et qui doit s'ouvrir à Bastia le 3 novembre prochain.

Selon les experts français, le coût des investissements antipollution de la firme italienne s'élève à 86 millions de francs. La direction de l'usine ajoute que, compte tenu des frais de fonctionnement, l'épuration des rejets représente 25 à 30 % du prix de vente de l'oxyde de titane. Mais, comme le note également le rapport de nos experts : « Les différentes missions n'ont pas permis d'éclaircir les modalités de financement de telles augmentations de coûts de pro-

duction. Un mystère de plus dans l'affaire des « boues rouges ».

Mais ce qui nous intéresse le plus, c'est la façon que nos propres usines — Thann et Mulhouse au Havre et Tioxide à Calais — pourraient tirer de l'expérience italienne. Selon M. Ansquer, les mesures prises par Montedison ne seraient pas transposables chez nous. Les minerais et les méthodes de fabrication sont différents. Au reste, les inconvénients des déversements en Méditerranée, mer fermée et sans marée, ne se retrouvent pas dans la Manche, dont les eaux sont sans cesse brassées par courants et marées. Les effluents se diluent mieux et cesseraient donc d'être nocifs. Cette fameuse dilution, déjà invoquée mille fois pour justifier des déversements en suite condamnés, autorise donc aujourd'hui l'installation sur nos côtes de la Manche et de l'Atlantique des chapelets d'usines ultra-polluantes, de centrales nucléaires, d'installations pétrolières géantes, de complexes industriels, et demain de gravières sous-marines. Une fois de plus, la mer a bon dos. C'est oublier tout simplement que les organismes vivants, et particulièrement les poissons, concentrent eux, tous les poisons. Voir Minima.

Cette partie du rapport concernant les « boues rouges » françaises est d'autant plus surprenante qu'elle passe sous silence deux décisions de justice touchant nos fabricants d'oxyde de titane. Le 26 mai dernier, le tribunal administratif de Rouen a interdit les rejets en baie de Seine de l'usine Thann et Mulhouse. Et tout récemment la direction de la Tioxide, à Calais, a été inculpée pour contrevention aux règlements anti-pollution.

Les tribunaux ne semblent donc pas partager l'optimisme des services de l'environnement. Leur prudence se comprend. Car nous ne connaissons pas les résultats de notre politique laxiste que dans quelques années, voire même dans quelques décennies. S'ils sont désastreux, il sera alors trop tard. On ne devrait pas laisser les experts jouer avec la mer.

MARC AMBROISE-RENDU.

Midi-Pyrénées

NOUVEAUX INCIDENTS ENTRE L'ARMÉE ET LES PAYSANS DU LARZAC

(De notre correspondant.)

Millau. — Plusieurs incidents se sont produits depuis le début du mois d'octobre sur le Larzac, près de la ferme de Cavallès, récemment achetée par l'armée. Cette ferme avait été « récupérée » par les paysans, qui y avaient installé le 3 octobre deux bergers et un troupeau de brebis. Dans la nuit du 4 au 5 octobre, des occupants ont été expulsés par les gendarmes mobiles. La ferme de Cavallès est actuellement tenue par des militaires, cependant que les paysans du Larzac ont installé un campement à proximité sur un terrain appartenant à la SAFER (SAFER Aveyron-Lot-Tarn), qu'ils ont l'intention de remettre en culture.

Le 7 octobre, à 23 h. 30, un incident de « frontière » a fait un blessé parmi les paysans. Au cours du dernier week-end, les paysans ont ouvert un chantier pour construire à cet endroit une bergerie provisoire et ils ont reçu à cette occasion le soutien du président de la chambre de commerce de l'Aveyron, M. Cazals, et du président de la F.D.S.E.A. et de la SAFER, M. Raymond Lacombe.

En outre, les commerçants de La Cavallès et les employés du camp favorables à l'extension des terrains militaires, qui ont constitué un « mouvement pour la paix et l'ordre sur le Larzac », se sont rendus à la ferme de Cavallès pour apporter leur appui aux militaires. Ils réclament vigoureusement le départ des « agitateurs professionnels » qui sont la cause des désordres sur le Larzac.

QUALITÉ DE LA VIE

● LE P.S. ET LES VOLS DE NUIT PAR ROISSY. La fédération du Val d'Oise du parti socialiste annonce qu'elle va lancer une campagne de protestation pour obtenir l'arrêt des vols de nuit par Roissy au-dessus du Val d'Oise. La fédération demande « la mise

Bretagne

NEUF PRIORITÉS POUR LE VII^e PLAN

Parmi les treize programmes d'actions prioritaires d'initiative régionale qui lui ont été soumis dans le cadre de la préparation du septième Plan, le conseil régional de Bretagne en a retenu neuf au cours de sa réunion exceptionnelle, samedi 9 octobre, à Rennes.

Trois programmes sont des suites d'actions déjà engagées : effort sur les hôpitaux, aides aux îles du Ponant, construction d'une canalisation de gaz naturel.

Cinq programmes sont des actions nouvelles : en faveur des pêches maritimes, des ressources en eau, de la plate-forme industrielle et portuaire de Brest, de l'enseignement technique et du remembrement.

Enfin, l'Institut culturel de Bretagne constitue un programme à part.

L'ensemble représenterait une participation de 140 millions de francs de l'établissement public régional sur quatre ans.

● 250 MILLIONS DE FRANCS POUR LE PLAN ROUTIER BRETON. — Inaugurant, lundi 11 octobre, la déviation de Châteaufort-Tille-et-Vilaine, sur la R.N. 137, Rennes-Saint-Malo, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a rappelé que 1 077 millions de francs ont été consacrés au plan routier breton. Il a annoncé que, malgré les nécessités de la lutte contre l'inflation, une somme de 250 millions de francs sera inscrite au projet de budget qui va être soumis au Parlement. — (Corresp.)

en œuvre par l'Etat d'une politique de réduction du bruit à la source, une nouvelle définition des zones de bruit, une équitable indemnisation des personnes sinistrées et l'arrêt de toutes mesures d'extension de l'aéroport de Roissy.»



On trouve tout à la Samaritaine pour les médecins et les kinésithérapeutes.



Table de lit
Plateau stratifié, hauteur et inclinaison réglables, piétement tube carré laqué (brun).
Encombrement minimum.
274 F.



Guéridon roulant 60 x 40 laqué chromé
273 F. 439 F.



Escabeau chromé
204 F.



Divan examen, 2 hauteurs, chromé
1413 F.



Vitrine, 1 porte, hauteur 1,70 m largeur 0,60 m - prof. 0,40 m
1079 F.



Trousse Docteur comprenant : un stéthoscope et un appareil à tension
273 F.



Cabine-Sauna d'une seule pièce
1 - tapis de sol incorporé
2 - entièrement capitonné
3 - pied support métallique démontable
4 - boîtier de commande à distance
5 - voyant lumineux de contrôle
6 - fiche d'alimentation avec cordon de 5 m
7 - fermeture éclair
8 - passage des mains
Isolément thermique parfait
Sécurité totale
524 F.



Lampe sur pied flexible
Tige porte-sérum
Tige coulissante, 2 crochets
541 F. 248 F.

CREDIT S'EMEUSE Magasin 2-1^{er} étage

PARKING SAMARITAINE TROTTOIR ROULANT

150

FAITS DIVERS

M. Jean-Marie Le Pen héritera-t-il d'Hubert Lambert-Saint-Julien ?

Le petit monde de l'extrême droite est actuellement en proie à une certaine agitation à propos d'une affaire dont l'issue peut avoir des conséquences financières considérables pour l'une des vedettes de cette famille politique : M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national assure, en effet, être l'unique héritier de l'écrivain nationaliste Hubert Lambert-Saint-Julien, récemment décédé à quarante-deux ans, sans descendance, et dont la fortune s'élevait à plus de 30 millions de francs, l'importance de cette somme n'étant expliquée que par la gloire littéraire du disparu que par son appartenance à une très puissante famille d'industriels, les Lambert.

Fils du fondateur des ciments Lambert, Hubert Saint-Julien — de son vrai nom Hubert Lambert — était membre du Front national, après avoir successivement participé à de nombreuses autres tentatives de regroupement de l'extrême droite. Il avait rejoint M. Le Pen peu avant l'élection présidentielle de 1974, mais c'est surtout au cours d'une soirée particulièrement gaie, organisée après le scrutin par les amis de l'ancien député de la Seine, que l'écrivain se prit d'affection pour le candidat malheureux. Le 21 janvier dernier, c'est Hubert Saint-Julien qui invite M. Jean-Marie Le Pen. Après une longue et amicale discussion sur l'avenir de l'extrême droite (au cours de laquelle seront élaborés des projets plus fantaisistes qu'inquiétants), l'écrivain décide de donner à son hôte un testament l'établissant son légataire universel.

Par la suite, les liens entre Hubert Saint-Julien et la famille de M. Le Pen ne cessent de se renforcer. De même, plusieurs amis du président du Front national, très connus dans les milieux nationalistes, entourent le généreux testateur. Tout particulièrement lorsque celui-ci a la douleur, en août dernier, de perdre sa mère, à laquelle il portait une extrême affection et qui avait joué un très grand rôle dans sa vie (il lui avait d'ailleurs emprunté son nom de plume). Cette petite cour de fidèles va s'installer dans la propriété que possède à Montjole, dans l'Ariège, la famille Lambert. Celle-ci commence à trouver pesante la présence des amis et de l'épouse de l'ancien candidat à la présidence de la République. La condition physique de l'écrivain, qui n'avait jamais été excellente (« J'ai une mauvaise santé de fer », aimait-il plaisanter), s'aggrave sensiblement après ce deuil.

En septembre, elle devient très alarmante. Hubert Saint-Julien doit absorber des doses toujours plus importantes de calmants. Dans la nuit du 24 au 25, il meurt. Un médecin, mandé d'urgence lorsque le décès est découvert, s'étonne des conditions de ce décès, refuse de signer le permis d'inhumer. Une autopsie aura lieu, dont les conclusions ne sont pas encore publiées. Entre-temps, M. Jean-Marie Le Pen, qui s'est rendu sur les lieux, fait valoir qu'il est l'exécuteur testamentaire de l'écrivain disparu, fait part publiquement du décès de ce dernier au nom de sa propre famille et du Front national, reçoit des condoléances, organise les obsèques et une messe à Paris.

La famille Lambert, de plus en plus hostile à M. Le Pen, contre-attaque. M. Philippe Lambert, après différentes représentations, assigne l'an-

cién député en réitérant pour captation d'héritage. Il fonde son action sur plusieurs affirmations : d'une part, son cousin avait pour manie de distribuer à ses amis et parents des testaments successifs et contradictoires ; d'autre part, lui-même en possédait justement un qui date de 1973 ; enfin, dans les derniers mois de sa vie, Hubert Saint-Julien n'avait plus toute sa raison et ne pouvait résister aux pressions morales exercées sur lui.

Sur le premier point, il semble que l'écrivain ait effectivement eu le testament facile. Certains de ses amis, qui estiment que rien ne permet de mettre en doute son équilibre mental, y compris dans les dernières semaines de sa vie, reconnaissent cependant qu'il en aurait distribué une trentaine, dont un au moins à son secrétaire, M. Jacques Feraudy, en 1966. Ils ajoutent qu'Hubert Saint-Julien envisageait de quitter le Front national, avec lequel il était en désaccord à propos de l'élection du Parlement européen au suffrage universel et d'autres questions de politique étrangère, ce que dément le mouvement de M. Le Pen.

Différents éléments contribuent à donner à cette affaire un retentis-

séminent dans les milieux d'extrême droite. La première est sans conteste la personnalité du bénéficiaire du dernier testament, qui suscite dans les rangs nationalistes des adhésions passionnées ou des condamnations sans nuance. Le second élément est l'attente des conclusions du rapport d'autopsie : même si celle-ci confirme le caractère parfaitement naturel du décès d'Hubert Saint-Julien, comme certaines insinuations

le laissent prévoir, le seul fait qu'elle ait eu lieu a pu laisser planer un doute dans certains esprits tant que le rapport n'est pas publié. Enfin, beaucoup se demandent, avec des sentiments qui vont de l'inquiétude à l'allégresse en passant par l'envie, quel usage politique M. Jean-Marie Le Pen pourra faire, s'il l'emporte devant les tribunaux, de ce très important héritage.

BERNARD BRIGOLEUX.

L'Algérie française. Il publie sous le pseudonyme de Saint-Julien (nom de jeune fille de sa mère) un essai historique remarqué, « Louis Rostol » (1), puis sur « la Défense nationale et l'OTAN ». En 1971, Hubert Lambert abandonne ses postes d'administrateur dans différentes sociétés appartenant à sa famille et participe au lancement de « Vendredi Hebdo », qui ne portera que quelques numéros. Il rejoint deux ans plus tard le Front national de M. Jean-Marie Le Pen, siège à son comité central et publie différents articles littéraires et philosophiques, toujours sous le nom de Saint-Julien, dans les colonnes du mensuel du Front, « le National ».

Membre du bureau politique du Rassemblement national en 1965-1966, il dirige la collection « Les documents français » chez un éditeur proche de l'extrême droite, les Presses continentales. En 1962, après avoir beaucoup milité en faveur de

A Paris et à Nice

Arrestation de neuf faux monnayeurs

De notre correspondant

Nice. — Neuf faux monnayeurs, trouvés en possession de 150 millions de francs en faux billets de 100 francs, ont été arrêtés, vendredi 8 et samedi 9 octobre, à Paris et à Nice. C'est l'apparition, dans les premiers jours d'octobre, de faux « Corneille » sur la Côte d'Azur qui aurait entraîné l'ouverture d'une enquête par l'Office central de répression du faux monnayage. Les policiers arrêtaient d'abord à Paris cinq trafiquants : Max Sabatier, trente-cinq ans ; Bruno Fantozzi, William Dammouli, tous deux âgés de trente-trois ans, ainsi que l'amis de ce dernier, Arlette Lamiable, trente-trois ans, et Jean Aspart, au domicile duquel les enquêteurs devaient découvrir, à peine sortis de presse, trois cent soixante-six billets de 100 francs. Les coupables étaient, semble-t-il, de mauvaise qualité : le papier n'aurait pas résisté à de nombreuses manipulations.

marin contenant, outre un Colt 45 armé, 510 000 francs en faux billets. Chez Christian Molinier, les policiers devaient peu après découvrir une autre arme et sept mille six cents fausses coupures. Les deux trafiquants, qui ont été déclarés aux policiers quant à l'origine et la destination de ces faux billets, ont été inculpés, ainsi que leurs compagnes — Monique Costa, vingt-six ans, et Sylvie Marader, vingt-quatre ans, — d'émision et d'introduction de fausse monnaie. Ils ont été écroués à la prison de Grasse, où devraient prochainement les rejoindre les trafiquants arrêtés à Paris.

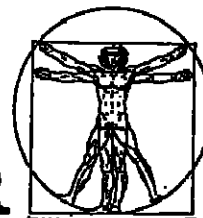
● Agression contre un ressortissant algérien. — Alors qu'il passait rue du Verbois, à Paris (3^e), ce mardi 12 octobre, peu après minuit, un garçon de café d'origine algérienne, M. Lahcene Touhami, trente-deux ans, a été attenté à la tête et à l'épaule de quatre balles de pistolet tirées par des inconnus qui circulaient à bord d'une automobile. M. Touhami, grièvement blessé, a dû être hospitalisé.

UN REMPLACEMENT ? DU RENFORT ? NOUS ARRIVONS !



...ET NOUS PARTONS QUAND LE TRAVAIL EST FAIT.

MANPOWER



DE LA « CORPO » AU FRONT NATIONAL

Né le 20 juin 1928 à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), M. Jean-Marie Le Pen est licencié en droit et diplômé d'études supérieures de sciences politiques. Président de la Corporation des étudiants en droit de Paris, il s'engage comme sous-lieutenant au premier bataillon étranger de parachutistes en Indochine, en 1951. Il est élu député poujadiste de la Seine aux législatives du 2 janvier 1956, mais rompt avec le fondateur de Fraternité française en 1958.

Réélu député (indépendant) en 1958, il perd son siège en 1962, après avoir bénéficié d'un non-lieu dans le procès de l'affaire des barricades (1960-1961) et milité ardemment en faveur de l'Algérie française. En 1964-1965, M. Le Pen anime le Comité national Thier-Vimancour, qui organise et soutient la campagne présidentielle de l'avocat d'extrême droite, qu'il finit par quitter devant le refus de celui-ci de fonder un vrai parti politique. En octobre 1972, il lance le Front national, destiné à regrouper différentes personnalités et petites formations nationalistes en vue des élections législatives de 1973.

Candidat à l'élection présidentielle de 1974, M. Jean-Marie Le Pen y recueille 8,75 % des suffrages en métropole. Il poursuit, depuis, ses activités politiques à la tête du Front national, qu'ont quitté certains militants venus d'Ordre nouveau mais hostiles à sa personnalité. Il a, d'autre part, fondé la Société d'études et de relations publiques (SEREP), qui édite notamment des disques politiques.

ÉDUCATION

Sécurité routière et enseignement

LES VIEILLES AUTOS ET LA RÉFORME

Pour sensibiliser les élèves au « travail réel » et préparer les futurs « usagers de la route à l'importance des organes de sécurité des automobiles », le ministre de l'Éducation, la Préfecture nationale et l'INRA ont mis au point une opération « voitures anciennes ». Celle-ci a été inaugurée le jeudi 11 octobre par M. René Haby, ministre de l'Éducation, au Salon de l'automobile, où un atelier d'éducation manuelle et technique a été tenu. Les élèves des classes de quatrième et de troisième peuvent s'y initier au montage, au remontage et au réglage d'une voiture.

D'autre part, dans vingt-trois collèges d'enseignement secondaire (soit un par académie), les élèves des classes préprofessionnelles de niveau devront remettre en état l'épave d'une voiture fabriquée avant 1937, qui restera la propriété des collèges. Cette opération, a précisé M. Haby lors de sa visite, a notamment pour but de faire « un peu de publicité » à la réforme du système éducatif, qui prévoit la mise en œuvre d'une éducation manuelle et technique pour tous les élèves des C.E.S. : quatre cent cin-

quante ateliers doivent être mis en place au cours de cette année scolaire : cinq cents seront ouverts l'an prochain et tous les collèges, a affirmé le ministre, devraient en être pourvus en 1980.

Garçons et filles, a estimé M. Haby, pourront ainsi mieux connaître le travail manuel et être capables de monter des appareils d'usage courant. Le ministre n'a toutefois pas entendu l'une des élèves présentes sur le stand au moment de sa visite : « Je préfère la couture », confiait-elle, résignée et déçue. « On les a obligés à venir », expliquait une des stagiaires du centre de formation des maîtres d'Anteuil, venue, pour la circonstance, avec une quinzaine d'élèves de classes préprofessionnelles de niveau et de quatrième aménagée des collèges voisins. « Nous n'avons aucune formation de mécanique automobile et ces élèves n'ont pas d'ateliers dans leurs collèges. On les a simplement préparés en une heure pour cette présentation. » Vient, comme d'habitude, l'opération, elle y avait renoncé, satisfaite que le ministre l'ait lui-même qualifiée de « cinéma ». — C.A.

● **Changement de doyen à l'U.E.R. de droit d'Amiens.** — Mme Michèle Sellier, maître-assistant en droit public, auteur d'une thèse de doctorat sur les groupes d'action municipale (G.A.M.), a été élue, lundi 11 octobre, doyen de la faculté de droit de l'université de Picardie (Amiens) à l'unanimité. Cette élection est la conséquence de la

création d'une U.E.R. dérogatoire consacrée à l'enseignement du droit appliqué. L'ancien doyen, M. Georges Rouhette, qui s'était montré favorable à la création de cette U.E.R. réclamée par les enseignants de droit privé hostiles aux grèves d'étudiants de l'an passé, avait démissionné de son poste et renoncé à venir aux séances du conseil. — (Cort.)

Sur l'initiative des associations familiales rurales

Des milliers de fausses cartes de transport scolaire dans l'Ille-et-Vilaine

De notre correspondant

Saint-Malo. — « Nous ne sommes pas des faussaires, la gratuité c'est l'égalité ». Les responsables de la Fédération des associations familiales rurales d'Ille-et-Vilaine ont choisi, pour faire valoir leurs revendications, de distribuer gratuitement mille fausses cartes de transport scolaire depuis la rentrée.

Cette « fausseté » concrétise l'opposition des familles à l'augmentation de 100 % du coût de la carte de transport (de 55 F à 110 F) décidée le 13 janvier 1976 par le conseil général d'Ille-et-Vilaine et applicable depuis la rentrée. Cette augmentation est toutefois compensée par la gratuité accordée à partir du troisième enfant d'une même famille.

Selon la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le budget des transports scolaires du département est passé de 24,8 millions de francs en 1975 à 28 millions de francs en 1976. La participation de l'État au montant de 22 % : celle des familles de 45 % alors que la participation du département diminuait de 5 %. Cette évolution, estiment les associations familiales rurales d'Ille-et-Vilaine, n'est pas conforme à la circulaire du 11 août 1975 précisant que « le gouvernement s'est donné pour but de réaliser progressivement la gratuité des transports scolaires ». Jusqu'à présent, l'usage des « fausses » cartes de transport n'a pas provoqué d'incidents in-

portants. Quelques-unes ont été déchirées par les chauffeurs de car. Les compagnies de transport se sont contentées, de leur côté, de communiquer aux familles un texte du préfet d'Ille-et-Vilaine précisant que « le département n'étant pas assuré pour les enfants non titulaires d'une carte de transport débourser par lui, [il] décline toute responsabilité pour les accidents qui pourraient causer ou subir les élèves transportés titulaires d'une carte de transport sans valeur ».

Cette mise en garde n'a pas découragé les adhérents des associations familiales rurales qui veulent poursuivre et développer le mouvement jusqu'à l'obtention de la gratuité des transports scolaires pour tous les enfants scolarisés dans un établissement public ou privé, de la maternelle au C.E.T. — A.M.

A ROSTRENNEN (COTES-DU-NORD)

Le renvoi de deux élèves provoque un conflit dans une école catholique

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Jusqu'où peut aller la liberté d'une « école libre » ? Depuis la rentrée scolaire, un conflit provoqué par le renvoi de plusieurs élèves de l'école privée de Campostol (six cents élèves), à Rostrenen (Cotes-du-Nord), embarrasse toute la région. Au centre du bourg — et du débat — face à l'institution, une petite tente abrite deux des élèves renvoyés et la tête de l'un d'eux. Pour obtenir leur réintégration, ils font, depuis le 4 octobre, la grève de la faim. Christian Robert, dix-huit ans, a perdu 5 kilos ; Marc Le Jeann, dix-huit ans également, 7 kilos ; le père de ce dernier, Yves Le Jeann, cultivateur à Rostrenen, 9 kilos.

Mais rares sont ceux qui s'en préoccupent autrement que pour s'en irriter ou s'en apitoyer. L'inspection académique se tait, la direction de l'enseignement catho-

lique manœuvre à pas prudents. Seule révolte : un petit groupe de parents de l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre et de professeurs syndiqués à la C.F.D.T. ont constitué un comité de soutien. Elle soutient les passions politiques : à Rostrenen, jeudi 7 octobre, l'assemblée générale des parents d'élèves, plus suivie qu'à l'ordinaire, a donné à une nette majorité raison et quitté à une direction « à poigne ».

L'actuel directeur laïc de l'établissement, M. Gauthier, était directeur des études lorsque se produisirent les faits reprochés aux élèves : en janvier 1976 circule un journal scolaire dû à l'initiative d'une dizaine d'élèves et de deux professeurs. Contrepoint se veut d'expression libre. Les attaques qu'il porte contre le système éducatif, illustrées par des exemples locaux, sont jugées « inacceptables » par la direction. Mais ce n'est que le 1^{er} juillet que les parents de sept élèves reçoivent une notification du renvoi de leur enfant. Cinq d'entre eux ayant pu se passer ailleurs, restent Marc Le Jeann et Christian Robert.

Humiliations ?

Les familles récusent le renvoi en s'appuyant sur le règlement intérieur de l'école qui prévoit deux avertissements et un renvoi temporaire avant une décision définitive du conseil de discipline, et non du comité de direction. Une tentative de réintégration à la rentrée se heurte au refus de la direction. Une partie des professeurs manifestent silencieusement en leur faveur pendant deux heures et demie, le 21 septembre. Dans une dernière tentative, les deux jeunes gens rédigent des excuses réclamées par la direction, dont le directeur de l'enseignement catholique admettra qu'elles « ne pouvaient pas aller plus loin ».

« Pourquoi ces humiliations ? », demande le comité de soutien. « Est-ce parce que leurs familles font du syndicalisme paysan ? » (l'une au MODER, l'autre chez les Paysans travailleurs), interroge la C.F.D.T. Le conflit débordait alors sur le plan politique. Les partisans de la majorité approuvent le directeur, M. Gauthier, qui n'a pas voulu appliquer le règlement intérieur pour ne pas créer de situation conflictuelle et préserver le climat d'une école aux résultats flatteurs (90 % de réussite au B.E.P.C. 70 % au bac). Certains professeurs sont accusés d'avoir, en guise de défense des élèves, pris une position politique et de « ne pas faire ce pourquoi ils sont payés : faire passer leurs examens aux enfants ».

Du côté de l'opposition, on dénonce « l'autoritarisme et l'arbitraire » de la direction. « Le parti-bureau » de la direction, « Le parti-don n'existe donc plus dans l'école catholique », constate un groupe de parents en rappelant qu'en 1967 le secrétariat général de l'enseignement catholique proposait une « école ouverte sur la vie ».

Au neuvième jour de grève de la faim le conflit est dans l'impasse.

JEAN VIDEAU.

CORRESPONDANCE

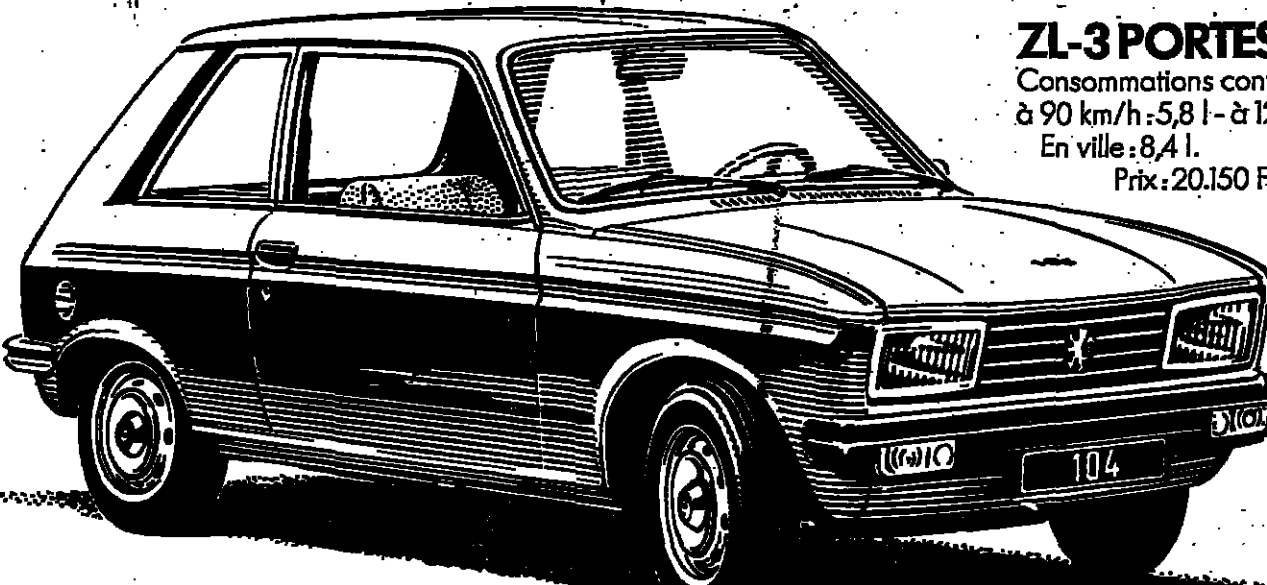
L'inauguration du C.E.S. de Cancale

M. P. Dury, directeur du C.E.S. de Cancale (Ille-et-Vilaine), récemment inauguré par M. Haby, nous écrit à propos de notre édition de cet événement dans le Monde du 29 septembre publiée sous le titre : « Une inauguration qui divise » : « Je n'ai jamais prononcé la phrase suivante que vous m'attribuez : « C'est de l'aggraver si, dans les semaines qui viennent, l'inauguration rime avec répression. » J'ai déclaré, au journaliste venu m'interviewer à la fin de l'inauguration, que si les dissensions survenant entre les deux groupes d'enseignants ne s'estompaient pas, ma tâche allait devenir très difficile. Aucune allusion à une répression future possible n'a été prononcée, pour la simple raison qu'aucune menace de ce genre n'a été faite à quelque niveau que ce soit. »

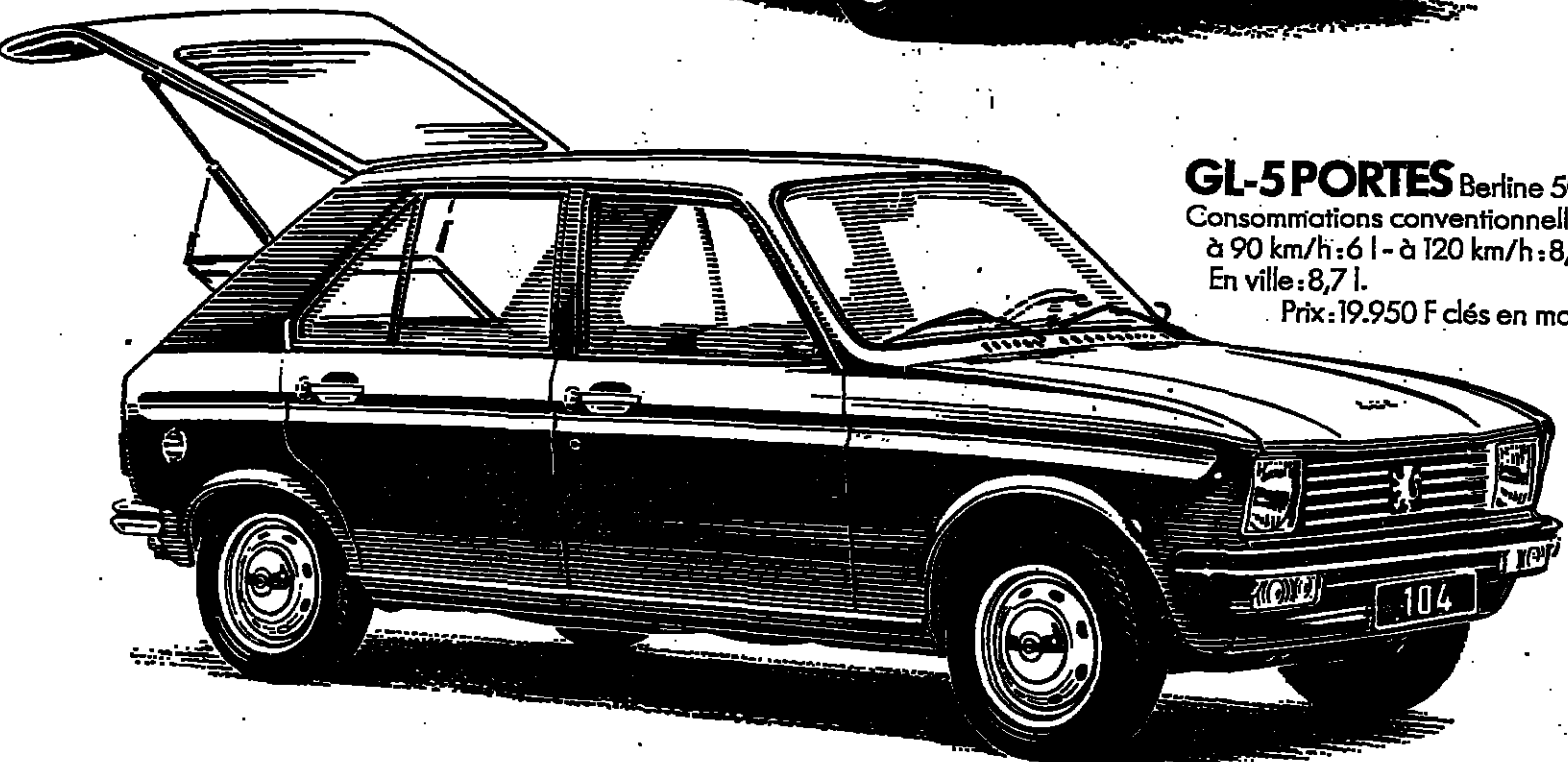
[Le Monde] avait publié la phrase suivante : « Cela va s'aggraver si, dans les semaines qui viennent, l'inauguration rime avec répression. » Ce n'est pas sous notre plume qu'est venue la phrase « répression ».

● **Attentats à Nanterre contre les locaux des deux UNEF.** — Des engins incendiaires ont été lancés, dans la nuit de samedi 9 à dimanche 10 octobre, dans les locaux de l'UNEF (ex-Renouveau) et de l'UNEF (Unité syndicale) de l'université de Nanterre (Paris-X). Les deux organisations ont porté plainte. Le local de l'UNEF (ex-Renouveau) avait déjà été endommagé par un attentat en juin dernier.

Nouvelles 104-5 CV. Roulez à l'essence ordinaire.



ZL-3 PORTES Coupé 5CV.
Consommations conventionnelles :
à 90 km/h : 5,8 l - à 120 km/h : 8,7 l.
En ville : 8,4 l.
Prix : 20.150 F clés en main*



GL-5 PORTES Berline 5CV.
Consommations conventionnelles :
à 90 km/h : 6 l - à 120 km/h : 8,5 l.
En ville : 8,7 l.
Prix : 19.950 F clés en main*

PEUGEOT
Nouvelles 104.
Soyez à l'aise partout.

*Tant au 12/07/76. Peugeot fait confiance à Esso.

Je paye 1.50

L'ÉVÉNEMENT LA FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE

A VEC ses cinq cent cinquante mille adhérents répartis en quarante-quatre syndicats, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) est une composante originale du mouvement syndical français. À elle seule, elle représente 75 % des personnels de l'éducation nationale syndiqués, alors que, pour l'ensemble des autres branches professionnelles, la moyenne nationale ne dépasse pas 20 %. Véritable État dans l'État de l'enseignement public, la FEN oppose donc un front unique de revendications à la politique des ministres successifs de l'éducation.

Cette réussite de l'unité syndicale reste cependant liée aux faiblesses et aux divisions du mouvement syndical. L'existence même de la FEN est directement issue de la scission historique de 1947-1948, lorsque du fait de la guerre froide et de la rupture entre socialistes et communistes une partie des adhérents de la C.G.T. quittent cette centrale pour fonder la C.G.T.-Force ouvrière. Refusant à la fois l'abandon de la C.G.T. et la division créée par F.O., les enseignants et les différentes catégories liées à l'enseignement choisissent de rester unis en optant, provisoirement pour l'autonomie. Les différents courants qui traversent le monde syndical et politique se retrouvent toutefois à l'intérieur de la FEN sous la forme de tendances fortement organisées.

Cette démarche, apparemment contradictoire puisqu'elle approfondit la scission syndicale pour garantir l'unité d'un seul corps, ne devait être que temporaire : elle dura depuis vingt-huit ans, malgré les espoirs jamais abandonnés de réunification. Aujourd'hui, la FEN maintient des contacts identiques avec les différentes centrales (C.G.T., C.F.D.T., F.O.), mais elle a été souvent amenée à privilégier les liens avec l'une ou l'autre : Force ouvrière d'abord, la C.F.D.T. plus récemment.

Efficace (ses mots d'ordre de grève sont régulièrement suivis à plus de 80 %), très intégrée au monde de la fonction publique et aux milieux enseignants, la FEN présente les apparences d'une fédération unie derrière sa direction socialisante inspirée par la tendance « autonome », majoritaire depuis 1948.

Mais sa vie interne se réduit souvent à l'affrontement permanent des tendances. Une forte minorité (la tendance Unité et Action, animée principalement par des communistes) combat, en effet, violemment la majorité, qu'elle juge corporatiste et réformatrice, et qu'elle accuse d'affaiblir l'action syndicale en privilégiant les « négociations séparées ». La majorité, de son côté, accuse Unité et Action de vouloir créer une « FEN bis ».

Les autonomes ont eu une majorité très confortable jusqu'au renforcement de la ten-

dance opposée (à partir de 1968) et à l'apparition de courants « révolutionnaires » avec les événements de mai 1968, qui ont profondément marqué la FEN. Le point culminant de la discordance s'est situé en 1973 : le gouvernement ayant accepté l'augmentation de 3 % des salaires de la fonction publique, la direction nationale retire son mot d'ordre de grève, mais quatre syndicats, animés par Unité et Action, passent outre à cette décision.

Les conflits d'orientation se doublent de rivalités catégorielles. La tendance « autonome » contrôle le syndicat des « petites » catégories (notamment le plus puissant, le Syndicat des instituteurs). Unité et Action a conquis, depuis dix ans, les principaux syndicats des catégories les plus importantes : enseignement secondaire, recherche scientifique. Les intérêts des uns et des autres dans les négociations sur les salaires et les conditions de travail ne sont pas toujours convergents.

Rivalité encore dans le domaine politique : la FEN est régulièrement traversée de luttes intestines, malgré les accords nationaux de l'union « la gauche ». Peu soucieuse de franchir la frontière du syndicalisme, elle a d'ailleurs refusé de faire campagne, en 1973, pour le « programme commun de gouvernement » de la gauche.

Bien que « socialisante », la majorité fédérale avance prudemment sur les pas du

socialisme français. L'influence du second sur la première n'est pas moins évidente : la traversée du désert de la S.F.I.O. a dispersé les forces de la tendance Unité, Indépendance et Démocratie, et celle-ci ne s'est reprise qu'avec la création du nouveau P.S. Mais, contrairement à ceux du P.C., les adhérents socialistes ne constituent pas un ensemble soudé. On les trouve, en effet, dans presque toutes les tendances, à tel point que M. François Mitterrand a dû lancer, en 1975, un appel aux enseignants socialistes pour qu'ils rejoignent le courant majoritaire.

Les rivalités entre les syndicats et entre les tendances ont empêché jusqu'à présent la définition d'un programme de la FEN en matière éducative. Ces tensions sont spécialement vives entre les instituteurs et les professeurs du secondaire. Le Syndicat des instituteurs est en effet favorable à une « école fondamentale » unique, couvrant toute la durée de la scolarité obligatoire (de six à seize ans). Les professeurs certifiés redoutent que ce projet ne revienne à les « chasser » du premier cycle.

Les dirigeants de la FEN ont toutefois décidé de rendre public vers la fin de cette année leur « projet éducatif », en chantier depuis plusieurs années. Mais déjà les animateurs d'Unité et Action soupçonnent la direction fédérale d'y avoir fait la part trop belle aux thèses du S.N.I.

Les cinq tendances

LA FEN regroupe cinq tendances ou « courants de pensée » qui proposent à chaque congrès leurs propres orientations dans tous les domaines de l'action syndicale (orientation, pédagogie, questions corporatives, laïcité, droits et libertés, culture, jeunesse et loisirs, coopération culturelle). La FEN affirme devoir son « unité, intacte depuis vingt-huit ans », pour une bonne part, au principe avancé dès 1948 de la reconnaissance et de la représentation de ces courants.

● **UNITÉ, INDÉPENDANCE ET DÉMOCRATIE (U.I.D.)** : elle détiendait la direction de la FEN depuis le « retour à l'autonomie », en 1948, et a fourni les différents secrétaires généraux jusqu'à M. André Henry. La tendance U.I.D., qui s'intitulait « majorité autonome » jusqu'en 1971, doit principalement sa prédominance au S.N.I., lui aussi « autonome » et regroupé de ce fait le plus grand nombre de militants ou sympathisants socialistes de la fédération (ce qui fait dire aux opposants que « la FEN, c'est le S.N.I. »).

Elle étend son influence à vingt-six syndicats et indirectement à cinq des dix syndicats officiellement sans tendance, mais qui votent ses motions. U.I.D. connaît sa meilleure année en 1953 : son texte d'orientation recueillit 77,80 % des suffrages. Ensuite, l'opposition communiste

(pro-cégétiste) accroît son influence et U.I.D. voit son avance s'effriter. L'affaiblissement des courants « pédistes », en 1976 lui permet, cependant, de maintenir une majorité confortable.

Cette tendance a été victime, pendant dix ans, de la dispersion socialiste et connaît une nouvelle ère de prospérité depuis 1971. Les thèses avancées par la direction de la FEN, notamment celles d'un « syndicalisme de négociation et de proposition », sont issues de ce courant.

● **LA FEN rassemble simultanément les syndicats nationaux, qui représentent chacun une catégorie de personnels, et les sections, locales ou départementales, de la Fédération. Tout syndiqué jouit d'une double représentation : par le canal de son syndicat et par celui de sa section départementale de la FEN.**

Chaque syndicat national est autonome et mène son action propre dans la défense des intérêts corporatifs, mais il est

solidaire des actions générales de la Fédération, qui prend en charge les revendications d'ensemble.

La FEN regroupe quarante-quatre syndicats relevant de dix ministères ou secrariats d'État (éducation, justice, affaires étrangères, agriculture, santé, travail, université, culture, jeunesse et sports, DOM-TOM).

Le plus gros syndicat est celui des instituteurs (S.N.I., 326 500 adhérents). Viennent ensuite les enseignants du second degré (S.N.E.S., 92 000 adhérents), les agents de service (S.N.A.E.N., 22 000 adhérents), les professeurs de collèges d'enseignement technique (S.N.C.E.T., 19 000 adhé-

rents), l'administration universitaire (S.N.A.U., 15 000 adhérents), l'enseignement supérieur (S.N.E.S., 11 000 adhérents). Le plus petit syndicat est celui des inspecteurs de l'enseignement agricole public (I.E.A.P., 17 adhérents sur 19).

Le rôle de la FEN est triple : une action de contestation et de défense des intérêts de ses adhérents, de consultation dans les commissions paritaires, les comités techniques et les conseils d'enseignement, et de participation politique, notamment à la défense de la laïcité par l'intermédiaire du Comité national d'action laïque (C.N.A.L.).

● **LE CONGRÈS** est l'autorité la plus élevée de la fédération. Il se réunit tous les deux ans. Le dernier s'est tenu à Grenoble du 9 au 13 février 1976. Il est constitué par les représentants des syndicats nationaux et 31 des sections départementales. Les membres de la commission administrative sont désignés proportionnellement à l'audience recueillie par chaque courant de pensée dans chaque syndicat national, comme dans les sections départementales de la FEN. Les 31 représentants des sections départementales se répartissent en 17 U.I.D., 10 U.A., 2 E.E., 1 R.U.O., 1 R.S. La commission administrative élit des commissions permanentes chargées de suivre les différents secteurs. Elle a, en outre, pour mission d'établir et de contrôler le bureau fédéral, responsable devant elle.

● **LE BUREAU FÉDÉRAL** est l'organe permanent exécutif de la fédération. Contrairement aux autres instances de la fédération, il est élu de manière homogène : tous ses membres font partie de la liste qui a emporté la majorité à la commission administrative : Unité, Indépendance et Démocratie. Cette homogénéité du bureau

exécutif est contestée par la minorité cégétiste Unité et Action. Mais, pour la majorité fédérale, seul bureau homogène pour appliquer une politique cohérente.

M. André Henry est secrétaire général depuis 1974.

Les syndicats de la FEN disposent d'un certain nombre d'heures de décharge syndicale. Pour l'année 1975-1976, ont obtenu : la FEN, 1 004 heures (contre 745 en 1974-1975) ; le S.N.I., 4 768 heures ; le S.N.E.S., 1 014 heures.

La FEN publie une revue bimensuelle, *l'Enseignement public*, 10, rue de Solferino, 75007 Paris.

Page réalisée par Philippe BOGGIO et Jean-Michel CROISSANDEAU.

BIBLIOGRAPHIE

● De Jules Ferry à Jean Jaurès, par James Marangé. Editions Stock. 304 pages, 35 F.

● La FEN, vingt-cinq ans d'unité, par Robert Chéramy. Editions Epi. 159 pages, 18 F.

● La FEN, un syndicat ? par Jean-Claude Guérin. Collection « Attention école ! ». Editions du Cerf. 94 pages, 11 F.

FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS

Le Centre de Linguistique française (Université Paris-III) organisera durant l'année scolaire 1976-1977 des séances d'initiation à la linguistique alliant systématiquement la théorie à la pratique pédagogique (enseignement primaire et secondaire).

Renseignements : Centre CENSIER, bureau 424 - 13, rue de Santeuil, 75005 Paris. Tél. : 707-93-19, poste 342.

Inscription à l'Université jusqu'au 15 octobre.

Réunion générale mercredi 20 octobre à 15 heures, salle 232, CENSIER.

LA SELECTION MADELIOS: POUR CET AUTOMNE L'IMPERMEABLE

manches raglan, polyester et coton, doublage polyamide fantaisie, marine, beige ou marron.

250 F



Non représentés
COSTUME 3 pièces, pure laine, rayures sur fond anthracite. 595 F
CHEMISE polyester, petite carreaux bleu ou marron sur fond blanc. 49 F

MADELIOS
OUVERT DE 9 H à 18 H 30 - PARKING GRATUIT POUR NOS CLIENTS

Au service des adhérents

LES « ORGANISATIONS AMIES »

L'INFLUENCE de la FEN et des syndicats qui la composent débordent largement l'action strictement syndicale. Le syndicalisme enseignant, depuis l'origine, a cherché à développer des œuvres sociales, mutualistes ou coopératives. L'ensemble de ces organisations se retrouvent au sein d'un groupement d'intérêt économique, le Comité de coordination des œuvres mutualistes et coopératives de l'éducation nationale (C.C.O.M.C.E.N.).

Les plus importantes de ces réalisations sont des mutuelles parmi lesquelles la Mutuelle générale de l'éducation nationale (M.G.E.N.), chargée d'administrer la Sécurité sociale des personnels de l'éducation nationale, la Mutuelle assurance des instituteurs de France (M.A.I.F.), la Mutuelle retraite des instituteurs et fonctionnaires de l'éducation nationale (M.R.I.-FEN) et la Caisse d'aide sociale de l'éducation nationale (C.A.S.E.N.) (GASDEN-Barque populaire).

Sur le plan des activités parascolaires, on relève notamment dans la mouvance de la FEN la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, la Jeunesse au plein air (J.P.A.), les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.), les Francs et franches camarades, l'Office central de coopération à l'école (O.C.C.E.), l'Institut coopératif de l'école moderne (I.C.E.M.), les Eclaireurs de France, le Comité d'accueil des élèves des écoles publiques, Art et vie, etc. Dans le domaine de l'édition, le S.N.I. a été à l'origine de la Société universitaire d'édition et de librairie (S.U.D.E.L.).

Enfin la Fédération des conseils de parents d'élèves de l'école publique, créée en 1947 à l'initiative du S.N.I., constitue une active « organisation amie » de parents.

● **UNITÉ ET ACTION (U.A.)**

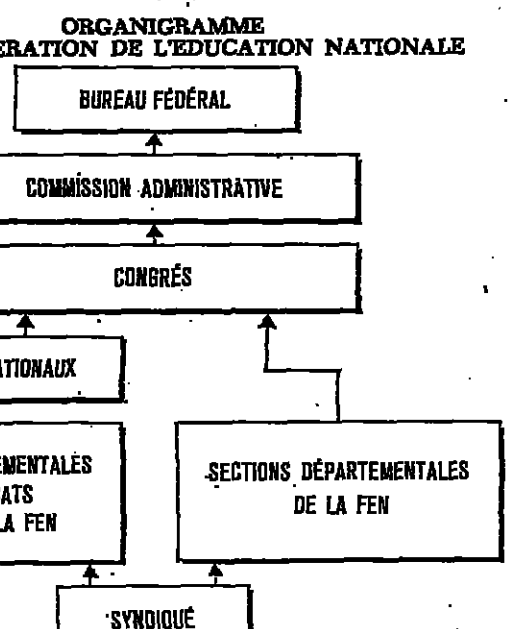
U.A. est principalement animée par des communistes. On y trouvait aussi des dernières années des militants socialistes de l'ancienne Convention républicaine. Cette tendance a fait une première percée en prenant la direction du S.N.E.S. en 1963, puis du Syndicat national des enseignants d'éducation physique et du S.N.E.Sup. Elle anime huit syndicats et bénéficie des votes favorables de trois autres. Unité et Action est partisan d'un harcèlement de l'action syndicale et du recours fréquent à la grève. Ses militants critiquent l'isolement de la FEN par rapport aux deux confédérations C.G.T. et C.F.D.T. et voudraient un engagement plus net de la fédération en faveur de l'union de la gauche et du programme commun.

● **ÉCOLE ÉMANCIPÉE (E.E.)** : la plus vieille tendance organisée de la FEN, puisque la revue qui porte son nom a été créée en 1910. Elle regroupe des militants « révolutionnaires » issus du courant anarcho-syndicaliste (ce courant, qui a longtemps influencé le milieu des instituteurs, considère que le syndicat constitue la structure nécessaire à la révolution). A également subi l'influence « trotskiste » des enseignants trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.).

● **L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER (F.U.O.)** : est issue de l'E.E. dont elle s'est séparée en 1968. Regroupe principalement les militants de l'Organisation communiste internationaliste (trotskiste).

● **RENOUVEAU SYNDICAL (R.S.)** : née des événements de mai-juin 1968, est animée notamment par des militants du P.S.U. et du parti socialiste. Hostile à l'autonomie de la FEN et aux tendances. Se déclare également partisan d'un front syndical avec la C.G.T. et la C.F.D.T. Se dit « autogestionnaire ».

Au congrès de 1973, ces cinq tendances avaient recueilli respectivement : U.I.D. (53,77 %), U.A. (33,04 %), E.E. (8,58 %), F.U.O. (3,42 %), R.S. (2,48 %). En 1976, lors du dernier congrès, le vote sur l'orientation se répartissait ainsi : U.I.D. (55,89 %), U.A. (33,05 %), E.E. (5,42 %), F.U.O. (3,20 %), R.S. (1,52 %).



ORGANIGRAMME DE LA FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE

● **LE MONDE**

dossiers et documents

NUMÉRO D'OCTOBRE

● ALLEMAGNE FÉDÉRALE :

LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE

● LA VIE POLITIQUE ITALIENNE

Le numéro : 2,50 F - Abonnement 1 an (10 numéros) : 25 F.

SC.PO

EXAMEN PROBATOIRE EST LE 1^{er} PAS VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

DATE PRÉVUE : AVRIL/MAI 1977

Cet examen officiel qui constitue la première étape vers l'expertise comptable ouvre déjà de nombreux débouchés dans l'industrie, le commerce et les professions libérales. Durée de la préparation par correspondance avec la méthode Madelin : 6 à 8 mois, suivant votre disponibilité. Niveau certifié : 1^{er} ou 2^e de Bac. Aucune connaissance comptable n'est nécessaire. Structure gratuite n° 8 078 à Ecole Française de Comptabilité, organismes privés, 22270 Saint-Castelain. Cours gratuits pour bénéficiaires fonctionnaires.

3 CENTRES CEPE

Groupement libre de professeurs 51, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly. Tél. 722-94-94 ou 745-99-13

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Les déserts faits par l'homme

LES terres émergées ont une superficie de 150 millions de kilomètres carrés. Sur ce total, 50 millions de kilomètres carrés, au grand maximum, sont cultivables; 13 ou 14 millions sont réellement cultivés, alors qu'en quelques décennies 10 millions de kilomètres carrés ont été plus ou moins stérilisés par la faute de l'homme. Dans le même temps, la croissance démographique augmente de près de 2 % par an les besoins de l'humanité en nourriture, tout particulièrement dans les pays en voie de développement. Or, d'une part, les surfaces cultivées ne peuvent être indéfiniment étendues, même dans les Etats industrialisés et, d'autre part, une bonne partie des

zones semi-arides devenues déserts sont situées dans des pays en voie de développement. Le problème de la désertification est donc suffisamment grave pour que les Nations unies réunissent, en 1977, une conférence sur ce sujet. Mais cette conférence doit être impérativement précédée d'une prise de conscience des gouvernements et de l'opinion publique et l'on veut qu'elle soit suivie d'effets concrets. C'est pourquoi l'Earthscan (organisation indépendante, mais subventionnée par le programme des Nations unies pour l'environnement) dont la tâche est d'informer les médias des problèmes globaux d'environnement a récemment organisé, à Londres, un séminaire sur la désertification.

PLUSIEURS conditions sont nécessaires pour que les processus de désertification s'amorcent et se développent. La région concernée est située en bordure d'un désert. Elle a une pluviosité faible (100 à 400 millimètres par an, selon les moyennes calculées sur vingt ou trente ans), très irrégulière d'une année à l'autre et concentrée sur deux ou trois mois. Les sols y sont presque toujours pauvres (1). Tous ces facteurs « fabriquent » une végétation très fragile : une végétation d'herbes ou d'épines, plus ou moins denses (ou plus ou moins clairsemées), selon la variabilité annuelle des précipitations, pousse, croît, mais son renouvellement naturel est toujours très lent; des sols très peu épais, souvent nus pendant de longs mois, sont alors balayés par l'intense érosion du vent, ou même de l'eau.

Élevage ou culture peuvent être pratiqués dans les régions semi-arides. Mais les troupeaux doivent avoir des terrains de parcours suffisamment vastes pour que la végétation ait le temps de repousser entre deux séjours des animaux. Mais la terre ne peut être cultivée que pendant de courtes périodes alternant avec de longues jachères.

Le professeur Mohammed Kassas, de l'université du Caire, a donné lors du séminaire d'Earthscan un exemple très concret du besoin de longs repos de ces régions semi-arides. Il a cité le cas du Soudan où le désert a progressé vers le sud de quelque 120 kilomètres en cinquante ou soixante ans. Jusqu'au début du siècle, le paysan soudanais s'installait dans un cycle s'étalant sur une trentaine d'années : chaque lopin, après brûlage des herbes et des petites arbres épineux (acacias en particulier), était cultivé pendant quatre, cinq ou six années consécutives. Il était ensuite laissé en jachère pendant une dizaine d'années. Après quoi le paysan exploitait pendant six ou huit ans la gomme arabique produite par l'Acacia senegal (ou arabica). Puis le lopin était laissé à lui-même pendant plusieurs années, mais il était « défendu » contre les animaux par la végétation d'épines. Ensuite seulement, le paysan recommençait sa culture sur brûlis. Dans la même temps, bien entendu, d'autres parcelles produisaient le sorgho ou le mil nécessaires à la nourriture. Depuis quelques décennies, la population, plus nombreuse n'a plus pu conserver ces pratiques traditionnelles : le temps des cultures vivrières a été allongé, la période de jachère raccourcie. Plus d'Acacia senegal, Sources d'eau, espèces d'arbustes, insectes, ont disparus. Le paysan, privé du revenu de la gomme arabique, le paysan a eu tendance à étendre ses champs — de moins

en moins productifs — dans l'espace et le temps. Ainsi la région, où il tombe pourtant une moyenne de 250 à 400 millimètres de pluies annuelles, est-elle peu à peu devenue stérile.

Des fluctuations incessantes

Si l'on a affaire à une population pastorale, le mal n'est pas moins grand. Les troupeaux se sont multipliés : la population s'est accrue là aussi, et, traditionnellement, chaque pasteur a pour seul objectif de posséder le plus de bêtes possible. Herbes, jeunes feuilles et branches des arbres, tout est mangé par le bétail sans avoir le temps de produire les graines indispensables au renouvellement de la végétation. Sur les terres ainsi stérilisées, les dunes du désert voisin avancent. Faut-il, pour cela, invoquer une tendance climatique actuelle comme le fait le docteur Reid Bryson ? Pour ce professeur de climatologie de l'université de Wisconsin (Etats-Unis), auteur des prévisions catastrophiques publiées en mai dernier par la C.I.A. non sans arrière-pensée politique, les climats terrestres sont en train de se détériorer globalement et cette tendance va se poursuivre pendant plusieurs décennies. Mais de nombreux climatologues ne sont pas d'accord avec les thèses pessimistes du docteur Bryson. L'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) a d'ailleurs publié, au mois de juin, un rapport mettant en garde contre toute extrapolation dans l'avenir des variations climatiques du passé récent (le Monde du 30 juin).

Certes, il n'y a pas de climat normal, puisque le climat est sujet à des fluctuations incessantes. Certes, des sécheresses graves et longues — comme celle du Sahel — favorisent l'extension du désert sur la région semi-aride de son voisinage : ainsi le désert d'Atacama (Amérique du Sud) a-t-il « profité » de la sécheresse des années 40 pour avancer de 1,5 à 3 kilomètres par an sur un front long de 80 à 180 kilomètres. Mais, comme l'a souligné le docteur Michel Baumer, qui connaît bien l'Afrique et qui est conseiller du programme des Nations unies pour l'environnement, la sécheresse catastrophique du Sahel est un « événement parfaitement normal et naturel » pour toute région subarctique caractérisée par l'extrême variabilité annuelle des précipitations (peu abondantes de toute façon).

La volonté politique

Puisque l'homme est le principal responsable de la désertification, il devrait être possible de stopper ce processus. Mais seulement si sont remplies certaines conditions qu'on trouve bien expliquées le Dr Abdelkader Boerma, ancien directeur général de la F.A.O., les Drs M. Kassas et M. Baumer.

— Ne pas surexploiter les régions semi-arides, dont la productivité potentielle est obligatoirement faible. Cette condition implique que la population des zones concernées reste en harmonie avec les ressources :

— Bien connaître les milieux naturels de façon à en tirer le profit optimum et à n'y utiliser que les technologies les plus adaptées. Souvent d'ailleurs, les meilleures technologies sont celles qui s'inspirent des pratiques traditionnelles de la région, même ou de régions éloignées mais où les conditions naturelles sont comparables.

Les technologies sophistiquées et chères, mises au point par les pays

industrialisés, ne sont pas forcément les meilleures : les Etats en voie de développement ne peuvent les utiliser par manque d'argent et de personnel qualifié :

— Utiliser au mieux les ressources en eau renouvelables, mais limitées. Ne pas pomper, sans sérieuses études préalables, dans les nappes d'eau fossile non renouvelables :

— Profiter des bonnes années pour faire des stocks d'eau et de vivre en prévision des inévitables mauvaises années :

— Faire preuve d'une volonté politique déterminée, d'abord, à tenir compte des facteurs propres aux régions semi-arides et aux possibilités très limitées de celles-ci, ensuite à imposer les changements d'habitudes ou de structures nécessaires, enfin à faire appliquer les décisions prises.

La volonté politique des gouvernements concernés par la désertification est capitale et l'a toujours été. Ainsi, le Dr M. Kassas a-t-il cité l'exemple de la région de Marouiti, située entre Alexandrie et la frontière libyenne. Pendant les deux mille dernières années, cette région a été cultivée et habitée sans interruption. Le gouvernement central a été assez fort pour faire respecter un système d'exploitation rationnelle. En revanche, elle est devenue désertique chaque fois que les autorités du Caire ou d'Alexandrie ont été trop faibles pour maintenir un système raisonnable.

Les Etats voisins du Sahara ont-ils tiré la leçon de la sécheresse du Sahel pour se forger la volonté politique indispensable pour combattre la désertification de leurs régions semi-arides et assurer un minimum de nourriture aux populations insérées ? Il ne le semble pas. Aucun pays d'Afrique n'a inscrit la production de nourriture dans son plan de développement. Aucun pays sahéarien n'a commencé à constituer des réserves de vivres ou de fourrages alors que les bonnes récoltes de ces deux dernières années l'auraient permis.

L'iréalisme de certains politiciens est flagrant. La conférence des Nations unies sur la désertification a été l'occasion d'entreprendre l'étude de six cas précis dont l'un est situé dans le sud de la Tunisie. Lors d'une réunion préparatoire, tenue il y a quelques mois, un expert tunisien a exposé la conclusion claire et nette du travail fait par son groupe : « Il y a surexploitation de cette région et il faut absolument réduire la charge en bétail et le nombre des habitants ». Réponse immédiate du représentant d'un pays sahéarien dont la population est de six millions et demi d'habitants et le revenu annuel par tête de 80 dollars : « Si la conférence sur la désertification aboutit à de telles conclusions, les pays en voie de développement ne pourront accepter celles-ci ». D'ailleurs, a-t-il ajouté, « nous ne pouvons être libérés d'avoir trente millions d'habitants ».

YVONNE REBEYROL.

QUAND LES ORDINATEURS PARLERONT...

DANS quelques années, quand on appellera les renseignements téléphoniques, ce ne sera plus une opératrice qui répondra. Il y aura bien une opératrice au bout du fil, qui enregistrera la demande et interrogera un terminal d'ordinateur, mais elle n'aura plus à tirer la réponse et à la transmettre. Elle ne la connaîtra même pas. C'est l'ordinateur qui répondra directement au moyen d'un synthétiseur de parole. Tel est le projet Si, actuellement en instance à la direction générale des télécommunications, et qui, s'il reçoit bientôt un avis favorable, pourrait être opérationnel dans certains centres à partir de 1981.

Le Centre national d'études des télécommunications (C.N.E.T.) a bien d'autres projets reposant sur l'utilisation d'une voix artificielle. Ainsi,

il prévoit d'automatiser complètement le service du réveil (1) dans un avenir plus ou moins proche.

Le C.N.E.T. n'est pas seul à s'intéresser à la synthèse de la parole. I.B.M. a commercialisé, il y a plusieurs années, un terminal à réponse vocale, au vocabulaire limité. Plus ambitieux est l'icophon, construit par le laboratoire d'information pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur, qui peut lire presque toute phrase, même s'il bute sur certaines finales en « x » ou en « lle ». D'autres applications pratiques ont vu le jour, et l'on entend de plus en plus souvent des ordinateurs parler. Quant à parler à l'ordinateur, c'est un tout autre problème. Malgré sa fantaisie puérile de celui, l'ordinateur sera encore longtemps incapable de dire combien font deux et deux, si on lui pose oralement la question.

La voix inhumaine

L'EXPRESSION « synthèse de la parole » recouvre des méthodes et des techniques très différentes. Un texte oral est une suite d'élements qui peuvent être au choix des mots, des syllabes ou des phonèmes (2). Pour ne considérer que ces trois degrés de division de la phrase. Un synthétiseur pourra construire une phrase à partir de mots ou à partir de phonèmes pré-enregistrés sous une forme adaptée à ce synthétiseur. Il est évidemment plus simple de construire une phrase à partir de mots. Mais comme il est, en pratique, impossible de mettre tout le dictionnaire en mémoire, cela n'ouvre que des possibilités limitées, quoique suffisantes pour bien des utilisations : il existe des calculateurs de poche pour aveugles, dont la barre d'affichage est remplacée par un petit haut-parleur : un tel appareil n'a besoin que d'un vocabulaire très limité.

Que la synthèse se fasse par mots ou autrement, plusieurs techniques sont utilisables. La plus simple est de mettre tout à bout des mots ou des morceaux de phrases préalablement enregistrés sur bande magnétique. Les autres méthodes créent véritablement une voix synthétique. Il y a trois types d'appareils : les synthétiseurs à canaux, les synthétiseurs à formants, et les simulateurs de conduit vocal.

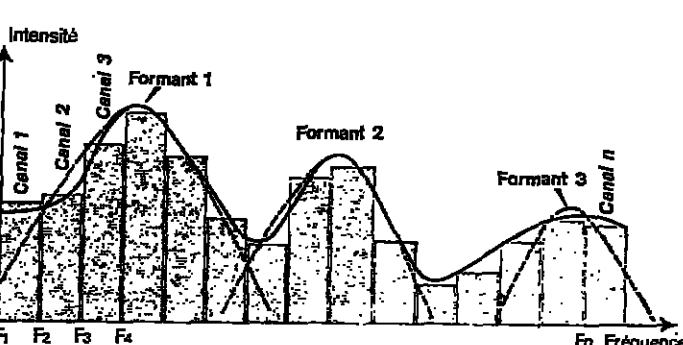
Un orgue électronique

Les synthétiseurs à canaux sont les plus anciens : le premier fut le Vocoder, construit en 1939 par l'Américain Dudley. Le spectre de fréquences de la voix humaine, qu'on peut limiter à la zone comprise entre 300 et 3 000 hertz sans perte d'intelligibilité, est divisé en une douzaine de bandes de fréquences : à chacune correspond un canal dont la pièce essentielle est un oscillateur, capable de créer un son dont les fréquences sont dans la bande associée au canal, et dont on peut régler à volonté l'intensité. L'appareil est un orgue électronique à douze notes, à ceci près que chaque canal émet, au lieu de sons musicaux de fréquence définie, des bruits « blancs » qui contiennent toutes les fréquences d'une bande. En commandant les intensités et les temps d'émission de chaque canal, on obtient une voix choisie : on obtiendra une voix sonore avec un oscillateur supplémentaire, qui donne, lui, une fréquence définie, et qui joue le rôle de corde vocale.

Mais comment savoir quels ordres donner pour obtenir une phrase intelligible ? En faisant fonctionner l'appareil en sens inverse, ou plutôt en utilisant un appareil inverse dont le haut-parleur est remplacé par un micro, qui analyse comment le son reçu

se répartit entre les bandes de fréquences et enregistre pour chacune le niveau sonore au cours du temps. Il est aisé de mettre cette information sous forme numérique, assimilable par un ordinateur. Mais cela fait beaucoup de nombres : le codage d'un mot exige en moyenne 600 chiffres binaires.

Il est impossible d'enregistrer tous les mots d'une langue. On peut enregistrer les quarante phonèmes que peut utiliser un locuteur français, mais on bute sur un grave problème de raccord. Le phonème « ch » suivi sans transition du phonème « a » ne donne pas la syllabe « cha ». Une solution



Si complexe soit-il, on son peut toujours être décomposé en sons « purs » de fréquence — les anciens disaient hauteurs — bien définies. En traçant en fonction de la fréquence l'amplitude ou l'intensité des différents sons purs qui composent un son donné, on obtient le spectre de fréquence de ce son (courbe en traits pleins). Un synthétiseur à canaux remplace ce spectre par une courbe « en escalier » (zone grise). Un synthétiseur à formants remplace le spectre par deux courbes, de forme donnée, dont il ajuste au mieux les hauteurs et les positions (courbe en tirets).

tion est d'enregistrer des « diphonèmes », c'est-à-dire des couples de phonèmes : à proprement parler, le diphonème « cha » se compose de la fin du « ch » et du début du « a ». Cela revient à faire les raccords au milieu des phonèmes et non entre chaque phonème. Avec quelque six cents diphonèmes, on fabrique des phrases intelligibles. Le diphonème semble actuellement être la bonne unité pour le découpage des phrases. Le synthétiseur qui permettra aux P.T.T. de réaliser une semi-automatisation du renseignement téléphonique utilise la synthèse par diphonèmes.

Depuis le Vocoder de Dudley, bien des variantes ont été étudiées. Ainsi l'icophon se rattache aux synthétiseurs à canaux ; mais le nombre des canaux est bien plus élevé : il est de quarante-quatre. En revanche, il n'y a pas de modulation de l'intensité, chaque oscillateur fonctionne en tout ou rien.

Simuler l'appareil phonatoire

Une amélioration de la synthèse par canaux est la synthèse par formants. Quand on examine le spectre de fréquences de la voix, on constate qu'à chaque instant il présente deux ou trois bosses, dont la forme et la largeur varient peu ; seules changent la hauteur et la position de ces bosses, appelées formants. A l'analyse, les formants apparaissent comme l'élément essentiel qui permet à l'oreille de distinguer les divers phonèmes. C'est donc eux qu'il convient de reproduire. Au lieu d'indiquer au synthétiseur le niveau sonore d'une douzaine de canaux, il suffit de lui donner la position et l'intensité de deux ou trois formants, à charge pour lui de construire un son dont le spectre de fréquences ait des bosses aux bons endroits. On a moins d'informations à transmettre qu'avec un synthétiseur à canaux, et le résultat paraît meilleur.

Un synthétiseur à formants est donc un appareil qui ne produit qu'une classe limitée de sons, ceux dont le spectre de fréquences se réduit à deux ou trois larges bosses, alors qu'un synthétiseur à canaux peut émettre presque n'im-

porté quel. Si l'on peut accepter cette limitation, c'est que le conduit vocal — l'ensemble pharynx, bouche, nez — par sa conformation, ne peut produire que de tels sons. Pourquoi ne pas aller plus loin et reproduire le plus directement possible les caractéristiques du conduit vocal ? D'autant que sa forme précise a peu d'importance, seuls comptent sa section à chaque niveau, le fait que le passage laisse à l'air est plus ou moins restreint.

Le son se propage dans ce tuyau de section variable, et, à chaque élargissement ou rétrécissement, vont se produire des réflexions complexes qui étouffent certaines

fréquences et en amplifient d'autres. Les équations qui régissent la propagation du son étant analogues à celles qui gouvernent la circulation électrique, la simulation est, en théorie, un problème simple. En pratique, toutes les ressources de l'électronique ne sont pas de trop pour obtenir un résultat acceptable, et la simulation du conduit vocal est encore du domaine du laboratoire. Les spécialistes en attendent beaucoup : elle permet de tenir compte de contraintes évidentes. Quand la langue se déplace vers l'avant, cela rétrécit le passage libre au niveau des dents, mais cela l'élargit simultanément dans l'arrière-bouche. On ignore comment de telles contraintes limitent la classe des sons vocaux.

Si la synthèse de la parole, qui permet la communication orale de la machine vers l'homme, est largement en voie de solution, le problème inverse de l'analyse de la parole est bien moins avancé. On peut tabler sur l'intelligence de l'auditeur humain, et lui demander de comprendre la machine malgré les imperfections de ce qu'elle dit. Demander à la machine de comprendre la diversité des voix humaines est une tout autre tâche. Des dizaines d'équipes de recherche, associant souvent linguistes, informaticiens et acousticiens, travaillent à résoudre ce problème. Il y a peu d'espoir qu'elles aboutissent à des résultats pratiquement utilisables avant une dizaine d'années. Mais ce sont bien souvent des travaux d'analyse de la parole qui ont fait progresser sa synthèse.

MAURICE ARVONNY.

(1) L'abonné qui veut se faire réveiller à 5 heures moins le quart téléphonera au service du réveil, et, une fois la communication obtenue, composera sur son appareil un nombre de 444 indiquant l'heure du réveil. A l'heure indiquée, un ordinateur enregistrera ces informations, les répétera oralement aux fins de contrôle, et se chargera de réveiller l'abonné à l'heure dite.

(2) Le phonème est « l'unité distinctive de l'expression phonétique » (Robert). Un phonème correspond à une lettre, mais la relation n'est pas rigide. Une lettre peut correspondre à plusieurs phonèmes : « o » ouvert ou fermé. Les groupes de lettres « ch », « au » représentent un phonème. En revanche, à la lettre « s » correspondent souvent un couple de phonèmes, soit le couple « sa », soit le couple « ss ».

MEDICINE PHARMACIE
octobre à juin
Encadrement annuel
parallèle à la Fac.
P.C.E.M. et Pharmacie
Année "O"
Cours par Prof. de Fac.
Groupes de 15 étudiants par
CHU
au cœur du Quartier Latin
IPEC 46 Bd St Michel
633.81.23 - 633.45.87

MÉTROLOGIE - ANNÉE 100
un numéro spécial de la
REVUE DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
LA MÉTROLOGIE ACTUALISÉE
● étalons de mesure ;
● unités de base du système international ;
● rôle fondamental d'un réseau d'interférence.
Prix 5 F - Franco, 6 F (France), 8 F (étranger)
Avenue Franklin-D.-Roosevelt - 75008 Paris

EN TOUTE LOGIQUE
La fraction inconnue
PROBLEME N° 77
$$\frac{1}{5} - \frac{1}{45} = \frac{1}{117} - \frac{1}{221} + \frac{1}{357} + \dots$$

Si les termes de cette suite se succèdent logiquement, quelle peut être la fraction suivante ?
Quelle est la somme des trois premiers termes ?
(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)
Solution du problème n° 76
Des cubes permettent de faire soit deux carrés, soit un cube dont le côté est la différence des côtés des carrés. Quel est le nombre minimum de cubes ?
Il s'agit, en fait, de résoudre
$$x^2 + y^2 = (x - y)^2$$

Or on peut l'écrire sous la forme :
$$(x + y)^2 = (x - y)^2 (2(x + y) - 1)$$

Ce qui donne :
$$2(x - y) - 1 = \left(\frac{x + y}{x - y}\right)^2$$

$$= \left[1 + 2\left(\frac{y}{x - y}\right)\right]^2$$

$$= (2n + 1)^2$$

Donc :
$$(2n + 1) (2n + 1)^2 + 1$$

$$x + y = \frac{2}{2}$$

Et :
$$x = (n + 1) (2n^2 + 2n + 1)$$

$$y = n (2n^2 + 2n + 1)$$

Pour $n = 1$, un jeu de 125 cubes permet de faire un carré de 100 et un de 25.
PIERRE BERLOQUIN.

LIVRES

**Lintoxi
chloride**

Aussi la plupart des constructeurs songent-ils à un autre marché dont l'idée n'est venue que plus tard : celui des usages professionnels.

JEAN-LOUIS LAVALLARD

Les signaux sont inscrits sur les « sillons » en spirale du vidéodisque. Normalement, la tête de lecture passe d'une image à la suivante chaque tour. Ce passage a lieu sur le rayon vertical supérieur. En sautant d'un sillon vers l'extérieur, sur le rayon vertical, la tête est amenée à suivre toujours le même sillon. Il y a arrêt sur image. En sautant de la même manière d'un sillon vers l'avant, on obtient un accès d'une image sur deux seulement et une

INVESTISSEURS, ATTENTION
achetez **EN ESPAGNE** à
EL CAPISTRANO
 Urbanisation en village typiquement andalou
 situé au bord de la mer (à Nerja région Malaga)

VILLAS et APPARTEMENTS

Toutes garanties du capital investies
 assurées par LLOYD LONDRES
 Location toute l'année

Cocktail, Réunion d'information avec film
 15 OCTOBRE A PARIS,
 HOTEL MÉRIDIEN, 81, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017.
 Salles VOLTAIRE et FOUQUEVILLE, de 14 heures à 22 heures.
 Tél. : (1) 758-12-30.

Renseignements : EL CAPISTRANO, 49, rue de Séze,

سما selection

L'ACTUALITE MEDICALE

L'intoxication par l'amanite phalloïde : un accident redoutable

Pendant l'automne, l'humidité de l'atmosphère et de la terre fait sortir du sol, à foison, des champignons, dont de nombreux exemplaires, des plus beaux aux plus toxiques, sont présentés comme chaque année aux amateurs dans le Salon du champignon qui se tient au Muséum d'histoire naturelle jusqu'au 17 octobre.

Mais si la cueillette effectuée par des personnes plus ou moins averties est un but de promenade sympathique et de dégustation gastronomique, elle est pour les centres anti-poisons et les services de réanimation un sujet d'angoisse, car, chaque année, plusieurs dizaines de personnes sont intoxiquées et plusieurs d'entre elles paient parfois de leur vie leur imprudence et leur ignorance à l'égard du plus meurtrier d'entre eux, l'amanite phalloïde.

Le docteur Serge Erlinger, professeur agrégé dans le service d'hépatogastro-entérologie de l'hôpital Beaujon qui dirige le professeur Benhamou, montre ici la gravité de l'intoxication, les difficultés de la traiter et donne des conseils élémentaires de prudence qui demeurent le seul moyen réellement efficace d'éviter les effets désastreux de l'ingestion inopinée d'un champignon vénéneux.

par le docteur
SERGE ERLINGER

LES champignons sauvages peuvent être une délicatesse pour le palais ; ils peuvent aussi être extrêmement dangereux. Souvent sont toxiques pour l'homme et quelques-uns sont mortels ; il n'est pas de test simple qui permette de distinguer les espèces dangereuses de celles qui sont inoffensives.

Parmi les champignons vénéneux, presque tous appartenant au genre *amanite*, et, en Europe, 90 à 95 % des cas mortels sont dus à une seule espèce, l'amanite phalloïde ; deux autres espèces, sont aussi dangereuses : l'amanite printanière et l'amanite vireuse. Lorsque le champignon est complet, il est assez facile de le reconnaître : le chapeau est blanc, vert ou jaune, et il comporte, à sa partie inférieure, des lamelles blanches ; la partie supérieure du pied est entourée d'un anneau (ou collier) et sa base est enveloppée d'une volve en forme de sac. Lorsque existent des lamelles, une volve et une collerette, la nature vénéneuse du champignon doit être fortement suspectée. Cependant, on trouve des champignons toxiques qui ne présentent pas ces éléments. En outre, assez souvent, la volve ou la collerette disparaissent et la reconnaissance devient plus difficile. Les victimes sont souvent des ramasseurs n'ayant pas ou peu de connaissances mycologiques ; toutefois, les spécialistes ne sont pas à l'abri et il ne faut pas se fier aux conseils de connaissances improvisés ; en outre, les tests enseignés par les pratiques populaires — comme le noircissement de l'argent à la cuisson — ne renseignent aucunement sur la toxicité. L'intoxication survient, dans notre pays, entre la fin du mois de juillet et le début du mois d'octobre ; il est fréquent que plusieurs cas soient observés dans la même famille.

Conséquence de la chaleur excessive ?

LA MORTALITÉ ET LA MORBIDITÉ EN JUIN 1976 ONT AUGMENTÉ PAR RAPPORT À JUIN 1975

La vague de chaleur observée au cours de l'été est-elle à l'origine de la brusque augmentation de mortalité enregistrée en France ? C'est la question que l'on se pose après la publication des chiffres de la section Information statistique sur la mortalité et la morbidité générales, de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Ces chiffres font, en effet, apparaître que, en juin 1976, la mortalité a augmenté de plus de 10 % dans vingt départements — et parfois même de 25 % — par rapport à juin 1975. Or, en outre, que, en dehors de la Dordogne et du Jura, les départements les plus touchés par cette augmentation de mortalité sont la France, c'est-à-dire précisément dans les régions où chaleur et sécheresse ont été le plus durement ressenties. On se souvient, en effet, que tous les records de chaleur ont été battus pendant la dernière semaine de juin, avec des températures dépassant partout 30 degrés le jour, et avec la nuit la plus chaude du siècle entre le 27 et le 28 juin.

Toutefois, l'INSERM reste prudent quant à l'interprétation de ces premiers chiffres, qui demeurent provisoires. Il a entrepris une étude plus détaillée dans trois départements où la mortalité générale a augmenté de plus de 25 %, et l'analyse des certificats de décès de juin 1975 et juin 1976 fait apparaître pour quatre catégories d'affections des augmentations majeures du taux de mortalité : maladies des glandes endocrines de la nutrition et du métabolisme (+ 82,6 %) ; maladies infectieuses (+ 70,8 %) ; maladies de l'appareil respiratoire (+ 43,8 %) ; accidents et morts violentes (+ 26,1 %). Pour évaluer avec précision une éventuelle responsabilité de la vague de chaleur, les spécialistes de l'INSERM estiment qu'il est nécessaire d'attendre l'exploitation de tous les certificats de décès des mois de juin et juillet, exploitation qui permettra de rapprocher statistiquement ces données d'autres paramètres, climatologiques en particulier.

Les toxines responsables des troubles observés chez l'homme ont été partiellement purifiées et synthétisées, notamment dans le laboratoire de T. Wieland, à Heidelberg, et dans celui de M. Courtillot et T. Staron, à l'Institut national de recherches agronomiques. Il s'agit probablement de polymères, les myristamines, comportant un grand nombre de sous-unités ; celles-ci comprennent deux grandes catégories : les phalloïdines (dont la plus connue est la phalloïdine) et les amatoxines (dont la plus connue est l'amanitine). La phalloïdine a pour effet principal de provoquer une destruction des membranes cellulaires ; l'amanitine se fixe sur le noyau des cellules et bloque la synthèse des protéines ; ces deux effets ont pour résultat une destruction cellulaire, principalement dans la foie, et, à un degré moindre, dans le rein. La quantité de toxines diffère grandement d'un champignon à l'autre, et il est très difficile de prévoir la gravité des lésions d'après la quantité présumée de champignons ingérés. En moyenne, on estime que 50 grammes d'amanite fraîche contiennent 5 milligrammes de phalloïdine et 7 à 8 milligrammes d'amanitine ; cette quantité est théoriquement suffisante pour entraîner la mort d'un homme de 70 kilos. Il faut savoir que ces toxines ne sont pas détruites par la cuisson.

Trois phases

L'intoxication par l'amanite phalloïde évolue en trois phases : une phase de latence, une phase marquée par des troubles gastro-intestinaux et une phase marquée par une hépatite. Les premiers signes n'apparaissent qu'au six à quarante-huit heures — en moyenne douze heures — après l'ingestion. Cette phase de latence est très importante pour deux raisons : en premier lieu, elle est indispensable pour poser le diagnostic ; un trouble digestif survenant moins de six heures après l'ingestion de champignons n'est certainement pas dû à une intoxication phalloïdienne ; en second lieu, elle rend illusoire les tentatives de lavage de l'estomac dans l'espoir d'évacuer les restes du repas : au bout de ce temps, en effet, les toxines, pour la plus grande partie, sont déjà fixées sur la foie.

Le début est brutal ; il est caractérisé par des douleurs abdominales très violentes, des vomissements et une diarrhée souvent très abondante (jusqu'à 4 litres par vingt-quatre heures). Très rapidement, du fait de l'importance de cette diarrhée, survient une grande déshydratation ; le sujet a soif et ressent vite une fatigue intense. A ce stade, s'il n'est pas transporté d'urgence dans un centre hospitalier et traité immédiatement, un « collapsus » cardio-vasculaire (ou chute brutale de la tension artérielle) peut survenir et entraîner la mort. Cette phase de troubles digestifs dure en moyenne deux à quatre jours. Ses complications sont responsables d'environ la moitié des accidents mortels. La troisième et dernière phase de l'intoxication est caractérisée par une hépatite due à la destruction des cellules du foie. Elle est de gravité très différente d'un malade à l'autre ; parfois elle n'est détectée que grâce à des examens de laboratoire effectués à titre systématique ; parfois, elle se traduit par un ictère (ou jaunisse) ; dans les cas les plus graves, enfin, apparaît un coma dû à l'insuffisance hépatique. Dans ce dernier cas, l'évolution est mortelle.

Le diagnostic d'intoxication par les champignons doit évidemment être évocateur de principe lorsque apparaissent des troubles digestifs — surtout une diarrhée — chez un sujet venant de consommer des champignons non contrôlés. L'existence d'un « intervalle libre » (sans aucun symptôme) d'au moins six heures entre l'ingestion des champignons et les premiers signes suffit en pratique pour suspecter une intoxication phalloïdienne. L'apparition, vingt-quatre à quarante-huit heures après l'ingestion, de signes biologiques d'hépatite confirme le diagnostic. Toutefois, ces signes sont inconstants et il faut savoir que certaines intoxications se limitent aux troubles gastro-intestinaux du début.

Dès que le diagnostic est suspecté,

les mesures thérapeutiques suivantes doivent être prises. Il est souhaitable d'hospitaliser tous les convales dans un service hospitalier disposant de préférence d'un centre de réanimation. Il est inutile de tenter un traitement ayant pour but soit d'éliminer les toxines (tel un lavage de l'estomac), puisque celles-ci sont déjà fixées sur la foie, soit de les neutraliser : aucune préparation ou sérum « antiphalloïdique » n'a fait à ce jour la preuve d'une quelconque efficacité. Le traitement essentiel au stade des troubles gastro-intestinaux est la correction de la déshydratation due à la diarrhée par une réhydratation soignée, à base de sérum bicarbonate, parfois de plasma ou de sang. Des quantités de l'ordre de 4 à 8 litres par jour peuvent être nécessaires dans les cas les plus graves. Ces mesures, si elles sont appliquées, peuvent sauver au moins la moitié des malades. Il a été préconisé, en outre, à ce stade, d'administrer des antiseptiques intestinaux qui pourraient diminuer la gravité de l'intoxication ; pour traiter ou pour prévenir l'hépatite, divers autres traitements ont été proposés ; parmi ceux-ci, l'acide thioctique, le coenzyme A, le cytochrome C, la spironolactone, la silymarine, la vitamine C et divers antibiotiques. Étant donné le petit nombre de malades auxquels ces traitements ont été appliqués, il est extrêmement difficile d'apprécier leur utilité, d'autant plus qu'aucun critère ne permet à coup sûr, au début de l'hépatite, de prévoir son évolution spontanée. En dehors de la réhydratation et de la réanimation, aucun de ces traitements n'a fait la preuve absolue de son efficacité ; toutefois, la plupart d'entre eux peuvent être entrepris sans danger pour le malade.

L'empoisonnement par l'amanite phalloïde reste donc une intoxication de haute gravité. Les deux principaux troubles qu'elle provoque, la diarrhée et l'hépatite, peuvent entraîner la mort. Un traitement précoce peut pallier les conséquences de la diarrhée, mais on ne dispose encore d'aucun traitement certainement efficace de l'hépatite. Ne consommer que des champignons dont on est certain de la nature ou de l'origine est encore le meilleur moyen d'éviter cet accident redoutable sans se priver d'un des plus agréables plaisirs de la gastronomie.

PRESSE ACTUALITE

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouverez pas ailleurs.

DANS LE NUMÉRO D'OCTOBRE

FRANCE-SOIR Sous HERSANT

Les péripéties d'une prise de contrôle et la révolte des rédacteurs.

L'ÉCHO DU CENTRE

Comment survit un quotidien communiste régional

LE READER'S DIGEST

1920-1930 :
La naissance d'un géant

HENRI AMOUROUX

Des interviews de l'ex-directeur de « France-Soir »

J.-P. COUDURIER

P.-D.G. de « Télégramme » (Brest)

J.-P. ELKABBACH

Rédacteur en chef à Radio-France

PRESSE ACTUALITÉ

est introuvable en kiosque. Exclusivement vendu par abonnement. ENVOYER 7 F timbre ou chèque, C.C.P. 16-68 Paris à Presse Actualité, 5, rue Bayard, 75008 Paris, en spécifiant : numéro d'octobre.

Sema - Sélection

directeur d'exploitation Afrique Centrale

300 000 F

Une société d'exploitation minière en Afrique Centrale, filiale d'un grand groupe très diversifié, recherche pour faire face à ses projets d'extension ambitieux et rapides son futur Directeur d'Exploitation. Répondant devant le Vice-Président de la société résidant sur place, celui-ci sera chargé d'assumer outre les relations quotidiennes avec les autorités locales, la responsabilité de la gestion de l'exploitation de la mine qui compte 2500 personnes. De plus, il participera au plan de développement prévu sur 5 ans et sera chargé de sa mise en place. Agé de 35 ans minimum, de formation ingénieur des mines, le candidat bénéficiera d'une large expérience de la gestion d'une unité de production et de traitement de minerai à ciel ouvert dans un environnement difficile. La rémunération à laquelle s'ajoutent les avantages habituellement liés à l'expatriation (villa, voiture, avantages divers) dépendra essentiellement de l'expérience du candidat. (Réf. 6879 M)

directeur financier Lyon

130 000 F

Dans le cadre de la consolidation de ses structures, une entreprise française (250 personnes) concevant, produisant et diffusant des biens d'équipement pour le bâtiment, les T.P. et l'industrie, recherche son Directeur Financier. Dépendant du Directeur Général, il aura à mettre en œuvre les procédures comptables et de contrôle de gestion adaptées aux besoins de la société. Il aura à réorganiser son service comprenant : comptabilité générale, trésorerie, comptabilité analytique et contrôle de gestion, informatique, soit un effectif actuel de 17 personnes. Il sera le conseil de la direction générale, dans les domaines comptable, financier, budgétaire. Ce poste requiert, outre une formation spécifique, une expérience d'au moins 5 ans d'une fonction analogue acquise de préférence dans l'industrie. La pratique de l'anglais serait utile. (Réf. 2027 M)

chef service informatique Sud-Ouest

115 000 F

Une importante société industrielle implantée dans la région Sud-Ouest recherche un Chef de Service Informatique capable d'animer plusieurs équipes de chargés d'études et de techniciens. Il aura des relations étroites avec les différents responsables de la société pour améliorer les procédures actuelles. Les qualités principales demandées sont : une grande adaptabilité intellectuelle, un tempérament d'animateur et le sens des responsabilités. Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole ayant exercé une activité de commandement et capable de s'adapter aux problèmes liés à l'informatique d'un ensemble industriel important. Le poste se situe dans une région touristique. Des avantages sociaux non négligeables s'ajoutent à la rémunération. (Réf. 8953 M)

chef de produits homme ou femme

110 000 F

Helena Rubinstein recherche en vue d'élargir sa Direction marketing à Paris, un (une) Chef de Produit auquel sera confié le développement des lignes maquillage et parfums. Outre les fonctions classiques que suppose un tel poste (élaboration du planning marketing, lancement et promotion en liaison avec l'agence de publicité, contrôle des budgets...), le poste implique de fréquents contacts à l'échelon Groupe International. Agé de 35 ans minimum, diplômé d'une école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE...), parlant parfaitement anglais, le titulaire bénéficiera d'une expérience acquise de préférence dans les domaines cosmétique, hygiène, parfums. Une grande mobilité, joints aux compétences exigées, constitue un atout appréciable. Promotion rapide envisagée. (Réf. 5001 M)

ingénieur responsable département outillage

110 000 F

Un groupe à vocation internationale recherche pour l'une de ses filiales (150 personnes), spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'outillages, un ingénieur en vue de lui confier la responsabilité de cette unité. La fonction couvre les problèmes techniques, commerciaux (recherche de nouveaux marchés) ainsi que la gestion de l'ensemble. Agé de 35 ans minimum, de formation AM, ECAM, ICAM, ENSI, CESTI...), le candidat bénéficiera d'une expérience de plusieurs années acquise dans ce secteur industriel et connaîtra bien les problèmes de construction et de production d'outillage pour presse et, si possible, pour machines de transformation de plastiques. La résidence se situe dans une ville du Nord-Est. (Réf. 5002 M)

directeur des ventes Lyon

90 000 F

Un grand nom de la maison individuelle (programmes groupés en sites résidentiels), doit renforcer son équipe en raison de ses brillants résultats et de l'accroissement considérable de sa pénétration. Ayant promu son Directeur des Ventes France Sud, cette société souhaite le remplacer par un homme ambitieux, créatif et dynamique qui prendra en charge l'action commerciale sur le Sud de la France. Le candidat idéal est un commercial éprouvé, disposant de plusieurs années d'expérience en marketing, ventes, en démarchage, en gestion de la clientèle, dont il dépendra, il sera chargé d'établir des relations avec le Syndicat National de la Meunerie ainsi qu'avec les Administrations Publiques ou Communales. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé d'Etudes Supérieures, type Licence en Droit, parfaitement bilingue Anglais avec 2ème langue Allemand ou Espagnol souhaitée et possédant une première expérience de l'exportation. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 90 000 F évoluera d'année en année avec les responsabilités. Lieu de résidence : PARIS. Déplacements de l'ordre de 20 %. (Réf. 6689 M)

cadre commercial exportation

90 000 F

Groupe Industriel Français de Meunerie (650 Millions), occupant une place prépondérante dans sa branche, cherche un Cadre capable d'assumer rapidement des responsabilités dans l'animation, la promotion et la gestion des ventes à l'étranger. Par ailleurs, en raison de l'importance de cette unité, le Directeur Export, dont il dépendra, il sera chargé d'établir des relations avec le Syndicat National de la Meunerie ainsi qu'avec les Administrations Publiques ou Communales. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé d'Etudes Supérieures, type Licence en Droit, parfaitement bilingue Anglais avec 2ème langue Allemand ou Espagnol souhaitée et possédant une première expérience de l'exportation. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 90 000 F évoluera d'année en année avec les responsabilités. Lieu de résidence : PARIS. Déplacements de l'ordre de 20 %. (Réf. 6689 M)

ingénieur informaticien

60 000 F

Un important groupe pétrochimique de dimension internationale recherche pour son usine située en Normandie (1000 personnes) un jeune Ingénieur Informaticien. Dans le cadre du développement de l'informatique appliquée au contrôle des processus il sera chargé de l'étude et de la mise en œuvre de nouveaux systèmes informatiques industriels. Il assurera également l'entretien, le dépannage et les améliorations des systèmes existants. Il devra posséder un diplôme d'ingénieur et éventuellement une expérience en automatismes et systèmes numériques industriels. De même une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. La pratique de l'OS ou du VS/HASP est souhaitée. Les structures de la société facilitent une évolution de carrière motivante. (Réf. 7008 M)

ingénieur électronicien

55 000 F

Un important groupe pétrochimique de dimension internationale recherche pour son usine située en Normandie (1000 personnes) un jeune Ingénieur Electronicien. Dans le cadre du développement de l'informatique appliquée au contrôle des processus il sera chargé de l'étude et de la mise en œuvre de nouveaux systèmes informatiques industriels. Il assurera également l'entretien, le dépannage et les améliorations des systèmes existants. Il devra posséder un diplôme d'ingénieur et éventuellement une expérience en automatismes et systèmes numériques industriels. De même une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. La pratique de l'OS ou du VS/HASP est souhaitée. Les structures de la société facilitent une évolution de carrière motivante. (Réf. 7008 M)

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :



Centre Metra
16, rue Barbès - 92126 Montrouge
Tél. : 65713.00 (20 lignes groupées)

L'écriture de A jusqu'à Z.

La machine à écrire à boule Facit Addo 1850 est la seule qui réunit tous ces perfectionnements :

Tête d'écriture interchangeable.
Double espacement.
Double tabulation dont une à mémoire.
Double marge à gauche.
Touche de correction.
Touche spéciale à 4 caractères.



Machines à écrire, calculatrices, systèmes de gestion.

Facit Addo, 303, rue du Pdt S. Allende - 92700 Colombes. Tél. 780.71.17. Succursales et concessionnaires partout en France.

Tous renseignements machine à boule 1850

Nom _____ Adresse _____

ENQUÊTE

LE MÉTIER DE CHERCHEUR

(Suite de la première page.)

A l'heure du déjeuner, parmi les gamelles des oiseaux, de longues files de chercheurs et de techniciens convergent vers la cantine en rotonde. Certains, pour s'y rendre, peuvent longer un ruisseau ombragé. Du bureau de M. Naquet on voit les arbres, encore des arbres. Lorsqu'il ouvre ses fenêtres aucun bruit ne vient perturber son travail. M. Naquet est un chercheur heureux et, dans son équipe, nous n'avons pas rencontré de grincheux.

A l'issue de ses études de médecine, à Marseille, M. Naquet se prend de passion pour la physiologie nerveuse. Il veut s'en ouvrir à un professeur local qui, pour tester sa patience, le fait attendre trois semaines avant de le recevoir. La patience est la première qualité du chercheur : il attendra. Partageant ses journées d'attente entre les malades le matin — et les chats l'après-midi, il fait sur ces derniers des observations relatives aux mécanismes de l'épilepsie. Après avoir obtenu une bourse d'un an en Italie, puis une autre pour étudier la physiologie à la fondation Rockefeller aux États-Unis on lui propose outre-Atlantique « des situations mirifiques » qu'il refuse. Nommé attaché de recherche au C.N.R.S. en 1955, M. Naquet est, aujourd'hui, directeur de recherche.

Depuis vingt ans il a travaillé sur l'embolie gazeuse chez les chats, sur l'épilepsie photo-sensible des singes, puis, de nouveau, sur les chats dans une perspective pharmacologique et sur les rats. La recherche n'a pas de fin : « J'ai beau essayer de sortir de mon problème, il revient toujours, on finit par être tellement spécialisé qu'on ne peut plus s'en sortir. Je suis devenu l'un des spécialistes de l'épilepsie de l'animal et l'on

m'apporte des chats et des chiens à soigner. »

Directeur d'un laboratoire, M. Naquet ne prétend pas diriger l'activité scientifique de la trentaine de chercheurs qui y travaillent, répartis en quatre équipes : « Je ne peux pas contrôler la production des autres équipes. » Il a déjà fort à faire avec sa propre production d'articles dans le *Journal d'électro-encéphalographie*, le *Brain Research*, les conférences aux États-Unis, les colloques, les réunions du C.N.R.S., lots des congrès, il retrouve avec un égal plaisir les « cent cinquante à deux cents personnes à travers le monde » qui ont la même spécialité que lui et l'appellent toutes par son prénom. La petite famille de la neurophysiologie animale est une famille unie qui se rassemble avec plaisir et communique par revues interposées.

Chats volés

Mais quand on sort de la famille rien n'est simple. M. Naquet et son équipe l'ont appris récemment à leurs dépens à l'occasion d'une mésaventure rocambolesque. Des défenseurs des animaux ayant appris qu'il y avait au C.N.R.S. « torturés » des bêtes sous prétexte de science, un commando est venu libérer ces otages.

Le journal *Charlie-Hébo* organise à Paris une exposition de chats volés, les visiteurs étant invités à s'indigner au vu de ces bêtes aux crânes rasés et surmontés d'une croix rose — que certains prirent pour des chairs, alors qu'il s'agissait d'une matière de synthèse — où étaient plantées des électrodes. Les chats ont disparu de la circulation. A Gif nous avons vu leurs confrères : ils n'avaient pas l'air de souffrir plus qu'une femme en bigoudis dont un ignorant pourrait faire croire

à d'autres ignorants qu'elle endure le martyre.

Pour les chercheurs, le coup fut rude. « C'est une affaire de loi », dit Robert Naquet, on ne comprend pas que les gens ne comprennent pas ce que nous faisons. » Ceux des chercheurs qui étudiaient les chats volés ont dû reprendre à zéro une recherche qui leur avait demandé de longs mois. On leur a fait plus de tort qu'ils n'avaient fait de mal aux chats.

Faut-il à tout prix justifier une

ce familier des chercheurs l'exprime ainsi : « Quand un enfant prend un réveil pour le démonter on ne lui demande pas à quoi ça sert... »

Entre les poissons torpilles et les rats, il ne reste pas trop de place pour le doute métaphysique : les chercheurs de Gif ont une existence qu'on peut envier. Leurs horaires ne sont pas contrôlés : qui les contrôlerait quand certains restent vingt-quatre heures

COMBIEN SONT-ILS ?

Il est difficile de connaître précisément le nombre de chercheurs travaillant en France, au moins pour deux raisons : la profession n'est pas définie juridiquement, beaucoup de chercheurs (notamment parmi les enseignants) le sont à temps partiel.

Selon une enquête de la Délégation générale de la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), il y avait en 1973 deux cent quarante-sept mille personnes travaillant pour la recherche. Outre les techniciens, les agents de service, les ouvriers et le personnel administratif, on compte cinquante-neuf mille chercheurs proprement dits dans le secteur public et vingt-huit mille dans le secteur privé. Une enquête de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D.A.T.A.R.) a montré, toujours en 1973, que 61 % des chercheurs du secteur public travaillaient dans la région parisienne.

Les organismes publics qui emploient le plus grand nombre de chercheurs sont le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), le Centre national d'études spatiales (CNES), l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), le Centre national d'étude des télécommunications (CNET), l'Institut

national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

Le C.N.R.S. emploie actuellement sept mille chercheurs à plein temps auxquels il convient d'ajouter les trente mille chercheurs qui, sans appartenir au C.N.R.S., travaillent dans ses laboratoires ou lui sont associés. Les syndicats estiment à plusieurs milliers le nombre de personnes « hors statut ». Le VI^e Plan avait prévu de créer mille cinq cents postes de chercheurs au C.N.R.S. (1971-1975). En réalité, ce sont seulement six cent quatre-vingt-huit postes qui ont été créés. Plus de deux cents chercheurs quittent le C.N.R.S. chaque année. Selon les estimations de M. Bernard-Paul Grégoire, ancien directeur général du C.N.R.S., le taux de recrutement annuel dans cet organisme pourrait être, chaque année, de quatre cent cinquante personnes environ, compte tenu des postes libérés par des départs, si le budget de l'Etat maintenait un taux de croissance de 3 % par an des emplois scientifiques.

Le nombre de postes créés dans toute la recherche publique en France a fortement décliné depuis 1968. En 1975, trois cent cinquante postes ont été créés contre mille deux cent cinquante-deux en 1971. En 1976, on a assisté à un léger accroissement : neuf cent quatre-vingt-dix-neuf emplois créés dont quatre cent trente-sept postes de chercheurs.

recherche ? Pourquoi les chercheurs devraient-ils, plus que les publicitaires, les artistes, argumenter pour défendre leur métier ? M. Ben Ari, chercheur à Gif, biochimiste et communiste, n'a pas mauvaise conscience ni le sentiment de voler le contribuable : « Je travaille parce que je pense que la connaissance est quelque chose d'important en soi. Le fait que le résultat de la recherche puisse être mal utilisé pose un problème de responsabilité à un niveau différent qui concerne tout le monde. » Qui sait si cette histoire de chats volés n'est pas un événement parmi d'autres dans la chaîne des justifications à une réduction des crédits de la recherche en France ?

au labo pour suivre une expérience qui ne peut pas être interrompue ? Les conditions de travail sont enviables, et les sciences de la vie, où ils exercent leurs talents, ont, au C.N.R.S., le vent en poupe. « Oui », dit un jeune chercheur qui étudie le comportement des poussins et leur temps de réponse à un stimulus, il faut admettre que nous sommes des privilégiés. Il faut s'en réjouir et non en avoir honte. »

BRUNO FRAPPAT.

Prochain article :

COMPRENDRE
ET ÊTRE COMPRIS

CORRESPONDANCE

L'exemple allemand

M. Alfred Kastler nous écrit : Dans un article paru dans le *Monde* du 1^{er} octobre 1976, M. Michel Debré, sous le titre « Réponse à un lecteur allemand », regrette le déclin de la France face à l'Allemagne fédérale et s'en inquiète à juste titre. Mais il omet de poser la question de l'origine de cette inégalité entre les deux pays.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'établissement de l'équilibre de la terreur a rendu impossible un conflit militaire sur le continent européen. La compétition qui, jadis, se jouait sur le plan militaire a fait place à une compétition sévère sur le plan économique. La limitation d'armement imposée par les vainqueurs a obligé les vaincus, l'Allemagne et le Japon, à porter leur effort de redressement sur l'économie et à conquérir rapidement une puissance économique considérable.

Le général de Gaulle concevait la grandeur de la France comme une grandeur essentiellement militaire. Peut-on le reprocher à un militaire de carrière ? Encore a-t-il donné une impulsion certaine à la recherche scientifique qui, aujourd'hui, participe au déclin général. Que sous le règne de Giscard d'Estaing tous les postes budgétaires soient sévèrement réduits et que les promesses de relance scientifique restent lettre morte, alors qu'on décide de doubler les crédits militaires, voilà qui se comprend plus difficilement. Car à l'heure actuelle aucun pays ne nous menace militairement, mais l'Allemagne nous dépasse largement par ses investissements scientifiques et industriels. Et voilà pourquoi, pendant que nous nous glorifions de nos sous-marins nucléaires, le mark monte et le franc baisse.

Voici le Circuit du 21^e Mobil Economie Run:



Nous l'avons choisi pour que, chaque jour, vous puissiez économiser de l'essence.

Série	Marque	Consommation (l/100 km)		Équipage
		Route	Ville	
0 à 6 CV	Audi 50 GL Fiat 127	4,58 4,71	5,42 5,54	P. FLAMENT/J.-P. BUSOLINI A. LEWELLYN
7 à 8 CV	Fiat 128 1300 Toyota Corolla	5,43 5,55	7,30 7,09	P. TARUFFI J.-P. BELTOISE/G. PETITJEAN
de 9 à 11 CV	Fiat 131 1600 S Volkswagen Golf GTI	5,57 5,59	7,36 7,93	R. URBAN J. VINATIER
de 12 à 16 CV	Citroën CX 2400 Peugeot 604	8,29 10,23	12,54 14,91	A. PARAYRE/J. GARCIA H. PESCAROLO/Mme B. GAUTHIER
+ de 16 CV	BMW 3.0 Si	9,57	14,79	M. LOMPECH/C. SUCCARAT

Mobil a choisi Aix-en-Provence et ses environs pour son 21^e Mobil Economie Run. Parce que c'est dans les conditions quotidiennes de la circulation que les bons conseils pour économiser l'essence se vérifient. Voici des résultats. Maintenant vous pouvez les comparer avec vos performances sur votre circuit de tous les jours. Et, qui sait, faire mieux que les vainqueurs...

Mobil

Cette épreuve, patronnée par l'Agence pour les Economies d'Énergie et organisée par l'A.S. de l'Automobile Club Basco-Béarnais sous le contrôle de la F.F.S.A., s'est déroulée les 27 et 28 septembre à Aix-en-Provence.

Journal de l'ESD

ARTS ET SPECTACLES

Musique

RENTREE DE REGINE CRESPIN avec l'Orchestre des Pays de la Loire

Au tour des vedettes et particulièrement des divas, il y a comme une zone d'électricité positive et négative, une aura condensant des éléments sentimentaux dangereusement instables, qui rendent difficile une relation saine. Ce n'est pas Régine Crespin, belle Carmen de ces dernières années, qui nous contredit, elle qui venait lundi au Théâtre des Champs-Élysées reconquérir le public parisien après quelques tribulations, s'offrant à lui dans le plus absolu des challenges wagnériens, la Mort d'Isolde.

Imposante dans une longue robe rouge, le visage agrandi par les volutes d'une abondante chevelure, une expression grave et un peu isolée, des gestes soigneusement étudiés pendant que montait la longue plainte d'amour du prélude de Tristan, elle mettait tout d'elle-même en jeu. Et la voix s'élevait, sombre et belle, profonde, homogène dans le médium et le grave, dans le mezzo-soprano et le soprano, mais hélas perdue de son charme, de sa personnalité, de sa pureté, dans l'intensité et dans les aigus, à la limite de la justesse et du cri. Des acclamations hystériques, qu'évoquaient les indices trépidants d'une sympathie saluante avec chaleur cette performance.

Avec elle se présentait un ténor allemand de trente-cinq ans, Karl Walter Boehm, qui a chanté Lohengrin de Salzböck, c'est-à-dire, sous la direction de Kar-

JACQUES LONCHAMPT.

Danse

L'ATELIER SERGE KEUTEN

Avec un atelier chorégraphique créé voici deux ans, Serge Keuten se propose de regrouper des danseurs, des comédiens, des musiciens, qui possèdent en commun le goût d'une expression contemporaine et le besoin de susciter chez le public émotion et réflexion. Dans son esprit, il s'agit d'un outil de travail préfigurant à petite échelle une structure d'avenir future où une troupe permanente et entraînée pourrait être mise à la disposition des créateurs.

L'atelier a obtenu des succès ; il a connu aussi des jours sombres. Des difficultés financières l'ont privé de ses meilleurs éléments. Il se produit aujourd'hui à la Cité universitaire avec « Les Enfants du diable », un ballet-théâtre sur la peine de mort. Serge Keuten y reprend le thème de l'univers cancéral déjà traité dans « Les Filles », d'après Arabol, et « Elle lui dirait dans l'île », de Françoise Xenakis. Cette fois, il a monté directement avec le comédien Jean-Renaud Garcia un argument découpé en dix tableaux relatant en flash-back les circonstances qui ont amené un jeune garçon à la délinquance puis au crime. Il ne s'agit plus d'un contrepoint entre la danse et le récit, mais d'une interpenétration de la parole et du geste.

Ce qui gêne, c'est le caractère statique du spectacle et l'absence

de chorégraphie. Où est le Serge Keuten inspiré de « Voyelles » ? Pourquoi a-t-il refusé à ce drame la tendresse un peu canaille qui faisait le charme de son héros en solopette de « L'Initiation » ? A-t-il oublié que la danse est essentiellement attachée au mouvement ? C'est comme si tout d'un coup il se mettait à douter de son art. Les danseurs parlent, acquiescent des gestes, des pas, des jeux de scène, mais, entre-temps, ils se figent, le rythme casse net et l'on reste là, écrasé sous le poids d'un texte plat, et plutôt mal dit.

Le décor, sorte de mirador-échafaud, crée l'atmosphère et le montage musical aussi ; le meneur de jeu dans le genre clownesque est efficace, seulement il faudrait que tout cela bouge.

François Guilbort invité par l'atelier a tenté de recréer dans « Les Filles » le monde étrange de Léonor Fini. Ses effets d'éclairage sont soignés, mais sa chorégraphie manque d'un style affirmé. Seul le thème de la création de dix minutes parvient à étonner, même si certains spectateurs supportent mal une concentration qui a de forts relents de narcissisme. Le mélange insolite d'une danse maniérée et d'un bruitage d'occultistes retient l'attention.

MARCELLE MICHEL

★ Jusqu'au 23 octobre, 21 heures.

Exposition

Architectures fictives...

C'est un fait que la crise de la création architecturale contemporaine doit expliquer : les expositions historiques se multiplient, et chaque fois elles sont l'occasion d'une réflexion sur un métier « artisanal », qui mettait à contribution les pouvoirs de l'imagination artistique ; phénomène qu'on oppose à l'anonymat et au dessèchement qui marquent la production industrielle d'aujourd'hui. A Paris notamment, les expositions de l'architecture du fer au siècle dernier y invitent ; à New-York, l'école des beaux-arts est montrée comme un manifeste de création architecturale.

Manifeste, aussi, l'exposition Piranesi et les Français, qui vient de la ville Médicis, à Rome (lire l'article de P.-M. Grand, Le Monde du 3 juin) : elle dévoile une architecture quasi inconnue qui fut imaginée, rêvée sur le papier, faite d'avoir pu être réalisée en dur. Le génie bizarre et finaliste du genre, c'est Piranesi : dessinateur et graveur chimérique d'édifices inimaginables, il aimait signer : « architecte vénitien ». Un architecte qui a, en fait, très peu construit ; en revanche, il donnait vie à un univers d'architectures fictives, insolites, des machines à faire rêver.

Il suffit de voir les quelques dessins originaux où une plume altée semble avoir parcouru obscurément la feuille blanche pour la couvrir de bistré et tracer des constructions paradoxales, des coups de théâtre.

A l'instar de Piranesi, les architectes français pensionnaires de Rome ne construisaient pas, ils n'ont pas de commandes. Alors, ils rêvent sur ce « théâtre d'architecture » qu'est Rome et où les vieilles pierres, envahies de végétation, ont atteint un point de maturation poétique qui les

fait revivre à nouveau dans les imaginations en vacances. Ils « fantasment » sur les ruines et inventent des architectures insolites et improbables. En quelque sorte, ils pratiquent une architecture au plumeau.

Leur maître est Jean-Laurent Legeay, la révélation de l'exposition, inventeur baroque et surréaliste pour lequel la transgression du possible à l'inimaginable est d'autant plus facile que ses « fantaisies architecturales » sont composées librement sur la feuille blanche, sans compos ni fil à plomb. Parmi ses élèves : Boullée. Ce n'est pas le génie fantasque et désordonné de Legeay qui allait marquer l'histoire des idées sur l'architecture, mais justement Boullée. Son maître fut un architecte-peintre. Il est architecte-philosophe. Voici une nouvelle génération, avec Ledoux et Lequeux, elle créera les formes du monde nouveau qu'entrevoient les grands systèmes philosophiques du moment. Soudain, aux abandons baroques néo-romains de Legeay, de Wailly, de Delafosse, de Desprez... succèdent des formes géométriques qui semblent venir de la maçonnerie symbolique de l'Egypte antique. L'utopie de Boullée prolonge des échos dans le monde moderne, jusqu'à chez Le Corbusier, dans son intuition de la cité industrielle.

Nous sommes assez loin de la méditation archéologique de Piranesi. Mais la tradition de la maîtrise du dessin d'architecture qui devait être l'originalité de l'école des beaux-arts en France, c'est dans la filière de Legeay qu'on la trouve. Cet instrument d'imagination, l'architecture des « modèles industriels » d'aujourd'hui en a perdu le secret.

JACQUES MICHEL

★ « Piranesi et les Français de 1740 à 1780 », à l'hôtel Sully, 62, rue Saint-Antoine.

En bref

Cinéma

« Africa Express »

Agent secret déguisé en religieuse, Ursula Andress s'envole d'un train attaqué par Jack Palance (bouffi, méconnaissable) et ses brigands, est recueillie par Giuliano Gemma, camionneur dans la brousse, et entraîne celui-ci dans pas mal de péripéties. Ce film d'aventures africaines, tourné par l'italien Michele Lupo, tente, avec une fautive naïveté, de retrouver le ton des livres pour la jeunesse. L'action est suffisamment mouvementée, les personnages assez stéréotypés pour qu'on ne se méprenne jamais sur leur fonction. Cabotine, une guenon chimpanzé appelée Biba rappelle à la fois la Chita de Tarzan et la Judy du feuilleton Dakari. Mais elle ne peut pas rivaliser avec Ursula Andress, qui est toujours aussi belle, n'a pas froid aux yeux et mène le jeu rondement, même si elle est loin, ici, contrairement à ce que prétendent les affiches des exploits qu'elle vécurent dans James Bond contre le Dr No. — J. S.

★ Capri, Balzac, Paramount-Opera, Paramount-Galaxie, Paramount-Galé, Moulin-Bouge (P. 12).

■ La chanteuse Connie Bowell, qui avait interprété de nombreux danses avec Bing Crosby, est morte lundi 12 octobre à New-York. Elle était âgée de soixante-huit ans.

MONTE-CARLO v.o. — FRANÇAIS v.f. — MONTFARNASSE PATHE v.f. — LES NATIONS v.f.

UGO TOGNAZZI



vous n'avez pas encore asticoté votre petite bistouquette ? alors courez voir

Mes Chers Amis



Théâtre

Une extase si sereine

(Suite de la première page.)

Gorki présente donc, dans les Estivants, une douzaine de ces « champions de l'auto-analyse », auxquels il reprochait de rechercher une certaine perfection individuelle. « C'est un retour en arrière, disait-il, nous n'avons pas besoin d'un homme parfait, mais d'un combattant prêt à la victoire. Nous n'allons nous perfectionner que quand nous réglerons nos comptes... »

La pièce est un chef-d'œuvre. Il n'y a pas d'action. Juste des frottements, des essais échoués, des crises, entre les personnages. C'est beaucoup plus « dur » que Tchekhov.

C'est Louatcharski, futur commissaire du peuple à l'instruction publique, qui écrit, à l'époque, le remarquable article sur Datchnik. Il remarque que Gorki possédait le problème de l'indulgence partielle, de la vérité brutale, du mensonge utile. « L'idée de la pièce, disait Louatcharski, est que l'avenir appartient aux femmes et aux prolétaires. » Il soulignait à quel point Gorki avait noté le changement de société et la distance des Femmes.

Le 28 mars 1904, Gorki écrivait à sa femme : « J'ai lu hier à haute voix les trois premiers actes. J'ai découvert une chose bizarre : toutes les femmes détestent les hommes, et tous les hommes sont des salauds. » Et il ajoutait, mais là on devine une suite : « Je ne l'ai pas fait exprès... »

Peter Stein a présenté, le 22 décembre 1974, à Berlin, une mise en scène des Estivants. Par la presse, comme par la rumeur publique, ce spectacle était tenu pour l'événement théâtral de ces années. Bien des femmes et des hommes de théâtre, parfois déjà âgés, qui étaient allés à Berlin, disaient que ces Estivants, de Peter Stein étaient le plus beau spectacle qu'ils avaient vu de leur vie. Et voici que le Festival d'Automne obtient de Peter Stein et des acteurs de la Schaubühne qu'ils viennent jouer quatre fois les Estivants à la nouvelle maison de la culture de Nanterre. Et nous constatons que ce qu'on disait était vrai.

Le décor est immense. C'est un champ de terre noire, bordé par un bois de bouleaux. Terre et arbres semblent vrais. Il y a peut-être cent cinquante boulesaux sur scène et pourtant ils prennent peu de place : les acteurs disposent d'un espace infini, sur la terre. La lumière,

très blanche, est de toute beauté, elle est plus sidérale que la lumière du jour. Les costumes sont incroyables de charme intérieur et de vérité, ils ne font qu'un avec les acteurs et les personnages. Karl-Ernst Hermann a fait le décor, Suzanne Paschke les costumes. Toute cette vérité n'est pas naturaliste. L'imagination a créé des choses qui sont habitées par l'esprit, et donc par la vie. Et la contemplation de ce « naturel sensible », hautement spirituel, met le spectateur dans un état de calme, de liberté, d'ouverture. Le spectateur ressent comme une joie d'indépendance. Il n'est pas soumis aux règles d'un genre, à des artifices déclarés. Il s'ouvre à ces arbres, à ces sillons, à cette lumière... à ces actrices et acteurs.

Car les femmes et les hommes qui dorment, ou piquent-niquent dans ce champ, ou se cherchent, ou se blessent, partagent de la même immanence naturelle et lumineuse que le décor. A l'instant, nous ressentons, intimement, chacun d'eux, avec la même ceinture, ils sont vivants, ils sont vrais. Leurs voix la plupart du temps sont assez distantes, fragiles. Leurs gestes sont peut-être irrésolus, on ne sait pas. On ne se méfie pas. On n'assiste pas à une représentation feinte. Il y a une profonde nonchalance de liens entre eux et d'un air de douceur et une tendresse venue de l'habitude.

Sans doute y a-t-il eu une accumulation des acteurs à la pièce. Sans doute l'ont-ils vécus en l'apprenant, l'ont-ils modelés et remodelés au fur et à mesure des pas, et le texte original de Gorki est sens dessus dessous, mais justement il est désormais plus proche de lui-même, puisque ce sont ces actrices et ces acteurs qui, avec une modestie patiente, l'ont pris sur eux, l'ont porté, échangé. Gorki est dans les acteurs et les acteurs dans Gorki, il n'y a plus qu'une substance qui est faite avant tout d'amour. Une vie commune, où la méditation a disparu, de même que le mensonge, et c'est cet abandon, cette confiance, qui gagnent le spectateur, lequel n'a jamais ressenti cela, en effet, dans un théâtre, sauf dans certaines secondes de grâce, mais jamais pendant trois heures, pendant un fragment de vie.

Dans le travail de ces acteurs, Edith Clever, Michael König, Bruno Ganz, Jutta Lampe, Günter Lampe, Rüdiger Hacker, et les autres, et

■ Les huitièmes Rencontres nationales de cinéma des jeunes artistes ont lieu à Belfort du 12 au 16 octobre. Cette manifestation, organisée en liaison plus étroite avec le Festival de Toulon, accueillera cette année quelques jeunes auteurs étrangers. Rens. : tél. (34) 23-53-48.

■ Léo Ferré est à Avignon jusqu'au 21 octobre, avec l'orchestre de l'Opéra municipal, où, les 20 et 21 octobre, à 21 heures, il interprète quelques-unes de ses œuvres, ainsi que l'ouverture de « Coriolan », de Beethoven, et le « Concerto pour la main gauche », de Ravel.

■ PRECISION. — Dans l'article « Du triangle équilatéral à l'interrogation archéologique », paru dans « Le Monde » du 30 septembre, nous avons omis de signaler que le passage concernant la psychanalyse dans le cinéma américain d'après-guerre était inspiré d'un article de M. Marc Vernet du numéro 23 de « Communications » du mois de juin 1975.

MERCREDI

MARIIGNAN PATHE v.o. — ÉLYSÉES LINCOLN v.o. — QUARTIER LATIN v.o. — QUINTETTE v.o. — IMPÉRIAL PATHE v.f. — MONTFARNASSE 83 v.f. — CLICHY PATHE v.f. — MAYFAIR v.f. — GAUMONT SOD v.f. — CAMBONNE v.f. — LES NATIONS v.f. — PLM ST-JACQUES v.f. — péripéties : BELLE ÉPINE PATHE Thiais — CYRANO Versailles — TRICYCLE Asnières — MARLY Enghien — VÉLIZY 2 — MULTICINE PATHE Champigny — AVIATIC Le Bourget — ARIEL Reuil — GAUMONT Evry

Un film qui de toutes ses folies, est la plus réjouissante... ROBERT BENAÏM - FRANCE SOIR


Mel Brooks maître du burlesque... les gags pleuvent en rafale... drôlissime.

Mel Brooks le maestro de l'humour inavouable... Un film inénarrable

Quel humour dévastateur... voir « La dernière folie » c'est cela mourir de rire!

ROBERT BENAÏM - LE POINT

JOËL BESSON - PARISCOP



DERNIERE FOLIE

DE MEL BROOKS

GLENN MOORE

MARY FELDMAN

DOM DELUISE

20th Century Fox présente Mel Brooks présente La Dernière Folie (Robert Benaïm) avec Mary Feldman - Dom Deluise

Réalisé par Mel Brooks - Scénario de Mel Brooks - Révisé par Harold Gould - Ron Carby et Bernadette Peters - Up (film de Mel Brooks) - Produit par Mel Brooks - Distribué par 20th Century Fox

MARIIGNAN PATHE - FRANCE ÉLYSÉES - GAUMONT MADEIRA REX - MONTFARNASSE 83 - GAUMONT SOD - PANTHEON THIAIS-BELLE ÉPINE-PATHE-ASNIÈRES-TRICYCLE-CHAMPIGNY-MULTICINE PATHE EVRY-GAUMONT-PARLY 2-Studio

“les jeunes générations y ‘flippent...’”

Robert Benaïm LE POINT



FANTASIA

TECHNICOLOR

SPECTACLES

ODEON
THEATRE NATIONAL

dernière
ce soir mardi 12 octobre

le **PICCOLO TEATRO**
présente
dans la mise en scène de
Giorgio STREHLER
LA CERISAIE
(il giardino dei ciliegi)
de **Anton TCHÉKOV**
(Spectacle en langue italienne)

CHAILLOT
INFORMATION

Bette Davis et
Montserrat Caballé...

...ont, chacune à sa manière,
incarné Elisabeth I^{re} d'Angleterre.
Au Grand Théâtre de Chaillot,
c'est Nicole Garcia qui joue, chante
et danse le rôle de la reine dans
« Elisabeth I^{re} », de Paul Foster.
« Elisabeth I^{re} », une vision très
américaine — et très drôle — de
l'histoire d'Angleterre et du monde.
A la salle Gémier, à partir de
ce soir :
SOLITUDE, LA MULATRESSE
par le Théâtre Fer de Lance
de la Martinique
Location : 727-81-15

théâtre de la commune

à partir du 8 octobre

**QUATRE
A
QUATRE**

GAITE MONTMARTRE

ne manquez pas
l'avènement consécutive
de la saison ! **Prémiers de Saison**

TU ES UN CHIC TYPE
CHARLIE BROWN
© U.S. Inc.

Voici que je ne sais comment
en rendre les multiples agréments,
comme en exprimer le gaieté,
la chaleur, le mouvement... Devrait
faire court Paris.
Françoise CHALAIS (France-Soir).
Snoopy insolite et irrésistible.
Mathieu GALEY (Le Quotidien).
Demi-carté étudiants

LA BRUYERE

Pour 100 briques
t'as plus rien
maintenant

loc. : TRI. 76 99 et agences

MONTE-CARLO v.o.
QUINTETTE v.o. - FRANÇAIS v.e.
MONTMARTRE PATHE v.e.
LES NATIONS v.e.

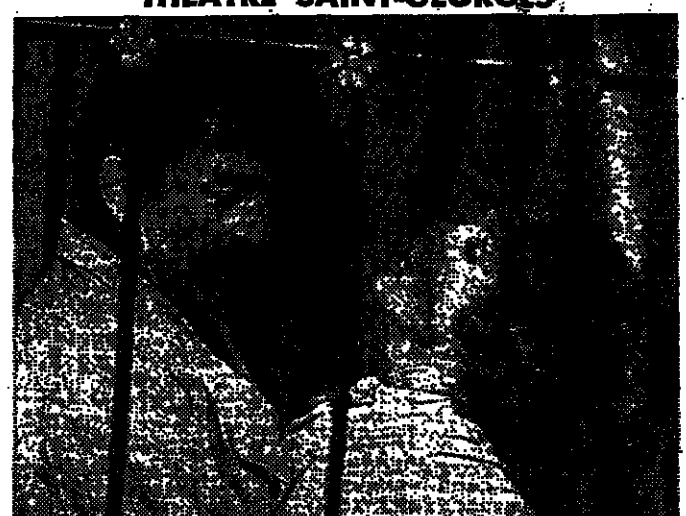
THEATRE MODERNE

HENRI GARCIN
JACQUES ROSNY
MAIA SIMON
CATHERINE RICH

QUI EST QUI ?
Mise en scène de
VICTOR LANOUX

« Voici une comédie vive, gaie,
ardie, pironnante, un vaudeville
pirandellien. »
Pierre MARCAEUX (Figaro).
« Eblouissant, tout est réussi. »
Dominique JAMET (L'Aurore).
« Etourdissant à tous points de
vue. »
Françoise CHALAIS (France-Soir).
« Une mécanique d'horloge et ra-
pide que nous y perdions notre
esprit. »
P. de BOESBO (Quotidien de Paris).

THÉÂTRE SAINT-GEORGES



Danielle Darrieux et Georges Gêret jouent avec Denise Provence et Alain Mottet
LUCIENNE ET LE BOUCHER, de Marcel AYMÉ

**TOUT
CONTRE UN PETIT BOIS**
de **JEAN-MICHEL RIBES**

« Sa meilleure pièce ! »
« L'Express »
« À ne pas manquer ! »
« France-Soir »
« Idée magnifique ! »
« Quotidien de Paris »
« Quasiement génial ! »
« La Croix »
« Comédiens bouleversants, remar-
quables. »
« La Marseillaise »
20 h. 30 tous les soirs sauf lundi
Tél. 548-63-81
RÉCAMIER

12 heures de films
sur la Chine de Mao

CONCERT YOUNG DE LA LA SALLE
de JOAN MARCUS et MARCELLE LORRAIN
un programme différent chaque jour

DERNIERE SEMAINE

BARRY LYNDON
un film de
STANLEY KUBRICK

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VO
GAUMONT SUD VO
14 h • 17 h 25 • 21 h
HAUTEFEUILLE I VO
12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30
HAUTEFEUILLE II VO
18 h 30 • 17 h 10 • 20 h 30

BERNARD BLIER



vous n'avez
encore giflé
personne
à la gare ?
alors courez voir

Mes Chers Amis



MERCREDI

NORMANDIE • GRAND REX • PARAMOUNT OPERA • BRETAGNE • MAGIC CONVENTION • U.G.C. Gobelins
U.G.C. ODEON • PARAMOUNT ORLEANS • TROIS MURAT • PUBLICIS MATIGNON • PARAMOUNT MONTMARTRE
PUBLICIS ORLY • C2L VERSAILLES • PALAIS DU PARC LE PERREUX • ARTEL ROSNY • PARAMOUNT LA VARENNE • ARTEL VILLENEUVE-ST-GEORGES
BUXY-VAL D'YERRES • CARREFOUR PANTIN • HOLLYWOOD ENGHEN • PARINOR AULNAY • ELYSÉES 2 LA CELLE-ST-CLOUD
C2L ST-GERMAIN • FLANADES SARCELLES • MELIES MONTREUIL • ULIS2 ORSAY • GAMMA ARGENTEUIL • PUBLICIS-DEFENSE PUTEAUX

CÉRITO FILMS présente

JEAN-PAUL BELMONDO

**LE
CORPS
DE MON
ENNEMI**

UN FILM DE
HENRI VERNEUIL



avec **MARIE-FRANCE PISIER • CLAUDE BROSETT**
DANIEL IVERNEL • CHARLES GERARD

Dialogue de **MICHEL AUDIARD**

Séances de **HENRI VERNEUIL • MICHEL AUDIARD • FELICIEN MARCEAU**
d'après le roman de **FELICIEN MARCEAU** (ÉDITIONS GALLIMARD)

Musique **FRANCIS LAI**

Distribution **Amf**

Je m'occupe

SPECTACLES

CONCERTS

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
FORMATION DE CHAMBRE

Dir. André GIRARD
Sé. : M.-C. Jannet, C. Lardé,
A.-M. Bédou, J. Villaseca,
G.-E. Martel
M. ZIDOUANISSE de PELERIN,
Y. TAIRA - M. CARLES

SAISON LYRIQUE

FRANCIS. POULENC
LES MAMELLES DE TIRÉSIAS
LA VOIX ROMAINE
avec Jean ROQUES
A.-M. Mignard, J.-C. Seroff,
P. SIVIGNE, A. SAKELLARI,
L. Masson, L. Lamy,
G. FRIEDMANN, L. Dondy,
J.-M. Frémont
Orchestre National de France
Direction : J.-P. MARTY

CYCLE D'ORGUE

Lionel ROGGE
Buxtehude, de Grigny
L. Rogge, J.-S. Bach

MUSIQUE SACRÉE

A. Scarlatti, Pergolèse
Nouvel Orchestre Philharmonique,
Chœurs et Soliste
Direction : J.-P. KREMER

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Dir. Gabriel CHMURA
Sol. Henryk SZERYNG
Haydn - Beethoven
MOZART - L. STRAUSS

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

M.-A. CHAMPENTIER
G.F. HAENDL - J.-S. BACH
avec E. Andor,
H. Sprickmann, H. Schuler,
J. Elmer, G. Bruns
ORCHESTRE ET CHŒURS
DE LA FONDATION
GOLDBERGER DE LISSORNE
Dir. Michel CORBOZ

MUSIQUE AU PRÉSENT

SHINDHARA - B. NILSSON
E. VARESE - G. AMY
Sol. : Nicole OLIVIERE
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. Gilbert AMY

Location : Radio-France, salles et agences

TIL FONTAINE - 10, rue Fontaine - 874-82-34 - Jeudi 14 et 20 oct. à 21 h.
Récital Charles LILAMAND
BACH - MOZART - BRAHMS - SCHUMANN Loc. Théâtre Durand

FAC. DE DROIT, 92, rue d'Assas - Jeudi 20 octobre, 20 heures
Récital SCHWARZKOPF
avec G. PARSONS
Location : Fac. Droit, Durand, Copier

SALLE PLEYEL - Mercredi 20 octobre, à 21 h.
Festival Orchestre des Concerts
Wagner Padeloup
Direction Robert BRONSTEIN

CONCERT EXCEPTIONNEL
Jean-Pierre MAS (piano)
Césarius ALVIM (contrebasse)
Jeudi 14 octobre 20 h 30
MUSÉE D'ART MODERNE
11, avenue du Président-Wilson. — Métro : Alma

CALENDRIER DES CONCERTS

CHOPIN
par **MALCZYZNSKI**
SALLE PLEYEL
Mercredi 13 octobre
à 20 h. 30
(Vainqueur)

Concerts Barg présentent
C. Libove - violon
N. Lugovoy - piano
SALLE CORTOT
Vendredi 15 oct.
à 20 h. 30
(Vainqueur)

Claude HELFFER
Debussy - Schumann
SALLE PLEYEL
Vendredi 15 octobre
à 21 heures
(Kiesgen)

Orchestre National
de Monte-Carlo
Dir. Paul PARAY
YEHUDI MENUHIN
OSCAR DANON
KIRI TE KANAWA
VIKTOR ERESKO
YEHUDI MENUHIN
JOHN WILLIAMS
30^e ANNIVERSAIRE DE L'UNESCO
SALLE PLEYEL
Vendredi 15 octobre
à 21 heures
Loc. ouverte
(P.-A. Dondy)

MOZART
REQUIEM
BACH : Cantate 82
Soliste, chœur
symphonique et orchestre
de la Fondation
GOLDBERGER DE LISSORNE
Dir. Michel CORBOZ
2 CONCERTS
TRUMPETTE et TROMBE
MAURICE
ANDRÉ
avec le concours de
Bernard SOUSTROT
et Lionel ANDRÉ
Bach, Mozart, Schubert,
Schubert - Adagio
A l'orgue : ALFRED
MITTERHOFER

Orch. du Conservatoire
de Paris
Direction : JEROME
KALTENBACH
avec JOANNA
MATKOWSKA, violon
Brahms - Mozart
Mozart - L'Esprit (1^{er} audit.)

SCHUBERT
"LA BELLE MEUNIERE"
par Hermann
PREY
au piano : G. PARSONS
SALLE PLEYEL
Vendredi 15 octobre
à 20 h. 30
(Vainqueur)

ORCHESTRE SYMPHONIQUE
de la Garde Républicaine
sous la direction de
ROGER BOUTRY
Mardi 12 oct. 21 h 15 précises

Eglise St-Séverin, 21 h.
Tous les mercredis d'octobre
CYCLE ROMANTIQUE par
VIA NOVA
Le 13 : Les Sertours de
BRAHMS
Moullière, Babouret, Naveau,
Dupouy, Pédoux, Fédard.
Le 20 : BEETHOVEN
Loc. : Durand, 200-21-70.
Librairie Saint-Séverin, 633-61-77.

13-28 octobre
MUSIQUES USA
13-28 octobre - relâche dimanche
MUSIC WITH ROOTS
IN THE ETHER
7 films vidéo-couleurs -
(1 heure d'entretien, 1 heure de musique)
réalisés par Robert Ashley sur
DAVID BEHRMAN GORDON MUMMA
PHILIP GLASS PAULINE OLIVEROS
ALVIN LUCIER TERRY RILEY
ROBERT ASHLEY
entrée libre
séances 12 h - 17 h - 19 h - 21 h
samedi 12 h à 24 h

19-22 octobre 20 h 20
STEVE REICH
AND MUSICIANS
huit œuvres de Steve Reich en 4 concerts
les 19 et 22 octobre création en France
de "Music for 18 Musicians"
places 30 F et 20 F

20-26 octobre 20 h 30
COMPOSERS
INSIDE ELECTRONICS
17 œuvres de 11 compositeurs
réalisation : David TUDOR
avec la collaboration de John Driscoll,
Philip Edelstein, Linda Fischer, Ralph
Jones, Martin Kalve, Paul de Marinis,
William Viola
places 28 F et 16 F
abonnement pour 6 concerts : 40 F

RENSEIGNEMENTS - LOC. FNAC MONTPARNASSE 544.70.50

RADIO-TÉLÉVISION

BONHEUR AND PARTNER

A défaut de sens artistique, la concurrence aidant, on commence à avoir le sens des affaires à la télévision. On glisse sur les traces des grands magazines. On reprend, on soigne, on déplace les émissions, les nouveaux produits, on les lance à grande cri, projections, cocktails, notices, invitations variées... et on les affiche à 21 h. 55 par exemple au lieu de 22 heures : ainsi le client a-t-il l'impression de se coucher moins tard, donc d'acheter moins cher. Effet psychologique garanti.

On s'y est laissé prendre une fois de plus lundi sur Antenne 2 : les années Bonheur, Gaston Bonheur, 1930-1939, l'après-guerre encore et déjà l'avant-guerre : la dépression aux Etats-Unis, en Allemagne la montée du nazisme, la France de Jean Tardieu, dans l'histoire d'un peuple, dans l'histoire de la planète, l'histoire d'un homme.

Douze émissions d'une heure - pardon de cinquante-cinq minutes, vaste tour d'horizon. Passant-temps confrontation. Sur le papier.

Sur la pellicule, à en juger par le premier volet de ce long défilé, le voyage dans l'espace et le temps se termine avant de commencer, à la porte du studio. Carcassonne, son enfance, sa mère venue de guerre, le comunaire, le lycée, la montée à Paris, l'ancien rédacteur de Paris-Match aime évoquer ses souvenirs, on le sait. Il y met la sincérité, la chaleur angoissée d'un accent fortement sillonné. En face de lui un faire-valoir, René Sicart, pose des questions et assure les transitions.

Très subtiles les transitions : dans la poche du jeune provincial fraîchement débarqué - rue de l'Arrivée - une lettre de recommandation à Abel Gance. Voilà l'occasion rêvée de nous parler du parant, 1927 le Chantier de jazz, Al Jolson, l'Angélie, etc. Qui s'en chargera ? Inutile de se casser la tête, le spécialiste maison tout simplement, la responsable du club, troisième porte à droite au fond du couloir.

Nous ne nous en plaignons pas au demeurant, on lui doit le seul moment digne d'attention d'une soirée perdue en considérations vagues et en rianteries péroraison - confiée celle-là à Arthur Conte, virtuose du rond de phrase et de l'image plate ou boursoûlée style - le monde alors devant un village - ou bien - notre empire nous donnait le sens de l'équipe, le sens de l'émotion nationale.

Une courte bande d'actualité, une vague photo, mince tranches de vie entre deux énormes tartines de clichés, venant parfois, pas souvent - attention au suspens, - illustrer le numéro comique de nos deux compères, "Bonheur and partner". C'était d'une aérée indigence, l'atmosphère par excellence, le moyen de se tailler bonne réputation à bon compte et de passer, s'il faut en croire les sondages, pour la chaîne de la culture aux yeux de l'opinion.

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 12 OCTOBRE

— M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., est l'invité de « Dix questions, dix réponses », sur France-Inter, à 19 h. 20.

— M. Francis Mallet-Vieille, bâtonnier du barreau de Paris, exprime son point de vue sur le rôle de l'avocat à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, entouré de MM. Jacques Adali, Jean-Pierre Côté, Jacques Delors, Pierre Mauroy et Michel Rocard, répond aux chefs d'entreprise sur TF 1, à 22 h. 5.

MERCREDI 13 OCTOBRE

— MM. Jean de Santis (C.G.C.) et René Le Guen (C.G.T.) débattent à propos des cadres sur Radio-Monte-Carlo, à 13 heures.

— M. Gaston Defferre, secrétaire du parti socialiste, est l'invité de Pierre Lescure sur Europe 1, à 18 h. 15.

— MM. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, et Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, débattent à propos du « plan Barre » et du livre « Démocratie française » sur Radio-Monte-Carlo, à 18 h. 50.

— Le Syndicat de la magistrature expose son opinion sur la justice à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— MM. Michel Debussche, président de la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), Maurice Guerin, René Dumont, Jean-Albert Grégoire participent au magazine « C'est à dire », qui a pour sujet : « L'impôt-sécheresse », « Le bled, nouvelle arme politique ? » et « L'avenir de l'automobile », sur Antenne 2, à 21 h. 20.

MARDI 12 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1
20 h. 30. En direct du Bolchoï : Extraits de ballets et d'opéras par la troupe de Moscou ; 22 h. 5. Débat : M. Mitterrand face aux chefs d'entreprise.

CHAÎNE III : FR 3
20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « Les Colts des sept mercenaires », de P. Wendkos (1988). avec G. Kennedy, R. Santoni. F. Rev J. Whitmore.

CHAÎNE 2 : A 2
20 h. 35. Les dossiers de l'écran... Chronique : « Ces drôles de Français », de P. Tchernoïa, réal. F. Chate.

FRANCE-CULTURE
20 h. Poésie : 20 h. 5. Dialogues franco-allemands : « Richard Wagner, la et tel... », avec Hans Mayer et Pierre Boulez ; 21 h. 25. Musique de notre temps : 21 h. 25. Objectif peinture (3) : 22 h. Weber. Cent cinquantième anniversaire ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE
19 h. 40. Arturo Toscanini dirige « Le Bal masqué », de Verdi (extraits) ; 20 h. 30. En direct de l'Auditorium du Concert par la formation de chambre du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction : A. Girard : « Concerto en 9 » (Stravinski), une création de Poulenc « Six pour harpe, flûte et vingt-deux cordes » (Y. Taira, avec M.-C. Jannet et C. Lardé), « Cosmopolita » (M. Carles), avec A.-M. Rodde (soprano), J. Villaseca (ténor) ; 22 h. 20. Théâtre n° 2 : 22 h. Festival d'automne : « Rorschach » ; 0 h. 5. Le cabaret allemand ; 0 h. 30. Au lieu de...

MERCREDI 13 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1
De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu ; à 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi : « Ces drôles de Français », de P. Tchernoïa, réal. F. Chate.

CHAÎNE III : FR 3
20 h. 30 (R). Un film, un auteur : « L'Aigle vole au soleil », de J. Ford (1957), avec J. Wayne, M. O'Hara, D. Dailly, W. Bond.

CHAÎNE 2 : A 2
De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu ; à 15 h. 50. Un sur cinq : 20 h. 30. Série « Les Indes », de M. Mithois, réal. A. Dhénaut, avec D. Leloup, P. Michael, H. Duc, M.-C. Mestral.

FRANCE-CULTURE
20 h. Poésie : 20 h. 5. La musique et les hommes, avec Milan Kundera ; Janáček ; 22 h. 25. Objectif peinture (3), par D. Lecomte ; 23 h. Weber : Cent cinquantième anniversaire ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE
19 h. 40. Arturo Toscanini dirige « Le Bal masqué », de Verdi (extraits) ; 20 h. 30. Echanges internationaux de Radio-France : Festival de Vienne 1976... l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, direction : R. Kubelick ; « Symphonie n° 9 en ré mineur » (Mahler) ; 22 h. 20. Théâtre n° 2 : 22 h. L'équinoxe ; 0 h. 5. Le cabaret allemand ; 0 h. 30. Y. Rivy.

TOUT CE QUI SE PASSE SUR L'ECRAN...
ET DERRIERE L'ECRAN.
Le magazine TV.
TOUT EN COULEUR pour 1,90F

Je m'abonne 1,50

150 000

OFFRES D'EMPLOI "Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	La ligne 40,00	La ligne T.C. 46,70	ANNONCES CLASSEES	L'IMMOBILIER "Placards encadrés"	13 col.	12 col.
DEMANDES D'EMPLOI CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	42,00 9,00	49,04 10,33		"Placards encadrés"	24 col.	22 col.
				Double insertion "Placards encadrés"	28 col.	26 col.
	70,00	81,73		L'AGENDA DU MONDE	28 col.	26 col.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux **emplois internationaux** **emplois internationaux**

ETPM

Leader Européen de l'Orfèvrerie Pétrolière
C.A. actuel : 1,4 milliard FF
Taux de croissance : 70 % en 1974
et 100 % en 1975
Oscar de l'exportation 1975

nous recherchons pour l'étranger un

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Possède à pourvoir

Vous serez à assurer la responsabilité administrative d'une de nos nouvelles régions d'activité (Amérique du Sud, Indonésie, U.R.S.S.). Placé sous l'autorité immédiate du directeur résident, vous serez responsable de la comptabilité, de la trésorerie, du personnel, des questions juridiques et fiscales, etc. Vous travaillerez en liaison fonctionnelle avec les services centraux de PARIS.

Ce poste à l'étranger comporte, en sus d'une rémunération attractive, de nombreux avantages (statut familial, indemnité de résidence, logement, etc.).

Période de formation

La durée de formation préalable sera au minimum d'une année pendant laquelle vous serez chargé d'étudier et de résoudre des problèmes généraux de gestion auprès du Secrétaire Général au Siège à PARIS puis dans une de nos actuelles régions d'activité (Moyen-Orient, Afrique, Mer du Nord).

Votre profil

Vous êtes jeune diplômé HEC-ESSEC SC, PO (Eco. Fi) etc., et vous avez complété cette formation par un DECS ou une Business School. Une à deux années d'expérience dans une grande entreprise à vocation internationale seraient souhaitables. Vous pratiquez couramment la langue anglaise écrite et parlée.

Envoyer C.V. photo et prétentions à :
M/éf 1631 à P. LICHOU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris
Cédex 02 qui transmet.

KLÖCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

NOUS PROJETONS, CONSTRUISONS ET FINANÇONS
DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES
DANS LE MONDE ENTIER

Nous sommes chargés de recruter :

1. Pour une cimenterie dans la République du SAÏR
UN CHEF DU BUREAU TECHNIQUE
(adjoint de l'ingénieur en chef)
2. Pour une usine d'engrais au CAMEROUN
UN CHEF ENTRETIEN MÉCANIQUE
(adjoint de l'ingénieur en chef)

Les candidats pour ces deux postes devront pouvoir faire valoir une formation d'ingénieur mécanique ainsi que l'expérience pratique de plusieurs années dans une cimenterie (1) ou dans une usine d'engrais ou de produits chimiques (2).

Il sera offert une rémunération élevée en rapport avec le niveau des responsabilités qu'exigent ces postes, ainsi que d'autres avantages.

Les candidatures avec C.V., photo et prétentions ainsi que la date d'entrée possible seront à adresser à :

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES FRANÇAIS
recherche

pour Centrales Thermiques
en Afrique du Sud

INGÉNIEURS
Toutes spécialités

pour supervision de chantiers

Expérience de conduite de chantier
de Centrale thermique
de grosse puissance, nécessaire

Formation : Grandes Écoles
Anglais indispensable

Adresser curriculum vite avec lettre manuscrite à :
CONTEXTE PUBLICITE, sous la référence n° 78.08,
20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

UNIVERSITÉ DE MELBOURNE
CHAIRE DE FRANÇAIS

Seuls seront retenus les candidats nantis d'une très solide expérience dans l'enseignement universitaire de la langue et de la littérature française, et ayant quelque spécialisation de préférence en français moderne (du XVII^e et XX^e siècle). En outre, d'un enseignement universitaire normal, le titulaire devra effectuer et diriger des travaux de recherches et se charger, à l'occasion, de l'administration de la section.

Salaires annuels sujet à révision : \$ 26.163 (dollars australiens).

Les candidatures, de même que toute demande de renseignements complémentaires (contrat, retraite, frais de voyage, logement, etc.), doivent être adressées au Registrar, The University of Melbourne, Parkville, Victoria 3052, Australia. (Toute correspondance doit porter la mention « Confidential »).

Date limite de dépôt de candidatures : 15 Janv. 1977.

DOW

DOW CHEMICAL EUROPE S.A.
is an international chemical company, manufacturing and selling bulk and specialty chemicals, plastics and biochemical products. Throughout Europe, Africa and the Middle East, we operate 28 sales offices and 14 large manufacturing sites.

Its Plastics TS and D Department is looking for

CHEMISTS ENGINEERS

with experience in the rubber and/or plastics processing industry.

WE REQUIRE :

- university background
- minimum 3 years industrial exposure to technical service or development activities
- minimum age 25
- fluency in English and good knowledge of German and/or French
- willingness to travel

WE OFFER :

- career opportunities based on your performance
- progressive employment conditions
- a stimulating working environment

Please send us your resume, or better, just call us for an application form.

DOW CHEMICAL EUROPE S.A.
Corone Alenburger, Leland 1, Donatstrasse 3 - 8310 Horgen - Switzerland - Tel. 01/28 21 71.

PALSY

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées, parues dans « LE MONDE », concernant chacune des fonctions ou professions suivantes :

- Direction générale, fonctions multipostes
- Marketing, relations publiques, publicité
- Direction financière et administrative
- Comptabilité
- Personnel formation relations humaines et sociales
- Direction commerciale, vente
- Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux
- Etudes, organisation et recherche
- Production, entretien
- Ingénieurs
- Etudes organisation et recherche

C'est le moyen pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

☐ Direction générale, fonctions multipostes
☐ Marketing relations publiques/publicité
☐ Direction financière et administrative
☐ Comptabilité
☐ Personnel formation relations humaines et sociales
☐ Direction commerciale vente
☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux
☐ Production, entretien
☐ Ingénieurs
☐ Etudes organisation et recherche

2) Retourner, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenues :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1 semaine	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	369	416	462	504	542	571
39 semaines	128	234	342	444	540	630	714	792	864	928	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :

INFORMATION-PROFESSIONS "LE MONDE", 5, rue des Italiens, 75008 PARIS

ou SOCIÉTÉ :

NOM : _____

ADRESSE : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire établi à l'ordre du « MONDE », ou chèque postal I.C.C.P. 4.207-23 Paris

INFORMATIQUE

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,75

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne T.C.
"Placards encadrés".	28,00	32,60
Bauble insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,60

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

RAZEL

ENTREPRISE RAZEL FRERES
recherche
pour le CAMEROUN
et la COTE D'IVOIRE

directeurs administratifs

- Ayant expérience T.P. ou Bâtiment.
- Disposant d'une formation supérieure à dominante comptable.

Envoyer C.V. à ENTREPRISE RAZEL FRERES
Christ de Saclay B.P. 109-91403 ORSAY Cedex

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BELGE D'ENTREPRISE GÉNÉRALE

spécialisée dans la réalisation entre-mur de grands
projets à caractère industriel et ayant son siège
à Bruxelles

recherche pour le Moyen-Orient

INGÉNIEURS P.E.R.T.

Bilingues français-anglais

ayant l'expérience pratique de l'application du
planing P.E.R.T. à la réalisation de grands
travaux.

Après formation en Belgique, les candidats seront
affectés à l'étranger au sein d'équipes installées
dans les pays concernés.

Paire offre manuscrite + C.V. détaillé + photo à :
ASPEMAR, 44, rue Bouquet, 1000 BRUXELLES
(Belgique, en mentionnant la référence renseignée
ci-dessous sur l'enveloppe ou téléphone pour fixer
votre rendez-vous au 02/538-02-16 - REF. 16.



le centre d'études de prévention

recherche pour
déplacement à l'étranger
(contrat français)

DES INGÉNIEURS DIPLOMÉS

HAUT NIVEAU

minimum 2 ans d'expérience dans le domaine
de la construction, notamment spécialistes char-
pentes métalliques, structure béton.

Envoyer C.V. en indiquant préférences, impor-
tance de la famille à déplacer et date de
disponibilité au :

Service du Personnel
C.E.P. - 34, rue Rennequin
75017 PARIS.

COTE D'IVOIRE ABIDJAN

Importante Société en pleine expansion liée à un
groupe international de négoce, recherche

RESPONSABLE FINANCIER/ADMINIST.

Le candidat retenu, d'au moins 27 ans, aura une
formation comptable E.S.C. ou équivalent ou
D.E.C.S., complétée par quelques années d'expe-
rience de supérieur de C.G. soucieux déjà en
Afrique Noire.

Responsable de l'ensemble de la gestion comptable
(C.E. mensuelle et bilan), il assurera aussi la fon-
ction financière (trésorerie, relations bancaires...),
ainsi que la supervision de l'administration com-
merciale (stock, transit...).

Excellentes conditions (+ voiture, + logement)
offertes à un cadre mûr et compétent désirant de
réelles responsabilités.

Ecrire sous référence RFA/RB à TAS,
77, rue La Boétie, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE CONSTRUCTION INDUSTRIALISÉE

désire recruter :

- UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR,
chef d'usine de préfabrication spé-
cialiste dans le précontraint et les
murs.
- UN CHEF DE BANC de préfabri-
cation de planchers en T précontraint.
- UN CHEF DE FABRICATION pré-
dalles en précontraint.
- UN CHEF DE FABRICATION pan-
neaux murs.
- UN CHEF POSEUR de panneaux
de murs.

Sérieuses références et expérience de cinq (5) an-
nées exigées. — Bonne rémunération, logement,
voiture, assurés.

Ecrire à PROMOVENTES
24, avenue de Paris - TUNIS (TUNISIE),
qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir
bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce les intéressant et de
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de
« Monde Publiée » ou d'une agence.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE RANG INTERNATIONAL

recherche pour son siège
situé dans une ville universitaire de Province un

FISCALISTE

Sa mission, au sein du Service Fiscal, consistera d'une façon
générale en l'étude et la résolution de tous les problèmes fiscaux
courants, en collaboration avec les services administratifs, juridiques et
financiers de l'entreprise. Il sera aussi amené à représenter les
différentes sociétés du groupe auprès de l'administration fiscale
Française.

Outre une formation juridique supérieure (Licence; doctorat; E.N.I.),
5 à 10 années d'expérience comptable et une très bonne maîtrise de
la législation et de la pratique fiscale sont nécessaires.

Notre groupe (120.000 p.) dont la sérieux et le dynamisme sont
reconnus, offre à des personnes de valeur, de nombreuses
possibilités d'évolution en France ou à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à INTERMEDIA n°147
69, rue La Fayette 75008 PARIS qui transmettra
discrétion totale assurée.



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

recherche pour sa
DIVISION EUROPÉENNE CALCULATRICES :

CHEF DE PRODUITS

Il sera responsable de la gestion commerciale et
technique d'une ligne de produits (calculatrices
électroniques) sur l'ensemble de l'Europe.

Formation souhaitée :
— diplôme d'ingénieur + formation commerciale
(J.A.E., I.N.S.E.A.D., M.B.A.).

Connaissance exigée :
— anglais indispensable.

Connaissance souhaitée :
— autres langues européennes ;
— langage d'informatique.

Ce poste requiert du candidat :
— une disponibilité importante ; il est prévu de
fréquentes déplacements d'une semaine environ
par mois ;

— des qualités d'adaptation rapide ;
— de l'aisance dans les communications ;
— et le goût d'être confronté par lui-même aux
problèmes et situations diverses inhérents à
ce poste.

Les candidatures de débutants ne seront pas
systématiquement écarter.

Le poste est basé à Villeneuve-Loubet (près Nice)

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V.,
précisions photo et date de disponibilité, sous
référence : E.C.D. 12-10-76-121 à Mme LÉONIE
T.I.F. Boite Postale 5 - 0670 Villeneuve-Loubet.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LONS LE SAUNIER et du JURA

recherche

un assistant en gestion industrielle

QUI AURA POUR MISSION

- Le conseil sur le plan marketing et gestion
commerciale auprès des P.M.I.
- La mise au point et l'animation d'actions
de formation à différents niveaux.
- Une participation à l'animation d'actions
collectives.

CE POSTE PEUT CONVENIR A :
Candidat diplômé E.S.E.C., E.S.C. ou équi-
valent, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans
domaine marketing ou organisation com-
merciale, acquies en entreprise ou en cabinet
conseil.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo
et prétentions sous référence 609 au

CEACI 69 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 15

SHIPPING - LE HAVRE

Importante Société spécialisée dans l'en-
treprise et la réparation de navires,
activité essentiellement centralisée au
HAVRE, recherche son futur

DIRECTEUR TECHNIQUE

En étroite liaison avec la Direction
Générale, il sera responsable de la réali-
sation des commandes (coûts, délais),
devra orienter (investissement), gérer
(coordination des moyens), planifier et
organiser l'ensemble des commandes.

Agé au minimum de 40 ans, de forma-
tion supérieure, le candidat retenu
devra prouver une solide expérience
pratique du shipping (charpente coque
et autres corps d'état) acquise si pos-
sible sur un chantier de construction
navale.

Envoyer C.V., photo et prétentions
sous référence 361 M à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE,
Conseil en Gestion du Personnel,
42, rue Legendre, 75017 PARIS.

LOIR ET CHER

Entreprise en forte expansion plus
de 300 personnes.
Fabricant pièces mécaniques
grande série pour gros utilisateurs
internationaux.

Recherche comme :

responsable études nouveaux produits

Ingénieur AM - ICAM - ECAM - IDN...

Rattaché à la Direction Générale,
il devra :

- Etudier les adaptations des produits
existants aux besoins des clients
utilisateurs.
- Concevoir et mettre au point les
produits nouveaux jusqu'au stade
de la pré-série.
- Etudier des améliorations à long
terme et des procédés nouveaux.

Proximité ville dans site agréable.

Adresser C.V. et prêtent.

sous réf. 122 M 101

30, rue de Mogador

75008 PARIS.

Centre de
Recherche
Appliquée

CENTI

pour faire face à son expansion
recherche

3 INGÉNIEURS grande école

(X, Centrale, H.E.C. ou équivalent)
avec une première expér. informatique (1 à 2 a.)
qui leur permettra de réussir de ce poste d'avenir.
(B&C 1 1.)

UN INGÉNIEUR en organisation

avec expérience réussie de projets informatiques.
(B&C 03 1.)

2 PROGRAMMEURS SYSTÈME

EXPERIMENTÉS
avec pratique OS/VS indispensable.

Lieu de travail : régions NORD et OUEST.
(B&C 1 1.)

Ecrire avec C.V., photo et prêtent, en précisant la
référence à CENTI, 128, rue de Buzen, 75008 PARIS.
Réponse assurée.

VOUS CONNAISSEZ LA CARBURATION ?

VOUS ÊTES INGÉNIEURS ou TECHNICIENS SUPÉRIEURS

expérimentés en techniques de carburation
auprès des constructeurs automobiles.

Vous désirez quitter la région parisienne pour
travailler dans une usine moderne dans
un cadre de verdure en banlieue strasbourgeoise.

Vous êtes ambitieux.

Vous faites partie des cadres que nous recherchons
pour compléter notre équipe dynamique à

- salaires élevés
- prime de réinstallation,
- possibilité de logement
- avantages sociaux.

Adresser rapidement C.V. détaillé, photo
et prétentions à

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A.

Direction du Personnel

67028 - STRASBOURG CEDEX

Il sera répondu à toutes les candidatures qui
seront traitées confidentiellement.

comex



Leader Mondial dans le domaine
des interventions sous-marines
2.400 personnes

recherche pour une de ses sociétés :

ingénieur énergie fluide

- Diplômé Grandes Écoles (Arts & Métiers,
Centrale, ou équivalent). Spécialisation
souhaitée : énergie fluide.
- 2-3 ans expérience aéronautique ou
industries matériel hydraulique.

Lieu de travail : Marseille.

Déplacements de courte durée à l'étranger.

La mission :

Études, réalisations et mise en œuvre des
matériels à commande hydraulique installés
sur engins sous-marins.

adresser C.V., photo et prêt. s/réf.

276 HP 42 à COMEX Service recrutement

13275 MARSEILLE CEDEX 2

Société combustibles nucléaires région sud-est recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Expérience confirmée en :

- Comptabilité générale (2 établis-
sements dont un en Belgique);
- Comptabilité analytique et
informatique.

Ce poste conviendrait à un cadre
d'au moins 33 ans titulaire du
DEC ou préliminaire expertise
comptable. Connaissance anglais
très souhaitable.

Adresser C.V., prétentions et
photo s/réf. 5089 à :

RL Pierre Lichau 10, rue de Louvois

75003 Paris cedex 02 qui transmettra

Spécialistes du Crédit et du Leasing

nous appartenons à un important groupe financier.
Nous recherchons de

jeunes commerciaux

pour nos agences de :

TOULOUSE, LYON, SAINT-ETIENNE et PARIS.

ils doivent posséder une formation supérieure ou
une expérience réussie dans une activité commerciale
ou bancaire de préférence.

Après formation, nous leur confierons la
responsabilité du suivi et du développement
d'une clientèle qui les mettra en contact avec tous
les secteurs de l'économie.

Si vous êtes déçus des obligations militaires,
adressez-nous votre candidature avec photo et
curriculum vitae à HANUS CONTACT,

156, bd Haussmann, 75008 PARIS, sous réf. 21639.

Nous vous proposerons un premier contact pour
vous fournir des informations sur le poste,
ses conditions et les possibilités de carrière au sein
de notre Société.

150

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

SOCIÉTÉ EN EXPANSION DANS UNE INDUSTRIE DE POINTE

(600 millions C.A.)

recherche

LE CHEF DE SON

MARCHÉ PARISIEN

Sa mission sera :

- développer les ventes du Marché (C.A. annuel 150 millions)

Le profil demandé est :

- Formation : E.S.O.P., E.S.S.E.C., E.S.C.A.E. ou équivalent ;
- Résultats confirmés de la vente et de la distribution des produits alimentaires en région parisienne ;
- Expérience de la négociation au niveau des grandes surfaces ;
- Goût et pratique de l'animation d'une équipe de vente ;
- Sans des limites budgétaires.

Il est proposé :

- une rémunération élevée,
- l'appui de 2 équipes de vente (70 personnes au total),
- toutes les possibilités d'une Société jeune et en expansion sur un marché dynamique.

Envoyer C.V., photo et présentations à n° 482.656 M. REGIE-PRESSE, 85, bis rue Réaumur sous réf. 345, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

développant son activité dans le secteur tertiaire recherche

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES CHEF DE GROUPE

spécialisé en Electricité Bâtiment (courants forts, courants faibles), ayant une expérience approfondie des secteurs Collectivités, Infrastructures publiques et tertiaire privé. Il traitera les études et la réalisation des lots Electricité dont il aura l'entière responsabilité. Il aura aussi, dans sa mission, de responsabilité d'entraîner pour les projets de grande importance. Ecrire avec C.V., photo et présent. à M. PILLER, 54, rue de la République, 75001 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

Le Vaudreuil VILLE NOUVELLE

recherche jeune

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

pour suivi, conception et mise en œuvre de la politique de communication ; coordination des intervenants extérieurs ; cabinets conseils et agences de publicité. (DIVISION MARKETING) Adresser CV, photo et présent. à M. VIGER, Etablissement Public d'aménagement de la ville nouvelle du Vaudreuil B.P. 5 - 27690 LERY

IMPORTANT GROUPE CHIMIE

banlieue Nord-Ouest recrute un

ingénieur de recherches

ayant au moins 5 ans d'expérience en synthèse organique de molécules destinées au screening phytopharmacologique.

- préparation des programmes annuels de synthèse
- réalisation de travaux de synthèse organique
- coordination des travaux de groupes de synthèse universitaires
- analyse et suivi des résultats de screening.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé d'une grande école ou à un universitaire (doctorat) ayant le goût du travail en équipe et des relations humaines.

Ecrire avec C.V., photo et présentations sous référence 7652 à AXIAL Publicité, 91, rue Saint-Honoré 75008 Paris qui transmettra.

Jeune Directeur d'Usine

Ville Sud de Paris

120.000 +

Nous sommes une société de produits de grande consommation, rentable et en progression régulière. Nous recherchons, pour l'une de nos usines de 150 personnes, le responsable qui, après 6 mois en position d'adjoint, prendra la direction effective de l'établissement. Ses responsabilités s'exerceront dans les domaines de la gestion, de l'organisation de la production, de la maintenance et de l'évolution des équipements, ainsi que sur le plan social et humain. Nous attachons du prix aux qualités dont il fera preuve en matière d'animation de l'encadrement et de développement d'un bon climat social.

Il aura une formation d'Arts et Métiers ou équivalent. Son expérience au sein d'une unité de production l'aura sérieusement préparé aux responsabilités du poste.

sele
CEGOS

Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 1011/M à J. DELANNOY - S&L-CEGOS 33, rue de la République 92000 Suresnes, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Attaché à la Direction Commerciale Documentation - Rédaction - Formation

La Société fabrique et distribue des produits industriels (second - œuvre du bâtiment). Son développement est régulier et important. Cet Attaché, dans le cadre d'un budget de l'ordre de 4 millions, est responsable de la documentation (conception, rédaction, édition) des échantillons (conception, présentation, distribution) de la création des échantillons pédagogiques (formation du personnel commercial, information des professionnels). Il conçoit ainsi l'image de marque. L'homme recherché est un jeune diplômé (Ecole Supérieure de Commerce, Licence etc...) aimant et sachant rédiger, et maîtrisant les questions de formation. Il trouvera dans ces fonctions une occasion privilégiée d'enrichissement personnel et, à terme, de promotion professionnelle. Sa rémunération ne sera pas inférieure à 85 000 F. Le poste est à pourvoir région Est de Paris.

Les personnes qui pensent connaître cette offre sont invitées à adresser leur dossier sous référence RF 1015/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP

7 rue Lincoln 75008 PARIS

Importance 21 à Neuilly rech. EMPLOYEES connaissances de bases comptables et juridiques. Expression verbale aise + aptitude contacts humains. Adr. C.V. et présent. à SACEM Service du Personnel 222, av. Charles-de-Gaulle 92211 NEUILLY, Cedex.

Rech. pour recruter 120 3/5 (bandes et disques) analyse programme, est gde expérience du développement, un ingénieur, réf. 345, Ec. SOS/PAM 19, av. de la Grande-Armée, 75780 Paris, Cedex 16, qui tr.

CENTRE CHIRURGICAL MARIE-LANDELONQUE 12, rue de Tolbiac, Paris-13. Spécialité dans la chirurgie pédiatrique et cardio-vasculaire recherche infirmières D.E. puéricultrices, infirmières D.E. Service hospitalisation et réanimation. Tél. pour rend.-v. infirmière générale. TEL. : 707-47-09, poste 394.

21 Groupe industriel matériel de conditionnement recrute d'urgence UN TECHNICIEN AT. 2 Electronique pour mise en service et dépannage matériels PARIS PROVENCE. Nécessaire : - Libre rapidement - 1re expérience indispensable. - Allemand courant. - Résident région parisienne. Salaires suivant qualification. Frais de déplacements voiture de fonction fournis. Formation assurée. M. P. DUMUR : Tél. 495-23-71. Mardis à partir de 9 heures pour rendez-vous.

Site Instrumentation Paris-77 rech. TECHNICIEN CIAL H. jeune, dynamique, pour vente appareils analyse, laboratoire chimie ou para-médical. Déplacements France, poste souhaité, connaissant anglais, voiture indispensable. Envoyer C.V. détaillé et présentations sous n° 8013 B-Sieu, 17, rue Label 93000 VINCENNES.

STE MULTINATIONALE EN PLEINE EXPANSION recherche :

UN COMPTABLE DE GESTION - formation supérieure gestion. - Expérience 1 an souhaitée.

UN(E) EMPLOYÉ(E) DE STATISTIQUES Ecr. avec C.V. + photo à PARAGON, M. LE GALL, 81, rue de la République, 92202 Neuilly-sur-Seine

IMPTE SOCIÉTÉ recherche JEUNE E.S.C. pour ses services comptables. Ecrire avec C.V. et présentations à n° 786, SPERAN, 12, rue Jean-Jacques, 92007 PUTEAUX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE COMMERCE FRANÇAIS

recherche 4 REPRÉSENTANTS TECHNICO-COMMERCIAUX

UN ATTACHÉ A LA Direction Régionale de PARIS

se verra confier des missions d'appui pour la location de certains articles, et des actions de promotion et de développement. Cette fonction nécessite des déplacements fréquents et pourrait convenir à un débutant intéressé par la vente. (Réf. 2241)

UN AUTRE ATTACHÉ A LA Direction Régionale de LYON

habitera à CLERMONT-FERRAND se verra confier des missions d'appui pour la location de certains articles, et des actions de promotion et de développement. Cette fonction nécessite des déplacements fréquents et pourrait convenir à un débutant intéressé par la vente. (Réf. 2245)

DEUX AUTRES ATTACHÉS A PARIS assureront la vente et la promotion d'une gamme d'articles auprès d'une clientèle nominative 80 % de leur activité se déroulera en Région Parisienne et les 20 % restant sur le territoire français. Une expérience confirmée dans la vente de produits industriels est nécessaire. (Réf. 2246)

Pour tous ces postes une formation technique type B.T.S. - D.U.T. fabrication mécanique est demandée. Adresser C.V., photo et présentations en précisant la référence.

34, Bd BONNE-NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

2 CHEFS DE VENTE

EXPÉRIMENTÉS pour APPARTEMENTS ET MAISONS INDIVIDUELLES

Un important groupe immobilier recherche, pour Paris et sa région, 2 chefs de vente pour animer des équipes de vendeurs d'appartements et de maisons individuelles. Ils devront imaginer et mettre en œuvre, en collaboration avec la Direction Commerciale, tous moyens susceptibles d'améliorer la commercialisation des produits existants. Ils participeront également aux études de marché et à la conception des produits nouveaux.

Pour être candidats, il faut avoir une formation supérieure, une expérience de vente et d'encadrement dans l'immobilier ainsi qu'une disponibilité suffisante pour travailler en dehors des heures classiques et notamment les week-ends. Permis de conduire et voiture sont exigés. Rémunération fixe + intéressement aux résultats de l'équipe animée.

Envoyer C.V. détaillé, lettre motivationnelle, photo récente et présentations au Département Recrutement du COMES, 10, rue de la Paix, 75002 PARIS (se réf. L.230).

radar super

recherche pour proche banlieue parisienne

DIRECTEUR DE SUPERMARCHÉ CONFIRMÉ

Susceptible - D'assumer la direction effective d'un magasin. - D'animer et de superviser en outre 3 ou 4 unités de vente dans la zone périphérique.

Il doit posséder - Une expérience réelle de la gestion d'une grande surface. - Un haut niveau d'agressivité commerciale. - Un sens profond des rapports humains.

Salaires en rapport avec les responsabilités. Position cadre - logement de fonction gratuit.

Adresser C.V., photo, présentations de salaire Société Française de supermarchés Recrutement DZ 11, av. de la Division Leclerc 94230 Cachan

STE D'EXPERTISE COMPTAS. BANQUE OUEST

recherche ASSISTANT CABINET D.E.C.S. OU STAGIAIRE AYANT 2 ANS. PRATIQUE

sur 1400, place Saint, 401, SETECY, 9 bis, r. Gambetta, 75008 HOUTILLES

CONSEIL EN BREVETS D'INVENTION

PARIS recherche d'urgence un

INGÉNIEUR-REDACTEUR

Diplômé GRANDES ÉCOLES ou ÉQUIVALENT Formation juridique.

CONNAISSANT : - mécanique générale, - électricité générale, - physique.

Ecrivain couramment l'Anglais, Allemand ou su min. Activités variées, françaises et internationales.

Env. C.V. dét. réf. et prêt. n° 79.58 Contasse Publicité 20, av. Copernic, Paris-13, qui tr.

POUR AGENCE PUBLICITÉ

Chercher la Défense SECRÉTAIRE DE RÉDACTION Bonne dactyle. Excellent français. Sachant rédiger. Expérience presse et édition indispensable.

Téléph. : PROPART, 776-02-21 Poste 44-47 ou 55

Pr. animer COOPÉRATIVE TP poste à PARIS, recherches

HOMME DYNAMIQUE Formation T.P., connaissances techniques et techniques. Sans de commandement. Envoyer C.V. s/réf. 5392, à P. LICHOU, 10, r. Lavoisier, 75002 Paris Cedex 02, qui transmettra

Firme internationale de Mémoires Colorantes recherche

TECHNICO-COMMERCIAL pour vente colorants textile. Connaissances industrielles. Réserve Est. Libre rapidement. Ecr. n° 1 062/70 A. Régle-Pr., 85 bis, rue Réaumur, Paris-20

RESPONSABLE ACTIF animant les contacts, sach. écrire et bon gestionnaire. Démarché pour développer REVUE PROFES. MENSUEL BIEN IMPLANTÉE

Ecr. C.V. précis n° 1 062/42 M. REGIE-PRESSE, 85 bis rue Réaumur, 75002 Paris qui trans.

SPERRY UNIVAC

recherche TECHNICO-COMMERCIAUX BORDEAUX ET PARIS

Ces candidats devront avoir : - une formation supérieure

- 3 ans d'expérience en informatique

- aptitude à l'avant vente

- nous offrons rémunération élevée, perspectives d'évolution et promotion.

Adresser votre C.V. détaillé et présentations, sous réf. S.O.M. au Service du Personnel - 3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX. (Réponse et discrétion assurées)

chef de produits

HENKEL FRANCE, produits de grande consommation, l'un des leaders européens sur le marché. Détergents : Super Croix, X-TRA, Mir Laine, Mir couleurs, Bref.

Produits de toilette Fa : savons, déodorants, baïns mousses, eaux de toilette et shampoings...

CHEF DE PRODUITS CONFIRMÉ, nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une grande marque dans un marché très concurrentiel avec la gestion d'un budget marketing important. Nous souhaitons une formation Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co) et une expérience de plusieurs années de chef de produits dans une importante entreprise de produits de grande consommation.

Ecrire sous référence M 909 HENKEL FRANCE DRH B.P. 111, 94250 Gentilly

Henkel

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

NP 11.11

SYNDICAT PROFESSIONNEL

LEQUE DREY & ASS

SYNDICAT PROFESSIONNEL

LEQUE DREY & ASS

SYNDICAT PROFESSIONNEL

LEQUE DREY & ASS

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL

140/160.000 F

Vous avez pratiqué pendant plusieurs années et avec succès la vente technique au niveau international dans le petit matériel de grande série. Vous savez contrôler, animer, coordonner l'action de plusieurs filiales étrangères dans le monde. Vous êtes capable, bien sûr, de prendre des contacts à niveau élevé.

Dépendant du Directeur Général, vous aurez toute autonomie pour la mise en œuvre de nos affaires en France et dans le monde. Mais pour réussir, il vous faut, outre votre expérience antérieure, de solides qualités de diplomate et beaucoup de sens politique.

Enfin, nous recherchons un ingénieur ayant de bonnes notions de mécanique et d'électrotechnique. Avoir un M.B.A. d'une Université américaine de l'INSEAD, de l'ISA, etc., est un plus. L'anglais est indispensable. L'allemand doit être compris. Un entretien sympathique et défendu complètera cette annonce.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 358 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

COLGATE PALMOLIVE

recherche un

ATTACHÉ de DIRECTION des RELATIONS EXTÉRIEURES

Le poste :

Sous la responsabilité directe du DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES JURIDIQUES ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES, sa mission consistera à :

- assurer les relations avec l'administration et les associations professionnelles,
- coordonner les activités liées à l'environnement et au consommateur,
- prendre en charge des questions d'ordre juridique.

Si cette proposition vous intéresse, veuillez prendre contact par lettre adressée au Service Recrutement - COLGATE PALMOLIVE - 92401 COURBEVOIE.

Le candidat :

Une réussite complète dans ce poste requiert :

- un Docteur en Droit et/ou un I.E.P. de 28 ans minimum ayant plusieurs années d'expérience acquise de préférence dans une entreprise industrielle ou au sein d'une importante organisation professionnelle,
- une personnalité affirmée, dynamique, habituée aux contacts humains à tous niveaux,
- une très bonne connaissance de la langue anglaise.

Emploi et Croix

REPRODUCTION INTERDITE

consultants formation

La Division Ressources Humaines de Bernard Krief Consultants recherche des collaborateurs capables de concevoir, de réaliser et d'assurer des programmes de formation dans les entreprises et les administrations.

Travaillant au sein d'une équipe pluridisciplinaire ces consultants seront formés aux techniques de formation de Bernard Krief Consultants et auront à réaliser et à commercialiser par la suite ce produit. Une formation supérieure, une expérience d'au moins deux ans, acquise en entreprise ou dans un organisme de formation sont indispensables, ainsi que le goût pour l'innovation et pour la démarche commerciale.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 207/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

pour notre division industrielle

chef de projet ingénieur

FORMATION :

- A.M., génie chimique • anglais parlé courant • expérience des marchés d'Etat ou engineering.

ROLE :

- responsable de la bonne exécution d'un projet (technique et économique) • contacts avec les ingénieurs d'affaires, les sociétés du groupe et les clients • contrôle des réalisations B.E., exploitation cahier des charges.

Ce poste convient à un ingénieur à l'esprit commercial développé acceptant des déplacements.

Adresser CV + photo + prêt. sous réf. 176 à la Direction du Personnel

ALFA-LAVAL
62/70, rue Y. Tourgueneff 78380 Bougival

ADJOINT AU CHEF DU DEPARTEMENT

Responsable de la gestion Administrative et Technique des contrats

FONCTION :

- Contrôler et coordonner l'activité de 8 groupes de rédacteurs chargés de l'établissement des contrats et de l'encaissement des primes terme.

NOUS DEMANDONS :

- Solides connaissances techniques de l'assurance
- Expérience encadrement

Statut cadre
Rémunération en rapport avec références du candidat

Envoyer C.V. + photo + prétentions à :

MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS
40, rue de la Saxe - 75007 PARIS

telesystemes

Société de services en Informatique et Téléinformatique, recherche pour renforcer son équipe de formation

UN (E) INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL(E)

de formation supérieure scientifique ou économique. Une expérience de 2 ans en informatique est souhaitée.

Chargé(e) de la formation des utilisateurs des services, il (elle) aura des aptitudes à la pédagogie et aux contacts humains. Chargé(e) de la conception et de la promotion de nouveaux cours, il (elle) aura des aptitudes à la vente.

Env. CV man., photo et prêt. s/réf. FOR à Service Formation, 115 rue du Bac - 75007 Paris

Société ÉLECTRONIQUE banlieue Sud-Est recherche

INGENIEUR Grande Ecole

CONFIRME dans les techniques du vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques.

Adresser C.V., prétentions et photo à n° 78.421, CONTESSER Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Sté Industrielle moyenne rattachée à un groupe important et spécialisée en

CHAUDRONNERIE ET MECANO SOUDURE

recherche pour développer son service commercial

INGENIEUR D'AFFAIRES

35 ANS MINIMUM ANGLAIS PARLE.

Ingénieur diplômé ou ayant acquis par la pratique des compétences équivalentes, il sera chargé du développement de nos activités dans le domaine de la chimie, de la pétrochimie et du pétrole et aura la plus large autonomie dans la conduite de sa mission.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 18h par l'intermédiaire de :

Information Carrière SVP 11.11

on rendez-vous aux candidats concernés, R.B. 884 65, avenue de Wagram 75017 Paris

La Compagnie de Construction Mécanique SULZER à MANTES (Yvelines)

recherche pour son Département DÉVELOPPEMENT

UN INGENIEUR

Diplômé Gde École (AM - IDN - ENSI)

ayant au moins 3 ans d'expérience dans un bureau d'études type aéronautique.

Il sera chargé de la conception de machines ou systèmes nouveaux, des études et du suivi des réalisations.

Facilités de logement.

Envoyer avec curriculum vitae à C.C.M. - SULZER, 51, bd Bruze, Paris (14^e), Cedex 59, 75396 Paris Bruze.

La filiale française d'un groupe européen

BRANCHE ELECTRIQUE

spécialiste des accumulateurs étanches au C/N rechargeables

recherche un Cadre

TECHNICO-COMMERCIAL

SECTEUR FRANCE ENTIERE

qui sera chargé de représenter la Société auprès d'une clientèle - de constructeurs et de fabricants utilisant ces accus comme équipement de première monte sur des produits aussi divers que systèmes anti-voil, prothèses auditives, éclairages de secours, etc...

Dépendant du Directeur Commercial, et responsable d'un chiffre d'affaires, il assurera personnellement la prise des commandes, soit au coup par coup, soit dans le cadre de marchés globaux dont il aura suscité la conclusion.

La notoriété de la Société et les applications croissantes de ses produits ne dispenseront pas le titulaire de prouver de réelles qualités de ténacité et de vendeur.

Allemand courant exigé.

Voiture personnelle indispensable.

Rémunération intéressante + frais.

Situation évolutive en fonction des résultats.

Poste basé en proche banlieue parisienne.

Il sera répondu à toutes les candidatures comportant obligatoirement lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et délai de disponibilité adressées au

Cabinet des Sciences Humaines

C.S.H. 9, Square P. Bazin PARIS 14^e 75150 - LE CHESNAY chargé du recrutement

UN CABINET DE CONSEIL de notoriété nationale dans sa spécialité offre à un jeune

ingénieur électro-mécanicien

de 30 ans minimum, ayant une bonne expérience de la vie industrielle en B.E., installations, chantiers, une possibilité de carrière ouverte de

conseil en management

faisant appel aux techniques acquises, au sens des responsabilités, à l'intelligence critique pour la solution de problèmes industriels variés.

Le poste basé à Paris nécessite des déplacements de courte durée. La pratique de l'anglais est indispensable.

Ecrire à Y. CORCELLE sa réf. 3112 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

MATRA

recherche pour l'une de ses filiales (200 personnes environ activités informatiques) un

CHEF DU PERSONNEL ET DES SERVICES GENERAUX

— Il dépend de la Direction générale avec laquelle il définit la politique du personnel.

— Il est chargé de la gestion et de l'administration du personnel dans tous les domaines de la fonction (formation - salaire - réglementation - recrutement, ...)

— Il se préoccupe également de la bonne marche des services généraux (télé - standard - entretien - courrier, ...)

— Le poste concerne un cadre ayant l'expérience de la fonction, pratiquée si possible en milieu informatique et au sein d'une petite unité.

Adresser CV et prétentions en indiquant la référence NK 162

MATRA à Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

sfica

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS SPÉCIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION D'IMMEUBLES DE BUREAUX ET DE LOCAUX INDUSTRIELS

recherche dans le cadre de son plan de développement

ATTACHÉ AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

- Formation supérieure (Grandes Ecoles de préférence),
- Ayant au minimum 3 ans d'expérience professionnelle, si possible dans le domaine du conseil,
- Ayant le goût du travail en équipe,
- Esprit sain et créatif.

Envoyer CV et prétentions à SFICA 44, rue des Petites Écuries 75010 PARIS

CORDIS S.A. recherche

pour sa DIRECTION FINANCIERE EUROPEENNE (PARIS) CADRE FINANCIER de consolidation

- Agé de 27 ans minimum, il aura une formation supérieure H.E.C., Sup. de CO, ESSEC ou équivalent, complétée par le D.E.C.S.
- Parlant couramment anglais et si possible allemand, le candidat aura une expérience minimum de 3 ans dans les services comptables ou d'audit de grandes sociétés françaises ou étrangères.
- La connaissance de la comptabilité U.S. serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 1142A Monsieur BLUET B.P. 10 92420 - VAUCRESSON

JEUNE CADRE COMPTABLE ET FINANCIER

BSN-Gervais Danone recherche pour les Services Comptables et Financiers de la Société Européenne de Biscuiteries, à Sèvres, un jeune ESC, Sc. Eco., Maîtrise de gestion, + DECS, ayant acquis une pratique de la comptabilité au cours de stages ou d'une première expérience professionnelle.

Chargé d'études comptables et financières, il aura à analyser et prévoir l'évolution de la structure financière de la Société (bilans prévisionnels, expériences de résultats nets, gestion de portefeuilles, études financières diverses, ...)

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 17, à Jean Burckel, BSN-Gervais Danone 126-130, rue Jules-Guesde, 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES cherche pour la Région Parisienne (12 Agences)

CHEF DES VENTES

ANIMATEUR ET SUPER-VEUNDEUR

OBJECTIFS :

- Être le prolongement sur le terrain du Directeur Commercial ;
- Animer les vendeurs en sortant avec eux : 50 % de son temps ;
- Orienter, contrôler et coordonner leur action sur le terrain ;
- Avoir pour objectif personnel d'implanter la Société chez les plus gros utilisateurs non encore clients.

PROFIL :

- Animateur et super-vendeur ;
- Solide expérience de la prospection et de la vente sur le terrain dans les services (téléphone, assurances, ...) ou l'équipement de bureau ;
- Expérience industrielle et si possible formation technique ;
- 35 ans minimum ;
- De préférence connaissant bien la région parisienne et les plus importantes sociétés.

Rémunération très motivante, liée aux résultats et non inférieure à 110.000 F.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo et rémunération actuelle sous référence 108 à :

PUBLIC DIRECT
4, quai des Célestins, 75004 PARIS, qui transmettra.

SYNDICAT PROFESSIONNEL

adoptant une politique nouvelle "plus offensive" (tête mieux connue de ses clients et des Pouvoirs Publics) rech. pour son siège permanent à PARIS

DELEGUE GENERAL

45 ANS MINIMUM

Avec Attaché de Presse, adjoint juridique et Secrétaire, ACTION interne et ext., INFORMATION - RELATIONS PUBLIQUES auprès ADHÉRENTS, POUVOIRS PUBLICS et UNIONS CONSOMMATEURS. Contacts haut niveau (États Majeurs des Ministères notamment).

HOMME DE CONTACTS

- ayant assumé responsabilités à dominante commerciale dans secteur privé obligatoirement (fonces de vente imp. de prêt.) ou Syndicat professionnel.
- ANGLAIS apprécié.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et photo s/réf. 3603 à :

sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL FRANÇAIS

offre une opportunité de carrière intéressante à des

RESPONSABLES DE SECTEUR

Après un stage technique, ils assumeront pendant une courte période, le poste de représentant. Puis ils se verront attribuer un secteur et devront gérer, animer et former une équipe de vente.

Une formation commerciale supérieure et une expérience d'encadrement dans le domaine de la vente de produits industriels sont nécessaires pour assurer ce poste.

Il est indispensable d'être très mobile. Connaissance de l'allemand ou de l'anglais appréciée.

Pour faire acte de candidature, sdr. lettre manuscrite, cur. vitæ, photo et prêt. sous n° 2334 à :

STB BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

SECRETAIRE GENERAL
P. M. E.
recherche poste
Adjoint de Direction

autos-vente

Vd Jaguar XJ6 42 l. janv. 1976
60 000 F. T. 531-76. le soir.

LANDIA
AUTODANCI
CONDITIONS SPECIALES
SALON DU 10 au 17 OCT.
11, rue Mithral - Paris 5
356.28.35 + 1

A vendre : 8 et 11 T. 11, 102.000 F.
2. nouvelle motorisation, 4 vit. simpl.
refaits. Très bon état général.
Autodan et catal. 600 F.
Tel. ext. 18 et 104-60

appartements vente

18° LE JARDIN DU
SACRÉE, 222-26-26
Improbable un balcon ti
ensoleillé, affaîre remarqu
de la cti. Caramelle, beau
de la cti. Caramelle, beau
de la cti. Caramelle, beau
25-74-22.

19° LES
23-74-22.

20° LES
23-74-22.

21° LES
23-74-22.

22° LES
23-74-22.

23° LES
23-74-22.

24° LES
23-74-22.

25° LES
23-74-22.

26° LES
23-74-22.

27° LES
23-74-22.

28° LES
23-74-22.

29° LES
23-74-22.

30° LES
23-74-22.

31° LES
23-74-22.

32° LES
23-74-22.

33° LES
23-74-22.

34° LES
23-74-22.

35° LES
23-74-22.

36° LES
23-74-22.

37° LES
23-74-22.

38° LES
23-74-22.

39° LES
23-74-22.

40° LES
23-74-22.

41° LES
23-74-22.

42° LES
23-74-22.

43° LES
23-74-22.

44° LES
23-74-22.

45° LES
23-74-22.

46° LES
23-74-22.

47° LES
23-74-22.

48° LES
23-74-22.

49° LES
23-74-22.

50° LES
23-74-22.

51° LES
23-74-22.

52° LES
23-74-22.

53° LES
23-74-22.

54° LES
23-74-22.

55° LES
23-74-22.

56° LES
23-74-22.

57° LES
23-74-22.

58° LES
23-74-22.

59° LES
23-74-22.

60° LES
23-74-22.

61° LES
23-74-22.

62° LES
23-74-22.

63° LES
23-74-22.

64° LES
23-74-22.

65° LES
23-74-22.

66° LES
23-74-22.

67° LES
23-74-22.

68° LES
23-74-22.

69° LES
23-74-22.

70° LES
23-74-22.

71° LES
23-74-22.

72° LES
23-74-22.

73° LES
23-74-22.

74° LES
23-74-22.

75° LES
23-74-22.

76° LES
23-74-22.

77° LES
23-74-22.

78° LES
23-74-22.

79° LES
23-74-22.

80° LES
23-74-22.

81° LES
23-74-22.

82° LES
23-74-22.

83° LES
23-74-22.

84° LES
23-74-22.

85° LES
23-74-22.

86° LES
23-74-22.

87° LES
23-74-22.

88° LES
23-74-22.

89° LES
23-74-22.

90° LES
23-74-22.

91° LES
23-74-22.

92° LES
23-74-22.

93° LES
23-74-22.

94° LES
23-74-22.

95° LES
23-74-22.

96° LES
23-74-22.

97° LES
23-74-22.

98° LES
23-74-22.

99° LES
23-74-22.

100° LES
23-74-22.

[illegible]

CHASSE-PIERRE EXCEPTION.
Sous bois, dans la forêt de
la W.C., terrain 2 x 4 m.
d'orientation, T. 225-19-24.

HOTEL PARIS
(PROT) JARD., + TERR.
RECEPTION & CMBRES
E. Depend. ANJ. 15-18

châteaux

SAUVREUX, 90 kms PARIS,
Maire vend directement
SAUVEUR, 40 pièces + nomb.
de dépendances, parcell.
magnifique parc de 12 ha,
sa belle vallée, rivière,
vue sur le château de
W.F. — Tél.: 325-19-24.

overlook terrrain
avec perrils PARIS

chasse-p

Vends, aide grétabile
gros, Dordogne, tr. 7 km
du Lot, 1000 m d'altitude,
adultes, Ecr. Havas
n° 780, ou tél.: 15
après 18 h

forêt

NIEVRE 120
Belle réserve 5.600
ha, 16.250 pieds, 1000
Téléph. (961) 5

the
km P18-
Stang de
l chanes
noultème,
95-78-87,

A
chanes.
0.000 F.
56.

سكس ايه اهل

Europa

LA VIE ÉCONOMIQUE

DANS LE LABYRINTHE DES INSTANCES EUROPÉENNES

Le Trade Unions Council britannique cherche sa voie

Les syndicats européens vont exercer sur les décisions de la Communauté européenne une pression grandissante dans les mois à venir. Leur influence va croissant à Bruxelles, où l'entrée du Trade Unions Council britannique dans les institutions de la Communauté, il y a un peu plus d'un an, a constitué un important renfort.

Avec ses onze millions d'adhérents, la centrale britannique est la plus vaste organisation syndicale de l'Europe de l'Ouest, et on la sait étroitement allée au gouvernement. Le tour de la Grande-Bretagne de président le conseil des ministres étant arrivé, et M. Roy Jenkins, le futur nouveau président de la Commission, ayant l'habitude de prêter une oreille attentive aux syndicats, le TUC sera en position de force l'année prochaine.

Certes, bien des leaders syndicaux européens sont pour l'instant un peu déçus de ce que la centrale ouvrière britannique n'a pas eu un plus grand impact sur la Communauté dès sa première année de membre actif. Cela s'explique certainement, en partie, par le fait que la plupart des leaders britanniques — les syndicalistes comme les autres — ne sont pas des fervents européens. Pour eux, «européen» sous-entend théoriquement : rien de plus péjoratif dans un pays où le plus beau compliment qu'on puisse faire à quelqu'un est de le décrire comme pragmatique.

En fait, après une période de dispersion, le mouvement syndical européen a bénéficié des efforts de réunification faits dans certains pays, et particulièrement de la coopération étroite entre les trois principales fédérations italiennes, ainsi que de la fusion intervenue entre les deux plus grands syndicats hollandais. Ainsi les différents mouvements sont-ils en voie d'exercer une influence croissante au travers de la Fédération des syndicats européens (European Trade Unions Federation - ETUC) de plusieurs manières : par l'intermédiaire direct du conseil économique et social, au travers de leurs représentants auprès des diverses institutions communautaires ; indirectement, par une action concertée dans les neuf pays, et par le poids de chacune des centrales syndicales auprès de son gouvernement respectif. Enfin, les syndicats peuvent également agir sur le Parlement européen par l'intermédiaire de leurs alliés politiques.

Dès son entrée dans la Communauté, le Trade Unions Council a délégué partout des représentants de si haut niveau que les autres organisations ont dû revoir leur propre représentation. Mais, très vite, la centrale britannique s'est trouvée tellement empiétrée dans la forêt vierge des comités que toute évolution lui a semblé impossible. Un problème pratique s'est d'ailleurs immédiatement posé, les réunions du conseil économique et social ayant lieu le même jour que celles du comité central du Trade Unions Council : dès lors, le nombre des représentants de ce syndicat présents aux réunions internationales est devenu peu représentatif de sa force véritable.

Une autre difficulté a surgi du fait que les membres du conseil économique sont désignés nominalement par les gouvernements et qu'ils ne peuvent se faire remplacer. De nombreuses centrales syndicales souhaiteraient que leurs représentants soient choisis par la Fédération des syndicats euro-

péens et responsables devant elle. Au reste, les délégués syndicaux dans leur ensemble dénoncent l'encombrement de l'agenda d'un conseil économique et social où il faut examiner de multiples propositions d'intérêt particulier et restreint ayant souvent déjà fait l'objet d'un examen par la Commission de Bruxelles. Et, en outre,

un conseil composé de cent quarante-quatre membres répartis en trois groupes (représentants du patronat, des syndicats et d'intérêts divers) est à l'évidence trop vaste pour être opérationnel. De sorte que les syndicalistes n'ont pas tort de considérer qu'il vaudrait mieux réduire le groupe «divers» ou le supprimer.

« Nous attendons plus de responsabilité »

Les décisions définitives étant du ressort du conseil des ministres, et non de la Commission, le Trade Unions Council a d'ailleurs vite compris qu'il valait mieux rechercher le moyen de faire valoir le point de vue des syndicats directement auprès des ministres, ou à travers la publicité qui entoure les débats d'opinion sur les questions d'intérêt général.

« Nous attendons plus de responsabilité », a déclaré M. Jack Jones, président du comité économique du TUC, et leader du plus puissant syndicat britannique, dans son rapport au congrès des syndicats en septembre dernier, alors qu'il commentait son expérience à l'intérieur du Marché commun. Sans doute ne songait-il pas à une responsabilité devant le Parlement européen.

« Nous attendons que la Commission et les gouvernements nous disent ce qu'ils ont l'intention de proposer, afin de nous donner la parole : nous attendons également qu'ils tiennent leur promesse de rendre compte de ce qui va et de ce qui ne va pas », a-t-il dit.

Ainsi le Trade Unions Council découvre-t-il petit à petit les mille et un moyens de lier des fils conduisant jusqu'au cœur de la toile d'araignée communautaire. Profitant habilement d'une « liberté d'initiative » toute nouvelle accordée au conseil économique et social, il a pu soulever la question de fonds qui correspondait à son objectif de stimuler la concertation pour que soit traité globalement le problème des cinq millions de chômeurs

européens. Le sujet a été repris lors de la réunion d'un comité permanent récemment constitué, et en juin dernier à l'occasion d'une autre conférence tripartite. La discussion a donc pu se poursuivre à travers une procédure complexe.

Le congrès des syndicats européens a voté l'année dernière une résolution réclamant un comité plus large et plus démocratique du Parlement européen sur la Commission et sur le conseil des ministres. Mais cette résolution déclarait également qu'aucune décision concernant les syndicats européens ne saurait être prise sans l'adhésion entière des Britanniques. Or le comité central du Trade Unions Council n'a jamais adopté de ligne de conduite au sujet de l'élection du Parlement au suffrage direct.

Le pragmatisme du TUC cache en fait une réaction instinctive de rejet face aux attitudes communautaires. « On a tendance, a déclaré M. Jones, à mettre de côté les aspects sociaux et humains en prétendant qu'ils ne pourront être étudiés qu'à la faveur d'objectifs plus larges, tels que le développement de la compétition, le respect des principes de la finance et de la stabilité industrielle et de l'orthodoxie. »

Aussi longtemps qu'ils seront à l'intérieur de la Communauté, les syndicalistes britanniques feront usage des institutions pour accroître leur influence. Mais sans doute ne se sentiront-ils pas entièrement engagés tant que l'appareil communautaire des problèmes de société n'aura pas fondamentalement changé à Bruxelles.

ERIC WIGHAM
(The Times).

POINT DE VUE

L'Europe sans le dire...

par BERTRAND SCHNEIDER (*)

Le combat que Raymond Barre entreprend contre l'inflation ne doit pas dissimuler la mise en place discrète d'une nouvelle politique européenne.

Des indices encore épars se multiplient de la volonté du président de la République précisée dans son livre *Démocratie française* (pages 162 et 163).

Le choix de Jean-François-Poncet, d'Olivier Guichard, président du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, comme des principaux collaborateurs du président, et plus encore la désignation de Raymond Barre, consultant autant de signes qui viennent confirmer la cohérence d'un dispositif mis en place depuis deux ans sur le triple plan politique, diplomatique et militaire.

L'élaboration d'un pouvoir politique européen véritablement débuté par l'institution du conseil européen des chefs d'Etat ou de gouvernement des Neuf, en décembre 1974. Elle se prolongera par l'élection du Parlement européen au suffrage universel en 1978. Le rôle du président français a été dans les deux décisions absolument déterminant.

Il faut également noter que la France tente, par son action, de dégager un concept d'espace européen qui indique des possibilités d'extension ultérieures et une prospective : le soutien apporté par la France à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne renaisant à la démocratie, comme le souci de ne pas abandonner l'Italie à ses difficultés pour des raisons idéologiques en témoignent.

L'apparition de l'Europe en tant que puissance sur la scène internationale est un fait qui prend d'autant plus de relief que les disparités des politiques étrangères des Neuf sur les grands problèmes actuels demeurent souvent irréductibles. La convention de Lomé, qui ouvre le marché européen depuis le 1^{er} janvier 1976 à tous les produits et productions de quarante-six Etats d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes sans contrepartie, a constitué, à cet égard, un exemple.

L'initiative de la France dans l'instauration du dialogue Nord-Sud

témoinne elle aussi de la nature de son ambition pour l'Europe : saisir toutes les occasions d'affirmer sa présence en tant que telle et de manifester une vision des affaires du monde qui n'appartient qu'à elle. Le jour et l'heure venus, la politique européenne de la France peut conduire l'Europe à négocier la rénovation du traité de l'alliance atlantique en tant que partenaire à part entière des Etats-Unis.

L'indépendance de l'Europe ne peut jouer à l'égard des Etats-Unis que le jour où une force de défense européenne sera capable d'assurer la relève partielle ou totale des troupes américaines. Le glissement de la notion de sanctuaire national à celle de sanctuaire ouest-européen indique que le réaménagement de la politique française de défense décidé par le président de la République constitue un autre signe de sa volonté européenne, en parfaite cohérence avec la politique étrangère qu'il mène.

Les relations avec l'U.R.S.S. ne sont plus ce qu'elles étaient au temps du général de Gaulle et le déploiement de moyens militaires massifs dans le bloc soviétique montre assez que nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation de détente sous condition. Le besoin d'une sécurité accrue et la prise de conscience de la fragilité du dispositif en vigueur font l'objet d'un large consensus chez les Neuf. Et Valéry Giscard d'Estaing semble vouloir engager son autorité pour faire progresser l'élaboration d'une stratégie européenne commune.

Cette stratégie pour être efficace se doit avec le temps d'intégrer la dimension économique et sociale de l'Europe autant que ses problèmes de défense. C'est sur ce terrain que résident les contradictions « communautaires » les plus fortes. La rentrée volontaire du franc dans le « serpent » européen n'a pu être maintenue plus de quelques mois, l'union économique et monétaire n'existe pas et la politique agricole commune risque à tout moment de voler en éclats.

M. Raymond Barre semble particulièrement qualifié pour prendre des initiatives en la matière, si le dialogue social qu'il entreprend lui laisse quelque marge de manœuvre. Une très large majorité de l'opinion publique française ne demande qu'à soutenir cette politique. Encore faut-il qu'il existe à ses yeux des raisons de fierté de se sentir européen et qu'on dégage le concept européen de son aspect trop puritain bureaucratique et élitique. Pour que l'Europe existe, il faut lui permettre d'exister dans l'esprit des Européens, par l'information et l'éducation. Pour que l'idée européenne suscite l'enthousiasme, il ne faut pas qu'elle se contente d'être la somme d'histoires, de cultures et de comportements du passé. N'a-t-elle pas autre chose à proposer pour elle-même et pour le monde ? Une démocratie renouvelée, le développement des libertés, la valorisation des cultures, de l'information et de l'éducation, une plus grande justice sociale et une meilleure qualité de la vie, la lutte contre le racisme et la solidarité entre les peuples ? La charte présidentielle doit pour convaincre trouver les mots du cœur plus que ceux de la raison.


Au niveau parlementaire, la construction européenne dispose d'une majorité à cheval sur la majorité et sur l'opposition. Républicains indépendants, radicaux et C.D.S. ont depuis longtemps fait acte de foi dans l'Europe. Les socialistes aussi, depuis le congrès de Bagnolet de décembre 1973, sont en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, même si ils tiennent à la représentation proportionnelle. Ils sont loin de Georges Marchais, qui considère qu'il s'agit là d'un « crime contre la France, contre son peuple ». Les gaullistes seuls demeurent en proie à des divisions qu'il convient d'essayer de comprendre, alors que leur position ne cesse d'évoluer.

Il y a fort à penser que l'U.D.R. finira par adopter une sorte de « compromis historique » en matière européenne si elle réalise que la France a plus à y gagner qu'à y perdre. Ne serait-ce que pour éviter le recours toujours possible du président de la République au référendum. Cette procédure gaullienne utilisée avant les élections législatives aurait-elle la capacité de révéler une majorité présidentielle renouvelée en y accueillant les sociaux-démocrates dispersés, tout en abandonnant certains gaullistes à la tentation nationaliste ? Le président Giscard d'Estaing avance sur le sentier malaisé de l'Europe parce qu'il a la conviction que c'est l'intérêt vital de la France, dans la recherche d'un nouvel ordre mondial. A nous de prendre les moyens nécessaires pour y entraîner avec lui le peuple français.

(*) Président des Clubs Démocratiques nouvelle, secrétaire national du C.D.S.

VOITURES D'EXPORTATION T.T.
• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda
Toutes marques étrangères
• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •
• Toutes possibilités de crédit-leasing •
EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT
SEDAX - 3, rue Scheffer 75018 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 +
Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

HELMKE
est seul en europe à vous offrir cela...



AEG BBC SCHORCH SIEMENS

Un moteur électrique en panne coûte cher. HELMKE dispose immédiatement, pour vous, aux meilleures conditions de prix et de fiabilité d'un stock complet de :

- Moteurs moyenne tension et gros moteurs BT jusqu'à 10 000 CV en stock et choisis de manière optimale.
- Machines courant continu, ingénierie, pour entraînements complets en particulier à thyristors, groupes convertisseurs.
- Alternateurs auto-régulés.
- Groupes électrogènes.
- Transfos jusqu'à 15 000 KVA et 150 KV.
- Machines d'occasion révisées récentes avec garantie d'usine de 12 mois.

HELMKE

HELMKE 13, rue de la Sinne - 68100 MULHOUSE - Tél. (89) 45.60.64 - Télex 881701
HELMKE est présent à la 1^{re} biennale régionale des journées techniques de l'électricité - Wacken - Strasbourg stand 69-70, 12 au 16 Octobre 1976.

Herald Tribune
Smith Accepts Black Rule in 2
Carter Meet in a Gentle Debate
CERTAINS FRANCAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'OUVERTURE DU DÉBAT BUDGÉTAIRE

POINTS DE VUE

Économie et pouvoir

Le drame des professeurs, c'est qu'en entrant en politique ils veulent paraître plus politiques que les politiques. À peine intronisé, M. Raymond Barre affirme sa volonté de gagner les élections, déclare aux gaullistes qu'il n'est pas au gouvernement pour reprendre les projets de l'opposition, rappelle à la discipline l'un de ses secrétaires d'État sur un ton dont n'aurait pas usé M. Chirac. Il y a pire. Il lance devant l'U.D.R. une diatribe contre l'impôt sur le capital dont il était lui-même partisan il y a trois mois. À l'Assemblée nationale, il présente comme égarées ou seules celles qui ne croient pas que son plan soit le mieux ajusté à la situation du pays.

L'économiste disparaît-il derrière l'homme de parti qui perçoit involontairement sous le masque ? La confiance qui reposait sur le consentement se disperse. Le franc balaise. Le Boune aussi, et la grève du 7 octobre risque d'amorcer une agitation persistante.

Derrière l'action entreprise ou annoncée, on aperçoit en filigrane quatre explications de l'inflation : exos de demande, spirale des salaires et des prix, gonflement de la masse monétaire, résistances sectorielles. Ces dernières sont renvoyées à plus tard. Le mélange des trois autres paraît déboucher sur des mesures contradictoires. Et ne manque-t-on pas la chance fondamentale : celle d'une reprise qui, par une meilleure utilisation des capacités et des réserves de productivité, ralentirait la hausse grâce à l'étalement des coûts ?

L'accent implicite sur l'exos de demande a de quoi inquiéter. La France, dit le premier ministre, vit au-dessus de ses moyens. Bonne formule pour résumer une inflation par la demande. Mais quand le pays connaît à la fois un chômage plus élevé qu'à aucun moment de son histoire et des capacités de production inemployées, il reste loin d'utiliser son potentiel : en termes réels, il serait plus juste de dire qu'il vit en-dessous de ses moyens. Le pouvoir d'achat des ménages, ajoute le premier ministre, s'est accru alors que la production baissait. Quand l'investissement s'effondre, c'est une conséquence normale et même heureuse que la consommation accroisse sa part : à défaut, la chute de la production totale aurait été plus grave encore. L'idée de geler le pouvoir d'achat pour faire place à l'investissement surprendra tous les économistes : l'investissement et la consommation sont concurrents en plein emploi ; en sous-emploi, ils sont complémentaires ; et c'est le maintien ou le développement de la consommation qui finira par relancer l'investissement en exigeant des suppléments de capacité.

Une autre conception

Dans son interview au Monde (1), le premier ministre hérite entre deux théories contradictoires. D'un côté, il suppose que, sur les mêmes revenus, le ralentissement de l'inflation permettrait une consommation plus élevée en réduisant une épargne de précaution. De l'autre, il assure que l'inflation la plus nuisible à l'épargne serait une stabilité retrouvée qui lui garantirait une rémunération réelle positive. On ne sait plus très bien ce qui pourrait relancer la croissance et l'emploi qui stagnent depuis avril. Les encouragements à l'investissement, quand il y a un excédent de capacité, ne réussissent pas beaucoup mieux que les trois ou quatre tentatives faites depuis deux ans. Ils sont cette fois-ci faibles et contradictoires : on augmente le taux de l'impôt, on réduit les bases moins par une réévaluation des immobilisations que par un coup de pouce à l'amortissement accéléré ; l'État emprunte pour faire des prêts à intérêts bonifiés. Mais on restreint les crédits.

L'économiste au pouvoir ne peut surmonter l'oubli apparent des théorèmes les mieux établis sur le rapport entre la consommation et l'investissement que par un chemin non déclaré : faute que l'exportation se développe à un rythme satisfaisant, on se rapprochera de l'équilibre de la balance des paiements et d'une stabilisation du franc au regard des autres monnaies par la baisse de l'importation qu'entraînera la stagnation. L'indépendance nationale se paiera d'un chômage accru.

Compte il y a de tout dans ce plan, on peut aussi y découvrir

par PIERRE URI (*)

une stratégie implicite fondée sur une autre conception du mécanisme inflationniste. Blocage temporaire des prix relayé par une baisse de la T.V.A. et gel plus prolongé des tarifs des services publics : il s'agit de décaler une spirale des salaires et des prix. Mais la hausse probable du pétrole et la baisse acquise du franc risquent de relancer l'inflation par les coûts. Et comment priver une modération de la hausse des salaires tant qu'on n'offrira pas aux travailleurs et à leurs représentants d'autres moyens pour tenter de réduire des inégalités qui n'ont pas cessé de s'élargir ?

Il y a bien l'esquisse d'un mouvement pour resserrer l'éventail des rémunérations salariales. On souhaiterait (mais en a-t-on les moyens ?) que les plus hautes demeurent gelées en valeur nominale, c'est-à-dire baissent en valeur réelle si les prix ne restent pas figés, que les plus bas seuls remontent en termes de pouvoir d'achat, le reste compensant juste les hausses. Mais entre les revenus du travail et les autres, que fait-on pour réduire les écarts ? Le blocage des prix est temporaire. S'il parvient indirectement à la symétrie n'est qu'apparente : la productivité progresse toujours quelque peu ; à prix et salaires gelés, elle est accusée de retard. L'essentiel de l'impôt supplémentaire est demandé à ceux qui le paient déjà à plein.

C'est la deuxième fois, depuis que le président de la République est au pouvoir, que des majorités interviennent non en y soumettant les revenus à proportion qu'ils échappent, mais en pourcentage des impôts dont ils sont déjà frappés. Les affirmations sur la lutte contre la fraude et les efforts pour améliorer la connaissance des revenus figurent rituellement dans les propos du ministre des finances depuis des années. On augmentera la part de l'impôt direct rapporté à l'impôt indirect. Fort bien, mais sur qui ? Dans l'immédiat, on aggrave encore par les mesures concernant les distributions de dividendes, le système qui tend à imposer les revenus du capital à des taux moins élevés que les revenus du travail.

Les choix en fonction des clientèles apparaissent ainsi en pleine clarté. La IV^e République, ce régime dont on accuse à satiété la faiblesse, avait deux années de suite imposé des charges massives à d'autres que les salariés : l'impôt de solidarité en 1947, le prélèvement exceptionnel pour arrêter l'inflation en 1948. Les bases étaient sans doute assez brutales, mais elles étaient justes ; beaucoup moins que la dernière invention, qui taxe certaines exploitations agricoles en fonction de leur chiffre d'affaires, sans considérer que, suivant les types de production, il est d'une relation très disparate aux gains nets.

L'exemple allemand

On se réfère toujours à l'exemple allemand. Que n'en retiennent-ils les traits majeurs ? C'est d'abord un pays où, même si elle pouvait être perfectionnée, la fiscalité directe, par comparaison avec la France, fonctionne raisonnablement bien. L'une des raisons, c'est qu'elle inclut depuis près d'un siècle un impôt annuel sur le capital qui fournit des recouvrements. On n'y voit aucune contradiction avec une imposition des plus-values qui aujourd'hui embryonnaire, sera sans doute élargie demain.

Deuxième remarque : l'Allemagne ne s'est pas offert une loi Royer qui donne aux commerçants un droit pratique de veto sur l'installation de concurrents moins chers. Singulière mécanique en période d'inflation, et qui s'oppose à une évolution où le petit commerce trouverait de lui-même la place la plus appropriée, par les services de proximité qu'il rend, par les contacts humains qu'il entretient, ou par une spécialisation profitable.

Enfin, a-t-on assez souligné que l'Allemagne n'indemnise ses agriculteurs victimes de la sécheresse que pour autant qu'ils prouvent que leur revenu a été stupéfié de plus de 30 % par comparaison avec 1975 ? Ils ont protesté en réclamant que la perte à leur charge soit ramenée à 20 %. Ce courage du gouvernement Schmidt n'est peut-être pas étranger à son recul électoral : c'est dans la Bavière, largement

(*) Membre du groupe des experts du parti socialiste.

agricole, que les chrétiens sociaux ont fait le plus grand bond. Ici, on s'est lancé sur la voie la plus imprudente. État-il raisonnable de fixer le montant des pertes à compenser avant que l'année soit achevée, sans tenir compte des pertes qui ont fait repousser une partie des salaires et plus drues, sur laquelle le détail va de nouveau s'engager, des hausses de prix bonnaises quinquementales des pommes de terre ou celle qu'entraînera la hausse exceptionnelle de la récolte vinicole, ou celles qui réguleront des pénuries temporaires et qui feront plus qu'effacer les pertes ? Que les organisations agricoles ne s'y méprennent pas. La réserve du pays à quelques justifications, quand le consommateur bénéficie si rarement de l'abaissement, quand le trésor appelé à compenser des pertes bénéficie si peu, à travers l'impôt, des hausses de prix soudaines et massives.

La répartition des avantages et des charges répond-elle à l'équité ou ne traduit-elle pas, une fois de plus, le souci de ménager ou même de privilégier les catégories sur lesquelles une majorité électorale grand espoir, qu'elle à repousser le fardeau sur les autres ? L'ensemble fait mal augurer des réformes structurelles qui sont annoncées pour la suite : où puiserait-on le courage de briser les pratiques d'oligopole, les cartels implicites du commerce dont les chambres syndicales fixent les taux de marque, les faveurs ou l'évasion l'impôt par une forme qui devrait au moins tripler la contribution directe des non-salariés ?

Une relance des investissements publics pour rattraper des retards et assurer la reprise de la reprise : un prélèvement, fût-il modeste, sur des catégories non salariées, à la fois pour faire face à la dépense et pour pouvoir lancer le dialogue avec les organisations de travailleurs ; ce schéma répondait à un diagnostic de la situation économique et faisait droit aux dimensions politiques de l'action.

On voudrait rendre M. Raymond Barre attentif au paradoxe dans le quel il s'enferme. Il avait la mission et l'intention de surmonter les divergences politiques autour de l'impôt, de briser les doutes les plus légitimes de l'opposition. C'est son prédécesseur qui, après avoir distribué la manne à ses franges électorales et vidé l'imposition des plus-values de toute portée, appelle à un rassemblement bonapartiste, où les accents du gaullisme s'enchaînent à l'évocation d'un « vaillisme français » avec une participation accrue et une imposition du capital. C'est le premier ministre d'aujourd'hui qui paraît hériter entre le sauvetage de la majorité telle qu'elle est et le salut du pays.

F.O. RÉCLAME : UNE RÉFORME FISCALE AVANT LA FIN DE 1977

Il ne peut y avoir de répartition équitable d'une charge fiscale supplémentaire si l'impôt est réparti de façon inégale. Le fiscal lui-même reste, dans son ensemble, injuste. Telle fut en substance l'argumentation développée, lors de l'octobre 1976, par M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, au cours d'une conférence de presse consacrée à la fiscalité.

« Le plan Barre ne corrige aucune des injustices de la fiscalité, la plus souvent il les aggrave », a affirmé M. André Bergeron, secrétaire confédéral pour les questions économiques. Dénouant l'injustice de l'impôt direct, la confédération fiscale, d'autre part, a toutes les manipulations actuelles et futures de l'impôt général sur le revenu tant que toutes les décisions nécessaires n'auront pas été prises pour connaître et taxer dans les mêmes proportions toutes les catégories sociales, professionnelles et tant que ne sera pas instauré un prélèvement fiscal sur les fortunes.

La Confédération doute qu'il y ait une réelle volonté gouvernementale de lutter contre la fraude fiscale. Les syndicalistes F.O. de la direction générale des impôts ont vu la preuve dans la très faible progression des effectifs prévue pour la D.G.I. en 1977. Ils ont rappelé qu'une entreprise n'est vérifiée que tous les cinq ans et même tous les dix-sept ans dans la région parisienne.

Mythes et réalités d'un impôt sur la fortune

par ROBERT LATTÈS (*)

Le nombre va croissant des hommes et des partis politiques — et pas seulement d'opposition — qui mettent à leurs programmes un impôt pour les uns sur le capital, pour les autres sur la fortune. Mais peu d'efforts semblent avoir été faits pour définir sans ambiguïté l'essence, les caractéristiques et les modalités d'un tel impôt, et pour essayer de déterminer et de calculer les effets et le rendement à en attendre. Or les débats qu'il provoquera seront d'autant plus vifs et passionnés qu'on saura moins de quoi l'on parle.

La France, en effet, contrairement à bien d'autres pays, a une très mauvaise connaissance du capital en général, des fortunes privées en particulier. Elle attend de disposer d'une information satisfaisante, carner — même de façon très grossière — la distribution en France des fortunes privées, et plus spécialement des plus élevées. Cela peut mieux comprendre ce que permettrait réellement un impôt sur la fortune et pour tester les propositions plus ou moins précises faites ici et là. (Il ne peut s'agir bien sûr que des éléments de fortune situés en France, ou non, occultés s'ils sont à l'étranger.)

Que peut-on utiliser dans ce but ? D'abord les études qui se sont efforcées d'établir un rapport entre la valeur globale des patrimoines et le produit national brut ; ce rapport serait un peu inférieur à trois : divers recoupements sont possibles à partir d'études françaises anciennes, ou plus récentes mais partielles, également à partir de statistiques étrangères (voir notamment Maurice Allais dans *Droit social* 1966 ; divers articles INSEE de Ph. L'Hardy et A. Turc, et, plus récemment, le CREP). Ensuite, on peut utiliser les statistiques portant sur la répartition des revenus contributifs aux fonctions des tranches du revenu ; à partir de là, on est réduit à faire des hypothèses sur le patrimoine moyen de chaque tranche en tenant compte, dans l'estimation corrigée des effectifs de chaque tranche, des travaux du Conseil des impôts sur la connaissance des revenus. Il faut enfin — du moins pour une première réflexion chiffrée — ne pas s'arrêter à certaines distinctions entre éléments de fortune et capitaux utilisés comme outil de travail ou à celles entre

de France : on peut admettre une assiette de l'ordre de 200 milliards de francs. Or, sauf à vouloir confier d'entrée de jeu les fortunes élevées (les autres plus tard seulement), un taux supérieur à 1,5 % serait difficilement admissible (d'autant que certains revenus de la fortune seraient déjà frappés par ailleurs) ; cela signifierait un rendement de l'ordre de 3 milliards, soit 4 % des impôts directs payés par les ménages en 1975, dont le montant s'est élevé à 72,5 milliards ; soit aussi moins de 1 % du budget de l'État. Qu'une telle recette soit utilisée au financement de dépenses supplémentaires de l'État, à la diminution de la charge fiscale des plus démunies ou à la diminution de la T.V.A. sur des produits de première nécessité, on mesure les limites rapidement atteintes quant aux possibilités offertes par une taxation relativement sévère de la fortune, sans qu'il s'agisse toutefois d'une action délibérément destructrice.

En revanche, un tel impôt pourrait logiquement s'accompagner d'un relèvement substantiel et de modalités nouvelles pour les droits de succession frappant notamment les fortunes élevées : l'un des effets sur la répartition des fortunes moins élevées, déjà frappées au titre de l'IR.P.P. (Nous laissons ici de côté le débat sur le système préconisé

par certains et visant à supprimer l'IR.P.P. et l'impôt sur les sociétés pour les remplacer par un impôt unique, accompagné de quelques abattements et exonérations, mais appliqué à TOUS les capitaux, quels qu'ils soient.)

En se reportant au tableau 2, on notera que pour un abattement de 700 000 F, l'assiette de l'impôt serait de l'ordre de 500 milliards : un impôt de 1 %, auquel s'ajouterait une fiscalité beaucoup plus rigoureuse sur les successions élevées, procurerait difficilement — compte tenu d'équivalentes exonérations et de l'impossibilité de recenser et de taxer certains biens — plus d'une dizaine de milliards, soit environ 15 % de l'IR.P.P. actuel et des autres impôts directs payés par les ménages. (Nous laissons de côté les problèmes de coût de mise en place et de fonctionnement, et de détail pour qu'il fonctionne à plein, de ce système.)

En premier lieu, il ne faut pas sous-estimer ce que permettrait un tel supplément de recettes. Ensuite, un tel impôt, du fait des déclarations qu'il impliquerait et des statistiques qu'il induirait, constituerait un instrument de connaissance irremplaçable ; et également de lutte contre la fraude fiscale grâce à des recoupements et à une connaissance fiscale rapidement proche de la transparence. Mais c'est surtout une autre fiscalité et d'autres modalités en matière de successions, ouvrant en découlant aisément, qui permettraient la réduction de certaines inégalités, de fortunes notamment. Par contre, il ne faut cultiver d'illusions exagérées, ni sur la réduction des écarts de revenu qu'il pourrait permettre ni sur le supplément annuel de recettes fiscales qu'il procurerait.

On a quelque scrupule à rappeler, pour terminer, une évidence : que le montant des fortunes est fortement indexé sur le régime politique ; que la valeur des capitaux croît ou décroît selon le pouvoir en place.

TABLEAU 1

Portunes (en millions de francs) comprises entre	Effectifs 1975 dans chaque tranche	Montant global des fortunes de la tranche (en milliards)
0,5 et 0,7	615 500	360,3
0,7 et 1	306 000	289
1 et 2	209 000	332,5
2 et 4	22 800	137,5
4 et l'infini	13 000	97,3

TABLEAU 2

Abattement (en millions de francs)	Effectifs touchés (milliers)		Pourcentage de ménages touchés		Pourcentage total de fortune détenue		Assiette globale (milliards de francs)	
	I	II	I	II	I	II	I	II
0,5	1186	1282,5	0,36	0,21	20,12	32,33	599,5	791,6
0,7	588,5	587	1,96	4	26,14	32,76	385,2	612,6
1	274,5	281	1,87	1,22	12,82	17,72	294	482,5
2	63,5	72	0,45	0,49	10,44	10,44	124	266

I : 13 000 ménages d'une fortune moyenne de 7,5 MF dans la tranche la plus haute.

II : 19 000 ménages d'une fortune moyenne de 15 MF dans la tranche la plus haute.

éléments aisément identifiables et évaluable et éléments qui ne le sont pas (exemple de nombre d'objets d'art ou même du mobilier). La notion de fortune demanderait bien sûr d'ailleurs à être précisée, sinon définie. Comme aussi celle de capital, par exemple pour distinguer entre actifs d'entreprise et actions détenues, et ne pas compter deux fois certains éléments.

Pour mon propos, je me limiterai aux fortunes supérieures à 500 000 F (tableau 1) puisque même le P.C. parait mettre l'abattement par ménage au moins à ce niveau. Le tableau complet, non fourni ici, représente au total 4 113 milliards de francs pour 14,85 millions de ménages.

Recapitulons : rapporté au P.N.B. de 1975, l'ensemble des fortunes supérieures à 500 000 F représente 1,96 % du P.N.B. Le tableau 1 concernerait 8,16 % des ménages, qui détendraient 26,12 % du montant total des fortunes (à titre indicatif les 62,42 % des ménages les moins fortunés — mais payant actuellement un impôt en déduction de 35,27 %). Bien entendu, toute réflexion sur les inégalités de fortunes devrait en outre tenir compte des ménages ne payant pas d'impôt, lesquels ne figurent pas dans les présentes évaluations.

Il convient naturellement maintenant de déterminer l'assiette de l'impôt en fonction de l'abattement retenu par ménage. Mais avant d'examiner les modalités, les effets et le rendement d'un tel impôt, une précaution supplémentaire paraît nécessaire : calculer la variation de l'assiette si l'on suppose qu'on a pu sous-estimer et les effectifs et la fortune moyenne de la tranche la plus haute (forcer très notablement cette tranche évite des hypothèses sur les autres tranches et paraît suffisant pour obtenir des ordres de grandeur valables). Les résultats figurent dans le tableau 2.

Supposons qu'on ne tienne pas compte des fortunes supérieures à 2 millions

(*) Conseiller à la direction générale de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Deux exemples étrangers

R. F. A. : pour les Länder.

(De notre correspondant.)

Bonn. — L'impôt sur la fortune (biens mobiliers et immobiliers), qui a été institué en Allemagne sous la République de Weimar, a rapporté, en 1975, 4,5 milliards de deutschemarks (9 milliards de francs), soit un peu plus de 1,5 % du total des recettes fiscales des collectivités publiques. C'est un impôt encaissé par les Länder dont le taux varie de 0,5 % pour les personnes physiques à 0,7 % pour les personnes morales. À partir de 1977 les taux passeront respectivement à 0,7 % et 1 %.

Depuis la réforme fiscale entrée en vigueur l'année dernière, il n'est plus possible de déduire le montant de l'impôt sur la fortune de l'impôt sur le revenu. Cependant, les petites fortunes ne sont pas touchées : une famille de deux enfants ne paie pas d'impôt si l'évaluation de sa fortune ne dépasse pas 320 000 deutschemarks (640 000 francs).

L'impôt sur les successions, dont les recettes reviennent aux Länder, devrait rapporter 1 300 millions de deutschemarks (2 600 millions de francs) cette année contre 550 millions en 1975. Le taux varie de 30 à 70 %. Il existe une franchise de 250 000 deutschemarks entre époux, de 80 000 deutschemarks pour les enfants et de 50 000 deutschemarks pour les petits-enfants. — D. V.

SUEDE : un rôle modeste.

(De notre correspondant.)

Stockholm. — En Suède, l'impôt sur le capital est quasiment inexistant dans les mœurs. Il existe depuis que le pays s'est doté d'un système fiscal moderne bien avant l'arrivée des sociaux-démocrates au gouvernement et répond à un souci de justice et d'égalité. Son rôle dans la fiscalité suédoise est toutefois relativement modeste. Il ne rapporte qu'entre 400 et 500 millions de couronnes (de 470 à 590 millions de francs) par an au Trésor public, soit de 2 à 3,5 % des recettes totales de l'impôt national sur le revenu.

Le seuil de la taxation est fixé actuellement à 200 000 couronnes (320 000 francs). Au-delà de cette somme, la fortune est imposée suivant un système progressif par tranches. Les taux varient entre 1 % et 2,5 %. Ainsi, l'impôt annuel sur une fortune de 500 000 couronnes (800 000 francs) est de 4 625 couronnes (5 400 francs). En outre, les revenus du capital et des plus-values sont taxés.

En ce qui concerne l'héritage et les droits de succession, une distinction est faite selon le degré de parenté. En ligne directe de parents à enfant, le seuil de l'imposition est fixé actuellement à 30 000 couronnes (35 000 francs) pour le conjoint survivant et à 15 000 couronnes pour les enfants. Au-delà de ce montant, la taxation est progressive. Elle part de 5 % et monte jusqu'à 65 % pour un héritage de 5 millions de couronnes. Elle atteint déjà 35 % pour une succession de 100 000 couronnes. Si la parenté est éloignée, le régime est beaucoup plus sévère. À partir de 3 000 couronnes, l'héritier doit verser 8 % d'impôts ; au-delà d'un million, 72 %. L'impôt sur l'héritage rapporte par an environ 250 millions de couronnes à l'État (250 millions de francs) ; mais les droits de succession frappent surtout les petites entreprises familiales, et des allègements ont été annoncés pour les sociétés. — A. D.

Ecole Nouvelle d'Organisation Économique et Sociale
Établissement privé d'enseignement Technique et Supérieur
ETUDIANTS et SALARIAIRES
(Formation reconnue par l'État)
— PROBATOIRE
— D.E.C.S.
— EXPÉRIENCE COMPTABLE
Sur place à distance.
ENOS
62 r. Miromesnil 75008 Paris
Téléphone : 322.53.26

1500

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le Salon de la moto

Deux roues au lieu de quatre : pourquoi ?

L'impôt sur le capital serait injuste et provoquerait une inquisition fiscale

estime M. Edouard Bonnefous

L'impôt sur la fortune, réclamé par les partis qui ont adhéré au programme commun de la gauche, est récusé par le chef de l'État et a été condamné explicitement par l'actuel premier ministre comme étant « dangereux » et « indéfendable » dans la situation actuelle. Devant la commission sénatoriale des finances, M. Raymond Barre a souligné que l'imposition de la « détention du capital » n'était pas « logiquement cumulable » avec un impôt sur les plus-values et affirmé que les impôts fonciers locaux répondaient au même objectif (« le Monde » du 9 octobre). Tous les membres de la majorité ne partagent pas ce point de vue. MM. Jacques Chirac, Jacques Chaban Delmas, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Max Lejeune, André Fanton, notamment, se sont prononcés en faveur de la création d'un impôt sur le capital. A la commission des finances du Sénat même, l'ancien et l'actuel rapporteur général, MM. Coudé du Foresto et Monory, centristes tous les deux, se sont déclarés partisans de cet impôt. Au Sénat pourtant, le président de la commission des finances, M. Edouard Bonnefous (Gauche démocratique) s'est révélé hostile à l'institution d'un impôt sur la fortune. Pour les lecteurs de notre journal, il a tenu à en préciser les raisons, alors que s'ouvre à l'Assemblée nationale, ce mardi 12 octobre, le débat sur le collectif budgétaire de 1976.

Comme le premier ministre, M. Edouard Bonnefous estime qu'il faut distinguer la transmission de la détention du capital, et sa critique ne porte, ici, que sur une éventuelle imposition de sa détention. Son hostilité vise moins, d'ailleurs, le principe d'un tel impôt que son opportunité. Dans huit pays européens, nous a déclaré M. Edouard Bonnefous, il existe un impôt sur le capital (1). Dans trois d'entre eux, l'Allemagne fédérale, Suède et Suisse (certains cantons), cet impôt coexiste avec une taxation de plus-values. Tous ces pays ont une monnaie forte. Si nous avions une monnaie qui se réévaluait comme celle de nos voisins, nous admettrions fort bien ce type d'imposition. Mais dans notre pays, où les patrimoines sont déjà imputés par la seule dévaluation monétaire, les placements mobiliers ont subi en quinze ans une dépréciation moyenne de près de 40 %. L'indice du cours des valeurs à revenu variable de la compagnie des agents de change, une 100 au 29 décembre 1961, était plus que de 70,6 au 30 juillet 1976 !

Si l'on s'en tient aux six dernières années, sur la base de l'indice 100 en 1970, les cours des actions industrielles étaient, à la fin du mois de mai 1976, de 97 en France, 107 en Allemagne fédérale, 109 en Belgique, 118 en Hollande, 121 en Italie, 123 aux États-Unis et 216 au Japon. On comprend, dans ces conditions, le dol que subit l'épargne française qui lui fallait supporter un impôt supplémentaire annulant le capital. Serait-il opportun, d'autre part, d'accroître le pouvoir d'administration sur les particuliers ? Sous peine d'approuver les injustices existantes, l'institution d'un impôt sur la fortune impliquerait, en effet, un recensement annuel de tous les biens des contribuables. La taxation de la fortune mobilière et des objets d'art consistant le patrimoine de chacun exigerait une véritable inquisition fiscale. Est-ce cela que l'on veut ?

Pour M. Edouard Bonnefous, la réaction d'un impôt sur le capital altère donc à l'encontre des principes de justice qu'invoquent ses adversaires. Sur le plan des recettes fiscales, ne pourrait-elle être, estime-t-il, que d'un rendement médiocre. Se plaçant sur le terrain de l'équilibre budgétaire, le président de la commission des finances pense n'aurait été possible, en revanche, de procéder à des économies.

Pourquoi, déclare-t-il, n'avoir pas bloqué au niveau de 1976 les dépenses militaires prévues pour l'exercice 1977 ? Il existe aussi des dépenses obscures : par exemple, un chapitre de la coopération. L'est-il pas accablant que 50 % de l'aide inscrite au budget à ce titre serve à l'achat d'armes et de besoins militaires des pays de nous aidons ? Dans bien d'autres domaines (énergie, atomique, sécurité sociale, etc.), le déferlement des dépenses apparaît sans issue. Le sentiment que les finances

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES HOSTILES À UNE VIGNETTE SUR LES MOTOS DE PLUS DE 125 CM3

A la suite de l'adoption par la commission des finances de l'Assemblée nationale, le jeudi 7 octobre, d'un amendement de M. Michel Crépeau (radical de gauche, Charente-Maritime), au collectif budgétaire pour 1976, tendant à soumettre à la vignette les motocyclettes de plus de 125 cm³, M. Roger Combrisson (P.C., Essonne), a fait, au nom de son groupe, la déclaration suivante : « En votant contre l'instauration d'une telle vignette, les communistes ont eu le souci de ne pas aggraver une fiscalité déjà fort lourde. Cette mesure pénaliserait les jeunes travailleurs. Elle constituerait une dégradation supplémentaire de leur pouvoir d'achat par le biais d'une nouvelle taxe indirecte qui frapperait également les Français selon leurs revenus. »

● EN GRANDE-BRETAGNE, la hausse des prix de gros est restée forte en septembre : 1,25 %, contre 1,5 % en août. L'indice, qui s'est établi à 226,2 (base 100 en 1970), a augmenté en un an de 16 %. — (Agefi.)

Si le Salon de l'auto s'était ouvert sous le signe de la morosité, on peut noter en revanche que sur les stands moto l'euphorie était de rigueur. Plusieurs raisons à cela : des ventes en constante progression (+ 28 %), des visiteurs toujours plus nombreux et toujours aussi passionnés. Des motards, bien sûr, casqués et bottés, mais aussi beaucoup de jeunes, pas encore en âge de piloter ces engins merveilleux et qui, pour l'instant, placent derrière leurs aînés, empaquetés autocollants et documentation pour, demain, rêver en regardant les posters qu'ils accrocheront au-dessus de leurs lits. Ce sont eux les motards de demain, eux que l'on doit convaincre — et ils sont déjà réceptifs — d'acheter dans un an ou dans deux une moto plutôt qu'une voiture. Ce sont eux qui feront décoller le marché et assureront un quota de vente que l'on pourra planifier. A condition que l'on ne s'ingénie pas, en haut lieu, à barrer la route aux moyennes et grosses cylindrées. Et l'intervention de M. Michel Crépeau — député, maître de La Rochelle, radical de gauche, — qui propose une vignette pour les motos de plus de 125 cm³, a rendu les importateurs soucieux et inquiets pour l'avenir. Morosité côté voiture, inquiétude côté moto, la halle est dans le camp du gouvernement.

M. Jean-Pierre Soisson, à l'occasion du Bol d'or, a déclaré que le gouvernement était décidé à « conduire une action de développement qui facilite la pratique de la moto » et soulignait « réguler un programme qui tend à la création de centres-moto, à la promotion des loisirs-moto... » Mais l'amendement concernant la vignette a été adopté par la commission des finances et il y a de fortes chances qu'il soit voté cette semaine après discussion à l'Assemblée. Pour citation, la position du P.C. Bien que M. Crépeau s'en défende, cette mesure, après l'augmentation de la T.V.A. à 23 %, et les augmentations de primes d'assurance, sera prise par les motards comme une action antimoto et donc anti-jeunes. Le maire de La Rochelle, qui préfère les vélos dans sa ville — dit que pour lui, « l'homme de gauche, c'est uniquement une question de justice fiscale. Car, pourquoi augmenter la vignette sur des voitures d'occasion à 5000 francs pendant que les motos à 15000 et 20000 francs y échapperaient ? »

Les Japonais surlout visés

Dans le camp des importateurs de motos, on ne manquera pas de l'accuser de faire du protectionnisme.

« Au détriment des constructeurs japonais », dit le président de la C.I.M. syndicale, car, sur treize mille neuf cent soixante-seize motos importées durant les six premiers mois de 1976, neuf cent quatre-vingt-quatre sont japonaises.

Quant aux constructeurs français, ils n'ont vendu que quarante-huit motos — de plus de 250 centimètres cubes — pendant ces six mois. C'est dire si la vignette ne les concerne guère. Elle touchera, en revanche, beaucoup plus une marque comme B.M.W. qui peut se vanter d'attirer le gros de la foule sur son stand, autour de la machine vedette de ce salon : la nouvelle 1000 centimètres cubes R 100/RS. La première moto de grande série équipée d'origine d'un cockpit intégral, elle croit le vent de soufflerie qui protège complètement le pilote de la machine du vent et de la pluie. Des rétroviseurs intégrés, une protection des mains, un réservoir de haute capacité, il semblerait que B.M.W. se soit appliqué à corriger toutes les critiques que l'on faisait aux autres cylindrées japonaises, et surtout on note une volonté évidente chez les ingénieurs de la marque allemande de faire oublier les défauts des B.M.W. d'autrefois : esthétique discutabile, poids, vitesse insuffisante. Et c'est vrai que des efforts énormes ont été faits pour changer l'image de marque. Le caractère intégral, on peut en discuter le dessein, mais il est en tout cas terriblement efficace et permet au pilote de faire des longues routes sans avoir à lutter contre le vent de face, d'où une fatigue moindre et une conduite plus sûre. De la vitesse ? Beaucoup plus que ne le permettaient les anciennes machines, puisque la B.M.W. R 100/RS est donnée pour 187 kilomètres-heure. Le modèle RS peut être livré, des roues en fonte d'alliage léger et l'ensemble sera vendu 25500 F. Livrable fin novembre.

Ce n'est pas avant février 1977 que Kawasaki pourra commercialiser ses trois nouveaux modèles. Le marché américain absorbant 80 % de la production de la marque, c'est avec plusieurs mois de retard que les motards français peuvent acheter les nouvelles Kawasaki. En attendant, ils sont venus nombreux pour admirer de la Z 650 et la Z 1000. La 650, évidemment très inspirée de la 900, est en fait une grosse moto de cylindrée inférieure. Une moto intermédiaire qui a un punch égal ou supérieur aux autres 750 en vente sur le marché. Rien d'absolument révolutionnaire sur cette machine, mais tout une synthèse de ce qui se faisait de très bien dans le domaine. Une moto bien étudiée techniquement, aux performances plus qu'honnorables — performance constructeur : 195 kilomètres-heure maxi — et même étonnantes pour une 650 centimètres cubes. Les prix étant bloqués actuellement, les importateurs ne donnent pas les prix de vente 1977, et Kawasaki se contente de dire pour sa 650 que le prix sera de toute façon en dessous de la Honda 750 P-1 — soit moins de 15000 F. On ne peut être plus clair.

Honda, qui reste le leader du marché (bien que talonné par Yamaha) et, de fait, le plus visé par ses concurrents, Honda, qui donnait l'impression de s'endormir sur ses lauriers de premier constructeur mondial et qui ne sortait plus de motos très extraordinaires, montre cette année

quatre nouveaux modèles. Surtout, une petite 125 qui serait — au dire de l'importateur — « une véritable petite bombe ». Elle est vendue 6597 F. Aussi, une 350 K3, une 750 K7 et une nouvelle 750 AT automatique qui destine au marché français, où l'automatisme en matière de moto n'est guère appréciée. Mais, ce qui attire les motards sur le stand Honda, est bien sûr la moto française du 40 Bol d'or et, à certaines heures, son pilote, Jean-Claude Chémartin. Un espoir pour tous les motards : que très vite soit commercialisée une machine extrapokée de la 940 centimètres cubes de la T.V.A. à 23 %, et les augmentations de primes d'assurance, sera prise par les motards comme une action antimoto et donc anti-jeunes. Le maire de La Rochelle, qui préfère les vélos dans sa ville — dit que pour lui, « l'homme de gauche, c'est uniquement une question de justice fiscale. Car, pourquoi augmenter la vignette sur des voitures d'occasion à 5000 francs pendant que les motos à 15000 et 20000 francs y échapperaient ? »

Chez Yamaha, pas de secrets, le but avoué est d'arriver en 1977 à battre commercialement Honda en France. « Un petit retard de 2 % que l'on va essayer de combler », dit Jean-Claude Olivier, l'importateur. Une gamme de vingt-trois modèles différents, une nouvelle XS 750 qui sera vendue 16000 F. Trois cylindres, quatre temps, et surtout une transmission par cardan — qui était jusqu'ici l'apanage de B.M.W. Et, sur le stand Yamaha, le plus beau film du Salon, un film réalisé par Chémartin, où sont montrées toutes les formes de motos : vitesse, trail, enduro, cross.

Enfin, chez le troisième japonais, Suzuki, deux nouveaux modèles, une 400 GS et une 750 GS. Des nouvelles motos quatre temps conçues très vite — peut-être un peu trop vite — par les ingénieurs de la firme pour répondre aux normes anti-pollution draconiennes qui entrèrent en vigueur en 1977 aux États-Unis. Normes qui éliminent définitivement les motos deux temps.

Et puis, autour des stands des géants, ceux des petits constructeurs, parmi lesquels il faut distinguer les motos italiennes Moto Guzzi et Laverda, et les italo-américaines Harley-Davidson — petites cylindrées conçues et fabriquées en Italie et haut de gamme à Milwaukee. Il faut aussi parler des motos de trial, cross et enduro — Bultaco, Ossa, K.T.M., toutes européennes et qui étaient, jusqu'à présent, très bien dans leur domaine particulier.

Mais, en fait, le gros des motards en France — on peut le regretter — se retrouve de préférence sur la route, pilotant des engins chaque jour de plus en plus puissants et chers.

C'est sur la route qu'il peut rivaliser, se faire admirer et s'écarter.

Il faut avoir traversé Paris sur la toute dernière 1000 cmc pour comprendre l'immense satisfaction que son propriétaire peut retirer des regards admiratifs et des questions qu'on peut lui poser sur sa « chère » moto. Il faut avoir une voiture véritablement exceptionnelle pour susciter le même genre de réactions. Alors que pour 20000 francs — le prix d'une voiture moyenne — le motard peut s'offrir un engin de rare beauté et de rapidité. C'est pourquoi il y aura toujours des motards et des salons de la moto, ceci en dépit des taxes, des vignettes et du racisme anti-motard. Enfin, metant la voiture et la moto sous le même toit, les organisateurs du Salon de la porte de Versailles réussiront peut-être, à la longue, à réconcilier deux genres tellement différents. Deux et quatre roues : autre chose qu'une multiplication.

PATRICE VANONI.

● **ELF SIGNE UN NOUVEAU CONTRAT AVEC LE SULTAN D'OMAN.** — Les représentants du groupe pétrolier français Elf-Aquitaine et le sultan d'Oman ont signé, le 10 octobre, à Mascate, un accord de participation concernant la concession off-shore de Musandam, au nord du Sultanat. Un contrat classique de concession pour l'exploitation a été transformé en un contrat de partage de la production.

● **PRECISION.** — Dans l'article traitant de la prise de participation effectuée par le groupe Elf-Aquitaine dans le capital de la société Institut Pasteur Production (I.P.P.), paru dans le Monde du 5 octobre, nous indiquions que le déficit de l'I.P.P. atteignait 14,6 millions de francs. Il s'agissait du déficit cumulé depuis la création de l'entreprise au début de 1973. La direction de l'I.P.P. précise à ce propos, que les pertes se sont amoindries au fil des années, et que les résultats financiers de la firme seront positifs à la fin de 1976 en conformité avec les objectifs définis.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

RÉPUBLIQUE SOCIALE FÉDÉRATIVE DE YUGOSLAVIE

ENTREPRISE DE DISTRIBUTION D'EAU ET DES ÉGOUTS DE SARAJEVO

PROJET DE DISTRIBUTION D'EAU ET DES ÉGOUTS DE SARAJEVO

Vous êtes informé par les présentes que l'Entreprise de Distribution d'eau et des égouts de Sarajevo, République Fédérative Socialiste de Yougoslavie, recevra des demandes pour les préqualifications et l'achat des documents de soumission de la part des entrepreneurs intéressés originaires de pays membres de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Banque Mondiale), ainsi que de Suisse, pour la construction du projet de distribution d'eau et d'égouts de Sarajevo.

Ce projet consiste dans les travaux suivants : pose d'environ 31 km de canalisations de transmission et de distribution d'eau ; neuf réservoirs ; cinq stations de pompage ; 33 km environ de collecteurs d'égouts ; le remplacement de 4,5 km environ d'égouts existants et de 2.000 raccords d'immeubles. Une nouvelle usine de traitement activé des boues en provenance des égouts et un nouveau bâtiment administratif pour l'Entreprise.

L'Entreprise de distribution d'eau et des égouts de Sarajevo a reçu de la Banque Mondiale un prêt en diverses monnaies équivalant à 45 millions de dollars des États-Unis pour couvrir en partie le coût du projet, et elle a l'intention d'utiliser les produits de ce prêt pour effectuer les paiements résultant des contrats pour lesquels est émis le présent appel d'offres.

Les documents de soumission pour les travaux du projet, qui devraient être disponibles entre janvier et mars 1977, se divisent en deux groupes :

Groupe I

Documents de soumission pour la fourniture de tuyaux d'équipements et d'accessoires pour lesquels la préqualification n'est pas requise.

- WSS-1 — Fourniture de tuyaux d'eau et accessoires (Coût du document : 500 dollars des États-Unis).
- WSS-3 — Fourniture d'équipements hydromécaniques et électriques, y compris l'installation du chantier (Coût : 250 dollars).
- WSS-4 — Fourniture d'équipements de signalisation, de mesure et de commande à distance pour l'approvisionnement en eau y compris l'installation du chantier (Coût : 300 dollars).
- SS-1 — Fourniture de tuyaux d'égouts, de trous d'homme et de couvercles (Coût : 300 dollars).

Groupe II

Documents de soumission pour les travaux publics et l'installation des tuyaux pour lesquels la préqualification est requise.

- WSS-2 — Travaux civils, y compris l'installation des tuyaux d'eau et de leurs accessoires.
- WSS-5 — Travaux civils pour les réservoirs et les stations de pompage.
- SS-2 — Travaux civils comprenant l'installation de collecteurs, d'égouts et de trop-pleins en cas d'orage.
- WSS-6 — Construction d'un bâtiment administratif pour l'Entreprise.
- SS-3 — Fourniture et installation de matériels d'une usine des traitements des résidus des égouts, d'une décharge sanitaire par remplissage des cavités du terrain et travaux civils pour l'usine de traitement des résidus des égouts.

Les documents de soumission pour l'approvisionnement (groupe I) peuvent être obtenus à l'adresse suivante, à partir de janvier 1977 :

Preduzece Vodovod i Kanalizacija Sarajevo
Radna Zajednica Za Realizaciju Projekta
— Technicki Sektor
Ul. Joroslava Cernija Br. 12
71 000 Sarajevo, Yougoslavie.

Les questionnaires de préqualification pour les soumissions du groupe II peuvent être obtenus à l'adresse ci-dessus à partir du 10 octobre 1976.

Vous êtes :

- anglo-saxon et vous cherchez l'homme capable de bâtir votre opération en France ?
- français et vous cherchez votre n° 2 capable de diriger votre commercial France/Etranger ?

J'ai :

- 37 ans
- diplôme ESC-MBA Marketing Kansas (U.S.A.)
- 13 années responsabilité marketing ventes + développement + direction filiales expérience récente en France + étranger, entreprises franç. et US, secteur grde consom.

Pour nous rencontrer, écrivez au journal « Le Monde » sous n° 10.138.

TROUVER

une
MEILLEURE SITUATION
ou
SAUTEZ LE PAS
en créant votre affaire

Deux moyens efficaces pour des
Cadres ambitieux de maîtriser l'ave-
nir, grâce à l'aide de :

cadre office

Groupe STRAPLAN
3, rue de Pontalba, 75008 Paris
tél. 285-05-88, 285-28-85 et 286-33-01

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

LA PÉNURIE DE SUCRE

Les cigales et les fourmis

La manque de sucre dans les magasins. Après le ministère de l'économie et des finances, les représentants des professions sucrières — planteurs de betteraves, fabricants et raffineurs — ont donné leurs explications.

C'est avant tout la faute des ménagères : elles ont stocké à tort et à travers, exagérant les conséquences de la sécheresse sur la récolte, et elles ont fait trop de confitures. C'est ensuite la faute des circuits de distribution : le commerce moderne ne s'embarrasse plus de stocks importants. Résultat : les rayons sont vides et le sucre lorsque la consommation s'emballe. C'est aussi parce que les producteurs ont passé des contrats d'exportation, qu'ils ont dû honorer précipitamment au moment où les ménagères ont commencé de stocker. Cela risque enfin d'être la faute des salariés, s'ils ne reprennent pas le travail dans certaines usines en dépit des difficultés pour renouer les conventions collectives.

Bref, les sucriers ont bonne conscience. Il fallait être mal intentionné pour les accuser de trahir leurs livraisons pour « empêcher » les bénéfices d'une prochaine hausse des prix. La preuve : de juin à août 1976, les livraisons ont été supérieures de 34,1 % à celles de la même période de 1975. Au reste, la pénurie est artificielle : les stocks, la récolte betteravière en cours et les importations des DOM devraient procurer à la France 3 120 000 tonnes de sucre au cours des douze prochains mois, alors que les besoins intérieurs ne sont que de 1 970 000 tonnes. Autrement dit, il restera 1 150 000 tonnes des réserves. Pas de panique, donc !

L'approvisionnement des magasins sera-t-il pour autant normal dans les prochains jours ? Y a-t-il de bonnes raisons pour que la « chère » du kilo de sucre s'arrête ? C'est un comportement « déraisonnable », regrette le syndicat, « en attendant le retour au calme, les professionnels craignent des difficultés de vente, lorsque les ménagères commencent leurs réserves. Ils suggèrent que les « primes d'orientation agricole » — subventions — soient rétablies pour les investissements de stockage. Et ils attendent que les pouvoirs publics autorisent, après le 1^{er} janvier prochain, une augmentation du sucre en morcelé.

Toutes ces explications et ces assurances ne changent pas grand-chose à la situation. Comme dans la table, les ménagères fourmis, qui ont fait des « provisions », ont le nez plongé dans le sucre et ne voient pas qu'elles ont besoin de couvrir les magasins et qu'elles se sont « couvertes » contre une prochaine hausse. Les ménagères cigales feront les frais de leur imprévoyance ou de leur confiance dans les chiffres. A moins que les sucriers ne décident de leur offrir un kilo de sucre, comme ils l'ont fait pour les journalistes qui ont assisté à leur conférence de presse... — A. G.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Selon un rapport de M. Vedel

L'État doit s'astreindre à une « rigoureuse autodiscipline » dans sa gestion des entreprises publiques

Le financement des entreprises publiques est traité de façon très emphatique par l'État. Il s'agit d'une politique « au coup par coup », « suivant de très près la conjoncture », « faite d'ajustements incessants » entre les besoins de ces entreprises et des exigences d'ordre général. Ce jugement est contenu dans un rapport

et un projet d'avis que M. Georges Vedel présente, ce mardi 12 octobre, devant le Conseil économique et social. L'étude porte sur cinq entreprises disposant d'un monopole ou quasi-monopole et assumant une mission de service public : E.D.F., G.D.F., Charbonnages de France, S.N.C.F. et R.A.T.P.

De la publication du rapport Nora en 1967 à la crise de l'énergie de 1973, la situation des entreprises publiques a été marquée par « une stagnation des investissements, un dépeuplement sensible de l'État et une politique des tarifs assez éloignée de la vérité des prix ». En 1974 et 1975, on a constaté « une dégradation considérable des conditions de financement, atténuée par la chute de l'indépendance des entreprises et un recours accru à l'emprunt sur les marchés financiers ».

Nouvel incident de parcours : pour redresser l'épargne propre à ces entreprises et éviter une pression excessive sur le marché financier, le VII^e Plan préconisait, face à l'ampleur des programmes d'investissement, un « rattrapage indispensable » des tarifs publics. Or le programme gouvernemental de lutte contre l'inflation vient de les bloquer, tandis que la couverture des besoins de financement des entreprises est laissée dans le vague.

● RECTIFICATIF. — La manifestation du 7 octobre à Nice a rassemblé, selon les observateurs, environ douze mille personnes et non pas deux cents, comme cela a été indiqué à la suite d'une coquille dans le Monde du 9 octobre.

● FIXATION D'UN PLAN COMPTABLE POUR TOUTES LES ENTREPRISES PUBLIQUES. — Actuellement « il est à peu près impossible de constituer des séries statistiques homogènes. Sur le même phénomène apparemment simple, les chiffres ou les graphiques divergent selon les sources ».

Le rapport conclut : « Les choix concernant la gestion des entreprises publiques, notamment leur financement, ne peuvent avoir de sens et d'efficacité que dans la connaissance claire des motifs qui les inspirent, des objectifs qu'ils servent et des effets qu'ils produiront ». La nature même de ces entreprises veut qu'elles « soient utilisées moins pour une politique conjoncturelle que pour une politique structurelle à long terme. A fortiori ne doivent-elles pas être des instruments de pure commodité au jour le jour. La maîtrise de l'État sur le secteur public n'a de justification et de portée que si les autorités s'astreignent à une rigoureuse autodiscipline ».

● RÉPARTITION FRANÇaise DES RESPONSABILITÉS. — « Le refus de l'État de s'engager autrement qu'en tant que maître en règle la fixation des tarifs pour en régler la répartition des responsabilités, décourage les responsables, émiette les programmes, gaspillage d'énergie ». La puissance publique doit laisser « dans un champ assez étendu et sur une durée assez longue », leurs propres responsabilités aux entreprises, notamment en ce qui concerne l'investissement et la politique des contrats de programme.

Trajet en avion, une voiture sur place, louez

europcar

645.21.25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

WORMS INVESTISSEMENT

Au 30 septembre 1976, l'actif net s'élevait à 130 288 491 F. Il se répartissait ainsi (en %): actions françaises (20,41), actions étrangères (32,86), obligations françaises (25,46), obligations étrangères (1,98), liquidités (15,27).

La valeur liquidative des 600 000 actions de 100 F composant le capital de 60 000 000 F représentait, à la même date, 215,17 F.

EUROPE N° 1 - IMAGES ET SON

Pour l'exercice 1975-1976 (1^{er} octobre 1975 au 30 septembre 1976) le chiffre d'affaires hors taxes de l'activité radio du groupe s'élevait à 222 897 000 F contre 208 810 000 F pour l'exercice précédent, soit une progression de 11,44 %.

COGIFI COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS

Au cours de sa séance du 7 octobre 1976, le conseil d'administration a pris connaissance de la situation provisoire au 30 juin 1976.

Les recettes nettes de loyers du premier semestre se sont élevées à 21 593 000 F contre 20 275 000 F pour la même période de 1975, soit une augmentation de 6,50 %.

Compte tenu des produits financiers et des recettes diverses, le bénéfice d'exploitation, pour les six premiers mois de l'exercice, ressort à 16 994 000 F après dotations de 2 334 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions.

L'augmentation des recettes locatives à fin septembre confirme la perspective d'une progression du bénéfice par rapport à l'exercice précédent.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

A L'USINE SIDÉRURGIQUE D'HAGONDANGE (MOSELLE)

Le travail a repris après une grève-bouchon de quatre semaines

Le personnel chargé du classement et du déchargement des produits laminés, qui était en grève depuis le 14 septembre à l'usine d'Hagondange (Moselle), du groupe sidérurgique Sacilor-Sollac, a repris le travail lundi (« le Monde » du 12 octobre) sans avoir véritablement obtenu satisfaction. Une nouvelle rencontre entre la direction générale et les syndicats doit avoir lieu mercredi. Cette grève-bouchon avait amené la direction du groupe à mettre en lock-out deux mille six cents personnes (« le Monde » du 6 octobre).

De notre envoyé spécial

Sollac, rétorque M. René Hulp, secrétaire général adjoint du syndicat de la sidérurgie C.F.D.T. Lorraine, puisqu'il arrive couramment que des travailleurs ayant un emploi, une qualification et une ancienneté suffisante perçoivent des traitements différents. Et puis il est connu de tous, ici, que les ouvriers proposés au classement et au déchargement des produits laminés figurent parmi les plus mal payés : les autres catégories de personnel auraient admis qu'ils soient augmentés sans revendiquer à leur tour.

« Reprenez le travail, nous discuterons ensuite : c'est tout ce que la direction a été capable de nous dire, affirme la C.F.D.T. Nous avons été suffisamment échaudés par ce type d'argument. Pour tant, c'est à peu près ce qui vient de se passer : les grévistes n'ont obtenu satisfaction que sur un point — l'augmentation des effectifs — avec l'embauche promise de huit personnes pour le service du classement et du déchargement. Autre petite concession de la direction : le chômage conjoncturel, qui, en raison de l'insuffisance des commandes, doit toucher huit mille des trente-deux mille salariés de Sacilor pour le dernier trimestre de 1976, a été réduit de

treize à dix postes par équipes. « La direction du groupe, souligne la C.F.D.T., organise une production en dents de scie. Il fallait élargir la production aux heures creuses, ce qui fait perdre 8 % du salaire aux ouvriers touchés. Le reste de ce chômage sera payé par l'État, c'est-à-dire par nous... » Nous ne sommes pas responsables du rythme des commandes, indique M. Gérard Schmitt. Il y a de toute façon intérêt à accélérer ces commandes au fur et à mesure, en raison de la concurrence. Nous n'avons pas prévu la recrudescence qui s'est produite au mois de septembre. Le concurrent de l'Europe, mais surtout du Japon, est effrayé. »

Grève empoisonnée : convenait-il d'entreprendre un conflit de quatre semaines pour obtenir de si maigres résultats ? La C.F.D.T. ne le pensait pas, qui a mollement soutenu cette action, aux côtés de la C.F.P.T. beaucoup plus déterminée en l'occurrence et à l'origine du mouvement. Ce défaut d'unité a-t-il facilité la tâche de la direction générale ? À travers de cette grève à transpiration laide, la lutte d'influence que se livrent actuellement les deux syndicats au sein de Sacilor en vue des élections professionnelles du 24 octobre.

MICHEL CASTAING.

AFFAIRES

LA COMMISSION DE LA C.E.E. NE SONGE PAS À RESTREINDRE LES IMPORTATIONS D'ACIER

Bruxelles (A.F.P.). — La commission de la C.E.E. ne songe pas, à l'heure actuelle, à prendre des mesures destinées à restreindre les importations d'acier, comme le demande l'Association des sidérurgistes européens. M. Henri Simonet, vice-président de la commission, a précisé, lundi 11 octobre, devant la presse à Bruxelles, que des entretiens entre la C.E.E. et le Japon auraient lieu au cours des prochaines semaines pour étudier la situation du marché de l'acier : les exportations japonaises de produits sidérurgiques à destination de la C.E.E. dépassent nettement les plafonds fixés en commun pour 1976 (1,2 million de tonnes).

ALSTHOM VA ABSORBER RATEAU

Dans le cadre de la restructuration du groupe Alsthom Atlantique, constituée officiellement le 1^{er} octobre, la société Alsthom va absorber totalement sa filiale Rateau, dont elle détient 60 % du capital. Les parties d'échanges retenues devraient être de cinq actions Rateau contre deux actions Alsthom Atlantique.

Cette opération devrait permettre de consolider la situation financière de Rateau, qui a connu en 1973 et 1974 deux exercices difficiles se soldant par des pertes de 22 et 24 millions de francs, ramenées à 8,4 millions de francs en 1975, pour un chiffre d'affaires de 215 millions de francs.

Cette semaine

Barnett

Chemisier Habilleur

19, AV. VICTOR-HUGO PARIS 16^e

présente:

COSTUMES Harris Tweed	890 F
PARDESSUS Cashmere	890 F
PANTALONS Flanelle	168 F
PULLS Jacquard	150 F

Rayon spécial GRANDES TAILLES

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL

(Subsidière d'ELETROBRAS)

AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE SALTO SANTIAGO

NOTICE DE PRÉSÉLECTION AUX FABRICANTS

DE JEUX DE BARRES BLINDÉES AVEC DISJONCTEUR

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL lancera un appel d'offres international, limité aux fabricants qualifiés dans la présélection, objet de cette notice, pour le projet, la fabrication, la livraison et la supervision de montage des équipements suivants, destinés à l'aménagement relatif ci-dessus, situé sur le fleuve Iguaçu, dans l'État de Paraná, Brésil.

- Quatre (4) jeux de barres triphasées blindées, à phases séparées, refroidissement naturel, 15 000 A, pour le raccordement des alternateurs aux transformateurs avec dérivation par raccordement aux équipements auxiliaires.
- Quatre (4) disjoncteurs pour les alternateurs, à air comprimé, refroidissement naturel ou par ventilation forcée, 15 000 A, 3 000 MVA, y compris le système d'air comprimé. Ces disjoncteurs seront installés à continuation des barres blindées ci-dessus, entre les alternateurs et les transformateurs élévateurs, et chacun sera pourvu d'un sectionneur groupé avec le disjoncteur dans une enveloppe métallique unique.
- Quatre (4) ensembles blindés contenant l'équipement de protection des alternateurs contre les surtensions et des transformateurs de tension.
- Quatre (4) ensembles blindés contenant des transformateurs de tension.
- Deux (2) jeux de réacteurs limitateurs de courant, chacun avec trois réacteurs monophasés, — type à sec, 1 um, 320 A, installés dans un ensemble blindé.

Les valeurs ci-dessus sont approximatives. L'équipement devra être conçu pour la tension maximale de 24 kV, 60 Hz, NBI 125 kV. La tension nominale, entre 15 et 20 kV, sera établie quand on connaîtra la tension nominale des alternateurs.

Chaque fabricant sélectionné sera invité à fournir la totalité des équipements mentionnés ci-dessus.

Pour le paiement des équipements ci-dessus, ELETROSUL compte utiliser des fonds de l'emprunt 289/OC-BR, assigné avec la Banque Interaméricaine de Développement - BID.

A la présente présélection pourront participer seulement les fabricants établis dans des pays membres de la BID, des pays de développement relatif membres du Fonds Monétaire International et/ou des pays développés qui, à l'occasion de l'appel pour la licitation, soient éligibles à cet effet par la BID.

Les « Instructions pour Demande de Présélection » peuvent être obtenues gratuitement jusqu'au 11 novembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL
Diretoria Administrativa
Edifício Trajano
Rua Trajano, 41 - 3^a andar
Telex 051.1048
88.000 - Florianópolis - Santa Catarina
Brésil.

1976-10-13

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. EUROPE**
- **GRANDE-BRETAGNE** : M. Callaghan obtient une confortable majorité aux Communes sur sa politique économique.
 - **ITALIE** : le plan d'austérité soulève les protestations de la base ouvrière.
- 224. ASIE**
- **THAILANDE** : la dialogue avec les pays socialistes risque d'être compromis.
- 5. DIPLOMATIE**
- Le Quai d'Orsay va « géographiser » ses structures.
- 5. AFRIQUE**
- **PROCHE-ORIENT** : la situation au Liban : malgré l'accord de principe conclu à Choura, des divergences subsistent entre Syriens et Palestiniens.
- 8211. POLITIQUE**
- Deux points de vue sur l'avenir de la V^e République : « Maloie constitutionnel et docteurs de la loi », par Michel Vauzelle, et « Système électoral ou crise institutionnelle ? », par Claude Lelieu. Le débat entre communistes et chrétiens se poursuit dans le domaine de l'édition.
- 11. DÉFENSE**
- Un député socialiste suggère à l'opposition d'« offrir » sa réflexion sur les problèmes militaires.
- 11. RELIGION**
- **LES RÉGIONS** : Nouvelle première dans les transports urbains : les bus d'Angers répondent au téléphone.
- 13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS**
- **A PROPOS DE** : la mer poubelle.
- 14. JUSTICE**
- Une affaire de hold-up avec prise d'otages aux assises de Paris : « Des gens sans histoire ».
- 14. SPORTS**
- **ÉQUITATION** : Christophe Coyer, champion de France à dix-neuf ans.
- 15. FAITS DIVERS**
- **ÉDUCATION** : Le renvoi de deux élèves provoque un conflit dans une école catholique.
- 17. L'ÉVÈNEMENT**
- La Fédération de l'éducation nationale : cinq tendances, quarante-quatre syndicats.
- 18. CULTURE**
- Une interview de M. Senghor, président du Sénégal.
- 21. L'ACTUALITÉ MÉDICALE**
- Un accident redoutable : l'intoxication par l'amanite phalloïde.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- Pages 19 et 20
- Les déserts faits par l'homme.
 - Quand les ordinateurs parlent.
 - Le vidéo-disque au service de la communication audiovisuelle.

- 23 à 26. ARTS ET SPECTACLES**
- **DANSE** : l'atelier Serge Keeten.
 - **EXPOSITIONS** : architectures fictives.

- 36 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE**
- L'ouverture de débat budgétaire à l'Assemblée nationale.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (25)**
- Annouces classées (27 à 33) : Aujourd'hui (14) ; Carnet (34) ; « Journal officiel » (14) ; Médicaments (14) ; Mots croisés (14) ; Bourse (35).

● La carte sur les transports en Afrique publiée dans notre supplément sur la 11^e Foire panafricaine d'Alger (le Monde daté 10-11 octobre) n'est pas une carte officielle. Si elle constitue un fait : le partage du Sahara occidental décidé par le roi Hassan II et le président Ould Daddah, elle ne constitue pas de la part du Monde une prise de position politique. L'O.U.A. et l'O.N.U. étant toujours saisis du problème posé par le Sahara occidental.

Le numéro du « Monde » daté 12 octobre 1976 a été tiré à 610 745 exemplaires.

A B C D E F G

A LA SUITE D'UNE FUITE DE SODIUM

La centrale Phénix de Marcoule est arrêtée

Le réacteur surrégénérateur Phénix, qui depuis décembre 1973 produit de l'électricité au centre atomique de Marcoule (Gard), a dû être arrêté à la fin de la semaine dernière. Une fuite a été décelée dans l'un des six échangeurs de chaleur où circule du sodium fondu. Une fuite analogue avait été observée en juillet dans un autre échangeur qui avait été mis hors service. Cela n'aurait pas entraîné l'arrêt de Phénix, qui est prévu pour fonctionner dans ces conditions. La nouvelle fuite impose une interruption qui durera des semaines ou peut-être plusieurs mois.

Le « cœur » de Phénix est formé d'éléments de combustible (un mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium) baignant dans du sodium liquide qui devient rapidement radio-actif à leur contact. Il est enfermé dans une cuve d'acier, elle-même enfermée dans une enceinte de béton. Dans la cuve trempent aussi six

échangeurs de chaleur où circule également du sodium liquide. Ce sodium, qui n'est pratiquement pas radio-actif, sert de la cuve par des canalisations qui traversent la dalle de béton la surmontant et qui le conduisent dans un bâtiment voisin où il cède sa chaleur à la vapeur d'eau qui actionnera les turbines.

La fuite s'est produite dans l'échangeur n° 1, un peu au-dessous de la traverse de la dalle. Elle est due à la déformation d'une pièce qui n'a pas supporté les fortes variations de température à laquelle elle est soumise.

« Démocratie française » en panne

« SI ON AVAIT PU PRÉVOIR... »

Pour un éditeur, voilà un éditeur heureux. Encore que chez Fayard on soupire fort mardi matin : « Si on avait pu prévoir... »

Car le fait est là : *Démocratie française*, l'ouvrage de M. Giscard d'Estaing, mis en place lundi matin, était introuvable — à Paris du moins — ce même lundi soir. Et il le sera jusqu'à vendredi prochain puisque les 400 000 exemplaires complémentaires, dont l'impression a été évidemment ordonnée, ne seront pas en librairie avant ce jour.

A l'origine, on avait bien tiré 200 000 exemplaires en prévision d'un départ qui devait être bon. Mais on n'avait pas jugé utile de mettre en place tout ce contingent. Il y eut donc seulement 150 000 volumes acheminés vers les diverses librairies et points de vente français, dont un bon tiers pour Paris. L'éditeur avait fixé lui-même les contingents de chacun : 100 à 500 (200 par exemple dans les drugstores, 500 à la FNAC de la rue de Rennes), sans négliger évidemment les quartiers supposés les plus appelés : proximité des ministères, des ambassades, etc.

Mais très tôt chaque libraire criait famine. Et les 50 000 volumes gardés en réserve, filèrent dars-dars en première ligne, si bien que la FNAC put vendre 2 000 volumes et la drugstore de l'Etoile 800. La province ne parvint pas en reste, même si la Côte d'Azur et la Principauté de Monaco n'ont reçu le livre que lundi dans la journée.

Pour l'heure, le service commercial de la maison Fayard s'efforce à enregistrer les commandes. Tel un oracle, l'ordinateur donnera ses réponses mercredi. Mais, d'ores et déjà, on sait que l'ensemble des bibliothèques de gare réclament 30 000 exemplaires, et les centres commerciaux de la banlieue parisienne 15 000.

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu successivement mardi matin 12 octobre M. Joseph Fontanet, ancien ministre, Mme Alexis Léger, veuve de Saint-John Perse, prix Nobel de littérature en 1960, et M. Pierre Etant, ambassadeur de France à Madagascar.

Dans l'après-midi, M. Giscard d'Estaing devait s'entretenir avec M. François-Xavier Ortoli, président de la Commission des Communautés européennes, puis avec le prince Souvanna Phouma, ancien premier ministre du Laos.

● M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a visité, mardi 12 octobre, en compagnie de M. Syrota, directeur de l'Agence pour les économies d'énergie, le 63^e Salon de l'automobile et du motocycle.

● Au Mexique, une vingtaine de personnes ont trouvé la mort lundi 11 octobre dans une collision entre un train de marchandises et une automobile dans l'Etat du Chihuahua. — (A.F.P.)

● Environ trois cents ouvriers « licenciés » du Parisien libéré ont occupé pendant quelques heures, lundi après-midi 11 octobre, la Colonne de Juillet, place de la Bastille. Les manifestants, qui s'étaient massés à l'intérieur de l'enceinte qui entoure la colonne et au sommet de celle-ci, ont déployé de larges banderoles rouges et précipités du haut de l'édifice des centaines d'exemplaires d'une édition pirate « spéciale grève » du Parisien libéré.

Les manifestants quittaient en cortège la place de la Bastille sans qu'aucune interpellation soit effectuée et se dirigeaient, peu après 19 heures, en direction de la rue d'Enghien.

Les commandes étrangères de matériels aéronautiques français sont en baisse sensible

La construction aéronautique française enregistre une sensible diminution du montant des commandes de matériels civils et militaires à l'étranger. Selon des statistiques du Groupement des industries aéronautiques et spatiales (GIFAS), qui est le syndicat patronal de l'industrie aéronautique privée et nationale, la France a enregistré, pour les neuf premiers mois de l'année, un montant global de commandes étrangères qui s'élève à environ 5 900 millions de francs, alors que ce montant était de 7 milliards de francs pour la même période de 1975.

Ces statistiques sont données en francs courants. Exprimé en francs constants, le montant des commandes étrangères pour les neuf premiers mois de 1976 est de 5 300 millions de francs, soit une diminution de l'ordre de 24,8 % par rapport aux neuf premiers mois de l'an dernier.

Cette baisse de commandes est due, semble-t-il, à un tassement du marché civil mais également à la décision de plusieurs clients étrangers d'ajourner la signature de contrats militaires attendus pour 1976. Si les hélicoptères et les missiles tactiques de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) ont continué à se vendre à l'étranger, en revanche les commandes d'avions Mirage ont marqué le pas.

A ce jour, en effet, l'Espagne, le Maroc et le Gabon ont été les seuls pays, cette année, à commander des avions de combat à la France. L'Espagne a décidé d'acheter neuf intercepteurs Mirage F-1, qui s'ajoutent aux quinze exemplaires déjà commandés, et le Gabon recevra cinq chasseurs-bombardiers Mirage III.

De son côté, le Maroc a fait savoir au début de cette année qu'il devait

acquiescer vingt-cinq intercepteurs Mirage F-1. Ce contrat, conclu aujourd'hui, était en discussion depuis plusieurs mois. L'armée de l'air marocaine a prévu de commander une cinquantaine de Mirage F-1 supplémentaires, mais cet accord reste à concrétiser, ainsi que l'achat éventuel d'avions d'entraînement Alpha Jet.

L'Irak envisage d'acquiescer soixante-douze intercepteurs Mirage F-1. Contrairement à certaines rumeurs, cette négociation n'a pas officiellement abouti encore à la signature d'un contrat définitif, dans la mesure où la France cherche également à vendre à l'Irak des armements terrestres et des Corvettes. Les discussions en cours entre les deux pays continuent sur l'ensemble de ce marché et la France entend, par ce biais, obtenir des garanties de l'Irak sur la régularité de son approvisionnement en pétrole. Les contrats pourraient être signés avant la fin de l'année.

M. ADOLPHE TOUFFAIT REPRÉSENTERA LA FRANCE À LA COUR DE JUSTICE EUROPÉENNE

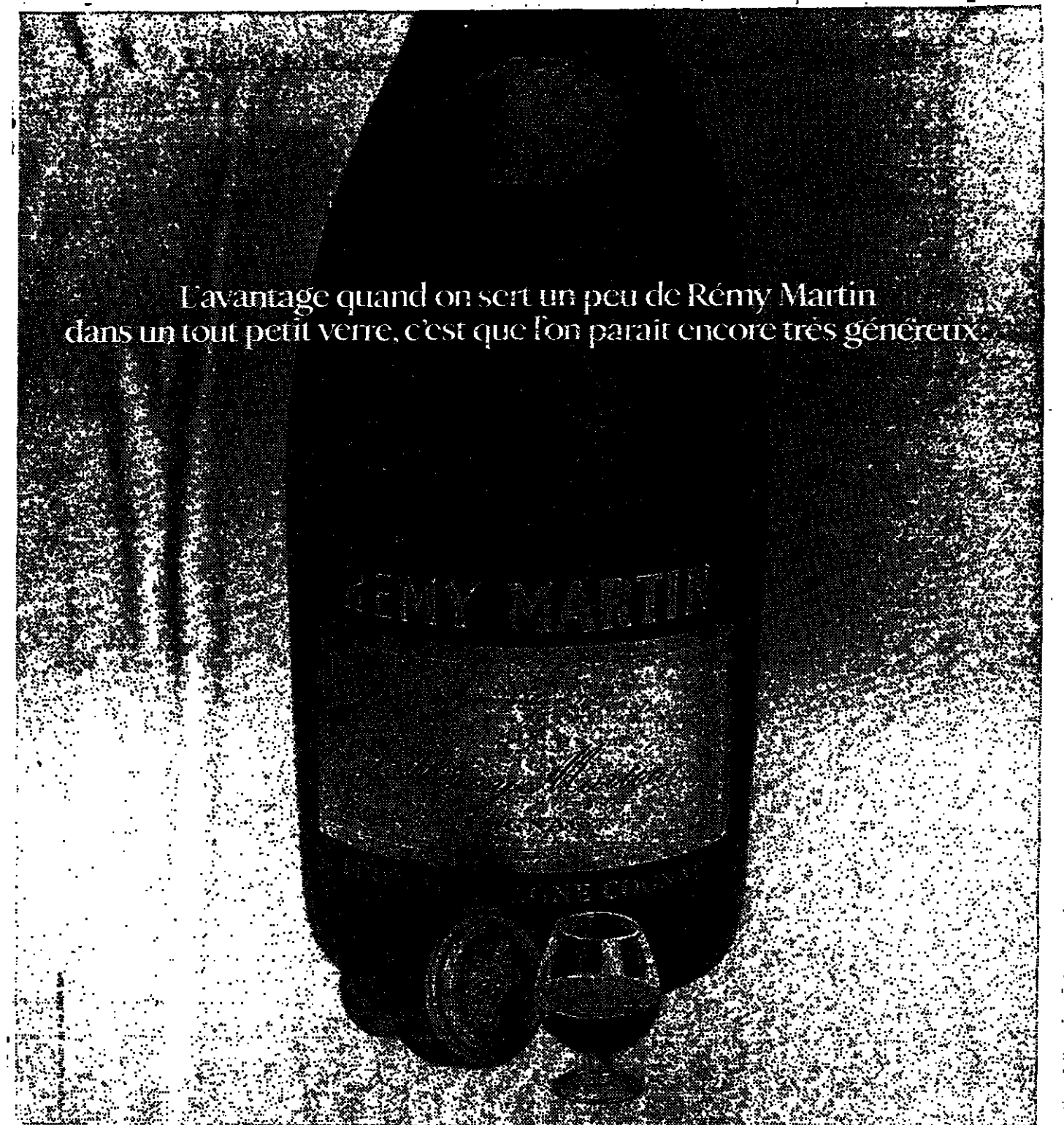
Le gouvernement a décidé de nommer M. Adolphe Touffait, actuel procureur général près de la Cour de cassation, comme juge représentant la France à la Cour de justice européenne, après le départ de M. Robert Lecourt. Cette nomination devait, en principe, être rendue officielle après le conseil des ministres du mercredi 13 octobre.

Judi 7 octobre, dans son discours d'adieu, M. Lecourt, qui était président de la Cour et dont le mandat venait à expiration, avait protesté contre le retard du gouvernement français à nommer le nouveau juge français.

Au Liban L'ARMÉE SYRIENNE AVANCERAIT VERS SAÏDA

L'armée syrienne aurait déclenché une offensive d'envergure ce mardi matin 12 octobre en direction de la région Saïda-Jezzine, annonce l'agence palestinienne Waifa. Les forces de Damas auraient commencé à faire mouvement après un pilonnage intensif des positions palestino-progressistes, qui a duré toute la nuit. L'occupation de Saïda, et surtout de la route qui relie ce port à Beyrouth, risque d'asphyxier la capitale, où se sont retranchés la majeure partie des fedayin et des forces de la gauche libanaise.

Selon la radio phalangiste, d'autres fronts se seraient embrasés durant la nuit. Des affrontements se seraient produits dans le district de Kuleya (sur la frontière libano-israélienne). Des formations de miliciens conservateurs auraient pénétré dans la région de l'Arakout, où se trouvaient les principales bases de fedayin. Des accrochages se seraient produits sur le front de Sofar-Aley, en montagne, à 25 kilomètres à l'est de Beyrouth. — (A.F.P., Reuters.)



L'avantage quand on sert un peu de Rémy Martin
dans un tout petit verre, c'est que l'on paraît encore très généreux.

Le phénomène est bien connu : plus vous rendez une chose rare et plus elle acquiert de la valeur. Servir un grand verre de simple cognac à ses invités ne les honore pas. Servir très peu de Rémy Martin, c'est faire prendre

conscience de sa valeur. Préciser ensuite que Rémy Martin est une Fine Champagne, c'est-à-dire qu'il provient exclusivement des deux premiers crus de la région de Cognac : la Grande et la Petite Champagne, c'est confirmer

le sentiment qu'ils ont de votre générosité. Avec très peu de Rémy Martin, on obtient donc de grands effets. Autant dire que servir un verre normal confie à la prodigalité.

Rémy Martin Fine Champagne Cognac.

JPM 1150